Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

| | |
|---|---|
| **Conseillers en exercice**<br>• Nombre<br>• Voix | <br>52<br>316 |
| **Présents** *(quorum : 26)*<br>• Nombre<br>• Voix | <br>29<br>174 |
| **Pouvoirs**<br>• Nombre<br>• Voix | <br>0<br>0 |
| Majorité des 2/3 selon article 24 des statuts | 116 voix |

| **Suffrages exprimés** | |
|---|---|
| Pour<br>• Nombre<br>• Voix | <br>29<br>174 |
| Contre<br>• Nombre<br>• Voix | <br>0<br>0 |
| Abstention<br>• Nombre<br>• Voix | <br>0<br>0 |

Etaient présents :

- Pour les Départements membres :

Mesdames et Messieurs Céline SALLES, Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN

- Pour les communautés d'agglomérations membres :

Monsieur Bernard KRUZYNSKI

- Pour les communautés de communes membres :

Mesdames et Messieurs Isabelle CAZALIS, Francis BETBEDER, Robert CABE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Vincent LAGROLA, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Bernard ZACCHELLO

- Pour les syndicats mixtes membres :

Messieurs Michel CHANUT, Christian DUCOS, Jean-Jacques DANE, Roger LARRODE, Bernard LABADIE, Vincent LESPERON, Serge JOURDAN

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER

- Pour les communautés d'agglomérations membres :

Mesdames et Messieurs André DROUIN

- Pour les communautés de communes membres :

Mesdames et Messieurs Christine FOURNADET, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

- Pour les syndicats mixtes membres :

Mesdames et Messieurs Sylvain MAUDOU, Bernard LOUGAROT,

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

**OBJET : Affaires générales / Approbation de l'adhésion de la Région Nouvelle-Aquitaine**

**Exposé des motifs :**

Par décision en date du 21 octobre 2019, la Région Nouvelle-Aquitaine a décidé d'adhérer à l'Institution Adour pour la compétence obligatoire ainsi que pour la compétence spécifique - continuité écologique du gave de Pau.

Comme le prévoient les statuts de l'Institution Adour, cette adhésion doit recueillir l'approbation du comité syndical de l'EPTB afin de pouvoir être actée ensuite par arrêté interpréfectoral.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver l'adhésion de la Région Nouvelle-Aquitaine à la compétence obligatoire ainsi qu'à la compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau
- D'actualiser en conséquence l'annexe 1 des statuts de l'Institution Adour soit la liste des membres par carte de compétences avec précision de leur nombre de délégués

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# EPTB DU BASSIN DE L'ADOUR

## Statuts du syndicat mixte ouvert à la carte
## INSTITUTION ADOUR

Projet pour être annexé à la décision du comité syndical relative à l'approbation de l'adhésion de la Région Nouvelle-Aquitaine à l'EPTB.

Actualisation apportée :
Annexe 1 : ajout de l'adhésion de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la compétence obligatoire et la compétence à la carte « continuité écologique gave de Pau »

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

# SOMMAIRE

**SOMMAIRE** ..... **2**

**TITRE I - PRÉAMBULE** ..... **4**

**TITRE II - CONSTITUTION, DENOMINATION, MEMBRES, PERIMETRE, OBJET, SIEGE ET DUREE** ..... **4**

ARTICLE 1. CONSTITUTION ET NATURE DU SYNDICAT ..... 4
ARTICLE 2. DENOMINATION ..... 4
ARTICLE 3. SIEGE ..... 4
ARTICLE 4. DUREE ..... 4
ARTICLE 5. MEMBRES ..... 4
ARTICLE 6. PERIMETRE ..... 5

**TITRE III - MISSIONS DU SYNDICAT** ..... **5**

ARTICLE 7. OBJET ..... 5
ARTICLE 8. COMPETENCES ..... 5
*8.1. Compétence obligatoire* ..... *5*
*8.2. Compétences à la carte* ..... *5*
a) Compétence à la carte « compétences historiques » ..... 5
b) Compétence à la carte « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau » ..... 6
ARTICLE 9. FONCTIONNEMENT DES COMPETENCES A LA CARTE ..... 6
*9.1. Principes* ..... *6*
*9.2. Répartition des charges* ..... *7*
*9.3. Transfert complémentaire d'une compétence à la carte* ..... *7*
*9.4. Restitution d'une compétence à la carte* ..... *7*
ARTICLE 10. AUTRES MODES DE COOPERATION ..... 7
*10.1. Délégation de compétences* ..... *7*
*10.2. Autres prestations* ..... *7*

**TITRE IV - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT** ..... **7**

ARTICLE 11. COMITE SYNDICAL ..... 8
*11.1. Composition du comité syndical* ..... *8*
*11.2. Fonctionnement et modalités de vote du comité syndical* ..... *9*
*11.3. Attributions du comité syndical* ..... *10*
ARTICLE 12. COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS » ..... 10
*12.1. Composition du collège « membres fondateurs »* ..... *10*
*12.2. Fonctionnement et modalités de vote du collège « membres fondateurs »* ..... *10*
*12.3. Attribution du collège « membres fondateurs »* ..... *11*
ARTICLE 13. COLLEGE « CONTINUITE ECOLOGIQUE GAVE DE PAU » ..... 11
*13.1. Composition du collège « Continuité écologique gave de Pau »* ..... *11*
*13.2. Fonctionnement et modalités de vote du collège « Continuité écologique gave de Pau »* ..... *11*
*13.3. Attribution du collège « Continuité écologique gave de Pau »* ..... *11*
ARTICLE 14. BUREAU ..... 11
*14.1. Composition du bureau* ..... *11*
*14.2. Fonctionnement et modalités de vote du bureau* ..... *12*
*14.3. Attributions du bureau* ..... *12*
ARTICLE 15. COMMISSIONS ..... 12
ARTICLE 16. PRESIDENT ..... 12
*16.1. Élection du président* ..... *12*
*16.2. Attributions du président* ..... *13*
ARTICLE 17. VICE-PRESIDENTS ..... 13

**TITRE V - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES** ..... **13**

ARTICLE 18. BUDGET ..... 13
ARTICLE 19. RECETTES ..... 13

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

ARTICLE 20. PRINCIPES RELATIFS AU CALCUL DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DES MEMBRES ..... 14
*20.1. Principes généraux ..... 14*
*20.2. Explication du critère de calcul des superficies sur bassin versant ..... 14*
*20.3. Explication de la clef de calcul de la population sur bassin versant ..... 14*
*20.4. Explication de la clef de calcul du potentiel fiscal rapporté à la superficie sur bassin versant ..... 15*
*20.5. Explication de la clef de calcul au linéaire de berges pondéré ..... 15*
ARTICLE 21. REPARTITION DES CHARGES INHERENTES A LA COMPETENCE OBLIGATOIRE ..... 15
ARTICLE 22. REPARTITION DES CHARGES INHERENTES AUX COMPETENCES A LA CARTE ..... 18
*22.1. Participation financière des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques » ..... 18*
*22.2. Participation financière des membres fondateurs aux charges de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques » et liées à des missions spécifiques afférentes ..... 18*
*22.3. Participation financière des membres fondateurs aux charges d'investissement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques » ..... 18*
*22.4. Participation financière des membres du collège « continuité écologique gave de Pau » aux charges d'investissement et de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau » ..... 18*
ARTICLE 23. AUTRES CONDITIONS FINANCIERES ..... 19

**TITRE VI - MODIFICATIONS STATUTAIRES ..... 19**
ARTICLE 24. MODIFICATIONS DES STATUTS L'INSTITUTION ADOUR ..... 19
ARTICLE 25. ADHESION D'UN NOUVEAU MEMBRE A L'INSTITUTION ADOUR ..... 19
ARTICLE 26. RETRAIT D'UN DES MEMBRES DE L'INSTITUTION ADOUR ..... 19

**TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES ..... 19**
ARTICLE 27. AUTRES DISPOSITIONS ..... 19
ARTICLE 28. REGLEMENT INTERIEUR ..... 20

**ANNEXES ..... 21**
ANNEXE 1 : LISTE PAR CARTE DE COMPETENCES AVEC PRECISION DE LEUR NOMBRE DE DELEGUES ET CARTES DE LOCALISATION DES MEMBRES (EPCI-FP ET SYNDICATS) ..... 21
ANNEXES 2 : DONNEES NECESSAIRES LIEES AU CALCUL DES CLEFS DE REPARTITION. ..... 25
*Annexe 2a : Liste des superficies situées sur le bassin versant et des pourcentages de superficie située sur le bassin versant (EPCI à fiscalité propre) ..... 25*
*Annexe 2b : Liste des linéaires de bassin versant et des superficies situées sur bassin versant (syndicats et EPCI à fiscalité propre non couverts intégralement par un syndicat et exerçant en propre la compétence GEMAPI sur tout ou partie de leur territoire) ..... 55*
ANNEXE 3 : TABLEAU DE REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT DE LA COMPETENCE A LA CARTE « COMPETENCES HISTORIQUES ». ..... 57
*Annexe 3a : principes de répartition des charges de fonctionnement à la date d'approbation de la modification des statuts ..... 57*
*Annexe 3b : principes de répartition des charges d'investissement à la date d'approbation de la modification des statuts ..... 59*
*Annexe 3c : principes de répartition des charges d'investissement et de fonctionnement de la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau » ..... 60*

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

# Titre I - PRÉAMBULE

L'Institution Adour, institution interdépartementale, établissement public territorial du bassin (EPTB) de l'Adour a été constituée entre les 4 Départements du bassin de l'Adour le 7 juillet 1978.

La transformation en syndicat mixte ouvert a été actée par arrêté interpréfectoral en date du 29 décembre 2016.

# Titre II - CONSTITUTION, DENOMINATION, MEMBRES, PERIMETRE, OBJET, SIEGE ET DUREE

## Article 1. Constitution et nature du syndicat

En application des articles L.213-12 du code de l'environnement, L.5421-7, L.5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ainsi qu'aux dispositions auxquelles ils renvoient, l'Institution Adour, institution interdépartementale créée le 7 juillet 1978, établissement public territorial du bassin de l'Adour tel qu'arrêté le 11 avril 2007 par le Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne, est transformée en syndicat mixte ouvert avec des compétences à la carte.

## Article 2. Dénomination

Le syndicat prend le nom d'« Institution Adour ». Le présent établissement peut également être désigné dans les présents statuts par « l'EPTB ».

## Article 3. Siège

Le siège de l'Institution Adour est fixé au 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex.

## Article 4. Durée

L'Institution Adour est constituée pour une durée illimitée.

## Article 5. Membres

L'EPTB regroupe les membres fondateurs suivants :

- Département des Hautes-Pyrénées
- Département du Gers
- Département des Landes
- Département des Pyrénées-Atlantiques.

Il peut également regrouper :

- des Régions ;
- des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;
- des syndicats mixtes fermés soumis aux dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi que ceux soumis aux dispositions spécifiques prévues par les articles L. 5741-1 à L. 5741-5 du code général des collectivités territoriales et ce dans les limites posées par lesdits articles et notamment par l'article L. 5711-4 de ce code.

La liste et la localisation des membres sont annexées aux présents statuts.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

### Article 6. Périmètre

L'Institution Adour est compétente sur le bassin hydrographique de l'Adour. Lorsque les membres adhèrent à l'Institution Adour, cette adhésion s'opère pour la partie de leur territoire située sur le bassin hydrographique de l'Adour.

## Titre III - MISSIONS DU SYNDICAT

### Article 7. Objet

L'Institution Adour exerce ses compétences en vue de faciliter à l'échelle d'un sous-bassin ou groupement de sous-bassins hydrographiques, la prévention des inondations, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides au sens de l'article L. 213-12 du Code de l'environnement.

À ce titre il exerce une compétence obligatoire, commune a tous ses membres et des compétences à la carte.

### Article 8. Compétences

L'Institution Adour exerce une compétence obligatoire. Les membres qui ont adhéré à la compétence obligatoire peuvent également adhérer pour des compétences à la carte.

#### 8.1. Compétence obligatoire

Les EPTB représentent la clef de voûte de la gouvernance de l'eau à l'échelle des grands bassins. À ce titre, l'EPTB du bassin de l'Adour conduira les missions suivantes :

- coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ;
- mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau, notamment par un rôle de coordination, animation et conseil ;
- élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) ;
- observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des missions précitées.

#### 8.2. Compétences à la carte

L'Institution Adour, en tant qu'établissement public territorial de bassin tel que défini à l'article L. 213-12 du code de l'environnement, a vocation à intervenir en qualité de chef de file mais aussi de maître d'ouvrage, à la mise en œuvre des orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) dans différents domaines de la gestion du grand cycle de l'eau.

A ce titre, deux types de compétences à la carte sont exercées :

- Une compétence à la carte nommée « compétences historiques »
- Une compétence à la carte nommée « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau »

*a) Compétence à la carte « compétences historiques »*

La compétence à la carte « compétences historiques » recouvre l'intervention de l'Institution Adour dans les domaines suivants :

- l'élaboration, le portage et la mise en œuvre des outils de gestion intégrée, tels que par exemple les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) (item 12° du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement) ;

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

- la biodiversité, et concernant plus précisément la préservation des poissons migrateurs, la coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales (I. de l'article L.213-12 du code de l'environnement) ;

- de la gestion et de la protection des milieux aquatiques, et concernant plus précisément l'accompagnement à la mise en œuvre des actions de restauration de la continuité écologique (item 8° du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement) * et la réalisation de travaux de restauration de la continuité écologique au droit des ouvrages dont l'Institution Adour est propriétaire et / ou gestionnaire, et ce, à l'exclusion des travaux ciblés dans la compétence à la carte ci-après intitulée « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau » ;

- de la gestion quantitative de la ressource en eau intégrant l'élaboration, le portage et la mise en œuvre de projets de territoire et de plans de gestion des étiages (PGE) (items 3° et 10° du L.211-7, paragraphe I du code de l'environnement) ;

- de la gestion des risques fluviaux et concernant plus précisément les actions de protection contre les inondations (items 5° et 12° du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement), les travaux d'intérêt général de restauration, d'entretien et d'aménagement des cours d'eau (item 2° du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement) et les opérations visant la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour (item 1°du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement) * ;

- de la gestion qualitative de la ressource en eau (items 4°, 6°, 7°et 11° du L.211-7, paragraphe I, du code de l'environnement) ;

- des actions pédagogiques et de communication, et de partenariat avec les organismes scientifiques et de recherche ;

- de la valorisation de son patrimoine, des équipements et des seuils sous gestion et/ou propriété de l'Institution Adour notamment la valorisation économique et environnementale par le développement des énergies renouvelables (y compris équipement hydroélectrique) et la valorisation à destination de loisirs ;

Les membres fondateurs exercent obligatoirement la compétence à la carte composée de l'ensemble des missions listées ci-avant.

Il est rappelé que les compétences précitées relevant du 1,2,5 et 8 de l'article L.211-7 paragraphe I relèvent de la compétence dite GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations). Les compétences relevant en tout ou partie de la GEMAPI sont signalées à titre indicatif par un astérisque *.

#### *b) Compétence à la carte « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau »*

La compétence à la carte « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau » porte sur les actions suivantes :

- Dimensionnement, préparation et conduite des opérations de restauration de la continuité écologique au droit des ouvrages transversaux (seuils) implantés sur le gave de Pau, dont l'Institution Adour est propriétaire et / ou gestionnaire.

Seuls les quatre membres fondateurs historiques de l'Institution Adour ainsi que les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie peuvent adhérer à cette compétence à la carte.

## Article 9. Fonctionnement des compétences à la carte

### 9.1. Principes

Il est annexé aux statuts un tableau faisant état des adhésions des membres aux différentes compétences (annexe 1).

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

### 9.2. Répartition des charges

L'Institution Adour exerce, en lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Chaque membre ne supporte que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au syndicat et une part des dépenses d'administration générale.

### 9.3. Transfert complémentaire d'une compétence à la carte

L'adhésion à la compétence à la carte résulte de délibérations concordantes du comité syndical, d'une part, et de l'organe délibérant dudit membre, d'autre part, sans consultation des autres membres. Ce transfert complémentaire est entériné par arrêté préfectoral.

Jusqu'au 1er janvier 2020 seuls adhèrent et peuvent adhérer à la compétence à la carte « compétences historiques » les membres fondateurs.

### 9.4. Restitution d'une compétence à la carte

Un membre ayant transféré une compétence à la carte, peut reprendre cette compétence. La restitution des compétences est réalisée conformément aux articles L.5211-17 et L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

En cas de retrait de toutes les compétences le membre doit alors opérer alors non plus une restitution de compétence à la carte mais un retrait de l'Institution Adour.

Aucun retrait des compétences à la carte n'est toutefois possible avant le 1er janvier 2020 pour assurer à l'Institution Adour la possibilité d'une continuité d'action sur le territoire le temps d'organiser son évolution territoriale.

## Article 10. Autres modes de coopération

### 10.1. Délégation de compétences

L'Institution Adour peut hors transfert de compétence se voir déléguer par une entité membre ou non membre des missions au sens du V du L.213-12 du code de l'environnement ou tout autre cadre juridique prévu par les textes, y compris au-delà du bassin versant de l'Adour, tout ou partie de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

### 10.2. Autres prestations

L'Institution Adour a la faculté de conclure, avec des membres ou des tiers non membres, y compris au-delà du bassin versant de l'Adour, collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale, syndicats mixtes ou autres, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence et notamment des règles de la commande publique en cas d'application de ces dernières.

Dans ce cadre, et dans les limites des textes et jurisprudences en vigueur, l'Institution Adour peut contractualiser si cela a un intérêt pour le bassin de l'Adour et les missions de l'EPTB avec des entités situées hors du périmètre de l'Adour et intervenir hors de ce dernier.

# Titre IV - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

L'Institution Adour est administrée par un comité syndical, un collège « membres historiques », « un collège « Continuité écologique gave de Pau », un bureau et un président.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

## Article 11. Comité syndical

### 11.1. Composition du comité syndical

L'Institution Adour est administrée par un Comité syndical, composé de délégués désignés par les organes délibérants des membres qu'ils représentent. Dans le silence des textes il est fait application des règles empruntées aux syndicats mixtes fermés en ce qui concerne la désignation des délégués.

Chaque délégué participe au vote de chacune des délibérations relatives à l'exercice de la ou des compétence(s) auxquelles les membres qu'ils représentent adhèrent.

Le comité syndical est composé de délégués titulaires répartis comme suit. Il n'est pas prévu de délégué suppléant.

| Membres | | Nombre de délégués par membre | Nombre de voix par délégué |
|---|---|---|---|
| Départements (par Département) | | 5 | 14 |
| Régions (par Région) | | 1 | 6 |
| EPCI à fiscalité propre (par EPCI-FP) | Population DGF rapportée au bassin versant de l'Adour (calculée par commune membre) < 50 000 habitants | 1 | 1 |
| | Population DGF rapportée au bassin versant de l'Adour (calculée par commune membre) > 50 000 habitants | 1 | 3 |
| Syndicats mixtes (par syndicat) et EPCI à fiscalité propre exerçant en propre la compétence GEMAPI sur tout ou partie de son territoire | | 1 | 1 |

En sus de leur adhésion en tant qu'« EPCI à fiscalité propre » qui leur conférera un nombre de délégué et de voix selon les modalités telles qu'indiqué ci-avant, les EPCI à fiscalité propre qui exercent en propre sur tout ou partie de leur territoire la compétence GEMAPI disposeront d'un délégué supplémentaire en tant qu'assimilé à un syndicat de rivière pour la partie correspondante de leur territoire. Ce délégué dispose d'une seule voix quelle que soit la strate de population de l'EPCI à fiscalité propre. Pour les EPCI à fiscalité propre, ayant une population supérieure à 50 000 habitants, lors de la désignation de ses délégués, l'établissement indique quel délégué siège au titre de cette représentation. À défaut de précision, le second nom sur la liste communiquée sera celui réputé siéger au titre de cette représentation.

Chaque délégué est désigné par la structure membre dans les conditions qui lui sont propres.

Le mandat de délégué au sein du comité syndical expire en même temps que le mandat au titre duquel les délégués ont été désignés.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, l'organe délibérant du membre concerné pourvoit au remplacement dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales.

À défaut pour un membre d'avoir désigné ses délégués, il sera fait application de l'article L.5211-8 du code général des collectivités territoriales pour les membres issus des EPCI à fiscalité propre et des syndicats mixtes.

Pareillement, pour les autres membres (Régions, Départements) en cas de non désignation des délégués, siègent alors de droit le président de la collectivité et, si cette dernière dispose de 2 sièges ou plus, son Président et son 1er vice-président.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

Pour le calcul des populations rapportées au bassin versant, il est fait application de la clef de calcul définie aux présents statuts pour les clefs de répartition (Article 20).

### 11.2. Fonctionnement et modalités de vote du comité syndical

Le comité syndical se réunit au minimum deux fois par an et à chaque fois que le président de l'Institution Adour le juge utile, au siège de l'Institution Adour. Cependant, la réunion de l'Institution Adour peut se tenir au siège de l'un des membres de l'Institution Adour ou en tout autre lieu du bassin de l'Adour.

En outre, le comité syndical peut être convoqué à la demande des deux tiers des délégués.

La convocation indique obligatoirement, la date et l'heure de la réunion, le lieu précis de la réunion ainsi que l'ensemble des questions portées à l'ordre du jour prescrit par le président de l'Institution Adour. Elle doit être adressée personnellement à tous les délégués du comité syndical. Le président peut décider que l'envoi de la convocation ou de tout autre document nécessaire à la tenue de la réunion du comité syndical peut être faite par voie de mail ou dématérialisée. Dans ce cas, il en informe les délégués en début de mandat.

En cas d'empêchement, les délégués ont l'obligation d'informer le président de leur absence.

Toute convocation à une réunion du comité syndical est adressée 5 jours francs avant la date de la tenue de la réunion.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour sur la convocation doit être accompagné dans le même délai d'une note de synthèse et de tout document permettant au délégué d'être informé de manière appropriée.

La tenue de la réunion du comité syndical est subordonnée, sous peine de nullité des décisions prises, à la réunion d'un quorum fixé à la moitié de ses délégués. Le quorum est vérifié en début de séance et à chaque vote d'un point à l'ordre du jour et porté au procès-verbal. Si le quorum n'est pas atteint en début de réunion ou préalablement à chaque vote organisé sur un point à l'ordre du jour, la réunion du comité syndical est reportée au minimum trois jours francs après avec le même ordre du jour. La réunion du comité syndical ne sera alors pas soumise à la règle du quorum.

Si l'ordre du jour doit être modifié après l'échec d'une réunion du comité syndical pour défaut de quorum, le délai de convocation est automatiquement porté à 5 jours francs. La seconde réunion dans ces conditions n'est pas soumise à l'obligation de quorum.

Toutes les délibérations portant sur l'exercice de l'objet de l'Institution Adour et sur les points à l'ordre du jour sont prises à la majorité simple des délégués présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du président du comité syndical est prépondérante.

Le vote s'effectue à main levée, sauf à la demande expresse d'organisation d'un scrutin secret par au moins un tiers des délégués présents ou représentés. Cette demande doit être présentée avant la mise au vote de la décision.

Le président appelle pour chaque délibération expressément la manifestation des votes contre, des votes pour et des abstentions et fait consigner chaque vote sur le procès-verbal de séance.

Chaque délégué siégeant au sein du comité syndical peut être porteur d'un seul pouvoir écrit de voter en son nom. Chaque pouvoir n'est valable que pour une seule réunion du comité syndical dont la date de convocation et les points à l'ordre du jour sont précisés. Tous les pouvoirs sont présentés en début de séance au président du comité syndical.

Le président, lorsqu'il l'estime nécessaire, peut inviter toute personne qualifiée à participer aux réunions du comité syndical. La participation de ces personnes à la réunion est précisée dans les convocations à la réunion. Il est précisé leur identité, leur qualification et le titre auquel ils sont amenés à participer à la réunion. Leur participation se fait sans voix délibérative.

Lorsqu'un délégué dispose d'un nombre de voix (propres ou en raison d'un pouvoir) son vote compte pour le nombre de voix dont il dispose. En cas de vote à bulletin secret il dispose d'autant de bulletins qu'il dispose de voix.

### 11.3. Attributions du comité syndical

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de l'objet de l'Institution Adour.

Il peut déléguer une partie de ses compétences collégialement au bureau ou individuellement au président à l'exception des domaines suivants :

- Élire le président et les membres du bureau,
- Adopter le règlement intérieur de l'Institution Adour,
- Approuver les nouveaux membres,
- Voter le budget et le compte administratif,
- Donner quitus au président et au comptable public pour leur gestion de l'année N-1,
- Fixer et appeler les contributions financières des membres de l'Institution Adour,
- Décider la création d'emplois,
- Proposer de modifier les conditions de financement de l'Institution Adour,
- Proposer de modifier les statuts.

En début de mandat, le comité syndical établit un règlement intérieur de l'Institution Adour qui précise le fonctionnement des organes statutaires qu'il adopte à la majorité simple.

## Article 12. Collège « membres fondateurs »

### 12.1. Composition du collège « membres fondateurs »

Le collège « membres fondateurs » est composé des représentants des quatre membres historiques de l'Institution Adour, soient :

- Le Département des Hautes-Pyrénées
- Le Département du Gers
- Le Département des Landes
- Le Département des Pyrénées-Atlantiques.

Chaque membre est représenté au sein de ce collège par l'ensemble des délégués titulaires qu'il a désigné pour siéger au sein du comité syndical, soit par cinq élus.

### 12.2. Fonctionnement et modalités de vote du collège « membres fondateurs »

Les modalités fixées à l'article 11.2 ci-avant s'appliquent pour le collège « membres fondateurs » sauf pour le point exposé ci-après concernant le quorum.

La tenue de la réunion du collège « membres fondateurs » est subordonnée, sous peine de nullité des décisions prises, à la réunion d'un quorum fixé au 2/5ème des délégués des membres historiques.

### 12.3. Attribution du collège « membres fondateurs »

Le collège « membres fondateurs » règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence à la carte « compétences historiques » de l'Institution Adour.

## Article 13. Collège « Continuité écologique gave de Pau »

### 13.1. Composition du collège « Continuité écologique gave de Pau »

Le collège « Continuité écologique gave de Pau » est composé des quatre membres historiques de l'Institution Adour.

- Le Département des Hautes-Pyrénées
- Le Département du Gers
- Le Département des Landes
- Le Département des Pyrénées-Atlantiques

Les Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, si elles décident d'adhérer à la compétence à la carte « compétence spécifique – continuité écologique gave de Pau », feront également partie de ce collège.

Chaque membre est représenté au sein de ce collège par l'ensemble des délégués titulaires qu'il a désigné pour siéger au sein du comité syndical, chacun disposant d'un nombre de voix au sein de ce collège tel qu'indiqué ci-après.

| Membres | Nombre de délégués par membre | Nombre de voix par délégué |
|---|---|---|
| Départements (par Département) | 5 | 1 |
| Régions (par Région) | 1 | 10 |

### 13.2. Fonctionnement et modalités de vote du collège « Continuité écologique gave de Pau »

Les modalités fixées à l'article 11.2 ci-avant s'appliquent pour le collège « Continuité écologique gave de Pau ».

### 13.3. Attribution du collège « Continuité écologique gave de Pau »

Le collège « Continuité écologique gave de Pau » règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau » de l'Institution Adour.

## Article 14. Bureau

### 14.1. Composition du bureau

Le comité syndical élit en son sein un bureau composé de huit délégués désignés parmi les représentants des membres fondateurs, de telle sorte que chaque membre fondateur soit représenté par deux délégués, et comprenant :

- le président

- les 3 vice-présidents,

- les présidents des commissions des travaux et des finances

- 2 délégués membres du bureau désignés au sein du comité syndical.

Leur élection intervient à la plus proche séance qui suit l'installation du comité syndical et l'élection du président de l'Institution Adour.

### 14.2. Fonctionnement et modalités de vote du bureau

Le bureau se réunit sur convocation du président de l'Institution Adour autant de fois que nécessaire et au minimum trois fois par an.

La convocation est adressée par le président de l'Institution Adour trois jours francs avant la date de la tenue de la réunion à chacun des membres du bureau dans les mêmes conditions de forme que pour les réunions du comité syndical. L'envoi d'une note de synthèse pour chaque point à l'ordre du jour est facultatif. Le quorum est atteint lorsqu'un tiers des membres du bureau sont présents. Aucun pouvoir n'est admis pour la réunion du bureau.

En cas d'absence de quorum, le président convoque à nouveau le bureau dans un délai franc de trois jours.

Le vote au sein du bureau s'effectue à main levée sauf s'il est demandé l'organisation d'un scrutin secret par au moins 1/3 des membres du bureau présents. Chaque membre du bureau est détenteur d'une seule voix.

### 14.3. Attributions du bureau

Le bureau est chargé d'assister le président dans la gestion de l'Institution Adour.

Il délibère sur toutes les affaires que le comité syndical lui a déléguées expressément.

## Article 15. Commissions

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions consultatives permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical.

A minima, deux commissions sont créées au sein de l'Institution Adour et uniquement composées de représentants des membres historiques :

- la commission des travaux : commission consultative constituée d'un président et de 7 délégués de telle sorte que chaque membre fondateur soit représenté en son sein par 2 délégués ; cette commission est chargée d'examiner, en tant que de besoin, préalablement aux réunions du comité syndical, les aspects techniques des dossiers. Elle sera réunie de manière systématique préalablement aux réunions du comité syndical pour lesquelles le vote du budget primitif et des modifications statutaires sont inscrits à l'ordre du jour.
- la commission des finances : commission consultative constituée d'un président et de 7 délégués de telle sorte que chaque membre fondateur soit représenté en son sein par 2 délégués ; cette commission est chargée d'examiner préalablement, en tant que de besoin, aux réunions du comité syndical, les aspects financiers des dossiers. Elle sera réunie de manière systématique préalablement aux réunions du comité syndical pour lesquelles le vote du budget primitif et des modifications statutaires sont inscrits à l'ordre du jour.

## Article 16. Président

### 16.1. Élection du président

Le président est élu à la majorité simple par le comité syndical, lors de la première réunion suivant le renouvellement général des membres fondateurs.

Le renouvellement du président conduit au renouvellement du bureau.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

### 16.2. Attributions du président

Le président est l'organe exécutif de l'Institution Adour et à ce titre :

- Prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du bureau,
- Convoque et préside les réunions du comité syndical et du bureau,
- Ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes en conformité avec le budget voté par le comité syndical, accepte les dons et legs,
- Est chargé de l'administration de l'Institution Adour, nomme aux différents emplois, prépare le projet de budget,
- Dirige les services de l'Institution Adour et la représente en justice,
- Nomme les directeurs de l'Institution Adour après avis obligatoire du comité syndical.

Le président est seul chargé de l'administration, mais il peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses vice-présidents ou, dès lors que ceux-ci sont tous titulaire d'une délégation, à des délégués du comité syndical.

Il peut également déléguer sa signature aux Directeurs de l'Institution Adour.

### Article 17. Vice-présidents

Les vice-présidents peuvent se voir déléguer une partie des fonctions du président sous sa surveillance et sa responsabilité. Ils sont au nombre de 3 de telle sorte que chaque Département soit représenté et remplacent le président en cas d'absence ou d'empêchement. Leur élection intervient à la plus proche séance qui suit l'installation du comité syndical et l'élection du président de l'Institution Adour.

## Titre V - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

### Article 18. Budget

Le budget de l'Institution Adour pourvoit aux dépenses et aux recettes des services pour lesquels l'Institution Adour est constituée.

Le comité syndical vote chaque année le budget primitif de l'Institution Adour et toutes décisions modificatives ou budgets supplémentaires.

### Article 19. Recettes

Les recettes de l'Institution Adour comprennent notamment :

- Les versements financiers de chaque membre, décidées par le comité syndical dans le respect des dispositions statutaires, sous deux formes, contributions de fonctionnement, et participations d'investissement,
- Les revenus des biens meubles ou immeubles de l'Institution Adour,
- Les sommes qu'il perçoit auprès des administrations publiques, des associations ou des usagers,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances, et contributions correspondant aux services assurés,
- Les produits des dons et legs,

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

- Les produits des emprunts,
- Les produits et dividendes de sociétés et syndicats dans lesquels elle détient une participation
- Toute autre recette autorisée par les lois et règlements en vigueur, présent et à venir.

## Article 20. Principes relatifs au calcul des contributions financières des membres

### 20.1. Principes généraux

Le montant de la contribution des membres aux dépenses de l'Institution Adour est fixée chaque année lors du vote du budget par délibération du comité syndical et selon les modalités de calcul suivantes.

Pour le calcul des contributions qui suivent, la charge à répartir —compétence par compétence —est calculée sur la base des charges affectées à la compétence après déduction des éventuelles participations financières des autres collectivités publiques (hors contributions) et plus globalement de toutes les recettes affectées à la compétence. Il est ainsi fait application de la formule suivante :

**Charges à répartir pour la compétence (CRC)** = Total des charges affectées à la compétence – (participations financières de tiers + autres recettes affectées à la compétence).

Pour le calcul des contributions telles que définies ci-après, il est fait usage de données issues des administrations publiques. Les annexes 2 et 3 des présents statuts, rappelant certaines de ces données publiques, ont une portée purement indicative, seules les sources issues des données publiques faisant foi.

Les données employées pour le calcul des contributions sont notamment :

- Les superficies des communes et des membres, les superficies sur bassin versant, les linéaires de berges des cours d'eau principaux et secondaires, la classification des cours d'eau sont extraits de la base de données SANDRE (service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau) ou de toute autre base de données publique qui viendrait s'y substituer.
- Des populations DGF issues des sources préfectorales

### 20.2. Explication du critère de calcul des superficies sur bassin versant

L'EPTB ayant vocation à n'intervenir pour ses membres que sur la part de leur territoire comprise dans le bassin versant de l'Adour, les contributions des EPCI à fiscalité propre et des syndicats mixtes prennent comme critère de calcul, dans les conditions fixées par les présents statuts, la superficie située sur le bassin versant.

- Lors d'adhésion de nouveaux EPCI à fiscalité propre ou syndicats mixtes, ou lors d'une évolution de leurs périmètres d'adhésion, un tableau annexé aux présents statuts est réalisé ou actualisé (annexe 2a pour les EPCI à fiscalité propre, annexe 2b pour les syndicats mixtes).
- Pour les EPCI à fiscalité propre, l'annexe 2a liste les communes de l'EPCI situées dans le bassin versant et périmètre d'adhésion. Il renseigne pour chaque commune sa superficie totale et sa superficie située sur le bassin versant ainsi que le pourcentage qui en résulte de superficie située sur le bassin versant.
- Pour les syndicats mixtes, pour le périmètre d'adhésion aux compétences, l'annexe 2b liste la superficie du syndicat située sur le bassin versant, les linéaires de berges des cours d'eau principaux, les linéaires de berges des cours d'eau secondaires.

### 20.3. Explication de la clef de calcul de la population sur bassin versant

Lorsqu'une clef de calcul ne prend en compte qu'une part de la population rapportée à la superficie dans le bassin versant le calcul est opéré comme suit :

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

- L'unité géographique de référence du calcul employée est la commune.
- Pour chaque commune située sur le bassin versant, sa population prise en compte est sa population DGF (données fournies par les Préfectures concernées) calculée au prorata de la superficie de la commune située sur le bassin versant. Ainsi si 70% du territoire de la commune est situé sur le bassin versant, la population retenue pour cette commune correspondra à 70% de sa population DGF. Lorsqu'une commune est intégralement dans le bassin versant, sa population DGF est entièrement prise en compte.

**Population communale sur bassin versant (PCVB)** = Population DGF X pourcentage de la superficie de la commune située sur le bassin versant.

- La population effectivement prise en compte pour chaque structure (EPCI à fiscalité propre ou syndicat mixte) correspond à la somme des populations retenues des communes situées sur le bassin versant. Ainsi un EPCI à fiscalité propre comprenant 3 communes situées sur le bassin versant de l'Adour aura une population correspondant à la somme des populations retenues pour chacune de ces 3 communes.

**Population retenue pour la structure (CRITERE A)** = Somme des populations communales sur bassin versant (PCBV) pour ses communes membres situées sur le bassin versant

En cas de création de commune nouvelle il sera fait application des données actualisées issues des bases publiques.

Les superficies prises en comptes sont celles annexées aux présents statuts, annexes 2a.

### 20.4. Explication de la clef de calcul du potentiel fiscal rapporté à la superficie sur bassin versant

Lorsqu'une clef de calcul prend en compte seulement une part du potentiel fiscal rapporté à la superficie dans le bassin versant le calcul est opéré comme suit :

**Potentiel fiscal rapporté au bassin versant (CRITERE B)** = Potentiel fiscal de l'EPCI à fiscalité propre X superficie de l'EPCI à fiscalité propre située sur le bassin versant / superficie totale de l'EPCI.

La superficie de l'EPCI située sur le bassin versant correspond à la somme des superficies sur bassin versant des communes qui le compose telles qu'annexées à titre indicatif aux présents statuts et extraites des bases de données publiques (base de données SANDRE précitée).

### 20.5. Explication de la clef de calcul au linéaire de berges pondéré

Lorsqu'une clef de calcul prend en compte le linéaire pondéré, ce dernier est obtenu par l'addition

- du linéaire de berges des cours d'eau principaux (catégories 1 à 3 de la base de données SANDRE) auquel on applique un coefficient de 75%
- et du linéaire de berges des cours d'eau secondaires (catégories 4 à 6 de la base de données SANDRE) auquel on applique un coefficient de 25%.

Soit :

**Linéaire pondéré (LP)** = (Linéaire de berges des cours d'eaux principaux X 0,75) + (Linéaire de berges des cours d'eaux secondaires X 0,25).

Les linaires sont ceux renseignés à l'annexe 2b.

## Article 21. Répartition des charges inhérentes à la compétence obligatoire

La contribution syndicale des membres aux charges à répartir liées à la compétence obligatoire est calculée en fonction de la nature juridique de chaque membre dans la mesure où de celle-ci et de leurs compétences découlent des intérêts différents.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

Les **contributions syndicales** annuelles sont calculées de la manière suivante :

- **Pour les EPCI à fiscalité propre** : chaque EPCI à fiscalité propre membre verse une **contribution syndicale** forfaitaire annuelle issue de l'addition :

    - d'une part, d'une contribution syndicale forfaitaire fonction de la tranche de population DGF rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour (**CRITERE A tel que calculé à l'article 20.3**)

| Tranches pour le critère « population DGF rapportée au bassin versant de l'Adour » = critère A | Montant de la part de contribution forfaitaire appelée sur le critère A |
|---|---|
| critère A < 2 000 habitants | 25 € |
| 2 000 ≤ critère A < 10 000 habitants | 50 € |
| 10 000 habitants ≤ critère A < 30 000 habitants | 100 € |
| 30 000 habitants ≤ critère A < 50 000 habitants | 150 € |
| 50 000 habitants ≤ critère A | 500 € |

    - d'autre part, d'une contribution syndicale forfaitaire par tranche de potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour (**CRITERE B tel que calculé à l'article 20.4**)

| Tranches pour le critère « potentiel fiscal rapporté au bassin versant de l'Adour » = critère B | Montant de la part de contribution forfaitaire appelée sur le critère B |
|---|---|
| critère B < 150 000 € | 25 € |
| 150 000 € ≤ critère B < 350 000 € | 50 € |
| 350 000 ≤ critère B< 3 500 000 € | 100 € |
| 3 500 000 € ≤ critère B < 30 000 000 € | 150 € |
| 30 000 000 € ≤ critère B | 500 € |

Soit la formule suivante :

**Contribution syndicale de l'EPCI à fiscalité propre** = contribution forfaitaire liée au critère A + contribution forfaitaire liée au critère B.

En sus de la contribution qui précède, les EPCI à fiscalité propre qui ne sont pas couverts par un syndicat de rivière, pour tout ou partie de leur territoire, et qui exercent en propre, pour tout ou partie de leur territoire, la compétence GEMAPI, versent à l'EPTB la contribution « syndicats de rivières et EPCI à fiscalité propre exerçant en propre la GEMAPI », et ce, pour la partie correspondante de leur territoire.

- **Pour les syndicats de rivières** (incluant également les EPCI à fiscalité propre qui pour tout ou partie de leur territoire ne sont pas membres d'un syndicat de rivière et exercent en propre la compétence GEMAPI) : chaque établissement verse une **contribution syndicale** forfaitaire annuelle issue de l'addition :

    - D'une part d'une contribution syndicale forfaitaire par tranche de superficie de bassin versant (CRITERE SBV) sous compétence dans le bassin de l'Adour. La superficie prise en compte est celle renseignée à l'annexe 2b. Le montant de la contribution syndicale est fonction de la strate dans laquelle se situe le syndicat comme suit :

| Superficie de bassin versant en ha (SBV) | Montant de la part de contribution forfaitaire appelée sur le critère SBV |
|---|---|
| SBV < 50 000 ha | 200 € |
| 50 000 ha ≤ SBV < 100 000 ha | 250 € |
| 100 000 ha ≤ SBV < 150 000 ha | 300 € |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Superficie de bassin versant en ha (SBV) | Montant de la part de contribution forfaitaire appelée sur le critère SBV |
|---|---|
| 150 000 ha ≤ SBV < 200 000 ha | 350 € |
| 200 000 ha ≤ SBV | 500 € |

- D'autre part d'une contribution syndicale forfaitaire par tranche de linéaire pondéré (LP) de berges de cours d'eau sous compétence. Le linéaire pris en compte est celui renseigné à l'annexe 2b tel que calculé à l'article 20.5 Le montant de la contribution syndicale est fonction de la strate dans laquelle se situe le syndicat comme suit :

| Linéaire de berges de cours d'eau pondéré en km (LP) | Montant de la part de contribution forfaitaire appelée sur le critère LP |
|---|---|
| LP < 400 | 200 € |
| 400 ≤ LP < 800 | 250 € |
| 800 ≤ LP < 1 200 | 300 € |
| 1 200 ≤ LP < 1 600 | 350 € |
| 1 600 ≤ LP | 500 € |

Soit la formule suivante :

**Contribution syndicale du syndicat** = contribution forfaitaire liée à la superficie dans le bassin versant (Forfait SBV) + contribution forfaitaire liée au linéaire de berge pondéré (Forfait LP).

Lorsque cette contribution syndicale est calculée pour un EPCI à fiscalité propre qui exerce en propre la compétence GEMAPI sur tout ou partie de son territoire, le calcul de cette contribution est effectué en ne prenant en compte dans le calcul que les superficies de bassin versant et linéaires de berges de cours d'eau qui ne sont pas sous compétence d'un syndicat de rivière.

- **Pour les Régions** : la contribution syndicale est forfaitaire de 14 000 € par an ;

- **Pour les Départements** : Les Départements versent une contribution syndicale annuelle calculée comme suit :

  - Le montant total de la contribution syndicale annuelle versée collégialement par les Départements correspond au reste à financer correspondant à la charge à répartir pour la compétence (CRC, laquelle prend en compte déjà les recettes tierces) après déduction des contributions syndicales des autres membres (Régions, EPCI à fiscalité propre, syndicats mixtes).

  Soit :

  **Reste à charge à répartir entre les départements (RC)** = charges à répartir pour la compétence (CRC) – somme des contributions syndicales à charge des syndicats – somme des contributions syndicales des EPCI à fiscalité propre – contributions syndicales des Régions.

  - Ce reste à charge fait l'objet d'une répartition entre les Départements au prorata :
    - pour moitié, des dépenses d'investissement réalisées pour le compte de chaque Département depuis la création de l'Institution Adour conformément aux résultats des comptes administratifs,
    - pour moitié, de la population du dernier recensement sur les bassins hydrographiques territorialement concernés.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

## Article 22. Répartition des charges inhérentes aux compétences à la carte

### 22.1. Participation financière des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques »

La participation financière des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques » est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement calculée au prorata :

- pour moitié, des dépenses d'investissement réalisées pour le compte de chaque Département depuis la création de l'Institution Adour conformément aux résultats des comptes administratifs,
- pour moitié, de la population du dernier recensement sur les bassins hydrographiques territorialement concernés.

L'annexe 3a dresse une répartition des charges de fonctionnement à la date d'approbation des présents statuts.

### 22.2. Participation financière des membres fondateurs aux charges de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques » et liées à des missions spécifiques afférentes

La participation financière des membres aux dépenses de fonctionnement autres que celles relevant des charges générales est arrêtée chaque année par le comité syndical et est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement.

Pour chaque mission spécifique nouvelle, la participation financière des collectivités publiques membres est arrêtée par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque projet.

L'annexe 3a dresse une répartition des charges de fonctionnement à la date d'approbation des présents statuts.

### 22.3. Participation financière des membres fondateurs aux charges d'investissement inhérentes à la compétence à la carte « compétences historiques »

Pour chaque opération d'investissement, la participation financière des collectivités publiques membres est arrêtée chaque année par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque projet et est appelée annuellement sous forme de participation syndicale d'investissement (selon état d'avancement des programmes)

L'annexe 3b dresse une répartition des charges d'investissement à la date d'approbation des présents statuts.

### 22.4. Participation financière des membres du collège « continuité écologique gave de Pau » aux charges d'investissement et de fonctionnement inhérentes à la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau »

Pour chaque opération d'investissement, la participation des collectivités publiques membres du collège « continuité écologique « est arrêtée chaque année par ce même collège pour chaque projet relevant de la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau » et est appelée annuellement sous forme de participation syndicale d'investissement (selon état d'avancement des programmes).

L'annexe 3c établit la répartition des charges inhérente aux opérations relevant de la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau ».

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

### Article 23. Autres conditions financières

Tout mécanisme financier qui n'aurait pas été prévu par les présents statuts et ses annexes fait l'objet de décisions du comité syndical dans les conditions prévues par les textes en vigueur et sous réserve de ne pas être en contradiction avec les présents statuts.

## Titre VI - MODIFICATIONS STATUTAIRES

### Article 24. Modifications des statuts l'Institution Adour

L'Institution Adour peut à tout moment étendre ou restreinte son objet sur des domaines présentant une utilité pour les membres.

L'extension de l'objet de l'Institution Adour et plus largement toute modification statutaire hors adhésion ou retrait peut être proposée sur l'initiative du comité syndical ou de l'un de ses membres. L'extension de l'objet de l'Institution Adour est soumis à l'accord des deux-tiers des membres du comité syndical.

La réduction des compétences de l'Institution Adour peut être proposée par le comité syndical ou de l'un de ses membres. La réduction de l'objet de l'Institution Adour est soumise à l'accord des deux-tiers des membres du comité syndical.

La majorité des deux-tiers est calculée en prenant en compte le nombre de voix (propres ou en raison des pouvoirs) de chaque délégué.

### Article 25. Adhésion d'un nouveau membre à l'Institution Adour

L'adhésion d'un nouveau membre est soumise à l'accord des deux-tiers des membres du comité syndical.

La majorité des deux-tiers est calculée en prenant en compte le nombre de voix (propres ou en raison des pouvoirs) de chaque délégué.

### Article 26. Retrait d'un des membres de l'Institution Adour

Tout membre peut faire valoir son droit au retrait de l'Institution Adour après en avoir informé le président par un courrier auquel est joint la délibération portant décision de retrait.

L'acceptation du retrait est soumise à l'accord des deux-tiers des membres comité syndical.

La majorité des deux-tiers est calculée en prenant en compte le nombre de voix (propres ou en raison des pouvoirs) de chaque délégué.

Les conditions de retrait sont régies par les articles L.5721-6-2 et L.5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Le retrait effectif prend effet au 1er janvier suivant l'approbation du comité syndical.

## Titre VII - DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 27. Autres dispositions

Pour toute disposition non évoquée dans les présents statuts, les articles L.5721-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi que les dispositions auxquelles ils renvoient sont applicables.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE


Seule l'annexe 1 en tant qu'elle liste les membres, sièges et adhésion aux compétences, a valeur réglementaire. Les annexes 2 et 3 ont une portée indicative dans la mesure où elles rappellent des données publiques actualisées ou des décisions antérieures de l'Institution Adour.

### Article 28. Règlement Intérieur

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, l'Institution Adour se dotera d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivront son installation.

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

# ANNEXES

## Annexe 1 : Liste par carte de compétences avec précision de leur nombre de délégués et cartes de localisation des membres (EPCI-FP et syndicats)

| Membres | | Sigle | Nombre de délégués par membre | Adhésion à la compétence obligatoire | Adhésion à la compétence à la carte « compétences historiques » | Adhésion à la compétence à la carte « continuité écologique gave de Pau » |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Départements Membres fondateurs** | Département du Gers (32) | Dpt32 | 5 | X | X | X |
| | Département des Landes (40) | Dpt40 | 5 | X | X | X |
| | Département des Pyrénées-Atlantiques (64) | Dpt64 | 5 | X | X | X |
| | Département des Hautes-Pyrénées (65) | Dpt65 | 5 | X | X | X |
| **Régions** | Région Nouvelle-Aquitaine | R N-A | 1 | X | | X |
| **Syndicats de rivière** (demandes d'adhésion validées par le comité syndical) | Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze | SMBVMD | 1 | X | | |
| | Syndicat du moyen Adour landais | SIMAL | 1 | X | | |
| | Syndicat du bassin des Luys | SBVL | 1 | X | | |
| | Syndicat mixte du bas Adour | SMBA | 1 | X | | |
| | Syndicat du Gabas, du Louts et du Bahus | SGLB | 1 | X | | |
| | Syndicat mixte du bassin versant de la Midouze | SMBVM | 1 | X | | |
| | Syndicat du Midou et de la Douze | SMD | 1 | X | | |
| | Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau | SMGOAO | 1 | X | | |
| | Syndicat mixte des gaves d'Oloron, et de Mauléon | SIGOM | 1 | X | | |

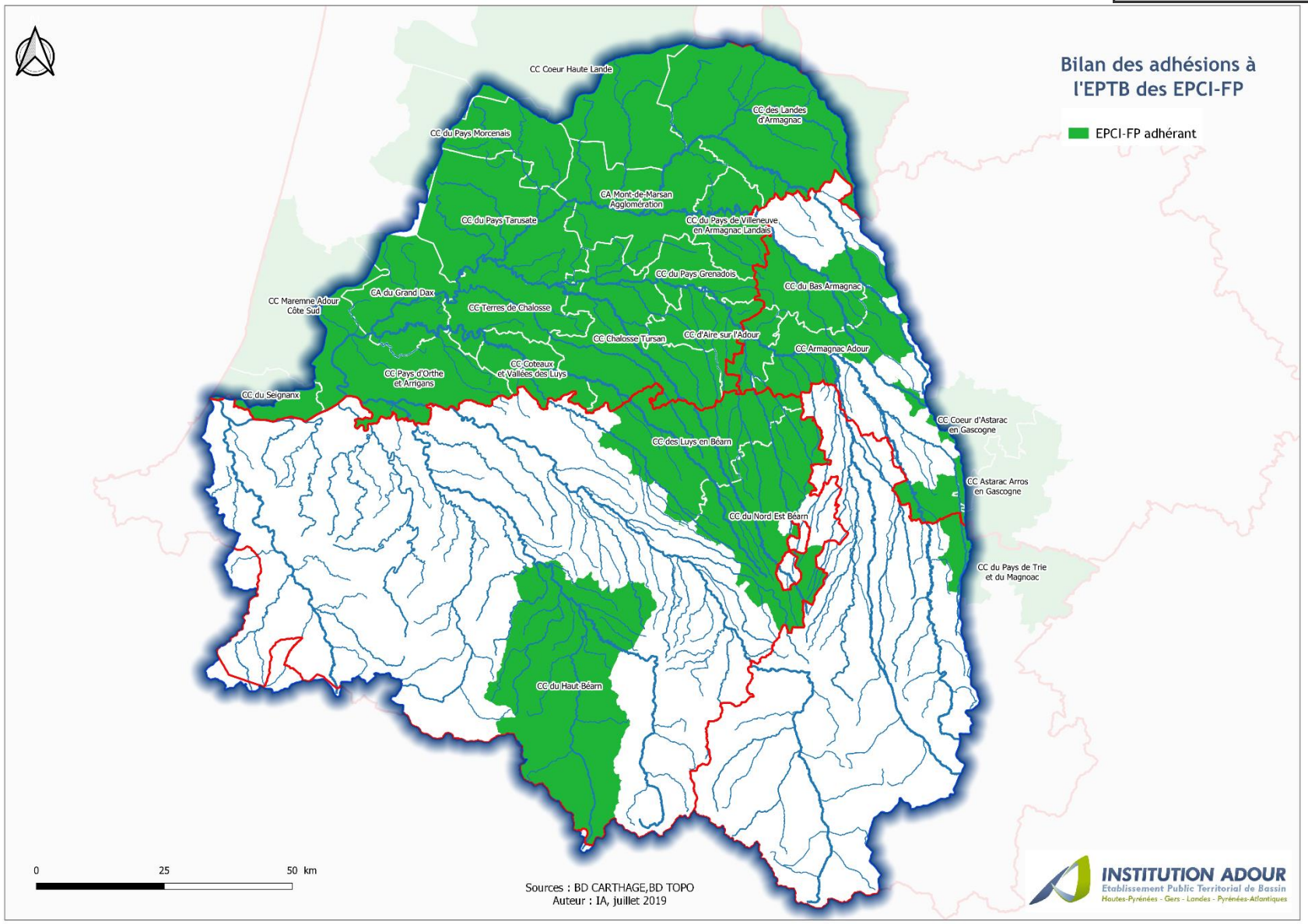
Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Membres | | Sigle | Nombre de délégués par membre | Adhésion à la compétence obligatoire | Adhésion à la compétence à la carte « compétences historiques » | Adhésion à la compétence à la carte « continuité écologique gave de Pau » |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre** (demandes d'adhésions validées par le comité syndical) | CC d'Aire-sur-l'Adour | CCAsA | 1 | X | | |
| | CC Landes d'Armagnac | CCLA | 1 | X | | |
| | CC Armagnac Adour | CCAA | 1 | X | | |
| | CC Astarac Arros en Gascogne | CCAAG | 1 | X | | |
| | CC des Luys en Béarn | CCLB | 1 | X | | |
| | CC du Haut-Béarn | CCHB64 | 1 | X | | |
| | CC Nord-Est Béarn | CCNEB | 1 | X | | |
| | CC Pays d'Orthe et Arrigans | CCPOA | 1 | X | | |
| | CC Terres de Chalosse | CCTC | 1 | X | | |
| | CC Chalosse Tursan | CCCT | 1 | X | | |
| | CC Cœur Haute Lande | CCCHL | 1 | X | | |
| | CC Pays de Trie et du Magnoac | CCPTM | 1 | X | | |
| | CC Bas Armagnac | CCBA | 1 | X | | |
| | CC Cœur d'Astarac en Gascogne | CCCAG | 1 | X | | |
| | CC Seignanx | CCS | 1 | X | | |
| | CA Grand Dax | CAGD | 1 | X | | |
| | CC Pays Morcenais | CCPM | 1 | X | | |
| | CC Pays Tarusate | CCPT | 1 | X | | |
| | CC Pays de Villeneuve en Armagnac Landais | CCPVAL | 1 | X | | |
| | CA Mont-de-Marsan Agglomération | CAMMA | 1 | X | | |
| | CC Pays Grenadois | CCPG | 1 | X | | |
| | CC Maremne Adour Côte Sud | CCMACS | 1 | X | | |
| | CC Coteaux et Vallées des Luys | CCCVL | 1 | X | | |

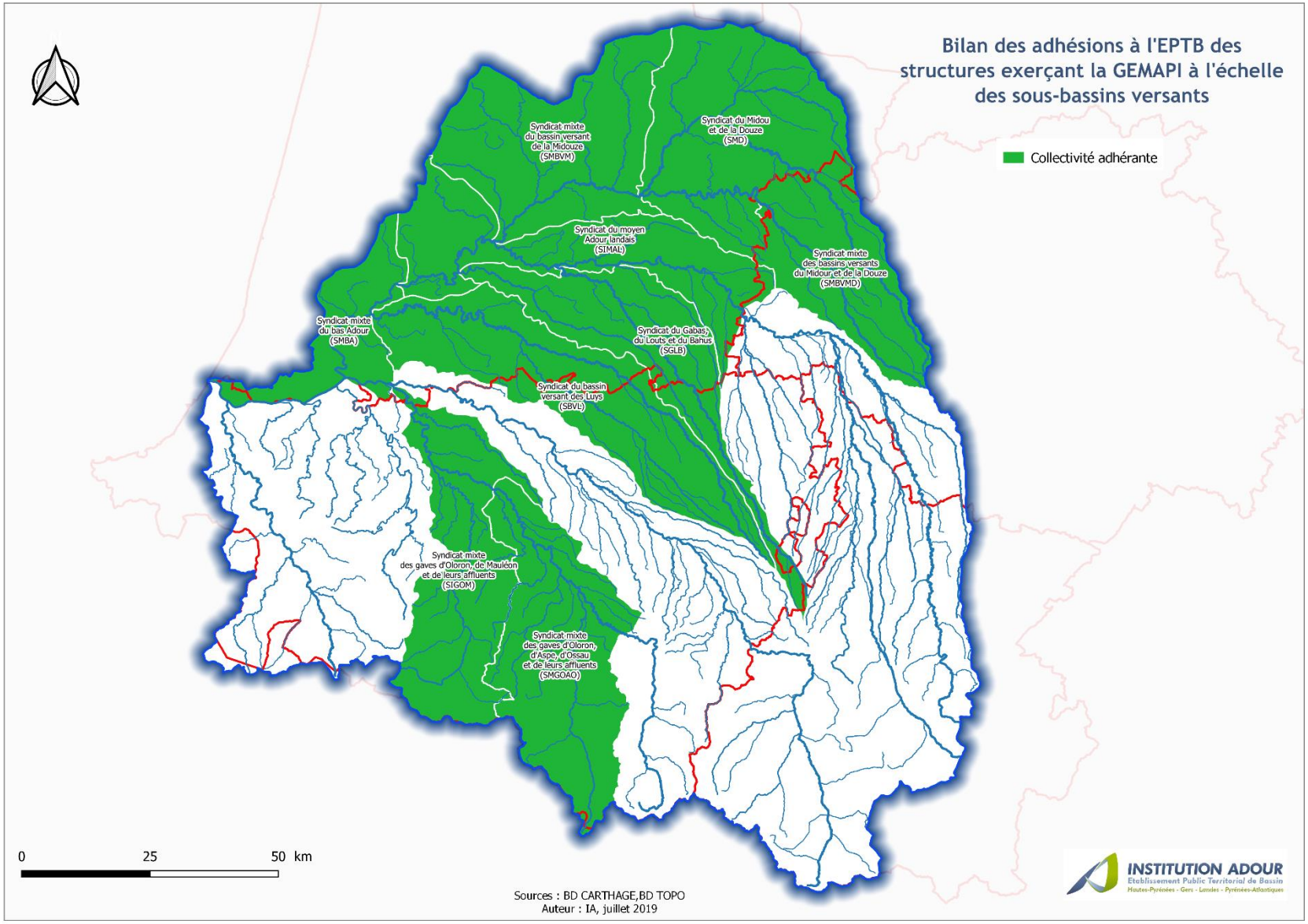
Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

## Annexes 2 : Données nécessaires liées au calcul des clefs de répartition.

Annexe 2a : Liste des superficies situées sur le bassin versant et des pourcentages de superficie située sur le bassin versant (EPCI à fiscalité propre)

*Cette annexe sera réalisée lors des premières adhésions sous ce modèle, alimentée à partir de bases publiques (SANDRE). Cette annexe sera à reproduire structure par structure pour les EPCI à fiscalité propre.*

NOM DU MEMBRE : XXX

NATURE JURIDIQUE : (EPCI FP)

NUMERO SIREN : XXX

TOTAL SUPERFICIE SUR BASSIN VERSANT : XXX

Modèle

| Communes dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie totale de la commune située sur le bassin versant (ha) | Pourcentage superficie située sur bassin versant |
|---|---|---|---|
| Commune 1 | XXX (ST) | XXX (SBV) | SBV X 100 / ST |
| Commune 2 | XXX (ST) | XXX (SBV) | SBV X 100 / ST |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL SUPERFICIE SUR BV DU MEMBRE | | SOMME de la colonne | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 030 435 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 30 228 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arblade-le-Bas | 760 | 760 | 100,00% |
| Aurensan | 634 | 634 | 100,00% |
| Barcelonne-du-Gers | 2 055 | 2 055 | 100,00% |
| Bernède | 825 | 825 | 100,00% |
| Corneillan | 842 | 842 | 100,00% |
| Gée-Rivière | 272 | 272 | 100,00% |
| Lannux | 1 292 | 1 292 | 100,00% |
| Projan | 1 179 | 1 179 | 100,00% |
| Ségos | 878 | 878 | 100,00% |
| Vergoignan | 1 056 | 1 056 | 100,00% |
| Aire-sur-l'Adour | 5 800 | 5 800 | 100,00% |
| Bahus-Soubiran | 1 474 | 1 474 | 100,00% |
| Buanes | 667 | 667 | 100,00% |
| Classun | 892 | 892 | 100,00% |
| Duhort-Bachen | 3 425 | 3 425 | 100,00% |
| Eugénie-les-Bains | 1 105 | 1 105 | 100,00% |
| Latrille | 688 | 688 | 100,00% |
| Renung | 2 226 | 2 226 | 100,00% |
| Saint-Agnet | 785 | 785 | 100,00% |
| Saint-Loubouer | 1 694 | 1 694 | 100,00% |
| Sarron | 395 | 395 | 100,00% |
| Vielle-Tursan | 1 283 | 1 283 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **30 228** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Landes d'Armagnac .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 035 541 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 76 461 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arue | 4 880 | 4 880 | 100,00% |
| Betbezer-d'Armagnac | 799 | 799 | 100,00% |
| Bourriot-Bergonce | 8 293 | 7 460 | 89,96% |
| Cachen | 3 580 | 3 580 | 100,00% |
| Créon-d'Armagnac | 2 139 | 2 139 | 100,00% |
| Estigarde | 2 941 | 2 941 | 100,00% |
| Gabarret | 1 696 | 933 | 55,05% |
| Herré | 2 305 | 2 011 | 87,25% |
| Labastide-d'Armagnac | 3 214 | 3 214 | 100,00% |
| Lagrange | 2 123 | 2 123 | 100,00% |
| Lencouacq | 9 816 | 8 636 | 87,98% |
| Losse | 10 299 | 8 177 | 79,39% |
| Lubbon | 4 818 | 2 | 0,04% |
| Retjons | 7 824 | 7 805 | 99,76% |
| Maillas | 6 333 | 211 | 3,33% |
| Mauvezin-d'Armagnac | 473 | 473 | 100,00% |
| Parleboscq | 4 021 | 805 | 20,02% |
| Roquefort | 1 214 | 1 214 | 100,00% |
| Saint-Gor | 5 389 | 5 389 | 100,00% |
| Saint-Julien-d'Armagnac | 1 480 | 1 480 | 100,00% |
| Saint-Justin | 6 625 | 6 625 | 100,00% |
| Sarbazan | 2 269 | 2 269 | 100,00% |
| Vielle-Soubiran | 3 294 | 3 294 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **76 461** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Armagnac Adour .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 035 632 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 29 815 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Aignan | 3 216 | 3 216 | 100,00% |
| Avéron-Bergelle | 1 458 | 1 458 | 100,00% |
| Bouzon-Gellenave | 1 036 | 1 036 | 100,00% |
| Cahuzac-sur-Adour | 674 | 674 | 100,00% |
| Cannet | 493 | 493 | 100,00% |
| Castelnavet | 1 805 | 1 805 | 100,00% |
| Caumont | 714 | 714 | 100,00% |
| Fustérouau | 796 | 796 | 100,00% |
| Goux | 543 | 543 | 100,00% |
| Labarthète | 1 110 | 1 110 | 100,00% |
| Lelin-Lapujolle | 1 357 | 1 357 | 100,00% |
| Loussous-Débat | 509 | 509 | 100,00% |
| Margouët-Meymes | 1 781 | 1 726 | 96,88% |
| Maulichères | 621 | 621 | 100,00% |
| Maumusson-Laguian | 941 | 941 | 100,00% |
| Pouydraguin | 977 | 977 | 100,00% |
| Riscle | 3 198 | 3 198 | 100,00% |
| Sabazan | 831 | 831 | 100,00% |
| Saint-Germé | 958 | 958 | 100,00% |
| Saint-Mont | 1 259 | 1 259 | 100,00% |
| Sarragachies | 1 292 | 1 292 | 100,00% |
| Tarsac | 455 | 455 | 100,00% |
| Termes-d'Armagnac | 1 006 | 1 006 | 100,00% |
| Verlus | 621 | 621 | 100,00% |
| Viella | 2 218 | 2 218 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **29 815** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Astarac Arros en Gascogne.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 243 200 425 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 8 676 ha .....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Aux-Aussat | 1 280 | 1 280 | 100,00% |
| Beccas | 339 | 339 | 100,00% |
| Betplan | 554 | 554 | 100,00% |
| Castex | 546 | 234 | 42,86% |
| Estampes | 1 102 | 1 102 | 100,00% |
| Haget | 926 | 926 | 100,00% |
| Laguian-Mazous | 1 015 | 1 015 | 100,00% |
| Malabat | 545 | 545 | 100,00% |
| Montégut-Arros | 1 555 | 1 555 | 100,00% |
| Villecomtal-sur-Arros | 1 125 | 1 125 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **8 676** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes des Luys en Béarn .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 067 239 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 52 437 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Argelos | 602 | 602 | 100,00% |
| Arget | 401 | 401 | 100,00% |
| Arzacq-Arraziguet | 1 533 | 1 533 | 100,00% |
| Astis | 317 | 317 | 100,00% |
| Aubin | 583 | 583 | 100,00% |
| Aubous | 379 | 379 | 100,00% |
| Auga | 408 | 408 | 100,00% |
| Auriac | 524 | 524 | 100,00% |
| Aydie | 790 | 790 | 100,00% |
| Baliracq-Maumusson | 605 | 605 | 100,00% |
| Boueilh-Boueilho-Lasque | 1 740 | 1 740 | 100,00% |
| Bouillon | 333 | 333 | 100,00% |
| Bournos | 577 | 577 | 100,00% |
| Burosse-Mendousse | 565 | 565 | 100,00% |
| Cabidos | 727 | 727 | 100,00% |
| Carrère | 664 | 664 | 100,00% |
| Castetpugon | 740 | 740 | 100,00% |
| Caubios-Loos | 722 | 722 | 100,00% |
| Claracq | 992 | 992 | 100,00% |
| Conchez-de-Béarn | 457 | 457 | 100,00% |
| Coublucq | 558 | 558 | 100,00% |
| Diusse | 527 | 527 | 100,00% |
| Doumy | 644 | 644 | 100,00% |
| Fichous-Riumayou | 641 | 641 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Garlède-Mondebat | 869 | 869 | 100,00% |
| Garlin | 1 820 | 1 820 | 100,00% |
| Garos | 1 219 | 1 219 | 100,00% |
| Géus-d'Arzacq | 414 | 414 | 100,00% |
| Lalonquette | 532 | 532 | 100,00% |
| Larreule | 1 015 | 1 015 | 100,00% |
| Lasclaveries | 614 | 614 | 100,00% |
| Lème | 665 | 665 | 100,00% |
| Lonçon | 546 | 546 | 100,00% |
| Louvigny | 713 | 713 | 100,00% |
| Malaussanne | 1 763 | 1 763 | 100,00% |
| Mascaraàs-Haron | 878 | 878 | 100,00% |
| Mazerolles | 1 181 | 1 181 | 100,00% |
| Méracq | 827 | 827 | 100,00% |
| Mialos | 452 | 452 | 100,00% |
| Miossens-Lanusse | 915 | 915 | 100,00% |
| Momas | 1 454 | 1 454 | 100,00% |
| Moncla | 582 | 582 | 100,00% |
| Montagut | 623 | 623 | 100,00% |
| Montardon | 837 | 837 | 100,00% |
| Mont-Disse | 543 | 543 | 100,00% |
| Morlanne | 1 309 | 1 309 | 100,00% |
| Mouhous | 332 | 332 | 100,00% |
| Navailles-Angos | 1 431 | 1 431 | 100,00% |
| Piets-Plasence-Moustrou | 837 | 837 | 100,00% |
| Pomps | 778 | 778 | 100,00% |
| Portet | 790 | 790 | 100,00% |
| Pouliacq | 343 | 343 | 100,00% |
| Poursiugues-Boucoue | 911 | 911 | 100,00% |
| Ribarrouy | 232 | 232 | 100,00% |
| Saint-Jean-Poudge | 397 | 397 | 100,00% |
| Sauvagnon | 1 677 | 1 677 | 100,00% |
| Séby | 600 | 600 | 100,00% |
| Serres-Castet | 1 383 | 1 383 | 100,00% |
| Sévignacq | 1 744 | 1 744 | 100,00% |
| Tadousse-Ussau | 472 | 472 | 100,00% |
| Taron-Sadirac-Viellenave | 1 385 | 1 385 | 100,00% |
| Thèze | 795 | 795 | 100,00% |
| Uzan | 628 | 628 | 100,00% |
| Vialer | 735 | 735 | 100,00% |
| Vignes | 806 | 806 | 100,00% |
| Viven | 365 | 365 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **52 437** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Haut Béarn.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes.....

Numéro SIREN : 200 067 262.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 106 784 ha .....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Accous | 6 068 | 6 043 | 99,59% |
| Agnos | 916 | 916 | 100,00% |
| Aramits | 2 977 | 2 977 | 100,00% |
| Aren | 741 | 741 | 100,00% |
| Arette | 9 227 | 9 183 | 99,53% |
| Asasp-Arros | 2 393 | 2 393 | 100,00% |
| Aydius | 3 493 | 3 493 | 100,00% |
| Bedous | 1 170 | 1 170 | 100,00% |
| Bidos | 138 | 138 | 100,00% |
| Borce | 5 827 | 5 809 | 99,68% |
| Buziet | 822 | 822 | 100,00% |
| Cette-Eygun | 1 913 | 1 913 | 100,00% |
| Escot | 2 274 | 2 274 | 100,00% |
| Escou | 626 | 626 | 100,00% |
| Escout | 952 | 952 | 100,00% |
| Esquiule | 2 890 | 2 890 | 100,00% |
| Estialescq | 508 | 508 | 100,00% |
| Estos | 320 | 320 | 100,00% |
| Etsaut | 3 497 | 3 497 | 100,00% |
| Eysus | 675 | 675 | 100,00% |
| Ance Féas | 2 394 | 2 394 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Géronce | 1 617 | 1 617 | 100,00% |
| Geüs-d'Oloron | 675 | 675 | 100,00% |
| Goès | 479 | 479 | 100,00% |
| Gurmençon | 300 | 300 | 100,00% |
| Herrère | 891 | 891 | 100,00% |
| Issor | 2 292 | 2 292 | 100,00% |
| Lanne-en-Barétous | 4 146 | 4 146 | 100,00% |
| Lasseube | 4 895 | 4 895 | 100,00% |
| Lasseubetat | 715 | 715 | 100,00% |
| Ledeuix | 1 354 | 1 354 | 100,00% |
| Lées-Athas | 4 405 | 4 373 | 99,28% |
| Lescun | 6 177 | 6 065 | 98,18% |
| Lourdios-Ichère | 1 629 | 1 629 | 100,00% |
| Lurbe-Saint-Christau | 753 | 753 | 100,00% |
| Moumour | 815 | 815 | 100,00% |
| Ogeu-les-Bains | 2 312 | 2 312 | 100,00% |
| Oloron-Sainte-Marie | 6 865 | 6 865 | 100,00% |
| Orin | 433 | 433 | 100,00% |
| Osse-en-Aspe | 4 321 | 4 321 | 100,00% |
| Poey-d'Oloron | 481 | 481 | 100,00% |
| Préchacq-Josbaig | 838 | 838 | 100,00% |
| Précilhon | 638 | 638 | 100,00% |
| Saint-Goin | 560 | 560 | 100,00% |
| Sarrance | 4 677 | 4 677 | 100,00% |
| Saucède | 712 | 712 | 100,00% |
| Urdos | 3 666 | 3 656 | 99,71% |
| Verdets | 559 | 559 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **106 784** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Nord Est Béarn .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 067 296 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 58 339 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Aast | 478 | 478 | 100,00% |
| Abère | 589 | 589 | 100,00% |
| Andoins | 1 232 | 1 232 | 100,00% |
| Anos | 178 | 178 | 100,00% |
| Anoye | 980 | 980 | 100,00% |
| Arricau-Bordes | 817 | 817 | 100,00% |
| Arrien | 449 | 449 | 100,00% |
| Arrosès | 966 | 966 | 100,00% |
| Aurions-Idernes | 644 | 644 | 100,00% |
| Baleix | 654 | 654 | 100,00% |
| Barinque | 908 | 908 | 100,00% |
| Barzun | 822 | 822 | 100,00% |
| Bassillon-Vauzé | 495 | 495 | 100,00% |
| Bédeille | 393 | 393 | 100,00% |
| Bernadets | 373 | 373 | 100,00% |
| Bétracq | 468 | 468 | 100,00% |
| Buros | 1 394 | 1 394 | 100,00% |
| Cadillon | 533 | 533 | 100,00% |
| Castillon (Canton de Lembeye) | 476 | 476 | 100,00% |
| Corbère-Abères | 708 | 708 | 100,00% |
| Coslédaà-Lube-Boast | 1 396 | 1 396 | 100,00% |
| Crouseilles | 793 | 793 | 100,00% |
| Escoubès | 648 | 648 | 100,00% |
| Escurès | 425 | 425 | 100,00% |
| Eslourenties-Daban | 512 | 512 | 100,00% |
| Espéchède | 939 | 939 | 100,00% |
| Espoey | 1 355 | 1 355 | 100,00% |
| Gabaston | 1 277 | 1 277 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Gayon | 395 | 395 | 100,00% |
| Ger | 3 169 | 3 169 | 100,00% |
| Gerderest | 656 | 656 | 100,00% |
| Gomer | 327 | 327 | 100,00% |
| Higuères-Souye | 747 | 747 | 100,00% |
| Hours | 578 | 578 | 100,00% |
| Lalongue | 797 | 797 | 100,00% |
| Lannecaube | 867 | 867 | 100,00% |
| Lasserre | 426 | 426 | 100,00% |
| Lembeye | 849 | 849 | 100,00% |
| Lespielle | 718 | 718 | 100,00% |
| Lespourcy | 710 | 710 | 100,00% |
| Limendous | 754 | 754 | 100,00% |
| Livron | 761 | 761 | 100,00% |
| Lombia | 770 | 770 | 100,00% |
| Lourenties | 904 | 904 | 100,00% |
| Luc-Armau | 589 | 589 | 100,00% |
| Lucarré | 333 | 333 | 100,00% |
| Lucgarier | 569 | 569 | 100,00% |
| Lussagnet-Lusson | 673 | 673 | 100,00% |
| Maspie-Lalonquère-Juillacq | 1 081 | 1 081 | 100,00% |
| Maucor | 500 | 500 | 100,00% |
| Momy | 605 | 605 | 100,00% |
| Monassut-Audiracq | 999 | 999 | 100,00% |
| Moncaup | 1 150 | 1 150 | 100,00% |
| Monpezat | 355 | 355 | 100,00% |
| Morlaàs | 1 328 | 1 328 | 100,00% |
| Nousty | 969 | 969 | 100,00% |
| Ouillon | 641 | 641 | 100,00% |
| Peyrelongue-Abos | 870 | 870 | 100,00% |
| Ponson-Dessus | 1 092 | 1 092 | 100,00% |
| Pontacq | 2 909 | 2 909 | 100,00% |
| Riupeyrous | 488 | 488 | 100,00% |
| Saint-Armou | 1 249 | 1 249 | 100,00% |
| Saint-Castin | 703 | 703 | 100,00% |
| Saint-Jammes | 411 | 411 | 100,00% |
| Saint-Laurent-Bretagne | 1 067 | 1 067 | 100,00% |
| Samsons-Lion | 504 | 504 | 100,00% |
| Saubole | 515 | 515 | 100,00% |
| Sedzère | 1 270 | 1 270 | 100,00% |
| Séméacq-Blachon | 1 092 | 1 092 | 100,00% |
| Serres-Morlaàs | 420 | 420 | 100,00% |
| Simacourbe | 1 112 | 1 112 | 100,00% |
| Soumoulou | 282 | 282 | 100,00% |
| Urost | 233 | 233 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **58 339** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 069 417 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 31 280 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Bélus | 1 188 | 1 188 | 100,00% |
| Cagnotte | 1 454 | 1 454 | 100,00% |
| Cauneille | 1 525 | 1 525 | 100,00% |
| Estibeaux | 1 681 | 1 681 | 100,00% |
| Gaas | 920 | 920 | 100,00% |
| Habas | 1 880 | 1 880 | 100,00% |
| Hastingues | 1 454 | 1 454 | 100,00% |
| Labatut | 2 125 | 2 125 | 100,00% |
| Mimbaste | 2 065 | 2 065 | 100,00% |
| Misson | 1 457 | 1 457 | 100,00% |
| Mouscardès | 911 | 911 | 100,00% |
| Œyregave | 799 | 799 | 100,00% |
| Orist | 1 499 | 1 499 | 100,00% |
| Orthevielle | 1 398 | 1 398 | 100,00% |
| Ossages | 1 434 | 1 434 | 100,00% |
| Pey | 1 406 | 1 406 | 100,00% |
| Peyrehorade | 1 622 | 1 622 | 100,00% |
| Port-de-Lanne | 1 276 | 1 276 | 100,00% |
| Pouillon | 4 969 | 4 969 | 100,00% |
| Saint-Cricq-du-Gave | 859 | 859 | 100,00% |
| Saint-Étienne-d'Orthe | 1 118 | 1 118 | 100,00% |
| Saint-Lon-les-Mines | 2 183 | 2 183 | 100,00% |
| Sorde-l'Abbaye | 1 633 | 1 633 | 100,00% |
| Tilh | 2 305 | 2 305 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **39 162** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Terres de Chalosse .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 069 631 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 39 162 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Baigts | 1 167 | 1 167 | 100,00% |
| Bergouey | 442 | 442 | 100,00% |
| Cassen | 594 | 594 | 100,00% |
| Caupenne | 1 522 | 1 522 | 100,00% |
| Clermont | 1 492 | 1 492 | 100,00% |
| Doazit | 2 252 | 2 252 | 100,00% |
| Gamarde-les-Bains | 1 904 | 1 904 | 100,00% |
| Garrey | 497 | 497 | 100,00% |
| Gibret | 258 | 258 | 100,00% |
| Goos | 1 054 | 1 054 | 100,00% |
| Gousse | 414 | 414 | 100,00% |
| Hauriet | 754 | 754 | 100,00% |
| Hinx | 1 468 | 1 468 | 100,00% |
| Lahosse | 806 | 806 | 100,00% |
| Larbey | 602 | 602 | 100,00% |
| Laurède | 570 | 570 | 100,00% |
| Louer | 284 | 284 | 100,00% |
| Lourquen | 592 | 592 | 100,00% |
| Maylis | 1 228 | 1 228 | 100,00% |
| Montfort-en-Chalosse | 1 158 | 1 158 | 100,00% |
| Mugron | 1 654 | 1 654 | 100,00% |
| Nerbis | 424 | 424 | 100,00% |
| Nousse | 386 | 386 | 100,00% |
| Onard | 613 | 613 | 100,00% |
| Ozourt | 398 | 398 | 100,00% |
| Poyanne | 1 084 | 1 084 | 100,00% |
| Poyartin | 1 306 | 1 306 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Préchacq-les-Bains | 868 | 868 | 100,00% |
| Saint-Aubin | 966 | 966 | 100,00% |
| Saint-Geours-d'Auribat | 559 | 559 | 100,00% |
| Saint-Jean-de-Lier | 813 | 813 | 100,00% |
| Sort-en-Chalosse | 1 556 | 1 556 | 100,00% |
| Toulouzette | 1 168 | 1 168 | 100,00% |
| Vicq-d'Auribat | 424 | 424 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **31 280** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Chalosse Tursan.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes.....

Numéro SIREN : 200 069 649.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 58 922 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arboucave | 996 | 996 | 100,00% |
| Aubagnan | 343 | 343 | 100,00% |
| Audignon | 938 | 938 | 100,00% |
| Aurice | 1 752 | 1 752 | 100,00% |
| Banos | 577 | 577 | 100,00% |
| Bas-Mauco | 1 151 | 1 151 | 100,00% |
| Bats | 739 | 739 | 100,00% |
| Castelnau-Tursan | 936 | 936 | 100,00% |
| Castelner | 569 | 569 | 100,00% |
| Cauna | 1 285 | 1 285 | 100,00% |
| Cazalis | 515 | 515 | 100,00% |
| Clèdes | 685 | 685 | 100,00% |
| Coudures | 1 176 | 1 176 | 100,00% |
| Dumes | 247 | 247 | 100,00% |
| Eyres-Moncube | 1 223 | 1 223 | 100,00% |
| Fargues | 1 189 | 1 189 | 100,00% |
| Geaune | 1 052 | 1 052 | 100,00% |
| Hagetmau | 2 862 | 2 862 | 100,00% |
| Haut-Mauco | 1 887 | 1 887 | 100,00% |
| Horsarrieu | 1 107 | 1 107 | 100,00% |
| Labastide-Chalosse | 458 | 458 | 100,00% |
| Lacajunte | 566 | 566 | 100,00% |
| Lacrabe | 634 | 634 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Lauret | 738 | 738 | 100,00% |
| Mant | 1 960 | 1 960 | 100,00% |
| Mauries | 551 | 551 | 100,00% |
| Miramont-Sensacq | 2 560 | 2 560 | 100,00% |
| Momuy | 1 342 | 1 342 | 100,00% |
| Monget | 573 | 573 | 100,00% |
| Monségur | 1 987 | 1 987 | 100,00% |
| Montaut | 1 412 | 1 412 | 100,00% |
| Montgaillard | 2 062 | 2 062 | 100,00% |
| Montsoué | 1 800 | 1 800 | 100,00% |
| Morganx | 527 | 527 | 100,00% |
| Payros-Cazautets | 637 | 637 | 100,00% |
| Pécorade | 420 | 420 | 100,00% |
| Peyre | 1 034 | 1 034 | 100,00% |
| Philondenx | 977 | 977 | 100,00% |
| Pimbo | 1 094 | 1 094 | 100,00% |
| Poudenx | 748 | 748 | 100,00% |
| Puyol-Cazalet | 465 | 465 | 100,00% |
| Sainte-Colombe | 1 289 | 1 289 | 100,00% |
| Saint-Cricq-Chalosse | 2 040 | 2 040 | 100,00% |
| Saint-Sever | 4 686 | 4 686 | 100,00% |
| Samadet | 2 622 | 2 622 | 100,00% |
| Sarraziet | 710 | 710 | 100,00% |
| Serres-Gaston | 896 | 896 | 100,00% |
| Serreslous-et-Arribans | 550 | 550 | 100,00% |
| Sorbets | 1 196 | 1 196 | 100,00% |
| Urgons | 1 160 | 1 160 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **58 922** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Cœur Haute Lande .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 069 656 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 37 359 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Bélis | 2 033 | 2 033 | 100,00% |
| Brocas | 5 329 | 5 329 | 100,00% |
| Canenx-et-Réaut | 2 863 | 2 863 | 100,00% |
| Cère | 3 991 | 3 991 | 100,00% |
| Garein | 5 668 | 5 342 | 94,24% |
| Labrit | 7 251 | 5 568 | 76,79% |
| Luglon | 4 143 | 47 | 1,12% |
| Luxey | 16 019 | 998 | 6,23% |
| Maillères | 1 509 | 1 509 | 100,00% |
| Sabres | 16 203 | 25 | 0,15% |
| Le Sen | 5 091 | 5 007 | 98,35% |
| Solférino | 9 842 | 1 488 | 15,12% |
| Vert | 3 994 | 3 160 | 79,12% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **37 359** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 200 070 795 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 6 055 ha .....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Antin | 757 | 757 | 100,00% |
| Bernadets-Debat | 888 | 408 | 45,99% |
| Bugard | 547 | 116 | 21,29% |
| Estampures | 560 | 560 | 100,00% |
| Fréchède | 546 | 546 | 100,00% |
| Lalanne-Trie | 504 | 106 | 21,02% |
| Lamarque-Rustaing | 282 | 282 | 100,00% |
| Lapeyre | 363 | 138 | 37,89% |
| Lubret-Saint-Luc | 564 | 564 | 100,00% |
| Luby-Betmont | 722 | 722 | 100,00% |
| Mazerolles | 641 | 641 | 100,00% |
| Osmets | 493 | 493 | 100,00% |
| Sère-Rustaing | 537 | 537 | 100,00% |
| Vidou | 503 | 92 | 18,29% |
| Villembits | 534 | 94 | 17,61% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **6 055** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Bas Armagnac .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 243 200 409 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 31 017 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arblade-le-Haut | 1 240 | 1 240 | 100,00% |
| Bétous | 519 | 519 | 100,00% |
| Bourrouillan | 869 | 869 | 100,00% |
| Caupenne-d'Armagnac | 2 166 | 2 166 | 100,00% |
| Cravencères | 919 | 919 | 100,00% |
| Espas | 1 532 | 1 385 | 90,45% |
| Le Houga | 3 188 | 3 188 | 100,00% |
| Lanne-Soubiran | 680 | 680 | 100,00% |
| Laujuzan | 1 146 | 1 146 | 100,00% |
| Loubédat | 965 | 965 | 100,00% |
| Luppé-Violles | 767 | 767 | 100,00% |
| Magnan | 1 142 | 1 142 | 100,00% |
| Manciet | 4 260 | 3 663 | 85,98% |
| Monguilhem | 578 | 578 | 100,00% |
| Monlezun-d'Armagnac | 650 | 650 | 100,00% |
| Mormès | 918 | 918 | 100,00% |
| Nogaro | 1 123 | 1 123 | 100,00% |
| Perchède | 530 | 530 | 100,00% |
| Sainte-Christie-d'Armagnac | 2 285 | 2 285 | 100,00% |
| Saint-Griède | 763 | 763 | 100,00% |
| Saint-Martin-d'Armagnac | 1 086 | 1 086 | 100,00% |
| Salles-d'Armagnac | 622 | 622 | 100,00% |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Sion | 716 | 716 | 100,00% |
| Sorbets | 936 | 936 | 100,00% |
| Toujouse | 1 483 | 1 483 | 100,00% |
| Urgosse | 679 | 679 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **31 017** | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Cœur d'Astarac en Gascogne.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 243 200 425 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 4 625 ha .....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Armous-et-Cau | 928 | 879 | 94,72% |
| Bars | 1 078 | 35 | 3,28% |
| Bassoues | 3 267 | 33 | 1,00% |
| Laas | 1 103 | 524 | 47,46% |
| Louslitges | 1 219 | 1 219 | 100,00% |
| Marseillan | 439 | 0 | 0,07% |
| Mascaras | 602 | 389 | 64,54% |
| Miélan | 2 222 | 915 | 41,18% |
| Saint-Christaud | 1 089 | 631 | 57,98% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **4 625** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Seignanx.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes.....

Numéro SIREN : 244 000 659.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 6 635 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Biarrotte | 496 | 377 | 76,03% |
| Biaudos | 1 560 | 1 042 | 66,83% |
| Saint-André-de-Seignanx | 1 970 | 149 | 7,57% |
| Saint-Barthélemy | 570 | 570 | 100,00% |
| Saint-Laurent-de-Gosse | 1 762 | 1 762 | 100,00% |
| Saint-Martin-de-Seignanx | 4 579 | 1 962 | 42,85% |
| Tarnos | 2 696 | 772 | 28,65% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **6 635** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté d'agglomération du Grand Dax .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté d'agglomération.....

Numéro SIREN : 244 000 675.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 32 477 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Angoumé | 787 | 787 | 100,00% |
| Bénesse-lès-Dax | 601 | 601 | 100,00% |
| Candresse | 853 | 853 | 100,00% |
| Dax | 1 971 | 1 971 | 100,00% |
| Gourbera | 2 765 | 2 765 | 100,00% |
| Herm | 5 237 | 3 177 | 60,65% |
| Heugas | 1 901 | 1 901 | 100,00% |
| Mées | 1 522 | 1 522 | 100,00% |
| Narrosse | 1 055 | 1 055 | 100,00% |
| Oeyreluy | 567 | 567 | 100,00% |
| Rivière-Saas-et-Gourby | 2 746 | 2 746 | 100,00% |
| Saint-Pandelon | 918 | 918 | 100,00% |
| Saint-Paul-lès-Dax | 5 832 | 5 832 | 100,00% |
| Saint-Vincent-de-Paul | 3 258 | 3 258 | 100,00% |
| Saugnac-et-Cambran | 1 338 | 1 338 | 100,00% |
| Seyresse | 223 | 223 | 100,00% |
| Siest | 295 | 295 | 100,00% |
| Tercis-les-Bains | 1 025 | 1 025 | 100,00% |
| Téthieu | 1 101 | 1 101 | 100,00% |
| Yzosse | 543 | 543 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **32 477** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays Morcenais .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 244 000 691 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 26 394 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arengosse | 6 277 | 5 230 | 83,31% |
| Arjuzanx | 2 933 | 2 933 | 100,00% |
| Garrosse | 2 667 | 2 667 | 100,00% |
| Lesperon | 10 395 | 459 | 4,42% |
| Morcenx | 6 195 | 6 195 | 100,00% |
| Onesse-Laharie | 13 246 | 7 | 0,05% |
| Ousse-Suzan | 2 452 | 2 452 | 100,00% |
| Sindères | 2 040 | 614 | 30,08% |
| Ygos-Saint-Saturnin | 5 848 | 5 838 | 99,84% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **26 394** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays Tarusate .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 244 000 766 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 59 961 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Audon | 754 | 754 | 100,00% |
| Bégaar | 2 765 | 2 765 | 100,00% |
| Beylongue | 3 754 | 3 754 | 100,00% |
| Carcarès-Sainte-Croix | 1 557 | 1 557 | 100,00% |
| Carcen-Ponson | 3 691 | 3 691 | 100,00% |
| Gouts | 1 096 | 1 096 | 100,00% |
| Laluque | 5 261 | 5 261 | 100,00% |
| Lamothe | 1 269 | 1 269 | 100,00% |
| Lesgor | 2 842 | 2 842 | 100,00% |
| Le Leuy | 952 | 952 | 100,00% |
| Meilhan | 3 902 | 3 902 | 100,00% |
| Pontonx-sur-l'Adour | 4 929 | 4 929 | 100,00% |
| Rion-des-Landes | 13 392 | 13 353 | 99,71% |
| Saint-Yaguen | 3 792 | 3 792 | 100,00% |
| Souprosse | 4 251 | 4 251 | 100,00% |
| Tartas | 3 040 | 3 040 | 100,00% |
| Villenave | 2 753 | 2 753 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **59 961** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays de Villeneuve en Armagnac landais.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes.....

Numéro SIREN : 244 000 774.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 21 479 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Arthez-d'Armagnac | 1 118 | 1 118 | 100,00% |
| Bourdalat | 1 417 | 1 417 | 100,00% |
| Le Frêche | 2 356 | 2 356 | 100,00% |
| Hontanx | 3 080 | 3 080 | 100,00% |
| Lacquy | 1 922 | 1 922 | 100,00% |
| Montégut | 478 | 478 | 100,00% |
| Perquie | 2 638 | 2 638 | 100,00% |
| Pujo-le-Plan | 1 869 | 1 869 | 100,00% |
| Saint-Cricq-Villeneuve | 1 567 | 1 567 | 100,00% |
| Sainte-Foy | 918 | 918 | 100,00% |
| Saint-Gein | 1 797 | 1 797 | 100,00% |
| Villeneuve-de-Marsan | 2 320 | 2 320 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **21 479** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté d'agglomération Mont-de-Marsan Agglomération .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté d'agglomération.....

Numéro SIREN : 244 000 808 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 48 160 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Benquet | 2 951 | 2 951 | 100,00% |
| Bostens | 778 | 778 | 100,00% |
| Bougue | 2 208 | 2 208 | 100,00% |
| Bretagne-de-Marsan | 1 314 | 1 314 | 100,00% |
| Campagne | 3 394 | 3 394 | 100,00% |
| Campet-et-Lamolère | 1 874 | 1 874 | 100,00% |
| Gaillères | 1 406 | 1 406 | 100,00% |
| Geloux | 5 214 | 5 214 | 100,00% |
| Laglorieuse | 1 166 | 1 166 | 100,00% |
| Lucbardez-et-Bargues | 2 165 | 2 165 | 100,00% |
| Mazerolles | 1 595 | 1 595 | 100,00% |
| Mont-de-Marsan | 3 659 | 3 659 | 100,00% |
| Pouydesseaux | 3 396 | 3 396 | 100,00% |
| Saint-Avit | 4 072 | 4 072 | 100,00% |
| Saint-Martin-d'Oney | 3 441 | 3 441 | 100,00% |
| Saint-Perdon | 3 029 | 3 029 | 100,00% |
| Saint-Pierre-du-Mont | 2 640 | 2 640 | 100,00% |
| Uchacq-et-Parentis | 3 859 | 3 859 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **48 160** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes du Pays Grenadois.....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes.....

Numéro SIREN : 244 000 824.....

Total de la superficie dans le bassin versant : 16 583 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Artassenx | 548 | 548 | 100,00% |
| Bascons | 1 869 | 1 869 | 100,00% |
| Bordères-et-Lamensans | 1 500 | 1 500 | 100,00% |
| Castandet | 1 681 | 1 681 | 100,00% |
| Cazères-sur-l'Adour | 3 052 | 3 052 | 100,00% |
| Grenade-sur-l'Adour | 1 987 | 1 987 | 100,00% |
| Larrivière-Saint-Savin | 1 684 | 1 684 | 100,00% |
| Lussagnet | 846 | 846 | 100,00% |
| Maurrin | 1 352 | 1 352 | 100,00% |
| Saint-Maurice-sur-Adour | 957 | 957 | 100,00% |
| Le Vignau | 1 107 | 1 107 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **16 583** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 244 000 865 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 12 460 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Josse | 939 | 793 | 84,48% |
| Magescq | 7 719 | 1 468 | 19,02% |
| Saint-Geours-de-Maremne | 4 319 | 3 866 | 89,50% |
| Saint-Jean-de-Marsacq | 2 626 | 1 423 | 54,21% |
| Sainte-Marie-de-Gosse | 2 657 | 2 657 | 100,00% |
| Saint-Martin-de-Hinx | 2 570 | 1 199 | 46,67% |
| Saubusse | 1 039 | 1 039 | 100,00% |
| Soustons | 10 792 | 15 | 0,14% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **12 460** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHE DE RENSEIGNEMENT POUR ADHESION A L'EPTB D'UN EPCI A FISCALITE PROPRE

Nom du membre : Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys .....

Nature juridique : Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre – communauté de communes .....

Numéro SIREN : 244 000 881 .....

Total de la superficie dans le bassin versant : 18 801 ha.....

| Communes membres situées dans le bassin versant | Superficie totale de la commune (ha) | Superficie de la commune située dans le bassin versant (ha) | Pourcentage de la superficie communale située dans le bassin versant |
|---|---|---|---|
| Amou | 2 749 | 2 749 | 100,00% |
| Argelos | 652 | 652 | 100,00% |
| Arsague | 726 | 726 | 100,00% |
| Bassercles | 668 | 668 | 100,00% |
| Bastennes | 732 | 732 | 100,00% |
| Beyries | 430 | 430 | 100,00% |
| Bonnegarde | 971 | 971 | 100,00% |
| Brassempouy | 1 086 | 1 086 | 100,00% |
| Castaignos-Souslens | 757 | 757 | 100,00% |
| Castelnau-Chalosse | 1 065 | 1 065 | 100,00% |
| Castel-Sarrazin | 1 216 | 1 216 | 100,00% |
| Donzacq | 1 174 | 1 174 | 100,00% |
| Gaujacq | 1 616 | 1 616 | 100,00% |
| Marpaps | 691 | 691 | 100,00% |
| Nassiet | 1 187 | 1 187 | 100,00% |
| Pomarez | 3 080 | 3 080 | 100,00% |
| **TOTAL SUPERFICIE DANS LE BASSIN VERSANT** | | **18 801** | |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



Annexe 2b : Liste des linéaires de bassin versant et des superficies situées sur bassin versant (syndicats et EPCI à fiscalité propre non couverts intégralement par un syndicat et exerçant en propre la compétence GEMAPI sur tout ou partie de leur territoire)

*Cette annexe sera réalisée lors des premières adhésions sous ce modèle, alimentée à partir de bases publiques (SANDRE). Cette annexe sera constituée d'un tableau unique listant tous les syndicats mixtes et EPCI à fiscalité propre non couvert intégralement par un syndicat et exerçant en propre la compétence GEMAPI sur tout ou partie de leur territoire*

**Modèle**

| Membre | Numéro SIREN | Superficie située sur le bassin versant (ha) | Linéaire de berges des cours d'eau principaux | Linéaire de berges des cours d'eau secondaires | Linéaire pondéré |
|---|---|---|---|---|---|
| Syndicat ou EPCI à FP 1 | XXX | XXX | XXX (CEP) | XXX (CES) | LP = CEP X 0,75+CES X 0,25 |
| Syndicat ou EPCI à FP 2 | XXX | XXX | XXX (CEP) | XXX (CES) | LP = CEP X 0,75+CES X 0,25 |
| | | | | | |
| | | | | | |

Modèle

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

**Annexe 2b actualisée au 19 juillet 2019**

| Membre | Sigle | Numéro SIREN | Superficie située sur le bassin versant (ha) | Linéaire de berges des cours d'eau principaux (km) | Linéaire de berges des cours d'eau secondaires (km) | Linéaire pondéré (km) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze | SMBVMD | 200 078 368 | 77 628 | 308 | 1 496 | 605 |
| Syndicat moyen Adour landais | SIMAL | 200 045 631 | 92 388 | 324 | 1 549 | 630 |
| Syndicat du bassin versant des Luys | SBVL | 200 043 503 | 122 795 | 462 | 2 589 | 994 |
| Syndicat mixte du bas Adour | SMBA | 254 000 490 | 48 438 | 111 | 1 136 | 367 |
| Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus | SGLB | 200 045 201 | 82 256 | 558 | 1 403 | 769 |
| Syndicat mixte du bassin versant de la Midouze | SMBVM | 200 045 193 | 113 865 | 364 | 1 691 | 696 |
| Syndicat du Midou et de la Douze | SMD | 200 043 511 | 122 513 | 429 | 1 792 | 770 |
| Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau | SMGOAO | 200 032 332 | 115 206 | 379 | 2 457 | 898 |
| Syndicat des gaves d'Oloron, Mauléon et Saison | SIGOM | 200 045 391 | 99 418 | 383 | 2 200 | 837 |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



**Annexe 3 : tableau de répartition des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence à la carte « compétences historiques ».**

Annexe 3a : principes de répartition des charges de fonctionnement à la date d'approbation de la modification des statuts

| DEPARTEMENT | GERS | LANDES | PYRENEES-ATLANTIQUES | HAUTES-PYRENEES |
|---|---|---|---|---|
| **CHARGES GENERALES DE FONCTIONNEMENT (y compris Observatoire de l'eau)** | Pour moitié au prorata des investissements réalisés depuis l'origine et pour moitié au prorata de la population du bassin hydrographique | | | |
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT LIEES A DES MISSIONS SPECIFIQUES** | | | | |
| Gestion quantitative de la ressource en eau | | | | |
| Animation ressource en eau | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Suivi et animation des plans de gestion des étiages | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Suivi de la qualité des eaux des barrages | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Gestion intégrée de la ressource en eau | | | | |
| Animation du projet de territoire Adour amont | 14% | | 11% | 75% |
| Animation du projet de territoire Midour | 40% | 60% | | |
| Animation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Animation de la démarche prospective Adour 2050 | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Animation de l'étude socioéconomique Nappe SIM | 25% | 25% | 25% | 25% |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE

| DEPARTEMENT | GERS | LANDES | PYRENEES-ATLANTIQUES | HAUTES-PYRENEES |
|---|---|---|---|---|
| **CHARGES DE FONCTIONNEMENT LIEES A DES MISSIONS SPECIFIQUES** | | | | |
| Gestion et préservation de la biodiversité (hors opérations relatives à la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau ») | | | | |
| Animation du PLAGEPOMI | 5% | 45% | 45% | 5% |
| Animation gestion et restauration des poissons migrateurs | 5% | 45% | 45% | 5% |
| Coordination espèces patrimoniales | 25% | 25% | 25% | 25% |
| Animation de la maison de l'eau et du plan de gestion de Jû-Belloc | 45% | 15% | 15% | 25% |
| Gestion des risques fluviaux | | | | |
| Suivi et gestion Adour amont | 50% | | | 50% |
| Suivi et gestion Adour moyen | | 100% | | |
| Suivi et gestion Adour maritime | | 50% | 50% | |
| Animation PAPI Adour amont | 1/3 | | 1/3 | 1/3 |
| Animation SLGRI/PAPI agglomération dacquoise | | 100% | | |
| Animation SLGRI côtier basque | | 31,36% | 68,64% | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



Annexe 3b : principes de répartition des charges d'investissement à la date d'approbation de la modification des statuts

| DOMAINES D'INTERVENTION | INTERET INTERDEPARTEMENTAL | INTERET DEPARTEMENTAL |
|---|---|---|
| Gestion quantitative de la ressource en eau | | |
| Réservoirs | Au prorata de l'intérêt de chaque Département en fonction des volumes affectés pour l'usage économique et l'environnement | Département concerné |
| Plans de gestion des étiages (PGE) | À parts égales entre Départements du territoire concerné | |
| Gestion intégrée de la ressource en eau | | |
| SAGE - élaboration | À parts égales entre Départements | |
| SAGE – mise en œuvre | Au prorata de l'intérêt de chaque Département | |
| Démarche prospective Adour 2050 | À parts égales entre Départements | |
| Projets de territoire | Au prorata de l'intérêt de chaque Département | |
| Gestion et préservation de la biodiversité (hors opérations relatives à la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau ») | | |
| Gestion et préservation de la biodiversité | Au prorata de l'intérêt de chaque Département | Département concerné |
| Gestion des risques fluviaux | | |
| Gestion des risques fluviaux | Au prorata de l'intérêt de chaque Département | Département concerné |
| Gestion qualitative de la ressource en eau | | |
| Gestion qualitative de la ressource en eau | Au prorata de l'intérêt de chaque Département | |

Envoyé en préfecture le 16/03/2020
Reçu en préfecture le 16/03/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS01BIS_2020-DE



Annexe 3c : principes de répartition des charges d'investissement et de fonctionnement de la compétence à la carte « compétence spécifique - continuité écologique gave de Pau »

| DOMAINES D'INTERVENTION | Région | Départements membres fondateurs | |
|---|---|---|---|
| | | INTERET INTERDEPARTEMENTAL | INTERET DEPARTEMENTAL |
| Restauration de la continuité écologique sur les seuils du gave de Pau sous propriété et / ou gestion de l'Institution Adour | | | |
| Etudes | 50% du reste à charge | reste à charge, déduction faite de la participation régionale le cas échéant, réparti au prorata de l'intérêt de chaque Département concerné | reste à charge, déduction faite de la participation régionale le cas échéant, pour le Département concerné |
| Maîtrise d'œuvre | | | |
| Dimensionnement, préparation, animation, suivi | | | |
| Acquisitions foncières | | | |
| Communication | | | |
| Travaux | | | |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires générales / Mise à disposition des ouvrages et biens de l'EPTB relevant de la compétence GEMAPI**

**Exposé des motifs :**

*Situation à l'échelle du bassin de l'Adour*

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la législation prévoit la mise à disposition des ouvrages construits par des entités publiques en vue de la protection contre les inondations (digues, bassins écrêteurs), à destination des EPCI-FP ou des syndicats mixtes à qui la compétence a été transférée.

A ce titre, l'Institution Adour va procéder à la mise à disposition de plusieurs biens qu'elle a acquis, construits ou sur lesquels elle a bénéficié d'autorisations administratives pour la conduite de missions qui relèvent aujourd'hui de la GEMAPI sur des parties du bassin de l'Adour qui sont maintenant suivies par un syndicat de sous-bassin versant devenu compétent pour la totalité de la compétence GEMAPI.

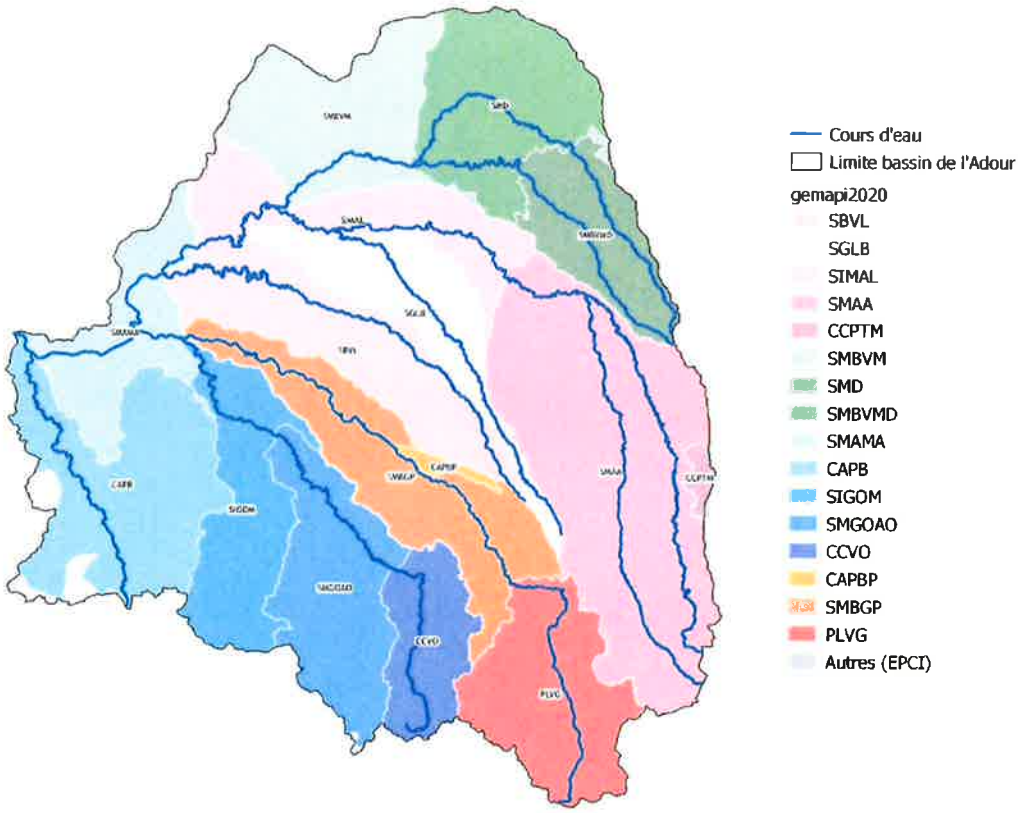
Les principaux territoires concernés sont les suivants à l'échelle du bassin de l'Adour (cf. carte ci-après) :
- Périmètre du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents (SMAMA),
- Périmètre du syndicat mixte du gave d'Oloron et de Mauléon (SIGOM),
- Périmètre du syndicat mixte du bassin de gave de Pau (SMBGP),
- Périmètre du syndicat mixte de l'Adour amont (SMAA).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Concernant en particulier les ouvrages à vocation de protection contre les inondations, la liste des ouvrages pour lesquels l'Institution Adour est identifiée comme gestionnaire historique par un arrêté de classement d'ouvrage à l'initiative de l'état au titre du décret digues de 2007 est jointe en annexe.

Pour ce qui relève des autres ouvrages relevant aujourd'hui de la compétence GEMAPI, la question a été posée aux services de l'état quant aux dispositions à prévoir, les textes étant silencieux sur le sujet. Cela concerne en particulier les protections de berges et les seuils de stabilisation du lit. A ce jour, et malgré les relances, la réponse n'est pas connue.




*Situation sur le sous-bassin Adour amont*

Le syndicat mixte de l'Adour amont, intervenant à compter du 1er janvier 2020 pour la totalité de la compétence GEMAPI sur le sous-bassin versant de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour (hors territoire de la communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac), a délibéré le 23 juillet 2019 pour saisir l'Institution Adour quant à la possibilité de mise à disposition ou de transfert de ses propriétés foncières acquises pour la gestion de l'espace de mobilité de l'Adour et la protection contre les inondations sur la base d'un inventaire réalisé par ses soins.

Dans le silence des textes et à défaut de réponse aux questions posées aux services de l'Etat par l'EPTB sur ce point, il est proposé de procéder, pour le foncier acquis par l'Institution Adour dans le cadre de la gestion de l'espace de mobilité et de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations, de manière identique à ce qui est prévu pour les seuls ouvrages de protection contre les inondations, soit par mise à disposition à titre gracieux de l'ensemble des parcelles sises sur le périmètre du syndicat à l'exception des parcelles correspondant à l'emprise du site de Jû-Belloc - Hères - Castelnau.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Dans ce cadre, il est proposé de procéder par étape :

- Procéder à la mise à disposition des parcelles acquises par l'Institution Adour dans le cadre de la gestion de l'espace de mobilité et de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations, sur la base des deux inventaires ci-annexés,
- Procéder prioritairement à la mise à disposition des ouvrages constituant le système de protection contre les inondations de Maubourguet et Lafitole, implantés en rives droite et gauche de l'Adour,
- Porter à la connaissance du syndicat l'inventaire connu par l'EPTB des digues de protection contre les inondations, établi sur la base de l'étude conduite en 2017 par l'EPTB intitulée « AMO GEMAPI systèmes d'endiguement du sous bassin versant Adour amont » et sur la base de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation en date du 29 décembre 2012 portant autorisation au titre de l'intérêt général et de la loi sur l'eau à intervenir pour la restauration de l'espace de mobilité Adour amont , et ce, afin que le syndicat puisse identifier, parmi ces ouvrages, ceux qu'il souhaite retenir pour exercer sa compétence en matière de protection contre les inondations afin que l'EPTB procède à la mise à disposition des autres ouvrages de protection contre les inondations sur lesquels l'EPTB est intervenu.

Ces trois inventaires sont joints à la présente décision.

Sur la base des choix opérés par le syndicat mixte de l'Adour amont, il conviendra d'établir les conventions et procès-verbaux de mise à disposition afférents, conformément à la réglementation afférente (article L.566-12-1 du code de l'environnement).

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De procéder à la mise à disposition au profit du syndicat mixte de l'Adour amont des parcelles acquises par l'Institution Adour dans le cadre de la gestion de l'espace de mobilité et de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations, sur la base des deux inventaires ci-annexés
- De procéder à la mise à disposition au profit du syndicat mixte de l'Adour amont des ouvrages constituant le système de protection contre les inondations de Maubourguet et Lafitole, implantés en rives droite et gauche de l'Adour
- De porter à la connaissance du syndicat mixte de l'Adour amont, l'inventaire connu par l'EPTB des digues de protection contre les inondations, établi sur la base de l'étude conduite en 2017 par l'EPTB intitulée « AMO GEMAPI systèmes d'endiguement du sous bassin versant Adour amont » et sur la base de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation en date du 29 décembre 2012 portant autorisation au titre de l'intérêt général et de la loi sur l'eau à intervenir pour la restauration de l'espace de mobilité Adour amont , et ce, afin que le syndicat puisse identifier, parmi ces ouvrages, ceux qu'il souhaite retenir pour exercer sa compétence en matière de protection contre les inondations afin que l'EPTB procède à la mise à disposition des autres ouvrages de protection contre les inondations sur lesquels l'EPTB est intervenu
- D'inviter le syndicat mixte de l'Adour amont à faire connaître en retour la liste des ouvrages et équipements afférents à la protection contre les inondation sur lesquels l'Institution Adour est intervenue qu'il souhaite retenir pour exercer sa compétence en matière de protection contre les inondations et pour lesquels il sollicite la mise à disposition

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

- D'engager, dans la continuité, le travail préparatoire nécessaire à la mise à disposition des ouvrages et biens sous responsabilité de l'Institution Adour au profit des autres syndicats de sous-bassins versant concernés
- D'autoriser le Président à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

# Liste des digues de protection contre les inondations classées au titre du décret de 2007 à l'encontre de l'Institution Adour

| Secteur | Nom de l'ouvrage | EPCI-FP | Communes | Cours d'eau | Linéaire total (mètre linéaire) | Linéaire classé au titre du décret 2007 (mètre linéaire) | Date arrêté de classement | Référence arrêté de classement | Classe (2007) | EDD | VTA | DO | Consignes | Numéro SIOUH |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Adour moyen landais (40) | Loubéry-Courrèges | Communauté de communes du pays grenadois | Grenade-sur-l'Adour | Adour | 270 | 270 | 07/02/2011 | 40-2010-00355 | C | oui | oui | oui | oui | FRD0400002 |
| | Pénich-Laburthe | Communauté de communes du Pays Grenadois | Larrivière-Saint-Savin | Adour | 695 | 695 | 07/02/2011 | 40-2010-00356 | C | oui | oui | oui | oui | FRD0400003 |
| | Maisonnave-RD10 | Communauté de communes Terres de Chalosse | Onard / Vicq-d'Auribat / Saint-Jean-de-Lier / Gousse | Adour | 13 020 | 5 856 | 07/02/2011 | 40-2010-00357 | C | oui | oui | oui | oui | FRD0400004 |
| | Gurgues-Ingous | Communauté de communes Chalosse Tursan / Communauté d'agglomération du Grand Dax | Pontonx-sur-l'Adour / Téthieu | Adour | 6 090 | 3 100 | 07/02/2011 | 40-2010-00359 | C | oui | oui | oui | oui | FRD0400005 |
| Adour maritime rive droite (40-64) | Muraille-Castet | Communauté de communes du Seignanx | Saint-Martin-de-Seignanx | Adour | 800 | 800 | 09/03/2009 | sans numéro | C | non | non | non | non | FRD0400048 |
| | Horgave-Maisonnave | Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud | Sainte-Marie-de-Gosse | Adour | 1 340 | 1 340 | 09/03/2009 | sans numéro | C | non | non | non | non | FRD0400013 |
| | Gelès-Plâtrière | Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud | Saint-Jean-de-Marsacq / Saint-Martin-de-Hinx / Sainte-Marie-de-Gosse | Adour | 7 900 | 7 900 | 07/02/2011 | 40-2010-00361 | C | non | non | non | non | FRD0400031 |
| | Bacheforès | Communauté d'agglomération Pays Basque | Bayonne | Adour | 580 | 580 | 02/04/2019 | 09/EAU/34 | C | non | non | non | non | FRD0640085 |
| | Ile de Lahonce | Communauté d'agglomération Pays Basque | Lahonce | Adour / Aiguette | 2 950 | 2 950 | 19/10/2010 | n°2010-292-37 | C | non | oui | non | oui | FRD0640093 |
| Adour maritime rive gauche et affluents (40-64) | Naguile - Port de l'Aiguette - Pouton | Communauté d'agglomération Pays Basque | Lahonce / Urcuit | L'Aiguette (Adour) | 2 721 | 2 721 | 19/10/2010 | n°2010-292-38 | C | non | non | non | non | FRD0640065 FRD0640066 FRD0640094 |
| | Pont-Château du Bec des Gaves | Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans | Port-de-Lanne | Adour | 4 000 | 3 550 | 07/02/2011 | 40-2010-00362 | C | non | non | non | non | FRD0400033 |
| | Aux peupliers et de la Botte | Communauté d'agglomération Pays Basque | Urcuit | Ardanavy | 2 370 | 2 370 | 19/10/2010 | n°2010-292-40 | C | non | non | non | non | FRD0640072 FRD0640073 |
| | Pelaucat-Mouchacq | Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans | Pey / Saint-Etienne-d'Orthe | Adour | 7 130 | 7 130 | 07/02/2011 | 40-2010-00360 | C | non | non | non | non | FRD0400032 |
| | Eyherra | Communauté d'agglomération Pays Basque | Urcuit | Eyherra / Ardanavy | 310 | 310 | 19/10/2010 | n°2010-292-39 | C | oui | non | oui | non | FRD0640086 |
| | Bidouze | Communauté d'agglomération Pays Basque / Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans | Came - Bidache - Guiche - Bardos - Hastingues | Bidouze | 27 385 | 27 385 | 21/02/2011 | n°2011052-0009 | D | non | non | non | non | FRD0640001 FRD0640002 FRD0640003 FRD0640004 FRD0640005 FRD0640008 FRD0640009 |
| Adour maritime rive gauche et affluents - remblais routiers de la RD261 et de la RD653 (64) | Mouguerre / Lahonce / Urcuit - Pout | Communauté d'agglomération Pays Basque | Mouguerre / Lahonce / Urcuit | Adour | 3 890 | 3 890 | 08/11/2011 | n°2011312-0032 | C | non | non | non | non | FRD0640064 |
| | Urcuit/ Urt | Communauté d'agglomération Pays Basque | Urcuit / Urt | Adour / Ardanavy | 2 680 | 2 680 | 08/11/2011 | n°2011312-0032 | C | non | non | non | non | FRD0640069 |
| | Urt/Guiche | Communauté d'agglomération Pays Basque | Urt / Guiche | Adour / Aran / Bidouze | 8 790 | 8 790 | 08/11/2011 | n°2011312-0032 | C | non | non | non | non | FRD0640061 |
| | Sames | Communauté d'agglomération Pays Basque | Sames | Bidouze / Adour | 2 900 | 2 900 | 08/11/2011 | n°2011312-0032 | C | non | non | non | non | FRD0640060 |
| Saison (64) | Camping de Licq-Athérey | Communauté d'agglomération Pays Basque | Licq-Athérey | Saison | 450 | 450 | 13/08/2009 | 09/EAU/70 | C | non | non | non | non | FRD0640087 |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité

| id_par | feuil_par | sect_par | num_par | insee_com | nom_com | [illegible] | [illegible] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 320270000D0044 | 1 | 0D | 0044 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 665,85 | Validé |
| 320270000D0045 | 1 | 0D | 0045 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 2511,1 | Validé |
| 320270000D0064 | 1 | 0D | 0064 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 439,93 | Validé |
| 320270000D0080 | 1 | 0D | 0080 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 1855,43 | Validé |
| 320270000D0087 | 1 | 0D | 0087 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 314,97 | Validé |
| 320270000D0097 | 1 | 0D | 0097 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 844,49 | Validé |
| 320270000D0101 | 1 | 0D | 0101 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 1706,84 | Validé |
| 320270000D0102 | 1 | 0D | 0102 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 11551,07 | Validé |
| 320270000D0553 | 1 | 0D | 0553 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 64005,86 | Validé |
| 320270000D0554 | 1 | 0D | 0554 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 254,78 | Validé |
| 320270000D0556 | 1 | 0D | 0556 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 2571,07 | Validé |
| 320270000D0601 | 1 | 0D | 0601 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 1298,26 | Validé |
| 320270000D0602 | 1 | 0D | 0602 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 4857,57 | Validé |
| 320270000D0603 | 1 | 0D | 0603 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 13093,32 | Validé |
| 320270000D0604 | 1 | 0D | 0604 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 3417,38 | Validé |
| 320270000D0605 | 1 | 0D | 0605 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 19942,71 | Validé |
| 320270000D0606 | 1 | 0D | 0606 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 2307,94 | Validé |
| 320270000D0608 | 1 | 0D | 0608 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 55277,58 | Validé |
| 320270000D0609 | 1 | 0D | 0609 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 735,29 | Validé |
| 320270000D0610 | 1 | 0D | 0610 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 30433,17 | Validé |
| 320460000A0001 | 1 | 0A | 0001 | 32046 | Bernède | 8187,54 | Validé |
| 320460000A0002 | 1 | 0A | 0002 | 32046 | Bernède | 11757,93 | Validé |
| 320460000A0428 | 2 | 0A | 0428 | 32046 | Bernède | 19825,98 | Validé |
| 320460000A0438 | 2 | 0A | 0438 | 32046 | Bernède | 12993,4 | Validé |
| 320460000A0439 | 2 | 0A | 0439 | 32046 | Bernède | 22133,99 | Validé |
| 320460000A0443 | 2 | 0A | 0443 | 32046 | Bernède | 17564,17 | Validé |
| 320460000A0446 | 2 | 0A | 0446 | 32046 | Bernède | 39165,16 | Validé |
| 320460000A0447 | 2 | 0A | 0447 | 32046 | Bernède | 4481,14 | Validé |
| 320460000A0448 | 2 | 0A | 0448 | 32046 | Bernède | 9892,54 | Validé |
| 320460000A0449 | 2 | 0A | 0449 | 32046 | Bernède | 5963,84 | Validé |
| 320460000A0450 | 2 | 0A | 0450 | 32046 | Bernède | 8406,87 | Validé |
| 320460000A0765 | 2 | 0A | 0765 | 32046 | Bernède | 717,51 | Validé |
| 320460000A0814 | 3 | 0A | 0814 | 32046 | Bernède | 13623,81 | Validé |
| 320460000A0854 | 1 | 0A | 0854 | 32046 | Bernède | 12368,87 | Validé |
| 320460000A0855 | 1 | 0A | 0855 | 32046 | Bernède | 31216,38 | Validé |
| 320460000A0856 | 2 | 0A | 0856 | 32046 | Bernède | 108911,76 | Validé |
| 320460000A0857 | 2 | 0A | 0857 | 32046 | Bernède | 910,57 | Validé |
| 320460000A0858 | 2 | 0A | 0858 | 32046 | Bernède | 24789,66 | Validé |
| 320700000C0608 | 1 | 0C | 0608 | 32070 | Cahuzac-sur-Adour | 2770,5 | Validé |
| 321080000A0063 | 1 | 0A | 0063 | 32108 | Corneillan | 10956,92 | Validé |
| 321080000A0064 | 1 | 0A | 0064 | 32108 | Corneillan | 1459,03 | Validé |
| 321080000B0793 | 1 | 0B | 0793 | 32108 | Corneillan | 40149,91 | Validé |
| 321080000B0844 | 1 | 0B | 0844 | 32108 | Corneillan | 27468,43 | Validé |
| 321080000C0811 | 1 | 0C | 0811 | 32108 | Corneillan | 53772,43 | Validé |
| 321080000C0812 | 1 | 0C | 0812 | 32108 | Corneillan | 12678,59 | Validé |
| 321510000B0206 | 1 | 0B | 0206 | 32151 | Goux | 16625,3 | Validé |
| 321610000B0111 | 1 | 0B | 0111 | 32161 | Izotges | 21152,66 | Validé |
| 321610000B0239 | 1 | 0B | 0239 | 32161 | Izotges | 9751,44 | Validé |
| 321610000B0240 | 1 | 0B | 0240 | 32161 | Izotges | 6068,75 | Validé |
| 321610000B0241 | 1 | 0B | 0241 | 32161 | Izotges | 16505,85 | Validé |
| 321610000B0242 | 1 | 0B | 0242 | 32161 | Izotges | 19548,72 | Validé |
| 321610000B0243 | 1 | 0B | 0243 | 32161 | Izotges | 13633,77 | Validé |
| 323440000A0481 | 2 | 0A | 0481 | 32344 | Riscle | 46630,79 | Validé |
| 323440000B0002 | 1 | 0B | 0002 | 32344 | Riscle | 57063,28 | Validé |
| 323440000B0004 | 1 | 0B | 0004 | 32344 | Riscle | 5337,39 | Validé |
| 323440000B0006 | 1 | 0B | 0006 | 32344 | Riscle | 3267,24 | Validé |
| 323440000B0007 | 1 | 0B | 0007 | 32344 | Riscle | 11715,07 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 323440000B0008 | 1 | 0B | 0008 | 32344 | Riscle | | |
| 323440000B0009 | 1 | 0B | 0009 | 32344 | Riscle | 15302,1 | Validé |
| 323440000B0614 | 1 | 0B | 0614 | 32344 | Riscle | 5506 | Validé |
| 323440000B0779 | 1 | 0B | 0779 | 32344 | Riscle | 23117,13 | Validé |
| 323440000B0824 | 1 | 0B | 0824 | 32344 | Riscle | 7345,05 | Validé |
| 323440000G0180 | 1 | 0G | 0180 | 32344 | Riscle | 1313,42 | Validé |
| 323440000G0605 | 1 | 0G | 0605 | 32344 | Riscle | 10000,99 | Validé |
| 323440000G0606 | 1 | 0G | 0606 | 32344 | Riscle | 9769,68 | Validé |
| 32398000AB0143 | 1 | AB | 0143 | 32398 | Saint-Mont | 7828,3 | Validé |
| 32398000AC0064 | 1 | AC | 0064 | 32398 | Saint-Mont | 3158,5 | Validé |
| 32398000AC0065 | 1 | AC | 0065 | 32398 | Saint-Mont | 3261,56 | Validé |
| 32398000AC0066 | 1 | AC | 0066 | 32398 | Saint-Mont | 4085,6 | Validé |
| 32398000AC0128 | 1 | AC | 0128 | 32398 | Saint-Mont | 8255,02 | Validé |
| 32398000AD0066 | 1 | AD | 0066 | 32398 | Saint-Mont | 3610 | Validé |
| 32398000AD0124 | 1 | AD | 0124 | 32398 | Saint-Mont | 658,05 | Validé |
| 32398000AD0125 | 1 | AD | 0125 | 32398 | Saint-Mont | 1468,4 | Validé |
| 32398000AD0128 | 1 | AD | 0128 | 32398 | Saint-Mont | 5116,25 | Validé |
| 32398000AD0166 | 1 | AD | 0166 | 32398 | Saint-Mont | 15688,44 | Validé |
| 32398000AD0169 | 1 | AD | 0169 | 32398 | Saint-Mont | 13276,68 | Validé |
| 324430000C0470 | 3 | 0C | 0470 | 32443 | Termes-d'Armagnac | 4654,4 | Validé |
| 650350000A0145 | 1 | 0A | 0145 | 65035 | Artagnan | 7171,62 | Validé |
| 650350000A0268 | 1 | 0A | 0268 | 65035 | Artagnan | 770,69 | Validé |
| 651210000A0024 | | 0A | 0024 | 65121 | Camalès | 1605,64 | En attente |
| 651210000A0029 | | 0A | 0029 | 65121 | Camalès | 5823,38 | En attente |
| 651210000A0031 | | 0A | 0031 | 65121 | Camalès | 19780,38 | En attente |
| 651210000A0146 | | 0A | 0146 | 65121 | Camalès | 1552,8 | En attente |
| 651210000A0187 | | 0A | 0187 | 65121 | Camalès | 2322,16 | A valider |
| 65137000ZH0041 | 1 | ZH | 0041 | 65137 | Caussade-Rivière | 12343,75 | Validé |
| 65137000ZH0046 | 1 | ZH | 0046 | 65137 | Caussade-Rivière | 24063,54 | Validé |
| 65137000ZH0047 | 1 | ZH | 0047 | 65137 | Caussade-Rivière | 45154,22 | Validé |
| 65137000ZH0048 | 1 | ZH | 0048 | 65137 | Caussade-Rivière | 70928,51 | Validé |
| 651740000A0169 | 1 | 0A | 0169 | 65174 | Estirac | 10715,46 | Validé |
| 651740000A0172 | 1 | 0A | 0172 | 65174 | Estirac | 5716,63 | Validé |
| 651740000A0176 | 1 | 0A | 0176 | 65174 | Estirac | 7727,63 | Validé |
| 651740000A0229 | 1 | 0A | 0229 | 65174 | Estirac | 3869,29 | Validé |
| 651740000A0230 | 1 | 0A | 0230 | 65174 | Estirac | 539,13 | Validé |
| 651740000A0264 | 1 | 0A | 0264 | 65174 | Estirac | 14664,28 | Validé |
| 651740000A0294 | 1 | 0A | 0294 | 65174 | Estirac | 13572,75 | Validé |
| 651740000A0302 | 1 | 0A | 0302 | 65174 | Estirac | 973,21 | Validé |
| 651740000A0303 | 1 | 0A | 0303 | 65174 | Estirac | 199,45 | Validé |
| 651740000A0313 | 1 | 0A | 0313 | 65174 | Estirac | 470,01 | Validé |
| 651740000A0318 | 1 | 0A | 0318 | 65174 | Estirac | 15864,43 | Validé |
| 651740000C0108 | 1 | 0C | 0108 | 65174 | Estirac | 5911,56 | Validé |
| 65174000ZB0040 | 1 | ZB | 0040 | 65174 | Estirac | 5148,13 | Validé |
| 65174000ZC0011 | 1 | ZC | 0011 | 65174 | Estirac | 40176,54 | Validé |
| 65240000ZB0029 | 1 | ZB | 0029 | 65240 | Labatut-Rivière | 2842,71 | Validé |
| 65240000ZB0031 | 1 | ZB | 0031 | 65240 | Labatut-Rivière | 2868,95 | Validé |
| 65240000ZB0069 | 1 | ZB | 0069 | 65240 | Labatut-Rivière | 4804,68 | Validé |
| 65240000ZD0002 | 1 | ZD | 0002 | 65240 | Labatut-Rivière | 21469,48 | Validé |
| 65240000ZD0094 | 1 | ZD | 0094 | 65240 | Labatut-Rivière | 27657,39 | Validé |
| 65240000ZE0001 | 1 | ZE | 0001 | 65240 | Labatut-Rivière | 9528,68 | Validé |
| 65240000ZK0020 | 1 | ZK | 0020 | 65240 | Labatut-Rivière | 9924,78 | Validé |
| 65240000ZK0025 | 1 | ZK | 0025 | 65240 | Labatut-Rivière | 62351,13 | Validé |
| 65240000ZK0031 | 1 | ZK | 0031 | 65240 | Labatut-Rivière | 1778,46 | Validé |
| 65240000ZK0033 | 1 | ZK | 0033 | 65240 | Labatut-Rivière | 6922,8 | Validé |
| 653040000C0700 | 1 | 0C | 0700 | 65304 | Maubourguet | 12484,4 | Validé |
| 653040000C0703 | 1 | 0C | 0703 | 65304 | Maubourguet | 29804,7 | Validé |
| 653040000C0707 | 1 | 0C | 0707 | 65304 | Maubourguet | 2354,79 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la restauration de l'espace de mobilité

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 653040000C0708 | 1 | 0C | 0708 | 65304 | Maubourguet | 5374,26 | Validé |
| 65304000ZH0009 | 1 | ZH | 0009 | 65304 | Maubourguet | 5374,26 | Validé |
| 654060000A0761 | 4 | 0A | 0761 | 65406 | Sarniguet | 187,69 | Validé |
| 654060000A0762 | 4 | 0A | 0762 | 65406 | Sarniguet | 577,43 | Validé |
| 654060000A0765 | 4 | 0A | 0765 | 65406 | Sarniguet | 816,06 | Validé |
| 654060000A0768 | 4 | 0A | 0768 | 65406 | Sarniguet | 170,42 | Validé |
| 654060000A0771 | 4 | 0A | 0771 | 65406 | Sarniguet | 652,24 | Validé |
| 654060000A0774 | 4 | 0A | 0774 | 65406 | Sarniguet | 262,59 | Validé |
| 654060000A0777 | 4 | 0A | 0777 | 65406 | Sarniguet | 172,64 | Validé |
| 654060000A0780 | 4 | 0A | 0780 | 65406 | Sarniguet | 261,27 | Validé |
| 654060000A0783 | 4 | 0A | 0783 | 65406 | Sarniguet | 1472,34 | Validé |
| 654060000A0788 | 4 | 0A | 0788 | 65406 | Sarniguet | 911,71 | Validé |
| 65460000AO0225 | 1 | AO | 0225 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 567,31 | Validé |
| 65460000AO0228 | 1 | AO | 0228 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 7823,64 | Validé |
| 65460000AO0230 | 1 | AO | 0230 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 4926,2 | Validé |
| 65460000AO0231 | 1 | AO | 0231 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 210,94 | Validé |
| 65460000AO0233 | 1 | AO | 0233 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 1369,46 | Validé |
| 65460000AO0234 | 1 | AO | 0234 | 65460 | Vic-en-Bigorre | 701,5 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la protection contre les inondations

| id_par | feuil_par | sect_par | num_par | insee_com | nom_com | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 320270000D0046 | 1 | 0D | 0046 | 32027 | Barcelonne-du-Gers | 5021,32 | Validé |
| 321610000A0375 | 1 | 0A | 0375 | 32161 | Izotges | 1379,21 | Validé |
| 321610000A0377 | 1 | 0A | 0377 | 32161 | Izotges | 371,63 | Validé |
| 321610000B0117 | 1 | 0B | 0117 | 32161 | Izotges | 8885,84 | Validé |
| 321610000B0118 | 1 | 0B | 0118 | 32161 | Izotges | 12462,12 | Validé |
| 321610000B0205 | 1 | 0B | 0205 | 32161 | Izotges | 868,64 | Validé |
| 321610000B0207 | 1 | 0B | 0207 | 32161 | Izotges | 917,52 | Validé |
| 321610000B0211 | 1 | 0B | 0211 | 32161 | Izotges | 670,78 | Validé |
| 321610000B0237 | 1 | 0B | 0237 | 32161 | Izotges | 19380,25 | Validé |
| 321610000B0238 | 1 | 0B | 0238 | 32161 | Izotges | 10784,59 | Validé |
| 323440000A0250 | 2 | 0A | 0250 | 32344 | Riscle | 2161,99 | Validé |
| 323440000A0251 | 2 | 0A | 0251 | 32344 | Riscle | 6307,42 | Validé |
| 323440000A0252 | 2 | 0A | 0252 | 32344 | Riscle | 10626,31 | Validé |
| 323440000B0275 | 1 | 0B | 0275 | 32344 | Riscle | 1996,84 | Validé |
| 323440000B0276 | 1 | 0B | 0276 | 32344 | Riscle | 9491,87 | Validé |
| 32398000AC0049 | 1 | AC | 0049 | 32398 | Saint-Mont | 6408,34 | Validé |
| 32398000AC0120 | 1 | AC | 0120 | 32398 | Saint-Mont | 4131,23 | Validé |
| 32398000AC0125 | 1 | AC | 0125 | 32398 | Saint-Mont | 51952,06 | Validé |
| 32398000AD0095 | 1 | AD | 0095 | 32398 | Saint-Mont | 597,44 | Validé |
| 32398000AD0133 | 1 | AD | 0133 | 32398 | Saint-Mont | 7,94 | Validé |
| 32398000AD0151 | 1 | AD | 0151 | 32398 | Saint-Mont | 252,21 | Validé |
| 32398000AD0163 | 1 | AD | 0163 | 32398 | Saint-Mont | 15292,23 | Validé |
| 32398000AD0164 | 1 | AD | 0164 | 32398 | Saint-Mont | 604,23 | Validé |
| 32398000AD0165 | 1 | AD | 0165 | 32398 | Saint-Mont | 13007,96 | Validé |
| 32398000AD0167 | 1 | AD | 0167 | 32398 | Saint-Mont | 71870,69 | Validé |
| 32398000AD0174 | 1 | AD | 0174 | 32398 | Saint-Mont | 72542,39 | Validé |
| 32398000AP0066 | 1 | AP | 0066 | 32398 | Saint-Mont | 132,8 | Validé |
| 32398000AP0228 | 1 | AP | 0228 | 32398 | Saint-Mont | 741,91 | Validé |
| 324390000A0528 | 2 | 0A | 0528 | 32439 | Tarsac | 119,98 | Validé |
| 324390000A0530 | 2 | 0A | 0530 | 32439 | Tarsac | 37,17 | Validé |
| 324390000A0642 | 2 | 0A | 0642 | 32439 | Tarsac | 739,49 | Validé |
| 324390000A0643 | 2 | 0A | 0643 | 32439 | Tarsac | 873,04 | Validé |
| 324390000A0647 | 2 | 0A | 0647 | 32439 | Tarsac | 629,19 | Validé |
| 324390000A0648 | 2 | 0A | 0648 | 32439 | Tarsac | 255,93 | Validé |
| 324390000A0650 | 2 | 0A | 0650 | 32439 | Tarsac | 982,77 | Validé |
| 324390000A0651 | 2 | 0A | 0651 | 32439 | Tarsac | 622,94 | Validé |
| 324390000A0655 | 2 | 0A | 0655 | 32439 | Tarsac | 1905,7 | Validé |
| 324390000A0656 | 2 | 0A | 0656 | 32439 | Tarsac | 863,79 | Validé |
| 324390000A0658 | 2 | 0A | 0658 | 32439 | Tarsac | 513,75 | Validé |
| 324390000A0660 | 2 | 0A | 0660 | 32439 | Tarsac | 1224,84 | Validé |
| 324390000A0661 | 2 | 0A | 0661 | 32439 | Tarsac | 943,54 | Validé |
| 65174000ZB0032 | 1 | ZB | 0032 | 65174 | Estirac | 5258,64 | Validé |
| 65240000ZB0066 | 1 | ZB | 0066 | 65240 | Labatut-Rivière | 68,9 | Validé |
| 65240000ZB0070 | 1 | ZB | 0070 | 65240 | Labatut-Rivière | 720,71 | Validé |
| 65240000ZB0072 | 1 | ZB | 0072 | 65240 | Labatut-Rivière | 2957 | Validé |
| 65240000ZB0073 | 1 | ZB | 0073 | 65240 | Labatut-Rivière | 1490,87 | Validé |
| 65240000ZB0074 | 1 | ZB | 0074 | 65240 | Labatut-Rivière | 3323,32 | Validé |
| 65240000ZK0023 | 1 | ZK | 0023 | 65240 | Labatut-Rivière | 63990,5 | Validé |
| 65240000ZK0046 | 1 | ZK | 0046 | 65240 | Labatut-Rivière | 986,82 | Validé |
| 652430000A0670 | 2 | 0A | 0670 | 65243 | Lafitole | 2314,98 | Validé |
| 652430000A0672 | 2 | 0A | 0672 | 65243 | Lafitole | 1371,44 | Validé |
| 652430000A0676 | 2 | 0A | 0676 | 65243 | Lafitole | 1200,38 | Validé |
| 652430000A0678 | 2 | 0A | 0678 | 65243 | Lafitole | 354,95 | Validé |
| 652430000A0715 | 1 | 0A | 0715 | 65243 | Lafitole | 384,52 | Validé |
| 652430000A0720 | 1 | 0A | 0720 | 65243 | Lafitole | 504,4 | Validé |
| 652430000A0721 | 1 | 0A | 0721 | 65243 | Lafitole | 19,83 | Validé |
| 652430000A0724 | 1 | 0A | 0724 | 65243 | Lafitole | 758,65 | Validé |
| 652430000A0725 | 1 | 0A | 0725 | 65243 | Lafitole | 97,65 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la protection contre les inondations

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 652430000A0728 | 1 | 0A | 0728 | 65243 | Lafitole | | |
| 652430000A0730 | 1 | 0A | 0730 | 65243 | Lafitole | 203,69 | Validé |
| 652430000A0731 | 1 | 0A | 0731 | 65243 | Lafitole | 200,38 | Validé |
| 652430000A0733 | 1 | 0A | 0733 | 65243 | Lafitole | 912,92 | Validé |
| 652430000A0736 | 1 | 0A | 0736 | 65243 | Lafitole | 389,85 | Validé |
| 652430000A0739 | 1 | 0A | 0739 | 65243 | Lafitole | 484,59 | Validé |
| 652430000A0742 | 1 | 0A | 0742 | 65243 | Lafitole | 1153,7 | Validé |
| 652430000A0744 | 1 | 0A | 0744 | 65243 | Lafitole | 1382,33 | Validé |
| 652430000A0746 | 2 | 0A | 0746 | 65243 | Lafitole | 51,8 | Validé |
| 652430000A0748 | 2 | 0A | 0748 | 65243 | Lafitole | 1160,31 | Validé |
| 652430000A0750 | 2 | 0A | 0750 | 65243 | Lafitole | 1762,99 | Validé |
| 652430000A0752 | 2 | 0A | 0752 | 65243 | Lafitole | 428,16 | Validé |
| 652430000A0754 | 2 | 0A | 0754 | 65243 | Lafitole | 865,93 | Validé |
| 652430000A0756 | 2 | 0A | 0756 | 65243 | Lafitole | 980,71 | Validé |
| 652430000A0758 | 2 | 0A | 0758 | 65243 | Lafitole | 648,8 | Validé |
| 653040000C0056 | 1 | 0C | 0056 | 65304 | Maubourguet | 4364,55 | Validé |
| 653040000C0065 | 1 | 0C | 0065 | 65304 | Maubourguet | 526,4 | Validé |
| 653040000C0682 | 1 | 0C | 0682 | 65304 | Maubourguet | 2500,53 | Validé |
| 653040000C0684 | 1 | 0C | 0684 | 65304 | Maubourguet | 4281,33 | Validé |
| 653040000C0686 | 1 | 0C | 0686 | 65304 | Maubourguet | 3300,61 | Validé |
| 653040000C0688 | 1 | 0C | 0688 | 65304 | Maubourguet | 3791,31 | Validé |
| 653040000C0690 | 1 | 0C | 0690 | 65304 | Maubourguet | 593,27 | Validé |
| 653040000C0692 | 1 | 0C | 0692 | 65304 | Maubourguet | 673,16 | Validé |
| 653040000C0694 | 1 | 0C | 0694 | 65304 | Maubourguet | 306,54 | Validé |
| 653040000C0695 | 1 | 0C | 0695 | 65304 | Maubourguet | 5,17 | Validé |
| 653040000C0698 | 1 | 0C | 0698 | 65304 | Maubourguet | 616,03 | Validé |
| 653040000C0699 | 1 | 0C | 0699 | 65304 | Maubourguet | 444,47 | Validé |
| 653040000C0702 | 1 | 0C | 0702 | 65304 | Maubourguet | 2379,44 | Validé |
| 653040000C0704 | 1 | 0C | 0704 | 65304 | Maubourguet | 829,25 | Validé |
| 653040000C0706 | 1 | 0C | 0706 | 65304 | Maubourguet | 53,57 | Validé |
| 653040000C0709 | 1 | 0C | 0709 | 65304 | Maubourguet | 4116,62 | Validé |
| 653040000C0710 | 1 | 0C | 0710 | 65304 | Maubourguet | 2114,87 | Validé |
| 653040000D0439 | 1 | 0D | 0439 | 65304 | Maubourguet | 6397,28 | Validé |
| 653040000D0441 | 1 | 0D | 0441 | 65304 | Maubourguet | 3052,02 | Validé |
| 653040000D0443 | 1 | 0D | 0443 | 65304 | Maubourguet | 1108,98 | Validé |
| 653040000D0454 | 2 | 0D | 0454 | 65304 | Maubourguet | 1222,37 | Validé |
| 653040000D0456 | 2 | 0D | 0456 | 65304 | Maubourguet | 723,65 | Validé |
| 653040000D0458 | 2 | 0D | 0458 | 65304 | Maubourguet | 61,26 | Validé |
| 653040000D0460 | 2 | 0D | 0460 | 65304 | Maubourguet | 910,08 | Validé |
| 653040000D0462 | 2 | 0D | 0462 | 65304 | Maubourguet | 1344,22 | Validé |
| 653040000D0464 | 2 | 0D | 0464 | 65304 | Maubourguet | 822,49 | Validé |
| 653040000D0478 | 2 | 0D | 0478 | 65304 | Maubourguet | 1648,58 | Validé |
| 653040000D0484 | 1 | 0D | 0484 | 65304 | Maubourguet | 1254,56 | Validé |
| 653040000D0502 | 1 | 0D | 0502 | 65304 | Maubourguet | 605,23 | Validé |
| 653040000D0504 | 1 | 0D | 0504 | 65304 | Maubourguet | 4205,82 | Validé |
| 653040000D0507 | 1 | 0D | 0507 | 65304 | Maubourguet | 1882,87 | Validé |
| 653040000D0510 | 1 | 0D | 0510 | 65304 | Maubourguet | 4131,52 | Validé |
| 653040000D0513 | 1 | 0D | 0513 | 65304 | Maubourguet | 82,62 | Validé |
| 653040000D0516 | 1 | 0D | 0516 | 65304 | Maubourguet | 3498,03 | Validé |
| 653040000D0519 | 1 | 0D | 0519 | 65304 | Maubourguet | 1775,82 | Validé |
| 653040000D0521 | 1 | 0D | 0521 | 65304 | Maubourguet | 362,31 | Validé |
| 653040000D0523 | 1 | 0D | 0523 | 65304 | Maubourguet | 847,68 | Validé |
| 65304000AD0274 | 1 | AD | 0274 | 65304 | Maubourguet | 363,01 | Validé |
| 65304000AK0014 | 1 | AK | 0014 | 65304 | Maubourguet | 6,24 | Validé |
| 65304000AK0212 | 1 | AK | 0212 | 65304 | Maubourguet | 116,76 | Validé |
| 65304000AK0214 | 1 | AK | 0214 | 65304 | Maubourguet | 9,64 | Validé |
| 65304000AK0216 | 1 | AK | 0216 | 65304 | Maubourguet | 304,96 | Validé |
| 65304000AK0218 | 1 | AK | 0218 | 65304 | Maubourguet | 315,68 | Validé |
| 65304000AK0220 | 1 | AK | 0220 | 65304 | Maubourguet | 138,03 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020

Bilan des parcelles acquises dans le cadre de la protection contre les inondations

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 65304000AK0226 | 1 | AK | 0226 | 65304 | Maubourguet | | |
| 65304000AK0229 | 1 | AK | 0229 | 65304 | Maubourguet | 535,88 | Validé |
| 65304000AK0234 | 1 | AK | 0234 | 65304 | Maubourguet | 90,4 | Validé |
| 65304000AK0236 | 1 | AK | 0236 | 65304 | Maubourguet | 2,21 | Validé |
| 65304000AK0238 | 1 | AK | 0238 | 65304 | Maubourguet | 97,18 | Validé |
| 65304000AL0305 | 1 | AL | 0305 | 65304 | Maubourguet | 3897,58 | Validé |
| 65304000AL0307 | 1 | AL | 0307 | 65304 | Maubourguet | 44,62 | Validé |
| 65304000AL0309 | 1 | AL | 0309 | 65304 | Maubourguet | 15,55 | Validé |
| 65304000AL0312 | 1 | AL | 0312 | 65304 | Maubourguet | 62,47 | Validé |
| 65304000AL0314 | 1 | AL | 0314 | 65304 | Maubourguet | 172,18 | Validé |
| 65304000AL0316 | 1 | AL | 0316 | 65304 | Maubourguet | 446,27 | Validé |
| 65304000ZD0003 | 1 | ZD | 0003 | 65304 | Maubourguet | 3709,48 | Validé |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

Annexe à la délibération 02/2020
Bilan des baux

| sect_par | num_par | insee_dep | insee_com | nom_com | area_m2 | Baux | Titulaire bail | occupation | Bail direct / SAFER | type bail / durée | montant loyer / fermage | gestion locative SAFER | Ancien propriétaire | Date acquisition | changement n° parcelle | parcelle acquisition | N° parcelle acquisition | contenance (ha) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0A | 0428 | 32 | 32046 | Bernède | 19 825,98 | oui (jusqu'à fin 2019) | Roult Patrick | Roult Patrick | SAFER | CMD 32 18 0052 01 renouvellement de la CMD précédente pour 1 an à compter du 1er janvier 2019 -(auparavant CMD 32 13 0072 01 et Bail 32 13 0115 01 - 01/01/2013 au 31/12/2018) - superficie de 26ha 30a 83ca SAU 25ha 30a 83ca | 2 080 € | oui | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0438 | 32 | 32046 | Bernède | 12 993,40 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0439 | 32 | 32046 | Bernède | 22 133,99 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0443 | 32 | 32046 | Bernède | 17 564,17 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Claverie | 11/04/2013 | | | | |
| 0A | 0446 | 32 | 32046 | Bernède | 39 165,16 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0447 | 32 | 32046 | Bernède | 4 481,14 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0448 | 32 | 32046 | Bernède | 9 892,54 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0449 | 32 | 32046 | Bernède | 5 963,84 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0450 | 32 | 32046 | Bernède | 8 406,87 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0765 | 32 | 32046 | Bernède | 717,51 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | | | | |
| 0A | 0855 | 32 | 32046 | Bernède | 31 216,38 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | 12/04/2019 | A | 175 | 3,298 |
| 0A | 0856 | 32 | 32046 | Bernède | 108 911,76 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | 12/04/2019 | A | 440 - 458 - 460 - 764 | 14,0877 |
| 0A | 0857 | 32 | 32046 | Bernède | 910,57 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | 12/04/2019 | A | 440 - 458 - 460 - 764 | 14,0877 |
| 0A | 0858 | 32 | 32046 | Bernède | 24 789,66 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Roult Patrick | 30/08/2011 | 12/04/2019 | A | 440 - 458 - 460 - 764 | 14,0877 |
| 0A | 0063 | 32 | 32108 | Corneillan | 10 956,92 | oui (jusqu'à fin 2023) | EARL Ducos (Joël Ducos) | EARL Ducos (Joël Ducos) | SAFER | CMD 32 11 0067 02 renouvellée pour 6 ans jusqu'au 31/12/2023 - (auparavant CMD 32 11 0067 01 - 01/01/2012 au 31/12/2017) - superficie de 7ha 30a 00a | 505 € | oui | Ducos Indivision | 14/05/2011 | 16/04/2019 | A | 26 | 1,2319 |
| 0A | 0064 | 32 | 32108 | Corneillan | 1 459,03 | oui (jusqu'à fin 2023) | | | | | | | Ducos Indivision | 14/05/2011 | 16/04/2019 | A | 26 | 1,2319 |
| 0B | 0793 | 32 | 32108 | Corneillan | 40 149,91 | oui (jusqu'à fin 2023) | | | | | | | Ducos Indivision | 14/05/2011 | | | | |
| 0B | 0844 | 32 | 32108 | Corneillan | 27 468,43 | oui (jusqu'à fin 2023) | | | | | | | Ducos Indivision | 14/05/2011 | 12/04/2019 | B | 796 | 3,7194 |
| 0C | 0811 | 32 | 32108 | Corneillan | 53 772,43 | oui | Thierry Cauzette | Thierry Cauzette | direct | bail annuel reconductible tacitement | 231 € | non | Cauzette Thierry | 30/08/2013 | 12/04/2019 | C | 3 - 5 - 35 | 3,3089 |
| 0B | 0111 | 32 | 32161 | Izotges | 21 152,66 | oui (jusqu'à fin 2019) | Laurent Didier | Laurent Didier | SAFER | CMD 32 18 0036 01 renouvellée pour 1 an - 01/01/2018 - 31/12/2019 - superficie 7ha 42a 05ca | 325 € | oui | Labadie | 21/12/2010 | | | | |
| 0B | 0241 | 32 | 32161 | Izotges | 16 505,85 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Labadie | 21/12/2010 | 09/04/2019 | B | 112 | 1,6685 |
| 0B | 0242 | 32 | 32161 | Izotges | 19 548,72 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Labadie | 21/12/2010 | 09/04/2019 | B | 101 | 3,645 |
| 0B | 0243 | 32 | 32161 | Izotges | 13 633,77 | oui (jusqu'à fin 2019) | | | | | | | Labadie | 21/12/2010 | 09/04/2019 | B | 101 | 3,645 |
| ZH | 0041 | 65 | 65137 | Caussade-Rivi | 12 343,75 | oui (jusqu'à fin 2021) | EARL Mariège | EARL Mariège | SAFER | CMD 65 15 0011 01 - 01/01/2016 au 31/12/2021 - superficie de 8 ha | 416 € | oui | Lafourcade Eric | 18/11/2009 | | | | |
| ZH | 0047 | 65 | 65137 | Caussade-Rivi | 45 154,22 | oui (jusqu'à fin 2021) | | | | | | | Lafourcade Eric | 18/11/2009 | | | | |
| ZH | 0048 | 65 | 65137 | Caussade-Rivi | 70 928,51 | oui (jusqu'à fin 2021) | | | | | | | Lafourcade Eric | 18/11/2009 | | | | |
| 0A | 0169 | 65 | 65174 | Estirac | 10 715,46 | non (bail jusqu'en fin 2015 non renouvelé) | | GAEC de l'orangerie | SAFER | | | qu'au 31/12/2 | Aries Michel | 21/01/2010 | | | | |
| 0A | 0176 | 65 | 65174 | Estirac | 7 727,63 | non (bail jusqu'en fin 2015 non renouvelé) | | | | | | | Aries Michel | 21/01/2010 | | | | |
| 0A | 0294 | 65 | 65174 | Estirac | 13 572,75 | non (bail jusqu'en fin 2015 non renouvelé) | | | | | | | Aries Michel | 21/01/2010 | | | | |
| ZB | 0032 | 65 | 65174 | Estirac | 5 258,64 | non (bail jusqu'en fin 2015 non renouvelé) | | | | | | | Aries Michel | 21/01/2010 | | | | |
| ZD | 0094 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 27 657,39 | non (bail jusqu'en fin 2015 non renouvelé) | | GAEC de l'orangerie | SAFER | | | jusqu'au 31/1 | Aries Michel | 21/01/2010 | | | | |
| ZB | 0029 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 2 842,71 | oui (jusqu'au 30/092041) | Commune de Labatut-Rivière | Commune de Labatut-Rivière | direct | Bail emphytéotique 30 ans en date du 30/09/2011 | 1 € | non | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZB | 0031 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 2 868,95 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZB | 0072 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 2 957,00 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | 28/01/2013 | ZB | 38 | |
| ZB | 0073 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 1 490,87 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | 28/01/2013 | ZB | 38 | |
| ZB | 0074 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 3 323,32 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | 28/01/2013 | ZB | 38 | |
| ZD | 0002 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 21 469,48 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZE | 0001 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 9 528,68 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0020 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 9 924,78 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0023 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 63 990,50 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0025 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 62 351,13 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0031 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 1 778,46 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0033 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 6 922,80 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |
| ZK | 0046 | 65 | 65240 | Labatut-Rivièr | 986,82 | oui (jusqu'au 30/092041) | | | | | | | Commune de Labatut-Rivière | 24/08/2011 | | | | |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS02_2020-DE

**Liste des digues de protection existantes du sous-bassin de l'Adour amont sur lesquelles l'Institution Adour est intervenue en termes d'études et/ou de travaux**

| Nom de l'ouvrage | Communes | Cours d'eau | Etudes récentes disponibles spécifiques à l'ouvrage | Intervention de l'EPTB | | Classé dans le décret du 29 décembre 2012 | Visé dans étude AMO ISL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Digue de Maubourguet-Lafitole RD | Lafitole - Maubourguet | Adour | EDD - VTA - DO - Consignes (07/2014) | oui | études - travaux - travaux EM | X | X |
| Digue de Maubourguet RG | Maubourguet | Adour | EDD - VTA - DO - Consignes (07/2014) | oui | études - travaux | X | X |
| Digue d'Estirac | Estirac - Maubourguet | Adour | EDD - VTA - DO - Consignes (07/2014) | oui | études - travaux | X | X |
| Digue d'Izotges-Tasque | Izotges - Tasque | Adour | EDD - VTA - DO - Consignes (02/2015) | oui | études - travaux - travaux EM | X | X |
| Digue de Sarragachies-Lacaussade | Sarragachies | Adour | étude de faisabilité - VTA (03/2014) | oui | études - travaux - travaux EM | X | X |
| Digue de Riscle | Riscle | Adour | EDD - DO - Consignes (08/2013) | oui | études - travaux - travaux EM | X | X |
| Digue de Saint-Mont | Saint-Mont | Adour | rapport d'expertise (05/2013) | oui | études - travaux - travaux EM | X | X |
| Digue de Tarsac - Gée-Rivière | Tarsac - Gée-Rivière | Adour | EDD - VTA - DO - Consignes (02/2015) | oui | études - travaux | X | X |
| Digue de Barcelonne-du-Gers | Barcelonne-du-Gers | Adour | | | | X | X |
| Digue de Gensac | Gensac | Adour | | | | X | |
| Digue de Goux | Goux | Adour | | | | X | |
| Digue de Corneillan | Corneillan | Adour | | | | X | |
| Digue de Saint-Germé | Saint-Germé | Adour | | | | X | |
| Digue de Hérès-Tabernères | Hérès | Adour | | oui | travaux EM | | |
| Digue d'Izotges | Izotges | Adour | | oui | travaux EM | X | |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS03_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires générales / Observatoire de l'eau - Adhésion à l'agence publique de gestion locale des Pyrénées-Atlantiques pour la prestation SIG/Géo64**

**Exposé des motifs :**

L'accès aux données cadastrales devient un point essentiel dans la gestion de l'aménagement du territoire et du paysage et notamment en lien avec l'évolution du paysage hydrographique. Cet accès aux données cadastrales nécessite d'être en collaboration avec différents organismes pour l'ensemble du bassin de l'Adour.

Concernant le territoire des Pyrénées-Atlantiques, c'est Géo64 qui, au travers de l'agence publique de gestion locale (APGL64), offre la possibilité d'accéder aux données cadastrales mises à jour à partir d'un abonnement et d'un navigateur d'accès.

L'abonnement à Géo64 permettrait d'avoir un accès de consultation aux données cadastrales à jour pour croiser l'information avec nos différentes missions afin de permettre une gestion cohérente et efficace de l'aménagement du territoire et des actions à menées.

Au regard des barèmes de l'APGL64 et de Géo64, en considérant que le territoire d'intervention de l'Institution Adour dans le département des Pyrénées-Atlantiques, le montant de la participation correspondant à ces services s'établirait à 3 742 €/an pour Géo64 et 248 €/an pour le service informatique de l'APGL64.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS03_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De donner un avis favorable sur la proposition d'abonnement à l'APGL64 et à Géo64 pour l'accès aux données cadastrales des Pyrénées-Atlantiques
- De souscrire aux abonnements nécessaires à l'APGL64 pour le Service Informatique Intercommunal et à Géo64 selon les modalités décrites dans le règlement d'intervention de son service informatique
- D'adopter en conséquence les statuts de l'Agence et le règlement d'intervention du service en cause
- D'acquitter les droits annuels selon les barèmes afférents pour un montant total prévisionnel de 3 990 € et d'inscrire en conséquence les crédits correspondants à partir du budget de 2020
- D'autoriser le Président à signer tous documents afférents

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Programme d'actions / Projet de programme d'actions 2020**

**Exposé des motifs :**

Vous trouverez ci-joint les fiches détaillées de présentation du programme d'actions 2020 qui reprend la poursuite des actions pluriannuelles et les actions nouvelles.

Ces actions sont envisagées en tenant compte des éléments connus à ce jour notamment concernant l'engagement des partenaires financiers de l'Institution.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**EN FONCTIONNEMENT :**

Section de Fonctionnement

| Type d'opérations | N° de fiche | Opérations | Montant € TTC |
|---|---|---|---|
| Gestion intégrée | 1 | SAGE Midouze - animation communication | 47 935 € |
| | 2 | SAGE Adour amont - animation communication | 76 665 € |
| | 3 | SAGE Adour aval - animation communication | 73 315 € |
| | 4 | SAGE Adour aval - enquête publique | 30 160 € |
| | 5 | Etude SAAV - analyse économique agricole dans l'aire d'alimentation des captages d'Orist | 15 000 € |
| | 6 | Adour 2050 - animation | 37 360 € |
| | 7 | Nappe des sables infra-molassiques - animation | 31 010 € |
| Biodiversité | 8 | Restauration et gestion des poissons migrateurs | 86 500 € |
| | 9 | Actions en faveur des espèces patrimoniales | 4 490 € |
| | 10 | Passe à poissons de l'Institution Adour | 63 000 € |
| | 10 bis | Réalisation d'un état des lieux des seuils en rivière sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65) | 3 500 € |
| | 11 | Animation maison de l'eau et mise en œuvre plan de gestion de Jû-Belloc | 100 000 € |
| Ressource - quantité | 12 | PGE Adour et mise en œuvre DIG | 46 020 € |
| | 13 | PGE Luys Louts | 14 110 € |
| | 14 | Suivi qualité des eaux | 42 180 € |
| Gestion intégrée | 15 | Projet de territoire Adour amont - animation, garants, communication | 118 258 € |
| | 16 | Projet de territoire Midour - animation, garants, communication | 63 335 € |
| | 16 bis | Projet de territoire Midour - animateur agricole | 42 500 € |
| Quantité | 17 | Frais de gestion pré stockage foncier | 56 930 € |
| Risque fluviaux | 18 | PAPI Dax | 60 050 € |
| | 19 | TRI côtier basque | 4 450 € |
| Animation territoriale et gouvernance | 20 | Animation territoriale | 122 815 € |
| | 21 | Observatoire de l'eau du bassin de l'Adour | 140 000 € |
| | 22 | Thèse sur la mise en œuvre de la GEMAPI | 46 400 € |
| Ressource - quantité | 23 | Fiche volume non valorisé Gabas | 69 000 € |
| | 24 | Fiche Gespe | 8 000 € |
| Risque fluviaux | 25 | Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - axe Adour | 104 673 € |

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**EN INVESTISSEMENT :**

Section d'Investissement

| Type d'opérations | N° de fiche | Opérations | Montant € | |
|---|---|---|---|---|
| | | | HT | TTC |
| Biodiversité | 26 | Travaux pont de fer | 82 795 € | |
| Quantité | 27 | Elaboration nouvelle DIG - compléments | | 89 795 € |
| | 28 | Réservoir du Brousseau : diagnostic et réparation de la résurgence du bassin de restitution | 5 000 € | |
| Quantité - sécurité | 29 | Réservoir de Latrille : mesures de réduction des risques | | 42 000 € |
| | 30 | Travaux réservoir de Saint Jean | 380 000 € | |
| | 31 | Réservoir de Tailluret : aménagement chemin d'accès | 20 000 € | |
| | 32 | Réservoir de Tillac : travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution | 10 000 € | |
| | 33 | Réservoir du Balaing : travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir | 15 000 € | |
| Ressource - qualité | 36 | Projet de territoire Midour (phase de mise en œuvre) : suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour - année 1 | | 126 640 € |
| Gestion intégrée | 37 | Projet de territoire Midour (phase de mise en œuvre) : étude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour - année 1 | | 100 000 € |
| Ressource | 38 | Etudes Projet de territoire Adour amont - bilan besoin ressource complément | | 15 000 € |
| Risques fluviaux | 39 | Acquisition foncière sur le secteur de la Toumbe (commune de Sorde-l'Abbaye) | | 117 000 € |
| | 40 | Etude hydraulique et hydromorphologique de la partie aval du gave d'Oloron | | 80 000 € |
| | 41 | PAPI Dax - mise en œuvre | | 463 380 € |
| Biodiversité | 43 | Aménagements de la maison de l'eau et du site naturel pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics à la maison de l'eau - niveau 1 | 154 200 € | |
| Risques fluviaux | 44 | Espace de mobilité de l'Adour landais - étude d'évaluation des possibilités de déplacement de la station de pompage collective de Souprosse | | 40 200 € |
| Quantité-sécurité | 45 | Signalétique - panneaux "ouvrages dangereux", "propriété privée" et "cyanobactéries" | 96 000 € | |

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De délibérer favorablement sur les propositions présentées pour le projet de programme d'actions 2020
- D'approuver le contenu des fiches descriptives des opérations ci-annexées, le coût et le plan de financement prévisionnel
- D'autoriser le Président à mobiliser les financements correspondants

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# FICHES PROGRAMME D'ACTIONS 2020

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

# SOMMAIRE


1 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze - Animation et communication

2 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont (phase de mise en œuvre) - Animation et communication

3 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour aval (phase d'élaboration) - Animation et communication

4 Enquête publique sur le projet de SAGE Adour aval

5 Analyse économique agricole dans l'aire d'alimentation des captages d'Orist - Impacts économiques de la mise en œuvre du SAGE Adour aval - Mesures d'accompagnement à prévoir

6 Démarche prospective Adour 2050 - Animation et communication

7 Faisabilité d'une gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Animation et communication

8 Restauration et gestion des poissons migrateurs

9 Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales

10 Suivi et entretien courant des ouvrages transversaux en rivière (seuils) de l'Institution Adour et de leurs dispositifs de franchissement (passes à poissons, rivière de contournement et passes à embarcations)

10bis Stage dans le service « Biodiversité » sur la réalisation d'un état des lieux des seuils en rivière sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65)

11 Animation de la Maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc

12 Suivi et mise en œuvre du PGE Adour amont pour la campagne d'étiage 2019 et analyse de l'évolution interannuelle, et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2020 - Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont pour l'année 2020

13 Suivi et mise en œuvre du PGE Luys-Louts pour la campagne d'étiage 2019 et analyse de l'évolution interannuelle, participation à diverses réunions lors de l'étiage 2020 sur les bassins versants des Luys et du Louts

14 Suivi 2020 de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étiage

15 Projet de Territoire pour la gestion de l'eau Adour en amont d'Aire - Animation, communication et garants

16 Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication

16 bis Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre) - Technicien agricole territorial

17 Frais de gestion 2020 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs

18 Elaboration du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise

19 Elaboration et animation de la stratégie locale de gestion du risque inondation du Territoire à Risque Important (TRI) côtier basque

20 Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

21 Observatoire de l'eau

22 Projet de thèse relatif à la territorialisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour

23 Gestion de la part non valorisée du réservoir du Gabas

24 Gestion de la prise d'eau de la Gespe

25 Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques – Axe Adour

26 Travaux d'aménagement du site des seuils du pont de Fer et de Lapeyre sur l'Adour (65)

27 Elaboration d'une « nouvelle DIG » Adour amont et enquête publique : intégration du dossier d'autorisation de l'équipement de la prise d'eau du canal d'Andrest, actualisation des sites à équiper suite à la concertation.

28 Réservoir du Brousseau - Diagnostic et réparation de la résurgence du bassin de restitution

29 Réservoir de Latrille - Mesures de réduction des risques

30 Réservoir de Saint Jean - Reconstruction intégrale de l'évacuateur de crue, mise en conformité du bassin de dissipation, rehausse de la crête de digue à la cote initiale et rééquipement du dispositif d'auscultation

31 Réservoir de Tailluret - Travaux d'aménagement du chemin d'accès

32 Réservoir de Tillac - Travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution

33 Réservoir du Balaing - Travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir

36 Qualité des eaux : Intégration des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour

37 Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre) - Etude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour

38 Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément

39 Acquisition foncière sur le secteur de « la Toumbe »

40 Etude hydraulique et hydromorphologique de la partie aval du Gave d'Oloron

41 Mise en œuvre d'actions du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise

43 Sensibilisation aux enjeux liés aux cours d'eau – Niveau 1

44 Espace de mobilité - Etude

45 Equipement en signalétique des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°01

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Bassin versant de la Midouze (32,40)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Le SAGE a été approuvé le 29 janvier 2013 et est aujourd'hui en phase de mise en œuvre.
Le SAGE du bassin de la Midouze a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de la Midouze à travers 4 grands enjeux qui sont la gestion quantitative, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion et la préservation des milieux et bien sûr la sécurisation de l'alimentation en eau potable, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

***Contenu Animation SAGE***
- Appuyer le président de la CLE dans son mandat.
- Définir les objectifs et priorités de mise en œuvre du SAGE en lien avec les partenaires techniques.
- Animer la concertation pour notamment faire émerger des projets ou des études et/ou répondre aux sous-dispositions du PAGD.
- Organiser, préparer et animer les réunions de la CLE, du bureau et des groupes de travail ; en rédiger le compte-rendu.
- Analyser les dossiers d'autorisation et rédiger les avis de la CLE.
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, guides, etc.)
- Passer des marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires.
- Former / informer sur le SAGE et ses implications (collectivités, syndicats, services de l'état, etc.), assurer le rôle de relais de la CLE auprès des acteurs de terrain, engager une réflexion sur des actions de communication grand public.
- Suivre et évaluer les actions mises en œuvre et tenir à jour le tableau de bord et le bilan d'activités.
- Mettre en œuvre les résultats de l'étude relative à l'érosion des sols sur l'amont du territoire.
- Faire évoluer le SAGE en cohérence avec le programme d'actions du projet de territoire du Midour (modification ou révision).

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).
- Assurer la veille technique et réglementaire.

***Contenu Communication SAGE***

- Site internet de l'Institution Adour/SAGE Midouze : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, …
- Développement d'un outil de valorisation des actions contribuant aux objectifs du SAGE, type « label SAGE ».

**Interventions antérieures :**

Animation et communication de 2005 à 2019 (phases préliminaires, d'élaboration et de mise en œuvre).

**Maître d'œuvre :**

Maîtrise d'œuvre de l'animation : Institution Adour

**Echéance - Délais :**

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 29 janvier 2013 pour une durée de 10 ans.

**Coût de l'opération : 47 935 € TTC**

- 42 895 € charge d'animation (0,80 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Animation | Communication | Total |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 29 810 € (70% du HT) | 2 100 € (50% du HT) | 31 910 € |
| Autofinancement * | 13 085 € | 2 940 € | 16 025 € |
| **MONTANT TOTAL** | **42 895 €** | **5 040 €** | **47 935 €** |

*** La partie animation** est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

**Reste à financer la communication soit 735 € par Département**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°02

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont (Phase de mise en œuvre)
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Luys (230 km d'Adour), hors bassin du Louts et de la Midouze.
Superficie totale : 4 513 km²
Départements concernés : 32 (14,4%), 40 (31,6%), 64 (15,3%) et 65 (38,7%)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Le SAGE a été approuvé le 19 mars 2015 et est aujourd'hui en phase de mise en œuvre.

***Buts***
Le SAGE du bassin amont de l'Adour a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de l'Adour amont à travers les grands enjeux identifiés que sont la sécurisation de l'alimentation en eau potable, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion quantitative, la gestion et la préservation des milieux et l'amélioration de la gouvernance sur le bassin, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

***Contenu Animation SAGE***
- Préparation et organisation des différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), Bureaux de la CLE, commissions, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.),
- Rédaction et diffusion des différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.),
- Rédaction des avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée pour avis. Veille au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appui aux porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivi de la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets.
- Participation et contributions aux réunions des partenaires sur le territoire et suivi de l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : renouvellement de la composition de la CLE suite aux élections de mars 2020, formation et intégration des nouveaux membres, ajustement du périmètre, etc.
- Marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires.
- Réalisation d'études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organisation de la concertation associée (suivi de la démarche sur les boisements rivulaires, étude sur les espèces invasives et coordination des actions entre acteurs, centralisation et harmonisation des prescriptions en assainissement non collectif – stage de 6 mois).
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment par le tableau de bord.
- Information des acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée…).
- Secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

***Communication SAGE***

- Evénements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE : journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, …
- Newsletter
- Site internet : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités…
- Développement d'un outil de valorisation des actions contribuant aux objectifs du SAGE, type « label SAGE »

**Interventions antérieures :**

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2019 (phases préliminaires, d'élaboration et de mise en œuvre)

**Maître d'œuvre :**

Institution Adour

**Echéance - Délais :**

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 19 mars 2015 (durée de vie moyenne d'un SAGE avant révision : 10 ans).

**Coût de l'opération : 76 665 € TTC**

- 71 625 € charges d'animation (1,25 ETP +1 stagiaire sur 6 mois) : salaires, frais de missions et charges générales
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Animation | Communication | Total |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 49 920 € (70% du HT) | 2 100 € (50% du HT) | 52 020 € |
| Autofinancement * | 21 705 € | 2 940 € | 24 645 € |
| **MONTANT TOTAL** | **71 625 €** | **5 040 €** | **76 665 €** |

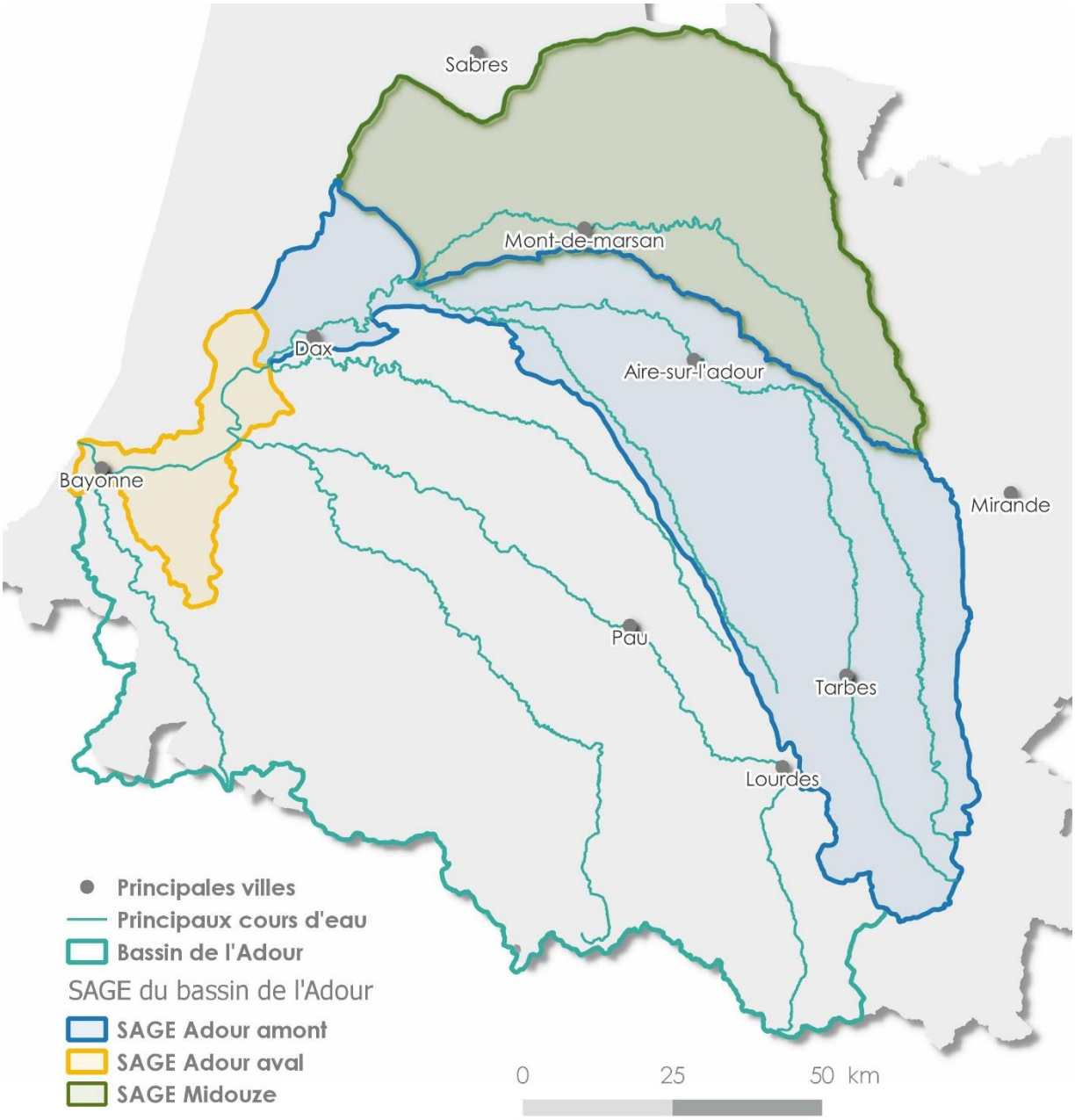
*** La partie animation** est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

**Reste à financer la communication soit 735 € par Département**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°03

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour aval (phase d'élaboration)
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Périmètre du SAGE Adour aval (64,40)

**Description de l'opération :**
L'arrêté interpréfectoral de délimitation du périmètre du SAGE Adour aval a été signé le 26 mars 2015. L'arrêté préfectoral de composition de la commission locale de l'eau (CLE) a été signé le 7 septembre 2015. La réunion d'installation de la CLE s'est tenue le 9 octobre 2015.

La phase d'élaboration du SAGE Adour aval est engagée depuis 2015. L'élaboration du SAGE avance de manière constructive et efficace ; deux études complémentaires ont également été menées pour parfaire cette élaboration : une étude d'inventaire des zones humides ainsi qu'une analyse socio-économique du territoire Adour aval et du SAGE. Le SAGE est en fin d'élaboration. L'année 2020 devrait permettre de finaliser ce travail par la réalisation des procédures règlementaires nécessaires à son approbation par le Préfet : consultation des partenaires et collectivités, enquête publique.

Un partenariat a été formalisé depuis le début de l'élaboration du SAGE par une convention entre l'Institution Adour et les 5 EPCI-FP concernés par le SAGE Adour aval, pour formaliser leur engagement politique, technique et financier sur le projet, au-delà de leur participation à la CLE. Grâce à cette convention, qui va être renouvelée pour l'année 2020, les EPCI-FP participent financièrement à l'animation du SAGE Adour aval et à la réalisation des études complémentaires.

***Contenu Animation SAGE***
La première version des documents du SAGE Adour aval (PAGD et règlement) a été rédigée en 2018 par le comité technique. La concertation s'est engagée à l'automne 2018 auprès des instances du SAGE (bureau, commissions thématiques, CLE) et s'est poursuivie en 2019. Le PAGD et le règlement ont largement évolué depuis leur première version. L'évaluation environnementale et la relecture juridique de ce projet de SAGE ont été réalisées en 2019. En parallèle, les deux études complémentaires se sont poursuivies et seront finalisées en fin d'année 2019/début 2020.
Pour l'année 2020, le travail va consister à poursuivre la concertation jusqu'à la validation du projet de SAGE par la CLE en début d'année. S'en suivront les étapes réglementaires de consultation des partenaires et d'enquête publique.
Il est envisagé que la CLE valide le SAGE (éventuellement adapté selon les retours de la consultation et de l'enquête publique) à l'automne 2020 pour un arrêt par le Préfet en fin d'année.
***Contenu Communication SAGE***

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Réunions d'information à la demande d'acteurs du territoire
- Site Internet de l'Institution Adour/SAGE Adour aval : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, …
- Documents d'information sur le SAGE Adour aval
- Développement d'un outil de valorisation des actions contribuant aux objectifs du SAGE, type « label SAGE ».

**Interventions antérieures :**
Animation et communication de 2012 à 2019 (étude de faisabilité, phase d'émergence et d'élaboration).

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Le calendrier prévisionnel initial prévoyait une élaboration du SAGE sur la période 2015-2018.
Un complément de temps est nécessaire pour finaliser l'élaboration du SAGE jusqu'à l'arrêté d'approbation.

**Coût de l'opération : 73 315 € TTC**
- 68 275 € charges d'animation (1,1 ETP)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Animation | Communication | Total |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 47 452 € (70% du HT) | 2 100 € (50% du HT) | 49 552 € |
| EPCI-FP (10%) | 6 827 € | 504 € | 7 331 € |
| Autofinancement * | 13 996 € | 2 436 € | 16 432 € |
| **MONTANT TOTAL** | **68 275 €** | **5 040 €** | **73 315 €** |

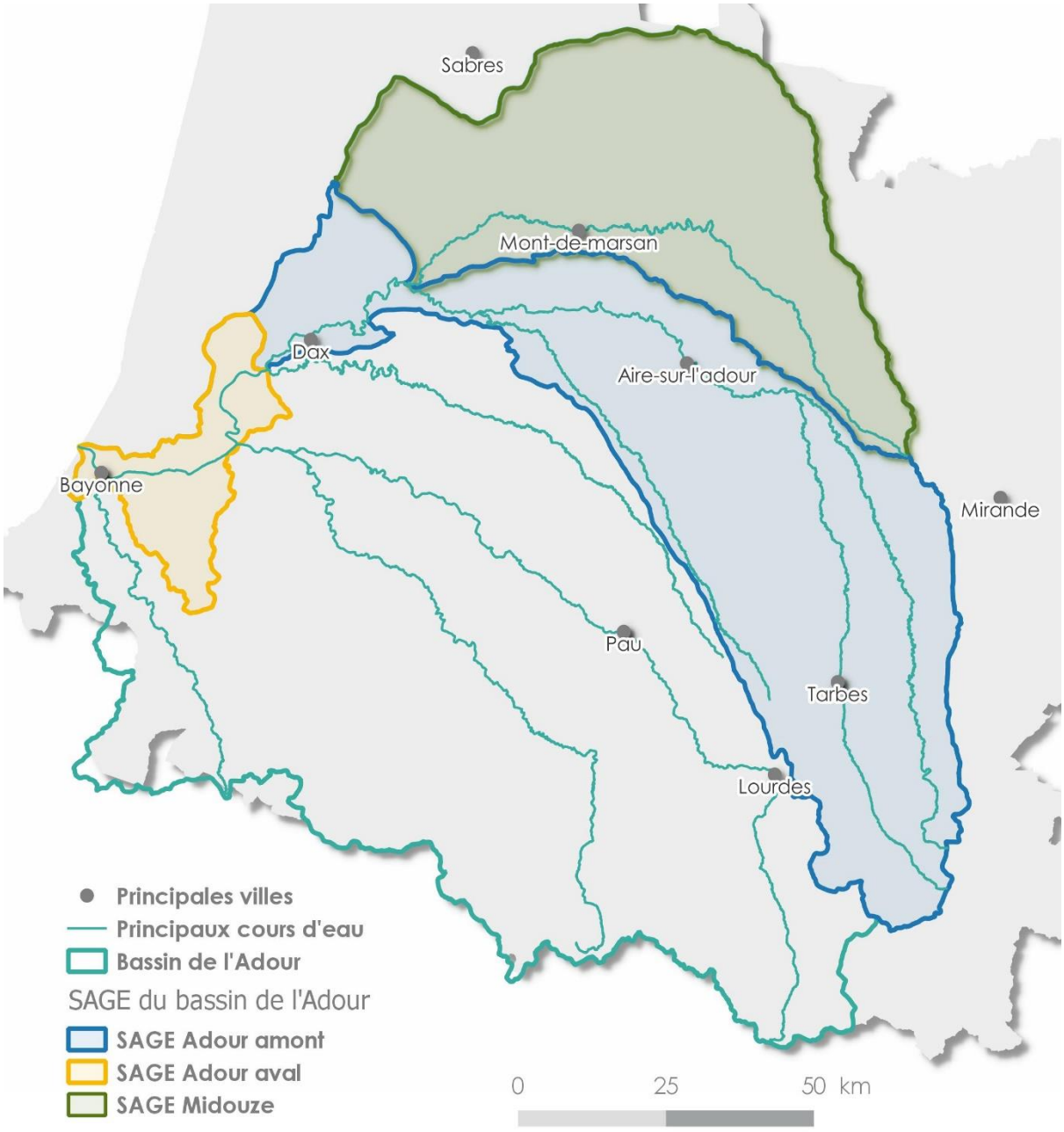
* **La partie animation** est financée au travers des charges générales de fonctionnement

**Reste à financer la communication soit 609 € par Département**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



# FICHE DE PROPOSITION n°04

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Enquête publique sur le projet de SAGE Adour aval

**Zone d'influence :**
Périmètre du SAGE Adour aval (64,40)

**Description de l'opération :**
Le SAGE Adour aval est en phase d'élaboration depuis 2015.
Les documents finaux du SAGE ont été rédigés par le comité technique à l'été 2018 et la concertation des instances du SAGE (Bureau, commissions thématiques, CLE) a été engagée à l'automne 2018 et se poursuivra jusqu'en fin d'année 2019/début 2020. Après la validation du projet de SAGE par la CLE, celui-ci fera l'objet d'une enquête publique comme prévu par la règlementation. Cette enquête publique se déroulera donc en 2020.

***Contenu 2020***
Organisation et déroulement de l'enquête publique.
La durée sera fixée par le Préfet ; elle durera entre 30 jours et 2 mois.
Les documents du SAGE devront être diffusés à l'ensemble des communes du périmètre. Des commissaires enquêteurs seront désignés et réaliseront des permanences sur le territoire pour recueillir les avis et remarques des citoyens. Ils produiront un rapport synthétisant ces avis.
Des réunions publiques pourront être organisées.

**Interventions antérieures :**
Elaboration du SAGE Adour aval depuis 2015.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
L'enquête publique durera 30 jours à 2 mois et sera réalisée dans le courant de l'année 2020.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Coût de l'opération : 30 160 € TTC**

| | Montant TTC | Montant HT |
|---|---|---|
| Commissaire enquêteur | 10 000 € | 10 000 € |
| Frais de communication (affichage, reprographie et diffusion des documents) | 5 040 € | 4 200 € |
| Annonces et insertion (avis d'enquête) | 10 080 € | 8 400 € |
| Accompagnement juridique | 5 040 € | 4 200 € |
| **MONTANT TOTAL** | **30 160 €** | **26 800 €** |

**Plan de financement** :
Programme 2020

| | Coût |
|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT) | 18 760 € |
| EPCI-FP (15%) | 5 700 € |
| Autofinancement * (15%) | 5 700 € |
| **MONTANT TOTAL** | **30 160 €** |

* A parts égales entre chaque département

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°05

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Analyse économique agricole dans l'aire d'alimentation des captages d'Orist - Impacts économiques de la mise en œuvre du SAGE Adour aval - Mesures d'accompagnement à prévoir.

**Zone d'influence :**
Périmètre du SAGE Adour aval (64,40)

**Description de l'opération :**
L'élaboration du SAGE Adour aval est dans sa dernière phase. Les documents finaux du SAGE (Plan d'aménagement et de gestion durable – PAGD – et règlement) sont en phase de concertation auprès des instances du SAGE depuis l'automne 2018.
Le PAGD comprend une orientation dédiée à l'activité agricole. Les dispositions énoncées consistent principalement en des incitations à l'action et à l'évolution des pratiques agricoles pour minimiser les impacts sur la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
Le règlement, conformément aux possibilités prévues par l'article R212-47 du code de l'environnement, sur proposition du comité technique du SAGE et en concertation avec les commissions thématiques, le Bureau et la Commission locale de l'eau (CLE) du SAGE, comprend 2 projets de règles concernant le périmètre de l'aire d'alimentation des captages (AAC) d'Orist. Ces deux projets de règles sont en phase de concertation. Ils visent à améliorer durablement la qualité de la ressource en eau des captages, qui présente des problèmes de qualité liés à des molécules utilisées en agriculture sur le secteur de l'AAC. Ces deux projets de règles seront fortement impactants pour l'activité agricole locale et un accompagnement approprié doit être envisagé.

***Contenu 2020***
Une étude économique doit être engagée pour envisager de manière très locale les éléments suivants :
- Situation économique actuelle des exploitations agricoles ;
- Analyse de l'impact économique de la mise en œuvre des projets de règles du SAGE Adour aval ;
- Identification des possibilités d'accompagnement.

Cette étude constituera une aide à la décision des membres de la CLE pour choisir de maintenir ou pas les projets de règles dans le SAGE.

**Interventions antérieures :**
Elaboration du SAGE Adour aval depuis 2015.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
1 an

**Coût de l'opération :**
15 000 € TTC

**Plan de financement :**

| | | Montant |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT) | 58,34% | 8 750 € |
| Région Nouvelle-Aquitaine | 20% | 3 000 € |
| Autofinancement* | 21,66% | 3 250 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **15 000 €** |

*L'autofinancement est partagé entre l'Institution Adour et les EPCI-FP concernés par le projet comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| 5 EPCI-FP | 10,83% | 1 625 € |
| Institution Adour (à parts égales entre les départements soit 406,25 € par département) | 10,83% | 1 625 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

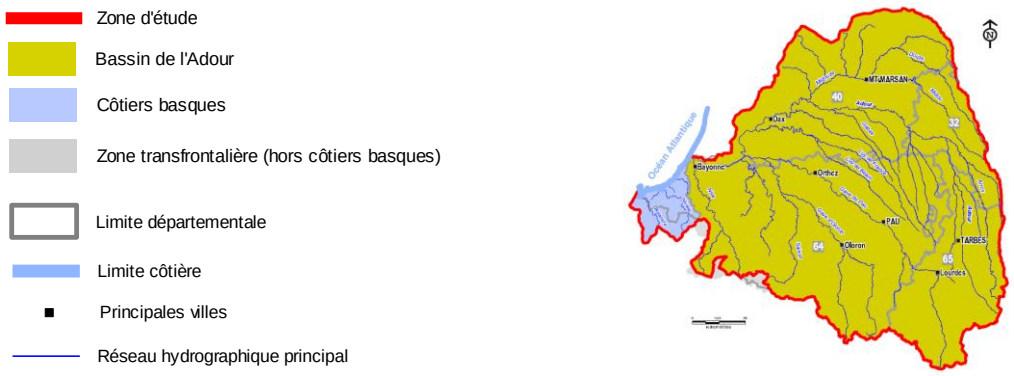
# FICHE DE PROPOSITION n°06

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Démarche prospective Adour 2050
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Bassin versant de l'Adour dans sa globalité et côtiers basques




**Description de l'opération :**
Animation et communication pour assurer l'appropriation et la mise en œuvre opérationnelle par les territoires de la démarche prospective Adour 2050.

L'étude Adour 2050 visait à comprendre et à anticiper l'impact des changements climatiques et des activités du territoire (démographie, énergie, aménagement du territoire, pratiques agricoles, etc.) sur la ressource en eau (étiages, inondations, régimes hydrologiques, milieux aquatiques) à l'horizon 2050.
Des orientations stratégiques et des actions opérationnelles pour l'adaptation au changement climatique ont été identifiées à la fin de l'étude ; l'objectif est désormais d'accompagner les porteurs de projet dans la prise en compte du changement climatique et dans la mise en œuvre opérationnelle des actions d'adaptation.

**Interventions antérieures :**
Animation et communication de 2016 à 2019 pour la réalisation de l'étude prospective Adour 2050.
Animation et communication 2019 pour les suites de la démarche : appropriation des conclusions de l'étude par les acteurs locaux et accompagnement pour la mise en œuvre d'actions d'adaptation sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Suites de l'animation :**

- Accompagnement des porteurs de projet pour la prise en compte de l'étude dans les démarches opérationnelles (documents d'urbanisme, plans pluriannuels de gestion des cours d'eau, projets divers, …) ;
- Prise de contact et démarchage des collectivités membres de l'Institution Adour pour les informer et les sensibiliser à la démarche ;
- Mise en place d'un « défi Adour 2050 » pour initier une dynamique entre les territoires et récompenser les territoires les plus moteurs pour la préservation de la ressource en eau au regard des impacts prévisibles du changement climatique ;
- Déclinaison des pistes d'adaptation dans les démarches portées par l'Institution Adour (SAGEs, projets de territoire, PAPI, gestion des réservoirs de réalimentation de cours d'eau, biodiversité) ;
- Correspondance, partage d'expérience et articulation avec les autres démarches prospectives : AclimaTerra, Dordogne 2050, Charente 2050, plan d'adaptation au changement climatique, …

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Poursuite de l'animation pour la mise en œuvre de l'étude sur l'année 2020.

**Coût de l'opération : 37 360 € TTC**
37 360 € TTC charges d'animation (0,5 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales, frais de communication (36 440 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.

| | **Animation** |
|---|---|
| Agence de l'eau Adour Garonne | 25 508 € (70% du HT) |
| Région Occitanie (10 %) | 3 736 € |
| Autofinancement* | 8 116 € |
| **MONTANT TOTAL** | **37 360 €** |

* L'animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°07

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Faisabilité d'une gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Totalité du bassin (principalement dans les départements 32, 40 et 64), et au-delà des limites du bassin de l'Adour (département 32 dans son intégralité)

**Description de l'opération :**
Une étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour a été réalisée entre 2018 et 2019, avec les objectifs suivants :

- Caractérisation des usages actuels des nappes profondes ;
- Identification des autres ressources utilisées (ou alternatives possibles) par type d'usage et par territoire ;
- Qualification de l'intérêt des nappes profondes (qualité, proximité, sécurisation …) par rapport à ces ressources alternatives ;
- Evaluation de l'avantage économique associé à l'utilisation des nappes ;
- Identification des enjeux de gestion actuels ;
- Prospective (en lien avec Adour 2050) et identification des facteurs de changement susceptibles d'augmenter les tensions sur les ressources en eau dans le territoire des nappes.

Tous les acteurs économiques usagers de ces nappes ont été sollicités, afin d'envisager, à partir de l'état des lieux des usages, les possibilités de gestion collective de cette ressource souterraine.

L'objectif est désormais de diffuser et présenter les conclusions de l'étude aux acteurs du territoire, puis de dimensionner, animer et accompagner les suites de la démarche selon les choix des partenaires locaux : évaluation de l'opportunité de poursuite par une démarche de gestion intégrée (SAGE, projet de territoire, …), mise en place des modalités de gouvernance, etc.

**Maître d'œuvre :**
Maîtrise d'œuvre de l'animation : Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Animation en 2020 pour envisager les modalités de poursuite de la démarche d'étude menée en 2018-2019, et notamment pour envisager l'opportunité de mise en place d'un outil de gestion intégrée. Par la suite, la mission se précisera selon les choix qui seront fait en 2020 par les acteurs concernés.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Coût de l'opération : 31 010 € HT**
31 010 € HT charge d'animation (0,6 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales.
Ces charges ne sont pas assujetties à la TVA

**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.

| | % | Montant |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 70% | 21 707 € |
| Région Occitanie | 10 | 3 101 € |
| Autofinancement* | 20% | 6 202 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **31 010 €** |

* L'animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°08

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Restauration et gestion des poissons migrateurs

**Zone d'influence :**
Totalité du bassin (principalement dans les départements 40 et 64)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Opérations sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour. Le nouveau Plagepomi, approuvé par arrêté du préfet de région fin août 2015, portant initialement sur la période 2015-2019, a été prorogé jusqu'à fin 2021.

***Buts***
Contribuer à la restauration, la connaissance et la gestion concertée des différentes espèces de poissons migrateurs présentes dans le bassin, de leurs milieux de vie et des pressions anthropiques qui s'exercent dessus (notamment – mais pas uniquement – la pêche).

***Contenu***
- animation de la mise en œuvre du Plagepomi, en liaison avec les principaux partenaires institutionnels (AEAG, DREAL Nouvelle-Aquitaine, AFB) et les autres acteurs de la gestion
- restauration de la population de saumon atlantique (relève négociée des filets estuariens)

***NB :***
D'autres opérations, liées aux études sur le rétablissement de la continuité écologique, font l'objet de fiches spécifiques, tout comme celles relatives à l'aménagement des ouvrages sous responsabilité de l'Institution Adour.

**Interventions antérieures :**
Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour sur les poissons migrateurs depuis 1999, avec les évolutions issues des évaluations, révisions, et élaborations des Plagepomi successifs (1998-2002, 2003-2007, 2008-2014, 2015-2021).

**Maître d'œuvre :**
Maîtrise d'œuvre de l'animation : Institution Adour.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Partenaires des actions spécifiques : pêcheurs professionnels (relève des filets)

**Echéance - Délais :**
Durée de l'opération : 1 an au regard du programme 2020

**Coût de l'opération : 86 500 € HT**
- animation : 76 500 € (~0,75 ETP de Fr.-Xavier Cuende + 0,20 ETP d'Andries Bigot) : salaires, frais de missions et charges générales
- relève : 10 000 €

**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.
Proposition :

| | % | Montant Aide |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne [1] | 44 % | 38 250 € |
| Région Nouvelle-Aquitaine | 30 % | 25 950 € |
| Autofinancement* | 26 % | 22 300 € |
| **Montant total** | | **86 500 €** |

[1] 50% de l'animation HT ; relève non éligible
* dont 15 300 € financés au titre des charges générales de fonctionnement

**Restent à financer 7 000 € :**

| Département 32 | Département 40 | Département 64 | Département 65 |
|---|---|---|---|
| 350 € | 3 150 € | 3 150 € | 350 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :

*Périmètre concerné par le PLAGEPOMI et distinction des sous-bassins*

Sous bassins-versants
- L'Adour
- La Bidasoa
- La Nive
- Les côtiers basques
- Les courants landais
- Les Gaves

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°09

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour

**Description de l'opération :**
Dans le cadre de sa compétence de gestion et protection des milieux et des espèces liées aux milieux aquatiques, l'Institution Adour a été sollicitée afin de coordonner les actions en faveur d'espèces patrimoniales, telles que la grande mulette. Il s'agit de participer au réseau des acteurs agissant pour l'espèce visée ainsi que coordonner les actions en faveur de l'espèce : organisation de groupes de travail à l'échelle du bassin, veille scientifique et technique, diffusion des informations, lien avec les porteurs de démarches nationales (ex : plans nationaux d'action) ou territorialisées (ex : programmes Life), participation à des colloques et séminaires, etc.
Par ailleurs, l'Institution Adour permettra la facilitation des démarches de recherche de financement afin de développer les actions d'acquisition de connaissances ou de mise en œuvre d'actions (« bonnes pratiques », aménagements spécifiques, etc.) favorables à la sauvegarde des espèces concernées.

**Maître d'œuvre :**
L'Institution Adour est coordinatrice de bassin des initiatives en faveur de ces espèces

**Coût de l'opération : 4 490 € HT**

| Dépenses prévisionnelles | Coûts |
|---|---|
| Frais de personnel | 3 742 € |
| Frais de structure | 748 € |
| **Total** | **4 490 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Pourcentage de financement | Montant financé |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 50% | 2 245 € |
| Autofinancement* | 50% | 2 245 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **4 490 €** |

* déjà financés au titre des charges générales de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°10

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Suivi et entretien courant des ouvrages transversaux en rivière (seuils) de l'Institution Adour et de leurs dispositifs de franchissement (passes à poissons, rivière de contournement et passes à embarcations)

**Zone d'influence :**
Adour et affluents (32, 40, 64 et 65)

**Description de l'opération :**

***Origine***
L'Institution Adour est propriétaire et/ou gestionnaire de 32/35 (avec les ouvrages des Barthes) ouvrages transversaux en rivière. Ceci induit des obligations au titre de la continuité écologique (franchissement piscicole) liée au classement réglementaire des cours d'eau (code de l'environnement, article L214-17), du maintien d'un débit minimum (code de l'environnement, article L432-5) mais aussi de la stabilisation du fond du lit (Cf. délibération du conseil d'administration du 20 juillet 2009) et des obligations au titre de la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité de ces ouvrages (code des transports, articles L4241-1 et L4241-2).

***Buts***
Assurer le suivi et l'entretien des ouvrages et de leurs équipements pour assurer leur pérennité dans le temps. Assurer la libre circulation des poissons migrateurs, en termes d'équipements de franchissement (montaison et dévalaison) par l'entretien des équipements (obligation de résultat). Assurer la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité des ouvrages.

***Contenu***
Suivi et entretien des ouvrages et des dispositifs de franchissement (piscicole et embarcations), sous la responsabilité unique de l'Institution Adour, faisant appel à plusieurs prestataires.
Organisation du suivi :

- Une visite par mois et par ouvrage de tous les ouvrages par l'Institution Adour ;
- Visites de suivi complémentaires et entretien léger des ouvrages :
  - Adour 40 : Convention avec la FFDPPMA des Landes et des AAPPMA locales ;
  - Adour 65 : Convention avec le Conseil Départemental 65 ;
  - Gave de Pau : Marché après mise en concurrence avec Béarn-Solidarité (association de réinsertion de qualification professionnelle) ;
  - Barthes : Convention en cours de mise en place avec les ASA ;

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Réalisation des travaux d'entretien (enlèvement des embâcles et nettoyage de la végétation) ou de petit équipement : prestataires extérieurs (consultation)

**Interventions antérieures :**

- Avant 2008, le suivi était assuré, par divers services (Institution Adour dans le 32 et le 40, CATER du Département 65 dans le 65, DDE et association d'insertion dans le 64). Une réorganisation du suivi est intervenue en 2009.
- Divers travaux de réparation ont été menés en 2013, 2014 et 2015, suite à la crue du gave de Pau de juin 2013.
- Signalisation des seuils du gave de Pau pour les embarcations 2014 et 2018.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Courant 2020

**Coût prévisionnel de l'opération :**

| Missions | Dpt. | Intervenant | Modalité | Montant (en € TTC) |
|---|---|---|---|---|
| Suivi des ouvrages | 40 | FDPPMA40, des AAPPMA et des ASA associées | Convention | Gracieux |
| | 32 | AAPPMA associées | Convention | Gracieux |
| | 65 | Département 65 | Convention | Gracieux |
| | 64 | Béarn-Solidarité | Consultations (marché public) | 7 950 |
| Entretien ponctuel des ouvrages | 40 | Prestataires extérieurs (consultation) | Consultations (marché public) | ~1 500 (Variable selon les années) |
| | 65 | | | ~5 000 (Variable selon les années) |
| | 32 | | | ~500 (Variable selon les années) |
| | 40 | | | ~4 000 (Variable selon les années) |
| Maintenance régulière des ouvrages | Tous | Prestataires extérieurs (consultation) | Consultations (marché public) | ~1 500/ouvrage |
| **TOTAL** | | | | **63 000** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

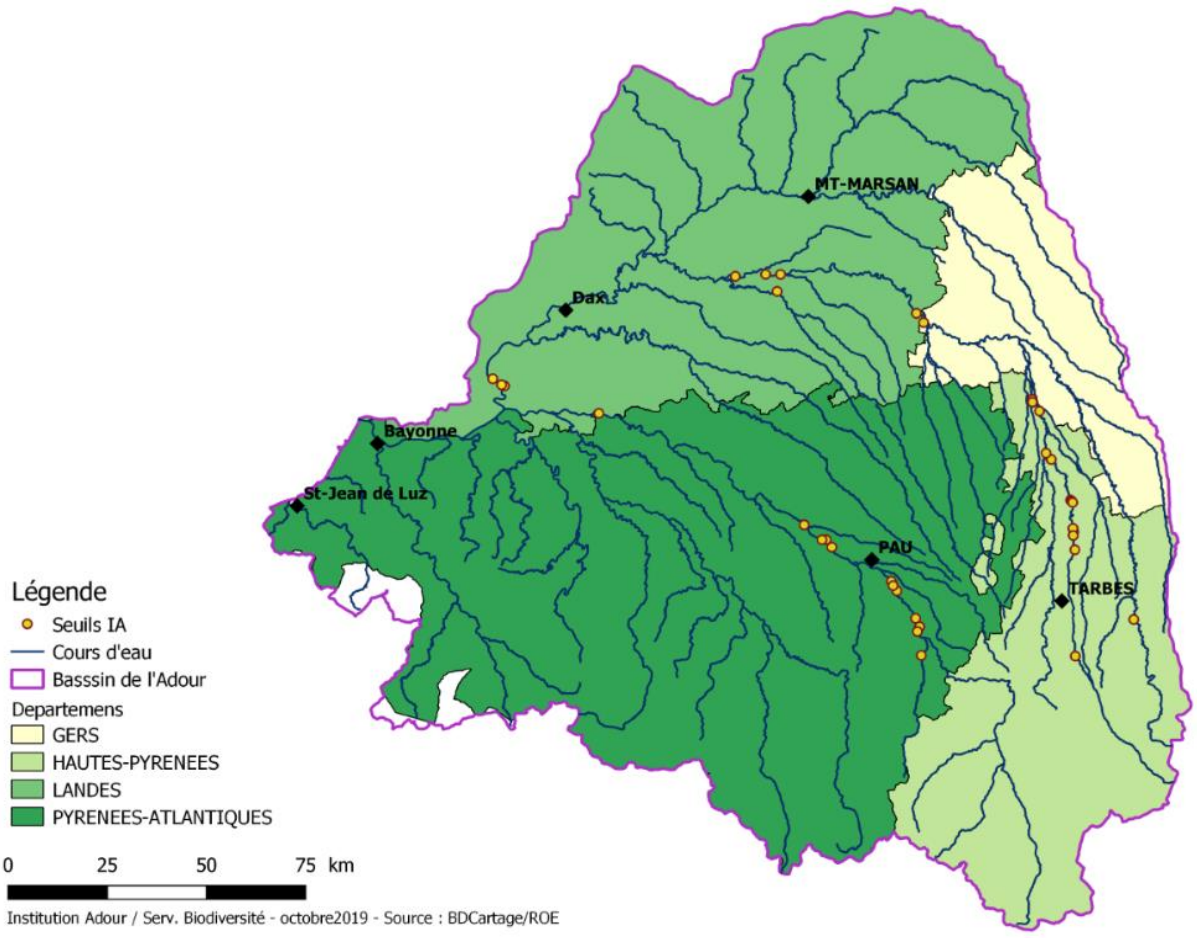
Dépenses estimées par département :

| Département | Montant |
|---|---|
| Gers | 3 000 € |
| Landes | 11 500 € |
| Pyrénées-Atlantiques | 34 500 € |
| Hautes-Pyrénées | 14 000 € |
| **MONTANT TOTAL** | **63 000 €** |

**Plan de financement prévisionnel :**

Chaque Département financera, au travers de l'Institution Adour, les travaux touchant aux ouvrages relevant de son territoire (délibération du CA du 22 juillet 2009).

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°10bis

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Stage dans le service « Biodiversité » sur la réalisation d'un état des lieux des seuils en rivière sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65)

**Zone d'influence :**
Département des Hautes-Pyrénées (65)

**Description de l'opération :**
Pour appuyer le chargé de projet « continuité écologique » dans le cadre des réflexions pour une stratégie de gestion des seuils de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65), un stagiaire sera recruté en 2020.
La durée prévisionnelle du stage est de 18 semaines (soit 630 heures) et la période envisagée courra du 01/04/2020 au 31/07/2020.

Le stage portera sur la réalisation d'un état des lieux des seuils et passes à poissons sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65). La personne recrutée pour le stage devra, à cet effet, réunir sur chacun des 15 ouvrages, le maximum de connaissances sur les aspects techniques et administratifs, ainsi que sur les usages associés. La personne en stage sera impliquée dans une réflexion sur l'avenir de ces ouvrages.
Elle sera également impliquée, selon l'état d'avancement du sujet premier et selon ses compétences, sur d'autres dossiers relatifs à la gestion des seuils de l'Institution Adour.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Le stage se déroulera de début avril à la fin du mois de juillet 2020

**Coût de l'opération : 3 500 € TTC**
Ce stage sera financé par le département des Hautes-Pyrénées.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°11

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Animation de la Maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc

**Zone d'influence :**
Pays du Val d'Adour et collectivités voisines (Tarbes, Aire-sur-l'Adour, Pau, Auch).
Impacts sur les départements 65-32-40-64

**Description de l'opération :**

***Origine***
Réhabilitation / renaturation d'un ancien site d'extraction de granulats.

***Buts***
- Mise en œuvre du plan de gestion (2017-2022)
- Mise en place d'un programme de formation technique vers les techniciens et les élus du territoire
- Animation de la Maison de l'eau

***Contenu***
- Travaux d'entretien afin de maintenir les habitats sur le site
- Communication sur les enjeux liés à l'eau (plaquettes, presse, site internet, revues, bibliographie, …)
- Support de formation (techniciens rivière – CFPPA de Lannemezan, stagiaires CPIE Pays Gersois, association botanique gersoise, universitaires, …)
- Programme de formation pour les techniciens et les élus, et pour tout public
- Animations de sensibilisation à l'environnement pour les jeunes (établissements scolaires, centres de loisirs)
- Information tout public sur les enjeux liés à l'eau (Journée de l'eau, …)
- Initiation à l'environnement tout public (journée mondiale des zones humides, Journée Nature, animations estivales, sorties naturalistes, …)
- Suivis naturalistes

**Interventions antérieures :**
- Animation de la Maison de l'eau sur la période 2006-2019
- Plans de gestion antérieurs du site naturel de Jû-Belloc

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Coût de l'opération : 100 000 € TTC**
- 50 000 € pour l'animation / sensibilisation (23 300 € en régie ; 4 700 € de frais indirects et 22 000 € en prestations extérieures)
- 50 000 € pour la mise en œuvre du plan de gestion (23 600 € en régie ; 4 700 € de frais indirects et 21 700 € en prestations extérieures)

**Plan de financement :**

| | **Animation sensibilisation** | **Mise en œuvre du plan de gestion** | **Total** |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 13 839 € | 23 191 € | 37 030 € |
| Région Occitanie | 10 000 € (20% du TTC) | 4 341 € (20% du TTC des prestations extérieures) | 14 341 € |
| Leader | 15 000 € | | 15 000 € |
| Autofinancement* | 11 161 € | 22 468 € | 33 629 € |
| **Montant total** | **50 000 €** | **50 000 €** | **100 000 €** |

*dont 22 533 € financés au titre des charges générales de fonctionnement.

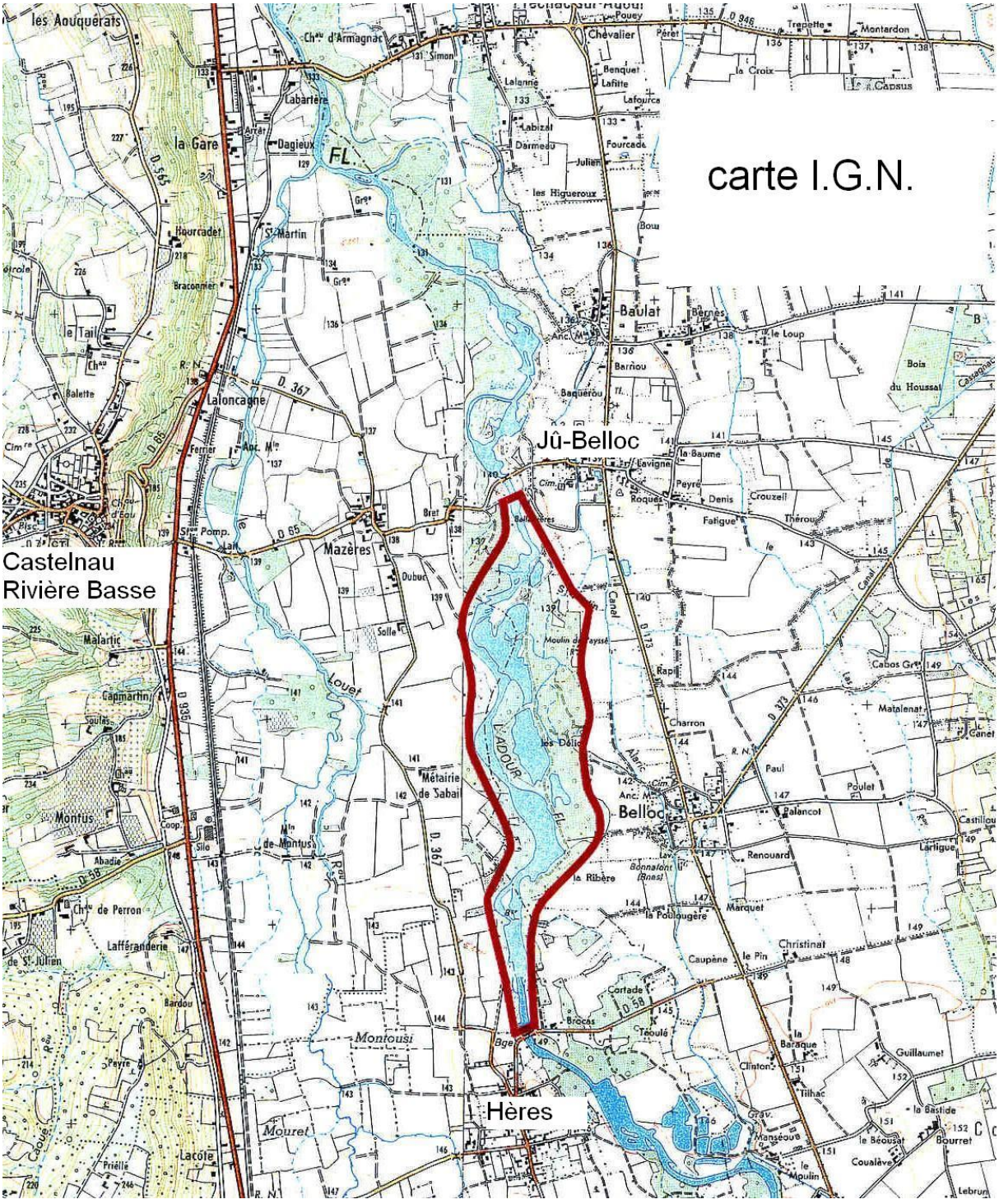
Reste à financer 11 096 € :

| Département 32 (45%) | Département 40 (15%) | Département 64 (15%) | Département 65 (25%) |
|---|---|---|---|
| 4 994 € | 1 664 € | 1 664 € | 2 774 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



# FICHE DE PROPOSITION n°12

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - quantité

**Intitulé de l'opération :**
Suivi et mise en œuvre du PGE Adour amont pour la campagne d'étiage 2019 et analyse de l'évolution interannuelle, et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2020
Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont pour l'année 2020

**Zone d'influence :**
Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées – Gers – Landes – Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suivi du PGE Adour amont selon le cahier des charges élaboré par l'Agence de l'eau et la DREAL de bassin (DREAL Occitanie), définissant 3 types de descripteurs et indicateurs : 1/ de contexte, 2/ de moyens, 3/ de résultats.

***Animation territoriale***
- L'Institution Adour est gestionnaire de 27 réservoirs (dont 22 réservoirs en propriété) soit 85 $Mm^3$ stockés sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys-Louts), pour le soutien d'étiage et la compensation des prélèvements ;
- L'Institution Adour a porté le dossier pour la gestion globale des réserves sur l'Adour en amont d'Aire (arrêtés interpréfectoraux de DIG et DUP Adour amont signés en janvier 2014), dossier comprenant 2 volets : 1/ mise en place d'une redevance de service ; 2/ équipements des prises d'eau des principaux canaux

***Buts***
Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Adour amont.

***Contenu***
- Rapport de suivi annuel du PGE Adour amont et évaluation pluriannuelle :

Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs selon le cahier des charges visé ci-dessus : recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport

- Institution Adour acteur central dans la gestion de l'eau :
  - Animation des commissions de gestion sur chaque axe réalimenté rassemblant les usagers ;
  - Participation aux comités départementaux de l'eau, comités sécheresse, …, réflexions sur les évolutions des arrêtés " plans de crise "
- Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont :

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Suivi des évolutions des autorisations pour adaptations/corrections des redevances 2015 à 2018 ;
- Pour les nouveaux équipements prévus dans la DIG actuelle, les services de l'Institution Adour doivent lancer et suivre les marchés de prestations de service et animer des réunions de concertation locale ;

- Réflexion avec usagers et services de l'Etat sur mise en place d'une nouvelle DIG

**Interventions antérieures :**
Programmes 2006-2018 : suivi des étiages de 2003 à 2018
Depuis 2015 : suivi mise en œuvre de la DIG

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 46 020 € TTC**
- L'ensemble de ces missions représente 0,75 ETP répartis comme suit :
  - 93 jours suivi PGE
  - 43 jours suivi DIG
  - 10 jours d'une chargée de mission appui données
  - 8 jours pour le suivi administratif du dossier (montage et suivi financier, facturation DIG)

Soit 37 100 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais indirects pour 7 420 € (frais de missions, frais de structure, …)
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 500 €

Soit un coût total prévisionnel de 46 020 € TTC

**Plan de financement prévisionnel :**

| | **Montant €** | **%** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT) | 22 885 € | 49,73 % |
| Autofinancement* | 23 135 € | 50,27% |
| **MONTANT TOTAL** | **46 020 €** | **100 %** |

* financé au titre des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°13

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - quantité

**Intitulé de l'opération :**
Suivi et mise en œuvre du PGE Luys-Louts pour la campagne d'étiage 2019 et analyse de l'évolution interannuelle, participation à diverses réunions lors de l'étiage 2020 sur les bassins versants des Luys et du Louts

**Zone d'influence :**
Bassins versants des Luys et du Louts : Landes et Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suivi du PGE Adour amont selon le cahier des charges élaboré par l'Agence de l'eau et la DREAL de bassin (DREAL Occitanie), définissant 3 types de descripteurs et indicateurs : 1/ de contexte, 2/ de moyens, 3/ de résultats.

***Animation territoriale***
L'Institution Adour est gestionnaire de 27 réservoirs (dont 22 réservoirs en propriété) soit 85 $Mm^3$ stockés sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys-Louts), pour le soutien d'étiage et la compensation des prélèvements

***Buts***
Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Luys-Louts

***Contenu***
- Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs : recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport,
- Participation de l'Institution à l'animation des commissions de gestion de rivière, à la mise en œuvre des actions du PGE, …

**Interventions antérieures :**
- Elaboration du PGE Luys-Louts, validé en 2013 ;
- Etude multicritère sur les solutions des Luys amont en 2015 ;
- Suivi du PGE Luys-Louts pour les étiages 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, et analyse de l'évolution interannuelle

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Echéance - Délais :**
12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 14 110 € TTC**
- L'ensemble de ces missions représente 0,22 ETP répartis comme suit
    - 34 jours suivi PGE
    - 10 jours d'une chargée de mission appui données
    - 2 jours pour le suivi administratif du dossier

Soit 10 508 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais indirects pour 2 102 € (frais de missions, frais de structure, …)
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 500 €

Soit un coût total prévisionnel de 14 110 € TTC

**Plan de financement prévisionnel :**

| | **Montant €** | **%** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT) | 6 930 € | 49,12 % |
| Autofinancement* | 7 180 € | 50,88 % |
| **MONTAN TOTAL** | **14 110 €** | **100 %** |

* financés au titre des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°14

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - qualité

**Intitulé de l'opération :**
Suivi 2020 de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étiage

**Zone d'influence :**
Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées – Gers – Landes – Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***
Demande de suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'étiage - Application des préconisations des arrêtés d'autorisation des réservoirs

***Buts***
- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour pour mesurer les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Évaluation de la qualité des réservoirs

***Contenu***
- Campagne 2010 : suivi de la qualité des eaux des réservoirs de Tailluret et Charros.
- Campagne 2011 : suivi de la qualité des eaux de 10 barrages dont 4 à la charge de la CACG (Latrille, Lourden, Fargues, Ayguelongue).
- Campagne 2012 : suivi de la qualité des eaux de 7 barrages dont 2 à la charge de la CACG ; suivi de la quantité et qualité des sédiments de deux barrages : Charros et Tailluret.
- Campagne 2013 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de Charros, Tailluret et Lourden ; diagnose rapide des réservoirs de Charros et Tailluret. Évaluation des sédiments par carottage pour les réservoirs de Charros et Tailluret.
- Campagne 2014 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Lourden, Brousseau et Miramont ; diagnose rapide des réservoirs du Lourden, Brousseau et Coudures ; suivi des eaux des bassins versants des réservoirs du Lourden et Coudures.
- Campagne 2015 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation.
- Campagne 2016 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, et diagnose rapide sur le réservoir de Latrille (convention avec l'ASA de Bégorre). Analyse des sédiments du réservoir d'Arthez.
- Campagne 2017 : Suivi du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Campagne 2018 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, suivi des eaux restituées par le réservoir d'Arthez d'Armagnac.
- Campagne 2019 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas.

***Campagne 2020 :***

- ***Suivi du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation***
- ***Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas.***

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 42 180 € TTC**

- Prestations de suivi de la qualité des eaux restituées et des milieux aval : 24 000 € TTC (20 000 € HT)
- Analyses ponctuelles sur les cyanobactéries : 5 000 € TTC (4 167 € HT)
- Suivi technique du dossier : 13 180 € TTC (12 880 € HT)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Prestations | Suivi technique | Total |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50 % du HT) | 12 100 € | 6 440 € | 18 540 € |
| Autofinancement* | 16 900 € | 6 740 € | 23 640 € |
| **MONTANT TOTAL** | **29 000 €** | **13 180 €** | **42 180 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°15

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource

**Intitulé de l'opération :**
Projet de Territoire pour la gestion de l'eau Adour en amont d'Aire
ANIMATION, COMMUNICATION ET GARANTS

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Lées (Aire-sur-l'Adour) et certains affluents (les principaux : Echez et Louet) ; hors Arros
Superficie totale : 1 572 km²
Départements concernés : 32 (14 %), 64 (11 %) et 65 (75 %)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Sur le territoire amont de l'Adour, l'émergence et la conceptualisation d'une démarche de projet de territoire a fait l'objet d'une réflexion préalable conduite par les services de l'Etat. Une phase préalable d'audit patrimonial a été conduite par l'Etat et a conclu sur la légitimité de l'Institution Adour à porter et abriter la démarche de projet de territoire en connexion avec l'Etat facilitateur. Par délibérations du 22 juillet 2015 et du 21 juillet 2017, l'Institution Adour a décidé de s'engager pour porter la réalisation d'un projet de territoire sur l'Adour amont et à animer la démarche. Afin de fixer les éléments-clefs de la démarche, l'Etat a confié à l'Institution Adour une lettre de mission en mars 2018, lançant ainsi la première phase de la démarche.

***Buts***
Aboutir à un programme d'actions pour résorber le déséquilibre quantitatif sur le bassin de l'Adour en amont d'Aire par des actions d'économies d'eau, de meilleure gestion, voire de création de ressource si besoin, en tenant compte des usages et de la socio-économie du territoire.

***Contenu Animation Projet de Territoire (personnel Institution Adour)***
- Organiser, préparer et animer les réunions des instances du projet de territoire (ateliers, assemblée générale, comités techniques, comité de suivi) ; en rédiger le compte-rendu ;
- Organiser, préparer et animer les réunions spécifiques au groupe de travail citoyen et en rédiger le compte-rendu ;
- Rédiger les documents du projet de territoire sur la base des travaux de concertation ;
- Assurer le lien avec les garants, les partenaires techniques et institutionnels, la commission locale de l'eau (instance de validation) et proposer des modalités de réponses aux attentes exprimées ;
- Suivi des prestataires des différents marchés (appui à la concertation, études socio-économiques, bilan besoins-ressources) ;

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Collecter, traiter et mettre en forme les données techniques nécessaires à l'avancement du projet ;
- Marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, coordination et suivi des études et des prestataires (mise à jour de l'étude bilan besoins-ressources) ;
- Assurer les actions de communication du projet de territoire ;
- Participer en tant que de besoin aux autres actions de l'EPTB.

***Contenu Communication Projet de territoire***

- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc. ;
- Organisation de journées de formations pour les acteurs locaux et le panel retenu pour les ateliers grand public pour assurer le partage des connaissances et une compréhension des enjeux similaires au sein des groupes ; possibilité d'intervention de personnes ressources ;
- Publications presse et affiches (avancement projet, réunions publiques, etc.) ;
- Site Internet : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.

***NB :***
D'autres opérations, liées aux études associées à la démarche, font l'objet de fiches spécifiques.

**Interventions antérieures :**
Animation de la démarche depuis 2018

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Echéance phase 1 Diagnostic partagé et scénario tendanciel PT Adour amont : début 2020 (0,5 an)
Echéance estimative fin projet de territoire : fin 2021

**Coût de l'opération : 118 258 € TTC**

- animation : 88 058 € TTC (1,5 ETP): salaires, frais de missions et charges générales (87 502 € HT)
- communication : 10 200 € TTC (8 500 € HT)
- garants de la concertation : 20 000 € TTC (Monsieur RIOU et Madame JEAN) (20 000 € HT honoraires et frais de déplacement donc pas de TVA)

**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.
Proposition :

| | Animation | Communication | Garants | Total |
|---|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT) | 61 251 € | 5 950 € | 14 000 € | 81 201 € |
| Région Occitanie (10% d'une partie des frais de personnel et des garants) | 5 825 € | | 2 000 € | 7 825 € |
| Autofinancement * | 20 982 € (24%) | 4 250 € (41,6 %) | 4 000 € (20 %) | 29 232 € |
| **MONTANT TOTAL** | **88 058 €** | **10 200 €** | **20 000 €** | **118 258 €** |

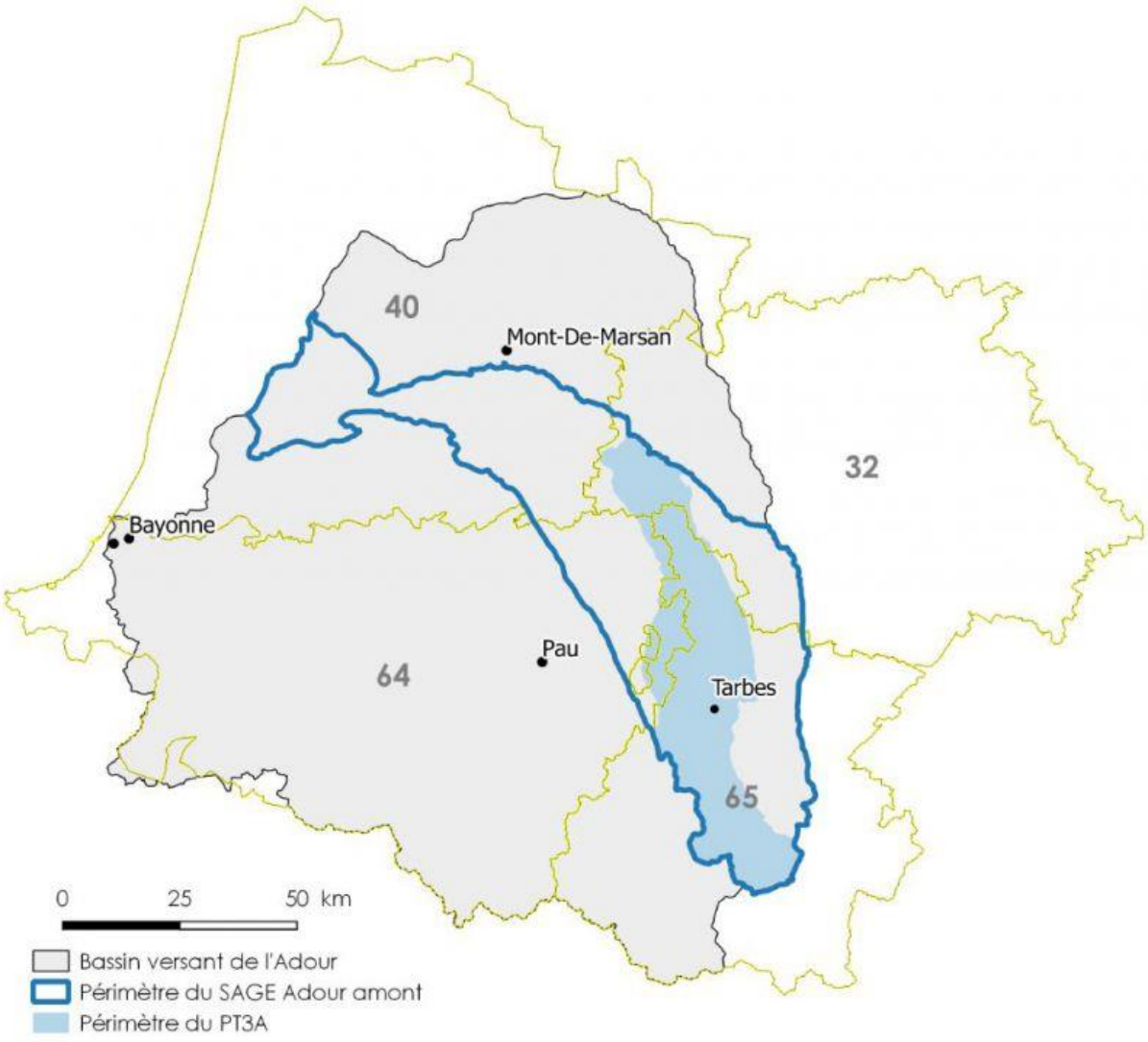
* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

La communication et les garants restent à financer comme suit :

| | Département 32 (14%) | Département 64 (11%) | Département 65 (75%) |
|---|---|---|---|
| Communication | 595 € | 467,50 € | 3 187,50 € |
| Garants | 560 € | 440 € | 3 000 € |
| **MONTANT TOTAL** | **1 155 €** | **907,50 €** | **6 187,50 €** |

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°16

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)
ANIMATION ET COMMUNICATION

**Zone d'influence :**
Bassin versant du Midour (32,40)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, porté et animé par l'Institution Adour, est en cours d'élaboration depuis 2016 et devrait être validé en décembre 2019 ou janvier 2020. Les projets de territoire émanent de l'instruction ministérielle du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction ministérielle de 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant de la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.
Le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour va bien au-delà de l'aspect quantitatif et de la seule solution de création de réservoirs ou de retenues déconnectées. Les actions du projet de territoire cherchent à satisfaire plusieurs enjeux : anticiper et s'adapter au changement climatique, atteindre la satisfaction des besoins en eau (salubrité, milieu, irrigation), améliorer la qualité des masses d'eau, participer à l'amélioration de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et approfondir les connaissances, informer, sensibiliser et valoriser

***Contenu Animation PTGE Midour***
- Mise en œuvre du programme d'actions du PTGE Midour : maintenir la dynamique du territoire et la concertation établies, suivre des actions et des maitres d'ouvrage, mettre en œuvre des actions à la charge de l'Institution Adour, garantir la fonctionnalité des actions et leur évolution si elle s'avère nécessaire.
- Encadrement du poste Technicien agricole territorial et du stagiaire en alternance Communication.
- Construire un tableau de suivi des actions, idéalement interactif et à l'usage des acteurs.
- Accompagner les acteurs dans leurs démarches administratives dans le cadre de la subvention des actions qu'ils mettent en œuvre.
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage, en rédiger le compte-rendu.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

- Organiser et animer des groupes de travail et de suivi du projet de territoire, en rédiger le compte-rendu.
- Coordonner l'élaboration du plan d'information, de sensibilisation et de valorisation du PTGE Midour.

***Contenu Communication PTGE Midour***

- Site internet de l'Institution Adour/SAGE Midouze : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, …
- Participation à des évènements de communication
- Elaboration du plan stratégique d'information, de sensibilisation et de valorisation qui concernera la profession agricole, les collectivités, le grand public et les scolaires. Durée d'élaboration 2020-2022. L'institution Adour fera appel à un stagiaire pour mener à bien cette action.

**Interventions antérieures :**
Animation PT Midour depuis 2016

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

**Coût de l'opération : 63 335 € TTC**

- 52 295 € TTC charges d'animation (0,75 ETP, charges de structures et frais de missions soit 51 652 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 800 € HT dont 3 600 € stagiaire et frais associés et 1 200 € prestations de services)
- Garants 6 000 € TTC (6 000 € HT honoraires et frais de déplacement donc pas de TVA)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Animation | Communication | Garant | Total |
|---|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT) | 36 157 € | 3 360 € | 4 200 € | 43 717 € |
| Région Occitanie | 5 170 € | | 600 € | 5 770 € |
| Autofinancement* | 10 968 € (21%) | 1 680 € (33,3%) | 1 200 € (20%) | 13 848 € |
| **MONTANT TOTAL** | **52 295 €** | **5 040 €** | **6 000 €** | **63 335 €** |

* L'animation et le stagiaire sont financés au titre des charges générales de fonctionnement.

Les prestations de services relatives à la communication et les garants restent à financer comme suit :

| | Département 40 (60%) | Département 32 (40%) |
|---|---|---|
| **Communication** | 1 008 € | 672 € |
| **Garants** | 720 € | 480 € |
| **MONTANT TOTAL** | **1 728 €** | **1 152 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°16bis

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)
TECHNICIEN AGRICOLE TERRITORIAL

**Zone d'influence :**
Bassin versant du Midour (32,40)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, porté et animé par l'Institution Adour, est en cours d'élaboration depuis 2016 et devrait être validé en décembre 2019 ou janvier 2020. Les projets de territoire émanent de l'instruction ministérielle du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction ministérielle de 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant de la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.
Le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour va bien au-delà de l'aspect quantitatif et de la seule solution de création de réservoirs ou de retenues déconnectées. Les actions du projet de territoire cherchent à satisfaire plusieurs enjeux : anticiper et s'adapter au changement climatique, atteindre la satisfaction des besoins en eau (salubrité, milieu, irrigation), améliorer la qualité des masses d'eau, participer à l'amélioration de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et approfondir les connaissances, informer, sensibiliser et valoriser.

**A VALIDER OFFICIELLEMENT AVEC LES ACTEURS**
Dans le cadre de la mise en œuvre des actions agricoles, les acteurs agricoles – chambres d'agriculture 32 et 40, Maîsadour, Vivadour, Agrobio 40 et Bio du Gers – souhaitent mutualiser leurs moyens afin de créer un poste spécifique à la réalisation d'une certaine partie des actions agricoles du PTGE. Afin de garantir une certaine neutralité, la structure administrative d'appartenance du poste sera l'Institution Adour.

***Contenu du poste***
Prérequis : neutralité, pas d'appartenance à une structure agricole spécifique, animateur de terrain pour instaurer et maintenir une dynamique agricole sur le territoire

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

I – Animation technique territoriale sur des thématiques et des actions spécifiques :

- → Optimisation de la capacité de rétention en eau des sols agricoles : suivi des sites expérimentaux, mise en place et accompagnement d'une dynamique de groupes de travail avec des agriculteurs autour de ces sites, mise en œuvre d'un groupe de travail entre techniciens conseil agricoles
- → Agriculture biologique et diminution du travail du sol : suivi des sites expérimentaux, mise en place et accompagnement d'une dynamique de groupes de travail avec des agriculteurs autour de ces sites
- → Aménagement de l'espace agricole : mise en place de groupes de travail : IAE boisés et IAE humides, suivi des actions tests

II – Technicien agricole de terrain – toutes thématiques confondues :

- → Appuyer individuellement les agriculteurs dans leur démarche de progrès au-delà de leurs structures accompagnatrices habituelles
- → Appuyer collectivement les agriculteurs dans leur démarche de progrès qui ne souhaitent pas passer par les structures accompagnatrices habituelles : groupes de travail et formations
- → Proposer des formations pour les conseillers agricoles en fonction des besoins du territoire
- → Animer sur le terrain l'éventuel futur PAEC

III. Suivi du capital sol sur le bassin (évaluation de l'impact des actions sur le sol – matière organique, humidité, quantité de sol à la parcelle en lien avec l'érosion ….)

Pour toutes les missions, assurer un suivi et en référer à l'animateur PTGE Midour, partage d'informations, d'expériences, force de proposition pour l'évolution des fiches actions et sur les besoins de formation et d'intervention d'agronomes ou d'agriculteurs extérieurs, etc.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour en partenariat avec les acteurs agricoles : chambres d'agriculture 32 et 40, Maisadour, Vivadour, Agrobio 40 et Bio du Gers.

**Echéance - Délais :**
Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.
Maintien du post eau moins les 5 premières années (2020 – 2025)

**Coût de l'opération : 42 500 € HT**
42 500 € HT (35 000 € salaires + 7 000 € frais indirects + 500 € frais de déplacement)

**Plan de financement prévisionnel :**

| | Montant |
|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT) | 29 750 € |
| Région Occitanie (10%) | 4 250 € |
| Acteurs agricoles (20%) | 8 500 € |
| **MONTANT TOTAL** | **42 500 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°17

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité /renforcement de la ressource

**Intitulé de l'opération :**
Frais de gestion 2020 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs

**Zone d'influence :**
Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***
Volet quantitatif du SAGE Adour amont – PGE Adour amont, volet quantitatif du SAGE Midouze, validés par les commissions locales de l'eau (CLE) ou comités d'élaboration puis par l'Etat.

***Buts***
Dans le cadre de la mobilisation de ressources foncières pour mener à bien ses différents projets d'investissements l'Institution Adour signe des conventions cadre de concours technique avec la SAFER Occitanie et la SAFER Aquitaine Atlantique. Les « SAFER » mènent donc pour le compte de l'Institution Adour une action de gestion, échange et mise en valeur des biens relative aux stockages.

En plus du prix principal d'acquisition et des frais d'acquisition, la SAFER facture donc chaque année à l'Institution Adour des frais généraux correspondant aux charges de structures liées au stockage et des frais de gestion temporaire correspondant aux charges inhérentes à la qualité de propriétaire (impôts fonciers, assurances, travaux, etc.).

Le taux des frais généraux liés au stockage est fixé annuellement par le Ministère de l'Agriculture et ce taux sera appliqué chaque année au prix principal en stock des réserves foncières constituées (pour 2018 1,29%)

Les frais de gestion temporaire sont fixés par les conventions et sont estimés à 1,5 % HT du prix principal d'acquisition.

Il peut aussi y avoir des frais financiers lorsque la collectivité ne met pas d'avances à disposition de la SAFER pour l'acquisition des stocks. A défaut d'avances, ils seront facturés HT aux taux Euribor 3 mois + 1,5 point (pour 2018 1,5 %).

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Estimation des frais de gestion 2020 :**

| Projet | Frais généraux et de gestion temporaires | Frais financiers | Total | Département 40 | Département 32 | Département 65 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Mondebat | 25 500 € | | 25 500 € | 15 300 € | 10 200 € | |
| Tailluret | 750 € | | 750 € | 750 € | | |
| Corneillan | 870 € | | 870 € | | 870 € | |
| Ousse | 9 300 € | | 9 300 € | | 1 860 € | 7 440 € |
| Géline | 9 510€ | | 9 510 € | | 1 905 € | 7 605 € |
| Louet 2 | 11 000 € | | 11 000 € | | 5 500 € | 5 500 € |
| **MONTANT TOTAL** | **56 930 €** | | **56 930 €** | **16 050 €** | **20 335 €** | **20 545 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°18

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Elaboration du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise

**Zone d'influence :**
Périmètre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI de Dax étendu à Vicq-d'Auribat et Onard (26 communes)

**Description de l'opération :**

***Origine***
La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entrainé la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation.

Le dossier de candidature du PAPI vient d'être déposé courant novembre 2019.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Buts***
L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

***Contenu***
203 jours d'animation

**Interventions antérieures :**
De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et c'est terminée au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Durée de l'opération : 6 ans à partir de la signature de la convention du PAPI

**Coût de l'opération : 60 050 € TTC**
- Animation : 54 650 € TTC (1 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales
- Prestations de services : 5 400 € TTC

**Plan de financement prévisionnel :**
Phase élaboration :

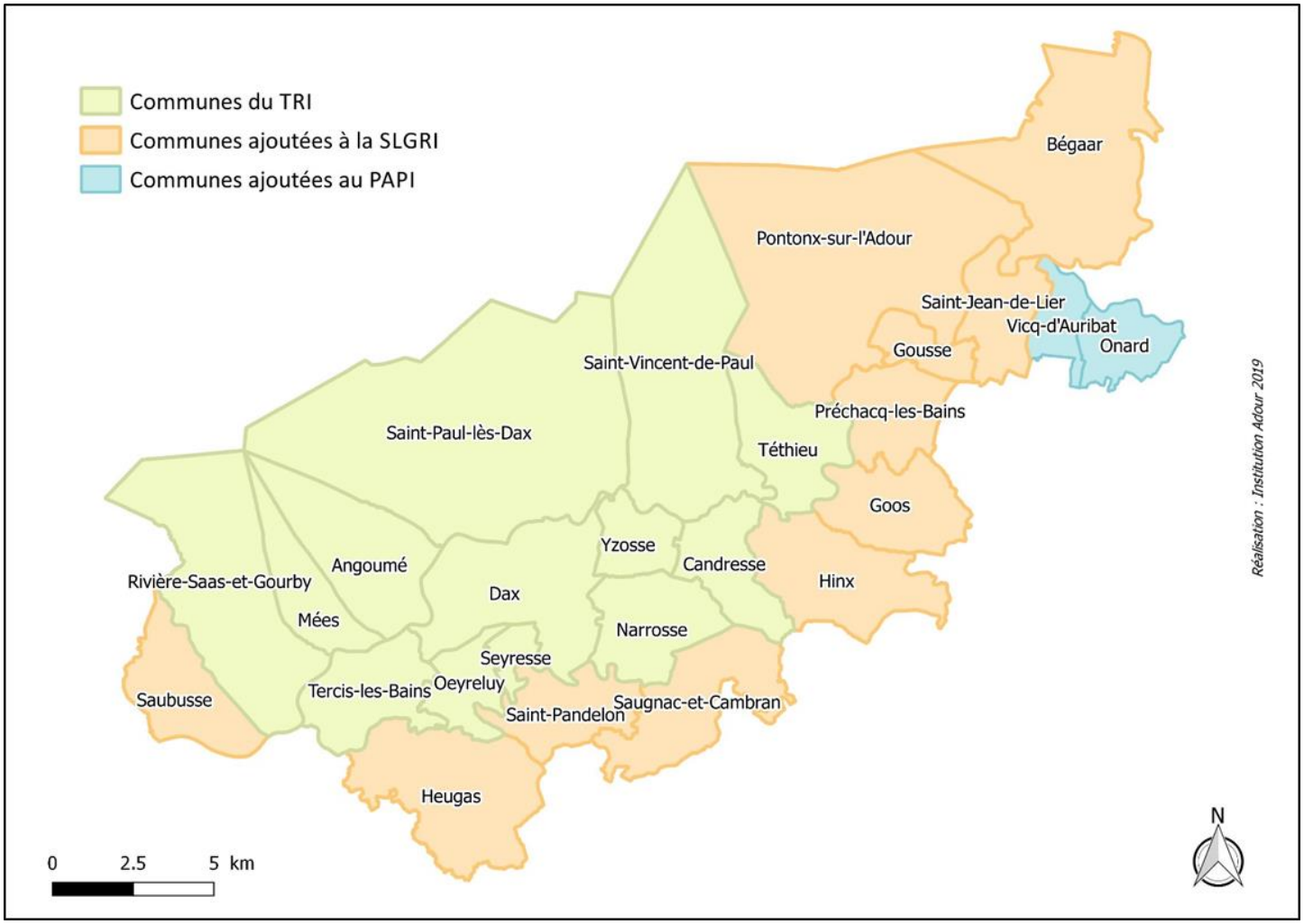
| Organisme | Taux | Animation | Prestations de services | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Europe (FEDER) | 80% | 43 720 € | 4 320 € | 48 040 € |
| EPCI-FP (CAGD) | 10% | 5 465 € | 540 € | 6 005 € |
| Autofinancement* | 10% | 5 465 € | 540 € | 6 005 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **54 650 €** | **5 400 €** | **60 050 €** |

*L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement donc reste à financer 540 € (Département des Landes)

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de situation :**




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°19

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Elaboration et animation de la stratégie locale de gestion du risque inondation du Territoire à Risque Important (TRI) côtier basque

**Zone d'influence :**
Périmètre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI côtier basque

**Description de l'opération :**

***Origine***
La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entrainé la détermination des Territoires à risques importants (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une Stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les Établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Une réunion organisée par l'Etat le 8 septembre 2016 a rassemblé les parties prenantes de la gestion du risque inondation sur ce secteur afin d'identifier les maîtres d'ouvrages potentiels pour l'élaboration et l'animation de la SLGRI du TRI côtier basque. La difficulté réside dans le fait que la SLGRI concerne à la fois les risques de submersion marine et les risque d'inondation de l'Adour sur deux départements. Il n'existe donc pas à ce jour de structure avec le périmètre et les compétences nécessaires pour élaborer cette stratégie locale. L'Etat a donc accepté de scinder la SLGRI en deux parties : une partie concernant les risques de submersion marine qui sera portée par les deux agglomérations et une partie concernant l'inondation fluviale. Par la délibération du 23 juin 2016, le conseil d'administration a décidé qu'en cas de carence de portage local et sous réserve d'une validation par les parties prenantes du territoire, l'Institution Adour s'engagera sur l'élaboration et

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

l'animation de la stratégie locale pour la partie inondation fluviale de l'Adour maritime (délibération du conseil d'administration du 23 juin 2016).

Suite à plusieurs réunions relatives au portage de cette stratégie locale, l'État en a confié le pilotage à la communauté d'agglomération Pays Basque par arrêté interpréfectoral en date du 22 février 2018, dans lequel est précisé que l'Institution Adour sera partenaire pour le volet Adour maritime.

Une convention précise les modalités de ce partenariat pour l'élaboration du volet « débordement fluvial » de cette stratégie qui prévoit que :

- La CAPB participe « en nature », en confiant à l'un de ses agents la mission de conduire, sous la responsabilité de l'Institution Adour, sous son encadrement et dans ses locaux, l'animation et l'élaboration du volet fluvial de la stratégie, et assure la coordination entre les volets « débordement fluvial » et « submersion marine » de la stratégie locale ;
- L'Institution Adour assure l'encadrement et l'accueil dans ses locaux de l'agent pour l'animation de l'élaboration du volet « débordement fluvial » de la stratégie locale.

***Buts***

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour but la définition collective d'une stratégie locale de gestion du risque inondation sur le TRI de Dax. Cette stratégie a pour objectif de réduire le risque auquel est exposé en population en utilisant plusieurs leviers :

- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation
- Améliorer la gestion de crise et le délai de retour à la normale
- Aménager durablement les territoires pour en réduire la vulnérabilité
- Restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection

***Contenu***

- 80 (2 jours par semaine) d'animation par le chargé de mission de la CAPB
- 12 jours d'encadrement par 1 chargé de mission de l'Institution Adour
- Frais de déplacement
- Sensibilisation / Communication
- Acquisition de photographies aériennes / du territoire en cas de crue

**Coût de l'opération : 23 250 €**

Le coût prévisionnel de l'opération s'établit à 23 250 € au total.

La CAPB n'intervient pas directement par versement d'une contribution financière mais en fournissant en temps de travail l'équivalent de 0,4 ETP d'un chargé de mission soit un équivalent de 18 800 €.

Les charges incombant à l'Institution Adour s'élèvent à un montant prévisionnel de 4 450 € décomposées en :

- 3 435 € pour 10 jours du responsable « risques fluviaux » pour la coordination
- 515 € de frais de structure
- 500 € de frais de déplacement

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement prévisionnel :**

| | % | Montant |
|---|---|---|
| FEDER | 80% | 3 560 € |
| Collectivités locales landaises [1] | 10% | 445 € |
| *dont communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans* | *14,18%* | *63,10 €* |
| *dont communauté de communes Maremne Adour Côte Sud* | *29,52%* | *131,36 €* |
| *dont communauté de communes du Seignanx* | *56,30%* | *250,53 €* |
| Autofinancement [2] | 10% | 445 € |
| **MONTANT TOTAL** | **100%** | **4 450 €** |

[1] la répartition proposée entre les EPCI-FP landais est établie au prorata de la superficie des parties des communes membres concernées par la SLGRI volet « débordement fluvial » situées dans le bassin de l'Adour.

[2] financés au titre des charges générales de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°20

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétence obligatoire | Comité syndical |

**Type d'opération :**
Animation territoriale et gouvernance

**Intitulé de l'opération :**
Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour

**Description de l'opération :**

***Origine***
En application des dernières modifications statutaires de l'Institution Adour approuvées par arrêté interpréfectoraux en dates des 16 mai 2018, 2 août 2019 et 10 septembre 2019, l'Etablissement public territorial de bassin (EPTB) est en mesure de fédérer l'ensemble des collectivités du bassin de l'Adour intervenant dans la gestion du grand cycle de l'eau pour conduire la mission suivante :
- coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ;
- mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau, notamment par un rôle de coordination, animation et conseil ;
- élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) ;
- observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des missions précitées.

Dans ce cadre et pour ce faire, 32 nouveaux membres ont intégré le comité syndical de l'Institution Adour en 2019.

***Buts***
La stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée le 21 décembre 2017 par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne prévoit que « les missions de coordination et d'animation dans le domaine de la prévention des inondations et de la gestion intégrée dans le domaine de l'eau ont vocation à être exercées à l'échelle du territoire des grands bassins ou groupement de sous-bassins, par les établissements publics territoriaux de bassin – EPTB ».
Il est précisé dans cette SOCLE que *« l'EPTB doit être garant de la cohérence des actions menées au regard des enjeux du grand cycle de l'eau et de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre. Son action doit tendre à couvrir l'ensemble des missions définies à l'article L.211-123 du code de l'environnement, afin de contribuer pleinement à l'atteinte du bon état écologique de la directive cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation. Ces missions de l'EPTB vont au-delà de celles définissant le champ de la GEMAPI ».*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

L'objectif de cette mission obligatoire inscrite dans les statuts en vigueur de l'Institution Adour est donc, sur la base de la fonction support d'observatoire de l'eau, de mobiliser le bloc communal, les syndicats de bassin versant, les Départements et les Régions, afin de constituer l'instance qui au sein de l'EPTB, préfigurera l'organisation à l'échelle du bassin de l'Adour pour la gestion du grand cycle de l'eau.
Depuis l'adhésion des nouveaux membres au sein de l'EPTB, il y a maintenant lieu, au regard de leurs attendus, d'établir le programme d'aménagement d'intérêt collectif (PAIC) à l'échelle du bassin ainsi que d'engager un nouveau processus de révision des statuts de l'EPTB

***Contenu***
246 jours d'animation et 30 jours d'appui administratif qui viseront notamment :

- l'organisation d'ateliers de concertation pour l'élaboration du PAIC et pour identifier les attendus des collectivités membres en termes de missions et de gouvernance de l'EPTB,
- la révision des statuts de l'EPTB en conséquence,
- la concertation spécifique avec les entités en charge de la GEMAPI sur lesquels l'Institution Adour est intervenue ou continue d'intervenir à des fins soit de transmission des équipements, des ouvrages et du foncier soit d'organisation de la complémentarité d'intervention,
- l'encadrement de la réalisation d'une thèse sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (cf. fiche n°22)
- la participation aux instances ou échanges nationaux, de bassin, régionaux ou départementaux sur les questions relatives à la gestion du grand cycle de l'eau, à des fins d'accompagnement ou de relai des problématiques afférentes au bassin de l'Adour,
- l'organisation de réunions des réseaux des techniciens rivières, animateurs SAGE, animateurs PAPI/SLGRI.

**Interventions antérieures :**
A partir de mi-2016, l'Institution Adour avait engagé une démarche d'étude stratégique visant l'identification et le dimensionnement des pistes d'évolution de l'EPTB suite aux réformes territoriales. Cette démarche a conduit à 5 modifications statutaires dont les deux dernières ont permis l'adhésion de 32 nouvelles collectivités (EPCI-FP et syndicats de rivière) à l'EPTB en fin d'année 2019.
En 2018 et 2019, l'EPTB a développé une animation territoriale visant, au-delà de l'évolution de l'EPTB, l'accompagnement du territoire à la gestion du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin.

**Coût de l'opération : 122 815 € TTC**

| Postes de dépenses | Coût prévisionnel TTC | Coût prévisionnel HT |
|---|---|---|
| Animation territoriale (frais de personnel) 1,35 ETP | 96 845 € | 96 845 € |
| Frais de structure | 19 370 € | 19 370 € |
| Frais de missions et prestations de services | 6 600 € | 5 665 € |
| **MONTANT TOTAL** | **122 815 €** | **121 880 €** |

**Plan de financement prévisionnel :**

| | |
|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (69,5%) | 85 315 € (70% du HT) |
| Autofinancement* (30,5%) | 37 500 € |
| **MONTANT TOTAL** | **122 815 €** |

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI et les syndicats membres (pour ces trois derniers, la somme appelée est incluse dans la contribution forfaitaire)

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°21

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétence obligatoire | Comité syndical |

**Type d'opération :**
Animation territoriale et gouvernance

**Intitulé de l'opération :**
Observatoire de l'eau

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour

**Description de l'opération :**

***Origine***
L'observatoire de l'eau a pour objectif de :
- Mieux répondre à l'évolution des besoins en faveur de l'amélioration de la connaissance des données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- Collecter, exploiter et valoriser les données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- Apporter un accompagnement auprès des adhérents de l'Institution Adour d'un point de vue technique (notamment en matière d'articulation eau et urbanisme sur les territoires non couverts par un SAGE) et en termes de valorisation de données ;
- Etre une source d'information pour les différents services et structures intéressés à la gestion du grand cycle de l'eau sur le bassin de l'Adour

***Buts***
Le but principal de la mission observatoire de l'eau est de centraliser les données « eau » sur le bassin de l'Adour, de constituer un appui aux démarches et opérations menées par l'Institution Adour ainsi qu'aux acteurs du territoire à travers l'analyse, le traitement et la valorisation des données.
La mission « eau et urbanisme » permet également d'améliorer la prise en compte des enjeux liés à la ressource en eau et à sa gestion dans les documents de planification (PLU, SCoT) ou dans le cadre de projets d'aménagements. Cette mission s'articule autour de deux entrées distinctes :
- Un appui aux animateurs SAGE et PAPI (cet appui est rappelé ici pour mémoire, dans la mesure où il est pris en compte dans les fiches correspondant à ces opérations). L'objectif est de les accompagner sur l'ensemble des périmètres SAGE ou PAPI et dès les premières phases d'élaboration, ainsi que de veiller à la bonne prise en compte des enjeux liés à l'eau.
- Une assistance technique aux collectivités adhérentes à l'Institution Adour sur leur territoire non couvert par des démarches de SAGE ou de PAPI et sur les problématiques environnementales liées à l'aménagement de leur territoire. Cette assistance sera proposée prioritairement aux collectivités possédant le moins de moyens humains.
- Cette mission permet également de fournir aux collectivités un ensemble de données qui alimenteront les réflexions sur leurs projets de développement. L'Institution Adour travaillant en étroite collaboration avec les syndicats de rivière, leur association à l'élaboration des documents d'urbanisme sera par ailleurs assurée.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

- Animation des instances spécifiques de l'observatoire de l'eau (comité consultatif, groupe de pilotage) ;
- Gestion, structuration et homogénéisation des données recueillies sur l'ensemble du bassin de l'Adour ;
- Valorisation de données via des documents d'information et de sensibilisation (lettre Aquadour) et de l'accès à l'information (base de données bibliographique : Adourthek, Adour2050, site internet) ;
- Appui aux adhérents de l'Institution Adour sur la gestion de données, la valorisation et la mutualisation de données et probablement d'outils ;
- Appui sur les dossiers d'urbanisme auprès des animateurs des SAGE et PAPI : accompagnement à la prise en compte des dispositions de ces documents cadre et plus largement des enjeux « eau », appui des porteurs de projet en amont, fourniture de données, participation aux réunions, rédaction des avis de la CLE du SAGE sous la conduite de l'animateur ;
- Appui à l'élaboration des documents d'urbanisme auprès des collectivités (territoires non couverts par un SAGE ou un PAPI) : fourniture de données, participation aux réunions, sensibilisation aux enjeux liés à l'eau, participation à l'élaboration des documents (aide à la rédaction du CCTP, relecture des pièces écrites), renfort de l'association des syndicats de rivière à ces démarches.
- Travail sur la mise en œuvre de cartes interactives
- Mise en place d'un extranet sur le site internet

**Interventions antérieures :**

L'observatoire de l'eau a continué le travail d'homogénéisation de la gestion, de la structuration et de l'analyse des données pour l'ensemble des services de l'Institution Adour avec également une ouverture des traitements et valorisations des données vers les adhérents et acteurs du territoire. Cette action permet ainsi d'obtenir un partage des connaissances et de retours d'expériences entre les différents secteurs et territoires de gestion du bassin de l'Adour.
Le site internet de l'Institution Adour (avec l'intégration de l'ancien site de l'observatoire) a également était un important travail de l'année 2019 et se poursuivra en 2020 avec l'ajout de rubriques comme par exemple les cartes interactives et l'extranet.

Concernant la mission « eau et urbanisme », un grand nombre de documents d'urbanisme ont été arrêtés en 2019 : le PLUi du Pays Tarusate, le PLUi du Grand Dax, le PLUi d'Aire-sur-Adour, le PLUi du Pays Grenadois, le PLUi du Pays d'Orthe et Arrigans, le PLUi de MACS, le PLUi de Terres de Chalosse, le PLUi de Luys en Béarn sud. Chacune des collectivités porteuses a bénéficié d'un accompagnement préalable au dépôt du dossier : participation aux réunions, transmission de données et d'avis sur les documents de travail. La conduite de la mission a également permis la rédaction des avis officiels des SAGE, et des avis propres à l'Institution Adour. Par ailleurs, d'autres documents, encore en cours d'élaboration, ont été suivis. Il s'agit du SCoT de Gascogne, du PLUi du Pays morcenais, du PLUi Cœur Haute-Lande, du PLUi Tarbes Lourdes Pyrénées, et du PLUi des Bastides et Vallons du Gers. Enfin, la mission urbanisme a permis d'apporter un appui au PAPI Adour amont et au PAPI de l'agglomération dacquoise dans l'analyse des documents d'urbanisme en vigueur sur leurs périmètres

**Coût de l'opération : 140 000 € TTC**

| Postes de dépenses | Coût prévisionnel TTC | Coût prévisionnel HT |
|---|---|---|
| Frais de personnel (2,25 ETP) | 114 405 € | 114 405 € |
| Frais de mission | 2 750 € | 2 375 € |
| Frais de structure et prestations de services (1) | 22 845 € | 22 845 € |
| **MONTANT TOTAL** | **140 000 €** | **139 625 € HT** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

(1) Pour les prestations de services à prévoir :

| | |
|---|---|
| Hébergement serveur base de données | 1 200 € TTC |
| Extranet | 9 000 € TTC |
| Publication « Aquadour » 2 éditions | 500 € TTC |
| Cartes interactives | 3 000 € TTC |

**Plan de financement prévisionnel :**

| | % | Montant |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT) | 49,8% | 69 812 € |
| Autofinancement* | 50,2% | 70 188 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **140 000 €** |

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI et les syndicats membres (pour ces trois derniers, la somme appelée est incluse dans la contribution forfaitaire)

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°22

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétence obligatoire | Comité syndical |

**Type d'opération :**
Animation territoriale et gouvernance

**Intitulé de l'opération :**
Projet de thèse relatif à la territorialisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour

**Zone d'influence :**
Bassin de l'Adour

**Description de l'opération :**

***Origine***
Avant l'affectation de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) au bloc communal et la mise en œuvre de cette compétence, plusieurs types de collectivités intervenaient en la matière sur le bassin de l'Adour :

- Communes,
- EPCI-FP,
- Syndicats de communes (SIVU, SIVOM) ou syndicats mixtes (essentiellement fermés),
- Pole d'équilibre des territoires ruraux (PETR)
- Institution interdépartementale

Malgré la multiplicité des acteurs, l'ensemble du territoire ne conduisait pas d'action en la matière laissant certaines parties de bassin versant non couvertes par des opérateurs, et a fortiori, d'opérateurs dimensionnés à la bonne échelle.

Néanmoins, de manière très schématique, les collectivités plus locales (communes, syndicats ou EPCI-FP) s'étaient principalement emparées des questions relatives à la gestion et l'entretien des cours d'eau et les actions portant sur la protection contre les inondations ou plus « innovantes » (de type restauration de l'espace de mobilité, ou restauration de la continuité écologique) étaient fléchées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB.

***Buts***
Après 3 ans depuis la prise d'effet de l'affectation au bloc communal de la compétence GEMAPI, on constate une appropriation et une mise en œuvre différenciée selon les territoires et les acteurs du bassin de l'Adour. A ce stade, et afin d'accompagner la poursuite de la structuration pour un exercice coordonné et efficient de cette compétence, un travail d'analyse scientifique permettrait d'apporter un éclairage objectif tant d'un point de vue géographique, que sociologique, ou bien encore juridique et économique.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

1 ETP de doctorant qui travaillera à ½ temps à l'université et à ½ temps à l'Institution Adour.
Des rencontres avec les différents acteurs et partenaires de la mise en œuvre de la GEMAPI sur le bassin de l'Adour seront indispensables.

**Coût total prévisionnel de l'opération sur 3 ans :**

| Postes de dépenses | Coût prévisionnel TTC | Coût prévisionnel HT |
|---|---|---|
| Animation (frais de personnel) | 111 000 € | 111 000 € |
| Animation (frais de missions, frais de structure, frais d'inscription Université, …) | 22 200 € | 22 200 € |
| Communication | 6 000 € | 5 000 € |
| **MONTANT TOTAL** | 139 200 € | 138 200 € |

**Coût prévisionnel de l'opération 2020 (année 1) :**

| Postes de dépenses | Coût prévisionnel TTC | Coût prévisionnel HT |
|---|---|---|
| Animation (frais de personnel) | 37 000 € | 37 000 € |
| Animation (frais de missions, frais de structure, frais d'inscription Université, …) | 7 400 € | 7 400 € |
| Communication / prestations | 2 000 € | 1 666 € |
| **MONTANT TOTAL** | **46 400 €** | **46 066 €** |

**Plan de financement prévisionnel total :**

| | Montant | % |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du montant HT) | 69 100 € | 49,6 % |
| CIFRE | 42 000 € | 30,2 % |
| Autofinancement* | 28 100 € | 20,2 % |
| **MONTANT TOTAL** | **139 200 €** | **100 %** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement prévisionnel par an sur la durée de la thèse :**

| | | Année 2020 | Année 2021 | Année 2022 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 49,6% | 23 033 € | 23 033 € | 23 033 € | 69 100 € |
| CIFRE | 30,2% | 14 000 € | 14 000 € | 14 000 € | 42 000 € |
| Autofinancement* | 20,2% | 9 366 € | 9 366 € | 9 366 € | 28 100 € |
| **MONTANT TOTAL** | | **46 400 €** | **46 400 €** | **46 400 €** | **139 200 €** |

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI-FP et les syndicats membres (pour ces trois derniers, la somme appelée est incluse dans la contribution forfaitaire)

Reste la communication à financer soit 1 366 € TTC par an :

| Département 32 (9,6%) | Département 40 (33,19%) | Département 64 (41,58%) | Département 65 (15,63%) |
|---|---|---|---|
| 131 € | 453,40 € | 568 € | 213,60 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°23

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - quantité

**Intitulé de l'opération :**
Gestion de la part non valorisée du réservoir du Gabas

**Zone d'influence :**
Gabas, Lées réalimentés, Adour40 ;
sur 4 départements : Hautes-Pyrénées – Gers – Landes – Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***
Non valorisation totale de la part du volume du réservoir du Gabas dédiée à la compensation des prélèvements agricoles, sur la partie Hautes-Pyrénées (pas de demande locale) et sur la partie Pyrénées-Atlantiques (retard dans la constitution des réseaux à l'origine, en lien avec le remembrement préalable à la construction de l'autoroute A65, puis changement des conditions et taux d'éligibilité depuis quelques années)

***Buts***
Assurer l'équilibre financier de la gestion du réservoir du Gabas

***Contenu***
L'arrêté interpréfectoral portant règlement d'eau du réservoir du Gabas prévoit la valorisation de la partie du volume dédiée à la compensation des prélèvements agricoles selon le schéma suivant :

| *En hectares* | **Gabas** | | **Lées** | | Disponible |
|---|---|---|---|---|---|
| | souscriptible | souscrit | souscriptible | souscrit | |
| Département 65 | 250 | 0 | 0 | 21 | 229 |
| Département 64 | 2390 | 1243 | 2350 | 2036 | 909 |
| Département 40 | 1000 | 1140 | | | |
| Département 32 | 0 | | 250 | 565 | |
| **Totaux** | **3640** | | **2600** | | **1138** |

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Reliquat Pyrénées-Atlantiques :

- valorisation partielle du reliquat PA sur la partie landaise du Gabas (limite départementale) de 2009 à 2012 (délibérations antérieures)
- étude du transfert de 1,6 Mm3 vers les Luys de France et de Béarn dans cadre du PGE Luys-Louts : en attente de la décision politique du Département des PA

Reliquat Hautes-Pyrénées :
En 2017 : réunions préalables avec la chambre d'agriculture 65 et le conseil départemental 65 pour valorisation locale ; en l'absence, proposition d'un transfert supplémentaire du via les Lées pour soutien Adour amont : refus des DDT 32 et 65

Dans le cadre de la négociation pour le renouvellement de l'exploitation des réservoirs pour la période 2019 à 2023, le nouveau contrat de concession prévoit que l'exploitant facture à l'Institution Adour ces volumes non valorisés, afin de ne pas alourdir davantage la redevance auprès des préleveurs actuels.
Cette facturation est établie selon la structure de redevance proposée par l'Institution Adour, sur la base des coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle – à concurrence de la consommation moyenne annuelle sur les sous-bassins Gabas et Lées, soit sur la base de la consommation moyenne interannuelle (57% du quota), un montant de 65 175,62 € HT (prix 2019), majorée de la TVA à 5,5 %, soit un montant indicatif de 68 760,28 € TTC (2019)
Ce montant sera actualisé selon la formule d'actualisation des prix

$$UT=UT_0\ (0{,}28 + 0{,}45\ S/S_0 + 0{,}07\ El/El_0 + 0{,}2\ FSD2/FSD2_0)$$

et sera ajusté chaque année en fonction de la consommation réelle sur ces sous-bassins

**Echéance - Délais :**
12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 69 000 € HT**
**69 000 € en 2020** (non soumis à la TVA) : hypothèse de consommation moyenne et actualisation des prix

**Plan de financement prévisionnel :**

| | **Montant** | ***disponible*** |
|---|---|---|
| Département 65 | 13 885 € | *229 ha*<br>*420 000 m³* |
| Département 64 | 55 115 € | *909 ha*<br>*1 636 000 m³* |
| **MONTANT TOTAL** | **69 000 €** | ***1138 ha***<br>***2 048 000 m³*** |

Les montants appelés seront ajustés en fonction de la formule d'actualisation et de la consommation moyenne réelle observée sur les sous-bassins Gabas et Lées.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°24

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - quantité

**Intitulé de l'opération :**
Gestion de la prise d'eau de la Gespe

**Zone d'influence :**
Adour amont, Gespe, Echez, sur le département des Hautes-Pyrénées

**Description de l'opération :**

***Origine***
Gestion technique et financière de la prise d'eau assurée par le syndicat mixte de gestion de la Gespe : 50% Département des Hautes-Pyrénées, 50% Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) et Communauté de communes du Haut-Béarn (CCHB).
Dissolution du syndicat mixte pour la gestion de la Gespe (SMGG) en 2019 (délibération du 9 avril et arrêté préfectoral du 25 juillet, avec date d'effet au 30 septembre)

***Buts***
Assurer la continuité et la pérennité de la maintenance et de la gestion technique de la prise d'eau de la Gespe pour la répartition des débits en étiage dans le cadre de la gestion globale de la ressource sur l'Adour en amont d'Aire

***Contenu***
Après discussion, la dévolution de l'actif, passif et personnel a été réalisée selon deux pôles d'activité :

- l'une relevant de la mission historique et principale du réseau hydrographique de la Gespe, à savoir l'alimentation en eau et la répartition de celle-ci en période d'étiage en lien avec les problématiques de prélèvements et usages autorisés (sous la responsabilité de l'Institution Adour),
- l'autre concernant les questions relatives à la prévention du risque inondation ainsi que la gestion et l'entretien des milieux aquatiques du réseau anciennement géré par le syndicat dissout (sous la responsabilité du syndicat mixte Adour amont (SMAA)).

Par délibération du comité syndical n°68-2019 en date du 25 septembre 2019, il a été décidé d'intégrer à l'actif de l'Institution Adour la prise d'eau Hiis (Rojo), pour la valeur des travaux annexés à l'arrêté préfectoral, sous réserve de la vérification des titres et usages pesant sur l'ouvrage et sous réserve de la production du passif égal à zéro.
Concernant le personnel attaché à la gestion du canal (CDD temps non complet 16% - échéance au 21 mars 2020), par délibération n°41-2019 en date du 21 juin 2019, le comité syndical a modifié le tableau des effectifs et ouvert un poste à temps non complet sur une quotité de 6/35ème. Cet agent intervenant tant sur la période d'étiage que hors étiage, pour assurer la régulation de la prise d'eau

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

du canal de la Gespe, ce temps sera partagé, selon des modalités restant à définir, entre l'Institution Adour et le SMAA.

Assurer la maintenance technique de l'ouvrage et la prise en charge des charges de gestion de la prise par un salarié à temps partiel

Ces charges seront intégrées à moyen terme dans le nouveau dossier d'enquêtes publiques à élaborer en 2020 pour l'application d'un nouveau cadre pour la gestion globale et concertée sur le territoire de l'Adour et de l'Echez en amont d'Aire-sur-l'Adour (nouvelle déclaration d'intérêt général DIG et déclaration d'utilité publique DUP) ; les charges seront ainsi réparties sur les futurs redevables de la nouvelle DIG.
Le reste à charge de l'EPTB reste financé par le département des Hautes-Pyrénées, jusqu'à une prise en compte au titre de la future DIG Adour amont.

**Echéance - Délais :**
12 mois (suivi annuel)

**Coût de l'opération : 6 000 € TTC**

| | **Montant** |
|---|---|
| Frais de gestion (assurance, maintenance) | 2 000 € |
| Poste à temps partiel 6/35ème | 6 000 € |
| **MONTANT TOTAL** | **8 000 €** |

**Plan de financement prévisionnel :**

| | **Montant** |
|---|---|
| Département des Hautes-Pyrénées | 8 000 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°25

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques – Axe Adour

**Zone d'influence :**
Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**
Animation, suivi et accompagnement des opérations de gestion du cours d'eau de l'axe Adour.

Accompagnement du transfert de compétences GEMAPI vers les syndicats de rivière sur les secteurs concernés (Adour amont – Adour maritime)

Mise en œuvre des opérations et des suivis relatifs à la mise en œuvre de la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen.

Suivi et entretien des ouvrages de protection contre les inondations et des études afférentes dans le cadre des délégations de compétences des EPCI ou des SR vers l'IA.

Accompagnement des territoires à la structuration et à la prise de compétence

***Détail de l'opération pour l'année :***

- Finalisation des acquisitions, de l'inventaire et de la mise à disposition du foncier (espace de mobilité et ouvrages) sur le périmètre du SMAA.
- Mise en œuvre des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen (recul de la digue à Larrivière-Saint-Savin, étude du déplacement de la station de pompage de Cauna, étude de Rénung)
- Accompagnement des EPCI sur la prise de compétence GEMAPI (dont devenir des ouvrages – recul de Gurgues Ingous)
- Mise en œuvre de la compétence GEMAPI par délégation sur le périmètre de l'Adour maritime (transfert des ouvrages, poursuite des opérations d'accompagnement de la dynamique fluviale sur l'aval du Gave d'Oloron).

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Echéance - Délais :**
Année 2020

**Coût de l'opération : 103 311 € HT €**
Décomposé comme suit :

| | € HT | € TTC | |
|---|---|---|---|
| Temps agents | 80 418 € | 80 418 € | 3 ETP, 1 apprenti et de l'appui administratif impliqué dans les missions |
| Frais de missions | 3 375 € | 4 050 € | Carburants, déplacements… |
| Frais indirects | 16 083 € | 16 083 € | Frais de structure |
| Autres dépenses ponctuelles | 3 435 € | 4 122 € | |
| **TOTAL** | **103 311 €** | **104 673 €** | |

**Plan de financement prévisionnel :**
Programme 2020

| Coût € | Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT) | Institution Adour |
|---|---|---|
| 104 673 € | 51 655 € | 53 018 € * |

**Financés au titre des charges générales de fonctionnement*

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°26

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Travaux d'aménagement du site des seuils du pont de Fer et de Lapeyre sur l'Adour (65)

**Zone d'influence :**
Adour (65)

**Description de l'opération :**

***Origine***
En 2017, le seuil du pont de Fer, propriété de l'Institution Adour sur l'Adour 65, s'est fortement dégradé : une partie de la crête s'est effondrée. La question de son avenir et de celui des seuils à proximité de Lapeyre (à l'amont) et de Beulat (à l'aval), ainsi que celle de l'impact sur les enjeux présents, et notamment divers usages de l'eau à proximité (AEP, agriculture), s'est alors posée. Dans ce contexte, l'Institution Adour a lancé une étude afin de dresser l'état des lieux, et concevoir des projets d'aménagement.
Il s'avère que, depuis la construction des trois seuils entre 1982 et 1988, le secteur est instable au niveau hydromorphologique et que cette instabilité a engendré l'effondrement partiel du seuil du pont de Fer et dégradé les fondations du seuil de Lapeyre.
Le bureau d'études AGERIN, chargé de cette mission, a proposé en 2018 plusieurs scénarios d'aménagement, dont l'effacement du seuil du pont de Fer et la restauration des anciens méandres amont. Ce scénario a été validé par le comité de pilotage de l'étude comme la solution la plus efficace à long terme et sur le plan écologique, technique et financier. Au vu de la modification de l'opération par rapport à la commande initiale, le marché avec AGERIN doit être résilié fin 2019.
En parallèle, en 2019 une convention a été signée avec le SMAA pour organiser la mise en œuvre de cette opération avec, notamment, la réalisation des travaux par l'Institution Adour et l'acquisition foncière par le SMAA.
En 2020, les études préalables à la réalisation des travaux et des études complémentaires (topographie, hydrogéologie) seront mises en œuvre.
Les travaux eux-mêmes seront réalisés ultérieurement (2021-2022).

***Buts***
L'opération vise à aménager ce secteur de l'Adour, afin de lui laisser plus d'espaces pour sa mobilité tout en restaurant la continuité écologique.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

- Exécution de la mission de maitrise d'œuvre, par un prestataire extérieur
- Exécution des études complémentaires, par des prestataires extérieurs
- Exécution des dossiers réglementaires, par des prestataires extérieurs
- Exécution des travaux d'aménagement du site des seuils du pont de Fer et de Lapeyre sur l'Adour, par des prestataires extérieurs
- Ingénierie interne de l'Institution Adour

**Interventions antérieures :**

Étude diagnostic et esquisse du seuil du Pont de fer sur l'Adour, menée de 2017 à 2019

**Maître d'œuvre :**

Prestataire extérieur (consultation début 2020)

**Echéance - Délais :**

- Phase 1 : Études courantes 2020 à 2021
- Phase 2 : Travaux à l'étiage 2021 à 2022

**Coût de l'opération : 358 000 € HT**

| Phase | Missions | Montant (en € HT) |
|---|---|---|
| 1 | Ingénierie IA – Phase 1 | 5 795 |
| | Maitrise d'œuvre | 32 000 |
| | Études complémentaires | 30 000 |
| | Dossier réglementaire | 15 000 |
| | ***SOUS-TOTAL Phase 1*** | ***82 795*** |
| 2 | Ingénierie IA – Phase 2 | 15 205 |
| | Exécution des travaux d'aménagement | 260 000 |
| | ***SOUS-TOTAL Phase 2*** | ***275 205*** |
| **TOTAL** | | **358 000** |

**Plan de financement prévisionnel :**

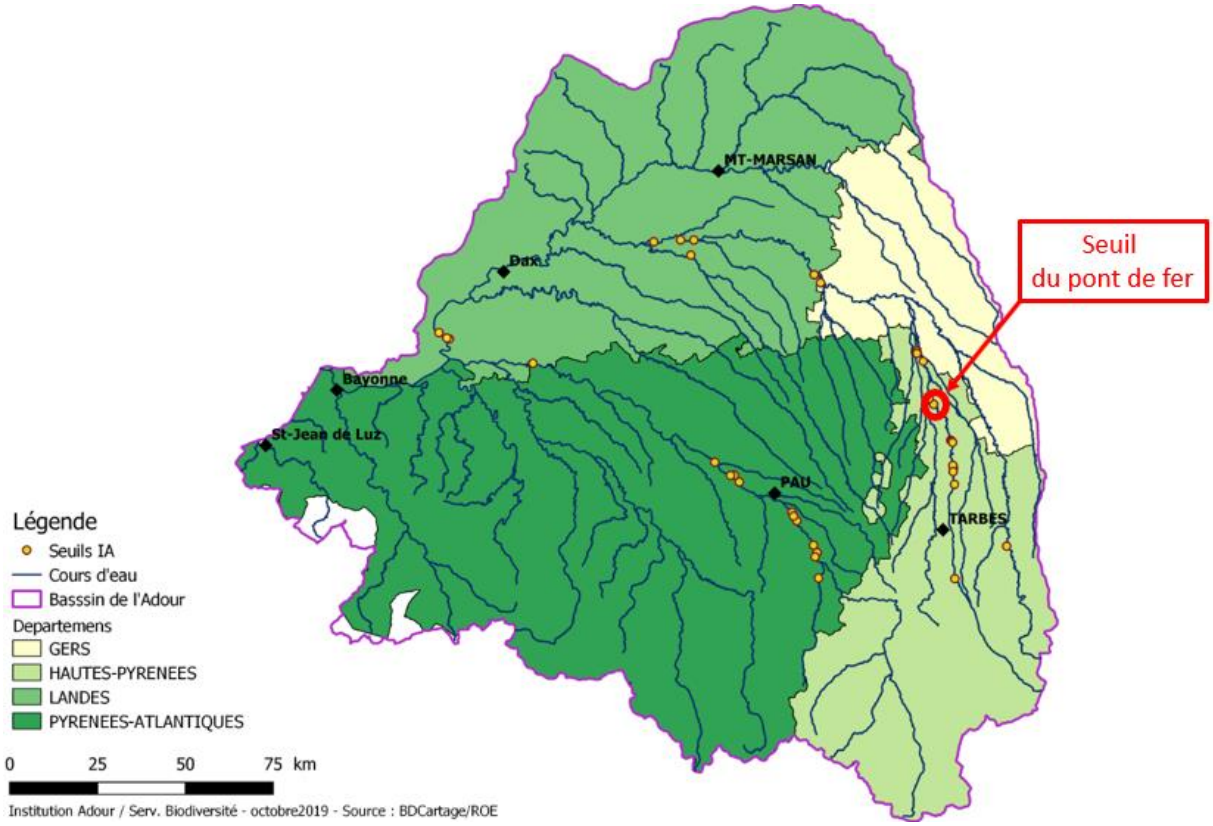
| Co-financeur | Montant Phase 1 | Montant Phase 2 | Montant TOTAL | Taux |
|---|---|---|---|---|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 49 675 € | 165 125 € | 214 800 € | 60 % |
| Région Occitanie | 16 560 € | 55 040 € | 71 600 € | 20 % |
| Autofinancement | 16 560 € | 55 040 € | 71 600 € | 20 % |
| **MONTANT TOTAL** | **82 795 €** | **275 205 €** | **358 000 €** | **100 %** |

*Dont 1 159 € financés au titre des charges générales de fonctionnement 2020, reste à financer sur la phase 1 : 15 401 €

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°27

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité

**Intitulé de l'opération :**
Elaboration d'une « nouvelle DIG » Adour amont et enquête publique : intégration du dossier d'autorisation de l'équipement de la prise d'eau du canal d'Andrest, actualisation des sites à équiper suite à la concertation.

**Zone d'influence :**
Hautes-Pyrénées, Gers, Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

***Origine***

- DIG Adour amont actuelle : élaboration de 2007 à 2012 - Enquête publique en 2013 ; arrêtés préfectoraux en janvier 2014 prorogés en janvier 2019 - Contentieux déposé par la Profession agricole 65 et 32 en 2014, clôturé en 2017.
- 2015 à 2017 : concertation et négociation pour élaborer les bases d'une nouvelle DIG Adour amont.
- Etudes de définition des conditions d'amélioration de la gestion des eaux sur le canal d'Andrest : 2014 à 2017.
- 2018 : inventaire des canaux de l'Adour 32/65, portée par Irrigadour (chambres d'agriculture 32/65 et Institution Adour).
- 2019 : démarrage d'un état des lieux concerté avec les acteurs locaux sur les principaux canaux et leurs prises (identification des secteurs à enjeux). Cet état des lieux partagé avec les acteurs (collectivités, syndicat de rivière, agriculteurs des CA et des ASA).

***Buts***

Etablir une nouvelle gestion globale de la ressource en eau sur l'Adour (cours d'eau et nappe d'accompagnement) et ses affluents en amont d'Aire, de manière concertée avec la profession agricole, sur les bases d'une nouvelle procédure de DIG (redevance) et de DUP (pour les équipements).

**A noter** : cette nouvelle DIG comprendra les sous-dossiers techniques et fonciers pour les prises d'eau de l'Uzerte et de Riscle (déjà prévus dans l'actuelle DIG), d'autorisation pour l'équipement de la prise d'eau du canal d'Andrest, située sur la commune d'Oursbelille (dossiers d'autorisation, loi sur l'eau, déclaration d'utilité publique, AVP) - enquête publique conjointe.

Une première phase d'étude sera réalisée sur le système d'Andrest en 2020. En effet, suite au dimensionnement des travaux sur la prise d'eau prévu dans l'étude d'Antea, et au vu des capacités

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

de l'Echez à l'aval de cette prise d'eau, des travaux de reprise du cours d'eau seront nécessaires pour permettre l'écoulement d'un débit satisfaisant les usages et les besoins naturels des espèces et des milieux, avec également le recul de merlons et les aménagements de prises d'eau intermédiaires. Ainsi, il est proposé de réaliser une pré-étude technique et environnementale en 2020 sur ce linéaire.

***Contenu***

***DIG Adour amont :***

1- Contrairement à ce qui a été prévu en 2018, l'élaboration et la rédaction des dossiers de DIG qui servira de base de la future redevance et des dossiers de DUP relatifs à l'équipement des prises d'eau des canaux et des stations hydrométriques, sera effectuée en régie à l'IA.
2- Enquête publique conjointe pour la nouvelle DIG/DUP et les travaux relatifs à l'équipement de la prise d'eau d'Andrest (y compris travaux sur l'Echez).

Ces opérations représentent :
- 10 jours d'un chargé de mission
- 40 jours d'une technicienne

**Interventions antérieures :**
- Elaboration et mise en œuvre de la DIG actuelle et partielle de la DUP
- Concertation pour l'élaboration d'une nouvelle DIG
- Etudes d'amélioration de la gestion de la prise d'eau du canal d'Andrest sur l'Echez

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
12 mois

**Coût de l'opération :**

Elaboration de la nouvelle DIG Adour amont : 71 000 € TTC d'étude et d'enquête publique et 18 795 € de portage de dossier sur 2020.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Enquête publique | Aide à la rédaction de la note juridique | 8 000 € | 6 666 € |
| | Impression affiches et dossiers | 2 000 € | 1 666€ |
| | Commissaires enquêteurs | 24 000 € | 24 000 € |
| | Frais d'insertion | 16 000 € | 13 334 € |
| Avant-projet et dossier d'enquête publique pour l'équipement de la prise d'eau du Canal d'Andrest | | 21 000 € | 17 500 € |
| Suivi de l'élaboration de la nouvelle DIG | | 18 795 € | 18 795 € |
| **Total compléments** | | **89 795 € TTC** | **81 961 € HT** |

Pour rappel les frais d'enquête publique et du complément au dossier pour l'équipement de la prise d'eau du Canal d'Andrest sont déjà inscrit au budget (RAR).
Seul le financement de l'AEAG pour l'enquête publique est acquis. Il convient de solliciter les autres financeurs sur la base de cette nouvelle fiche programme.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement:**

| | Enquête publique | Complément Andrest | Suivi de l'élaboration |
|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 35 000 € *(70% du TTC) Déjà voté* | 8 750 € (50% du HT) | 9 398 € (50% du HT) |
| Région Occitanie | 14 200 € | | 0€ |
| Autofinancement | 13 050 € | | 9 397€ |
| **Montant Total** | **71 000 €** | | **18 795 €** |

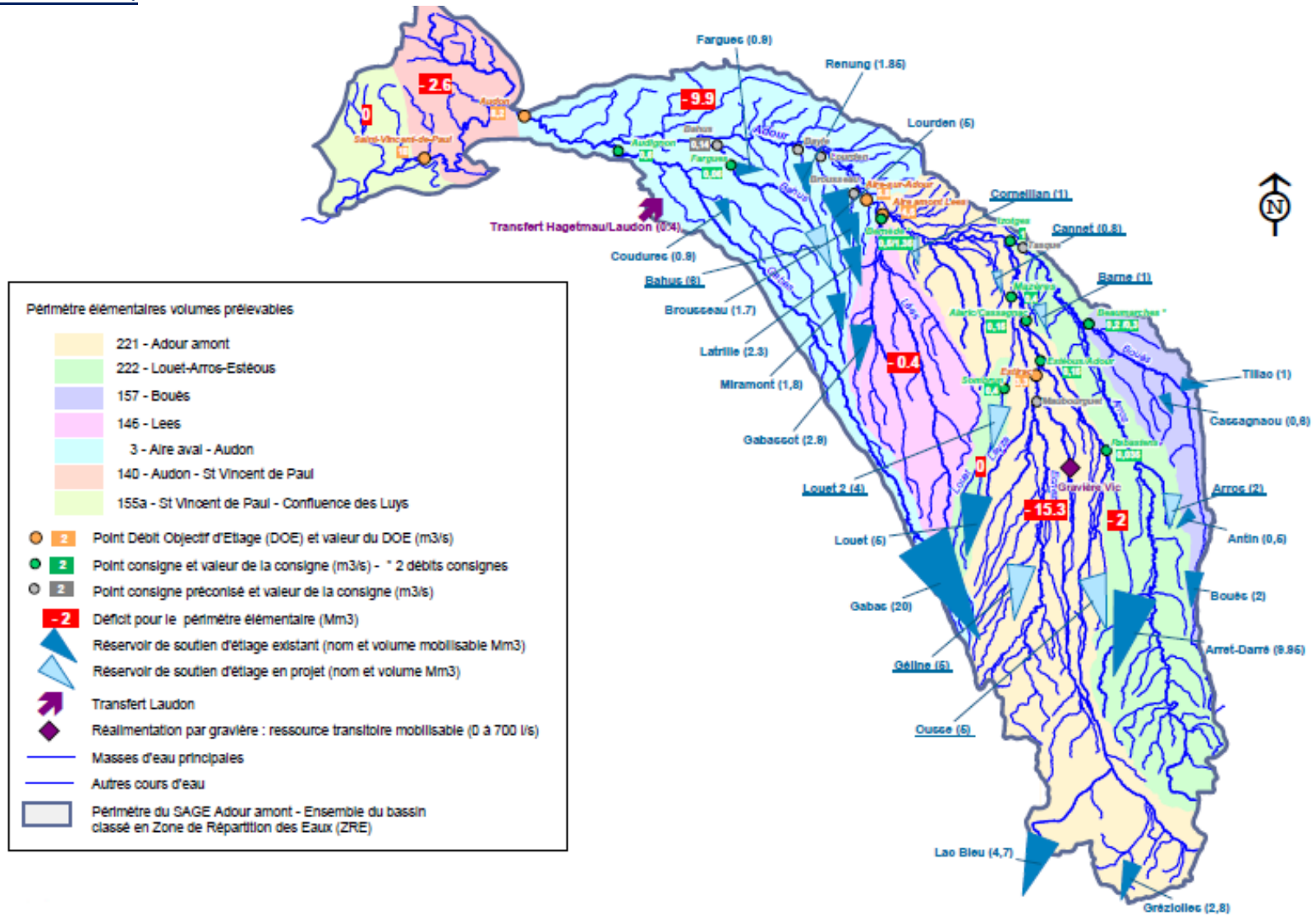
Le suivi de l'élaboration est déjà financé au titre des charges générales. Seules les études sont à financer par les départements du Gers et des Hautes-Pyrénées à parts égales entre départements.

**(6 525 € pour le Département du Gers et 6 525 € pour le Département des Hautes-Pyrénées)**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél : 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46 - Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°28

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs» |

**Type d'opération :**
Quantité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir du Brousseau
Diagnostic et réparation de la résurgence du bassin de restitution

**Zone d'influence :**
Soutien d'étiage de l'Adour, localisé sur Le Brousseau, affluent rive gauche de l'Adour

**Description de l'opération :**

***Origine***
La visite technique approfondie a mis en évidence une résurgence au niveau du bassin de dissipation

***Buts***
Identifier et réparer la résurgence du bassin de dissipation.

***Contenu***
Diagnostic et travaux

**Coût prévisionnel de l'opération :**
5 000 €HT

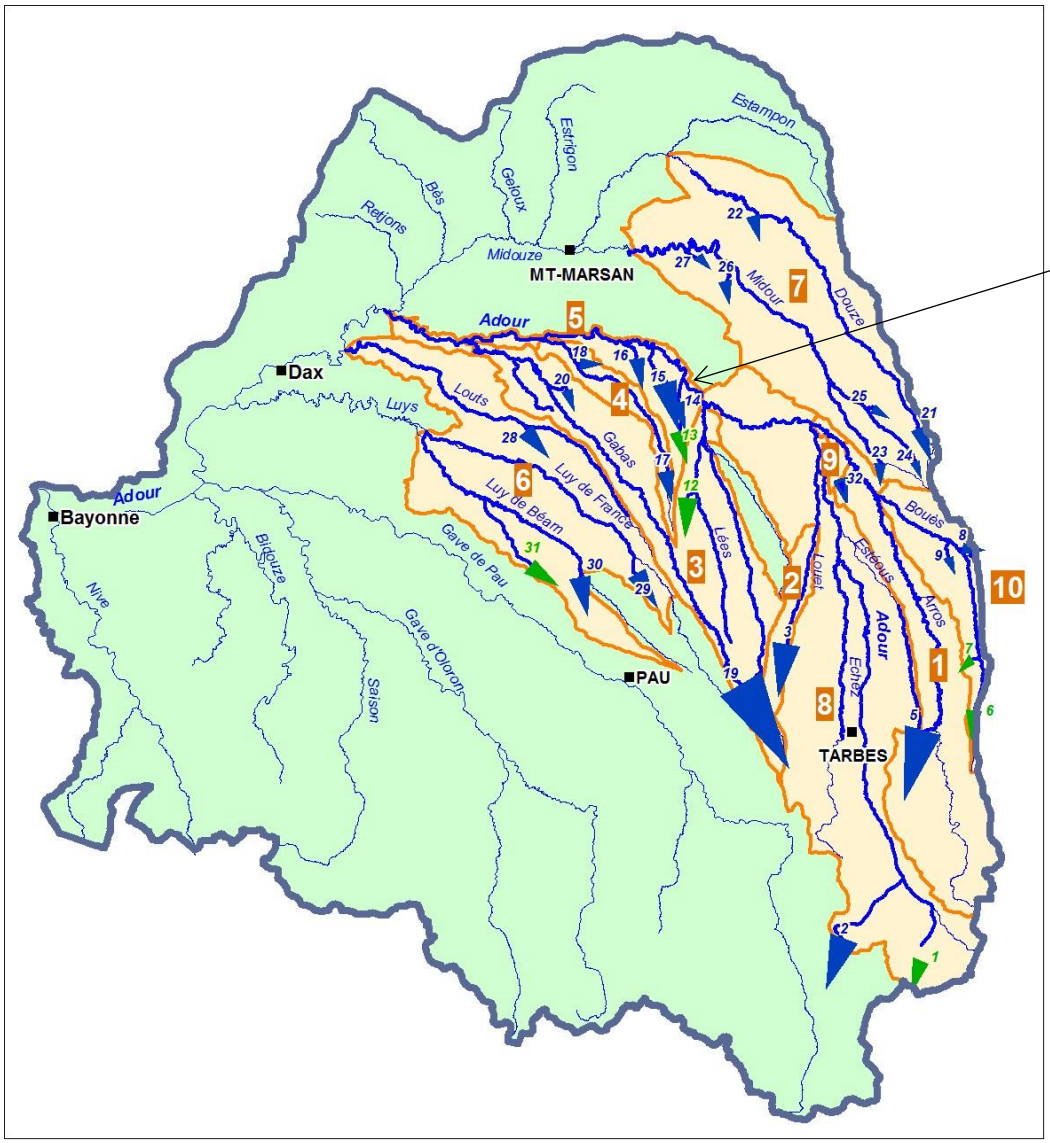
**Plan de financement:**

| | Taux | Montant |
|---|---|---|
| Département des Landes | 100 % | 5 000 € |
| **Montant Total** | **100 %** | **5 000 €** |

**Plan de situation :**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE



Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°29

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité/sécurité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir de Latrille
Mesures de réduction des risques

**Zone d'influence :**
Bassin versant de l'Adour moyen

**Description de l'opération :**

***Origine***

***Buts***
Améliorer l'auscultation et le drainage de l'ouvrage.
Eviter de déstabiliser le terrain en surplomb du versant rive gauche.

***Contenu***
Sur les bases des rapports techniques de suivi des barrages, des conclusions des visites d'inspection, des travaux de réhabilitation à charge de l'Institution Adour (75% des coûts) ont été identifiés : réhabilitation du dispositif de plots topométriques sur crête et évacuateur de crues, amélioration de l'évacuation des eaux drainées en rive gauche et en rive droite, création d'un fossé en pied de digue, réhabilitation des piézomètres et puits de décompression, réparation de l'érosion en aval du déversoir de la contre-digue amont du réservoir de Latrille.

**Coût prévisionnel de l'opération :**
42 000 € TTC

| Travaux | Montant |
|---|---|
| Rééquipement plots topo | 6 000 € |
| Puits de décompression | 12 000 € |
| Réhabilitation piézomètres | 9 000 € |
| Amélioration évacuation eaux drainées et fossé pied de digue | 4 200 € |
| Réparation de l'érosion | 10 800 € |
| **Montant Total** | **42 000 €** |

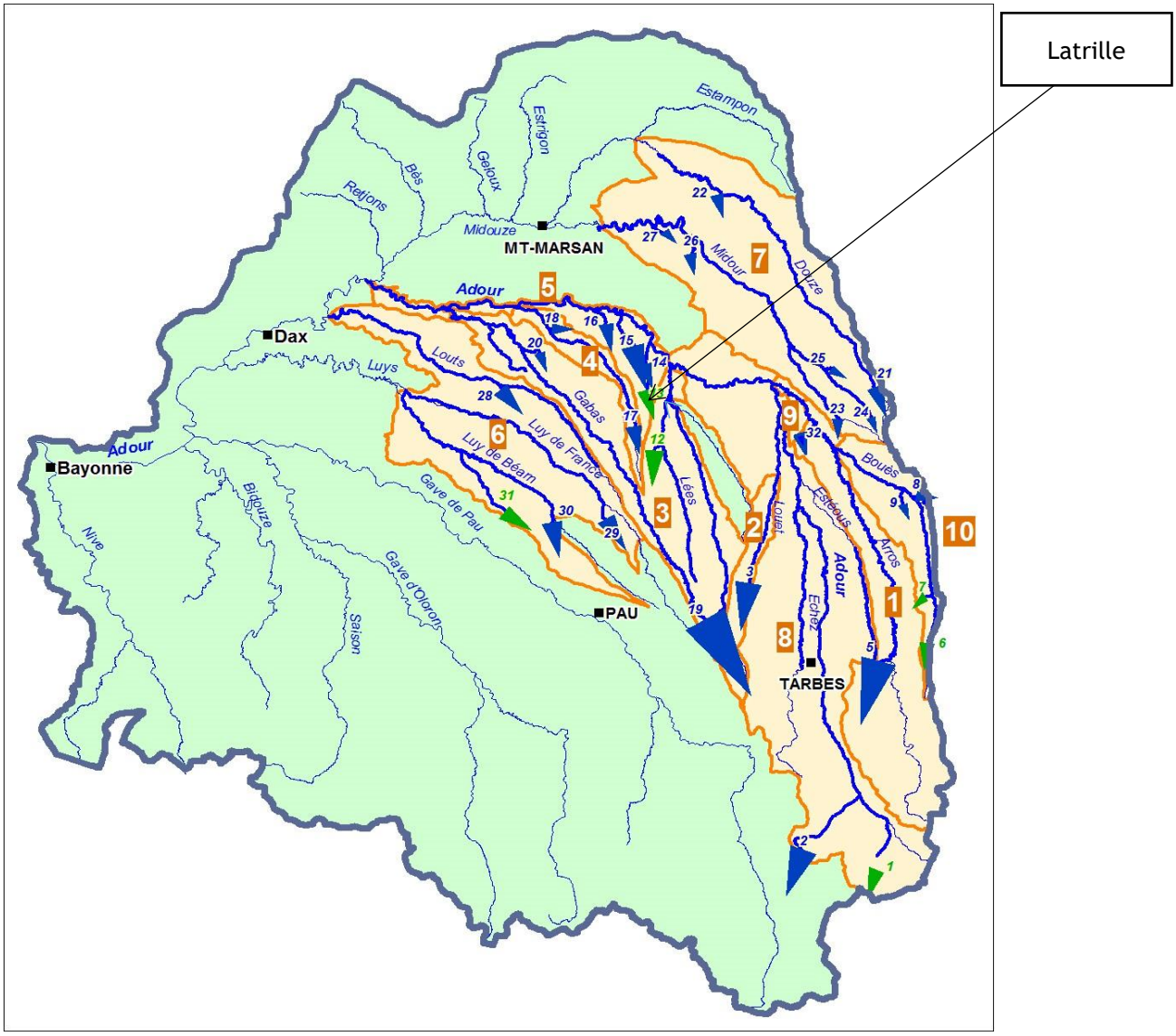
Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de financement

| Co Financeur | Taux | Montant |
|---|---|---|
| ASA de Bégorre | 25% | 10 500 € |
| Autofinancement (CD 40) | 75% | 31 500 € |
| **MONTANT TOTAL** | **100%** | **42 000 €** |

## Plan de situation :



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°30

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité, sécurité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir de Saint Jean
Reconstruction intégrale de l'évacuateur de crue, mise en conformité du bassin de dissipation, rehausse de la crête de digue à la cote initiale et rééquipement du dispositif d'auscultation.

**Zone d'influence :**
Bassin versant de la Douze

**Description de l'opération :**

***Buts***
L'étude hydraulique a notamment révélé la nécessité de réaliser :
- pour l'évacuateur de crues : la reconstruction de la partie amont et la rehausse des murs du coursier,
- pour la crête: la rehausse pour la mise en conformité de l'ouvrage par rapport à l'arrêté initial et à la nouvelle réglementation, en regard notamment des revanches insuffisantes pour les crues statistiques exceptionnelle et extrême.

Il est nécessaire également de réaliser le rééquipement du système d'auscultation (compléments repères topographiques)

**Interventions antérieures :**
Gestion saisonnière de la cote du plan d'eau en attendant les travaux définitifs.

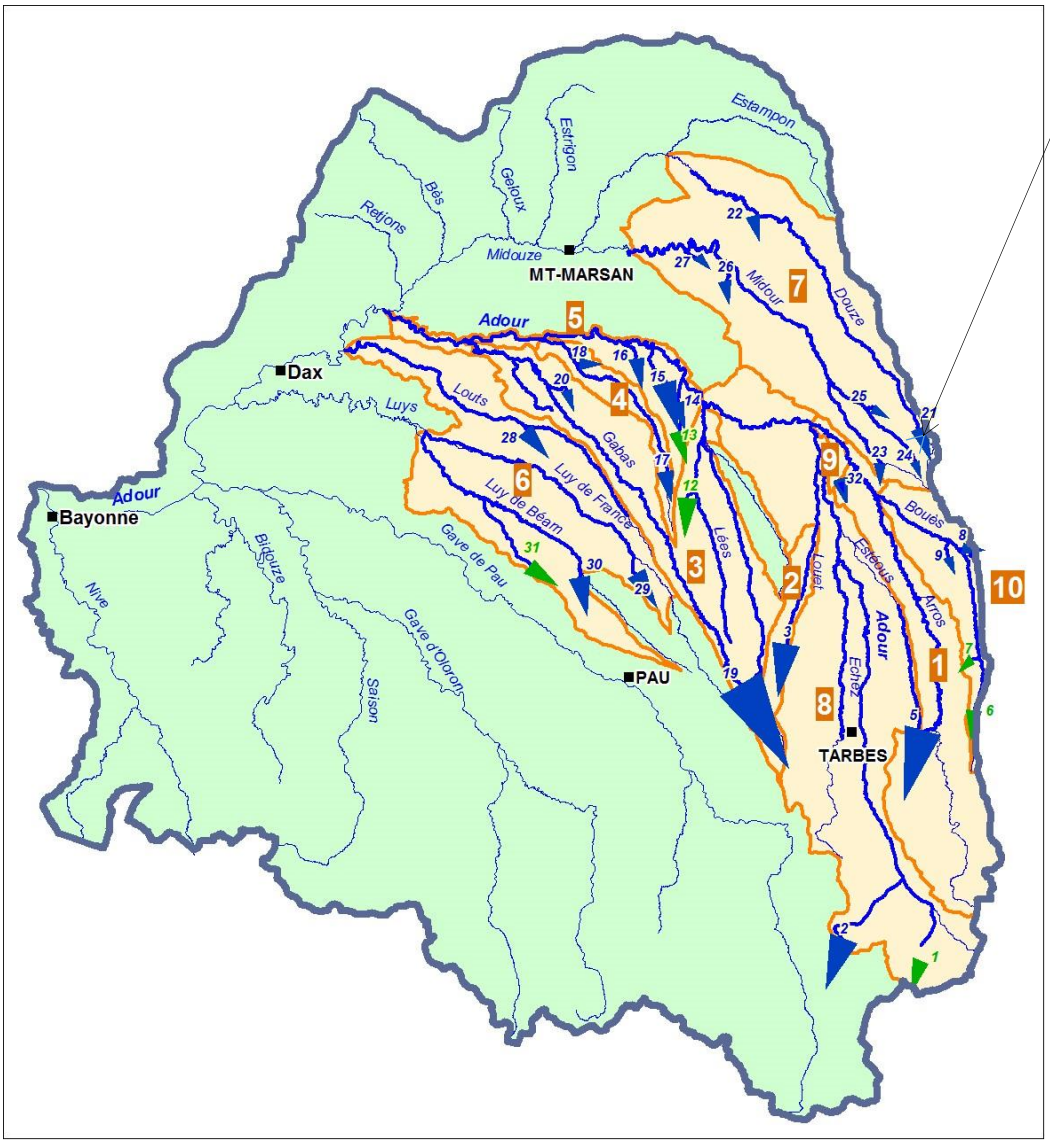
**Coût prévisionnel de l'opération :**
380 000 €HT

**Plan de financement :**

| | Taux | Montant |
|---|---|---|
| Département du Gers | 100 % | 380 000 € |
| **Montant Total** | **100%** | **380 000 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°31

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Sécurité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir de Tailluret
Travaux d'aménagement du chemin d'accès

**Zone d'influence :**
Bassin versant de la Douze

**Description de l'opération :**

***Origine***
Stabilisation du chemin d'accès au réservoir de Tailluret sur la partie communale : convention avec la commune sur la base d'un accord antérieur : l'Institution Adour refait la structure du chemin puis l'entretien ultérieur sera à charge de la commune.

***Buts***
Se conformer à la convention faite entre la commune de Labastide d'Armagnac et l'Institution Adour

***Contenu***
Travaux

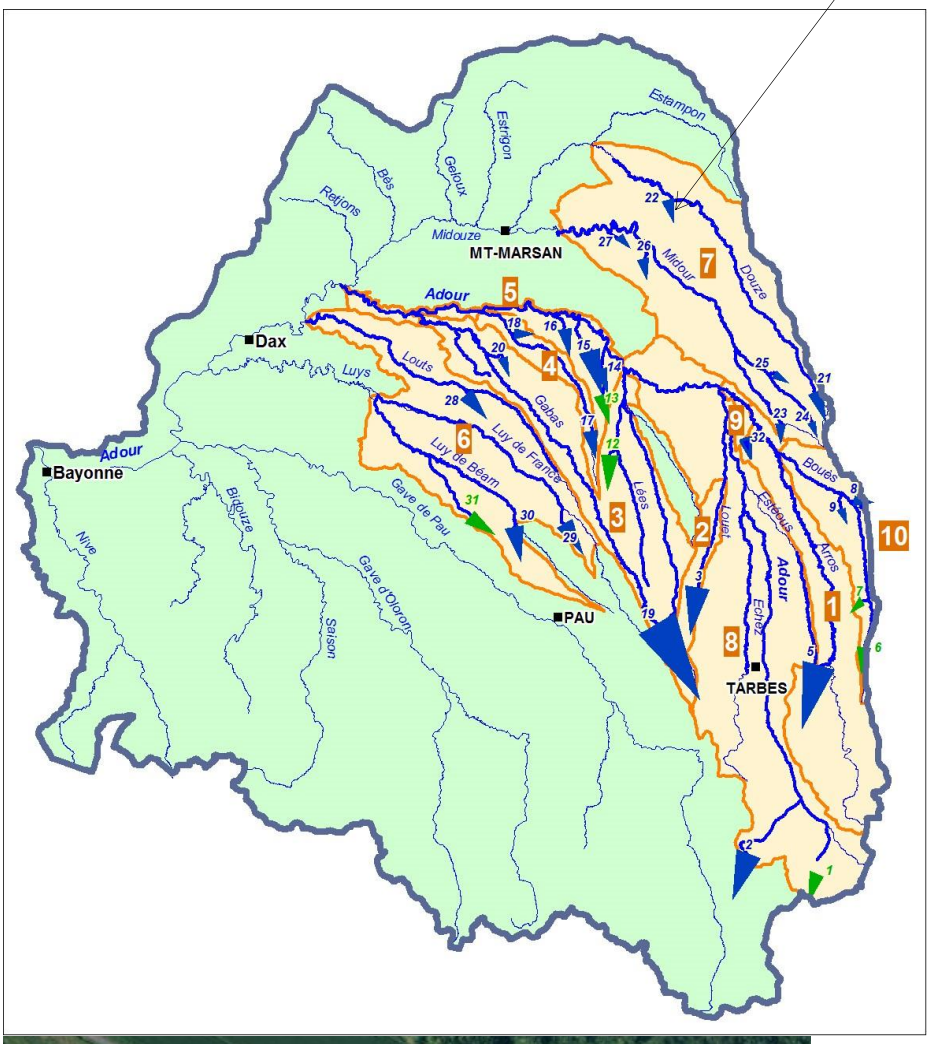
**Coût prévisionnel de l'opération :**
20 000 €HT

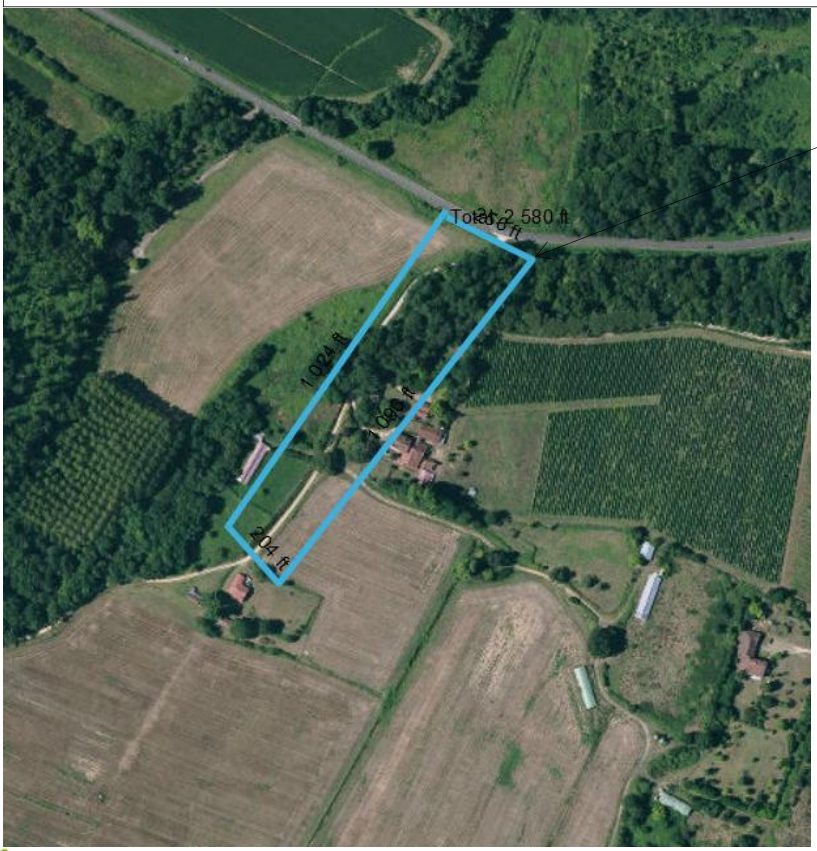
**Plan de financement :**

| | Taux | Montant |
|---|---|---|
| Département des Landes | 100 % | 20 000 € |
| **Montant total** | **100 %** | **20 000 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Réservoir du Tailluret




Emprise des travaux

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°32

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité, sécurité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir de Tillac
Travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution

**Zone d'influence :**
Implanté sur le ruisseau Le Ginot, Bassin versant du Bouès

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suite à l'étude de danger, la revanche minimale recommandée du gué n'est pas respectée au droit du bassin de dissipation.

***Buts***
Un gué submersible surmontant 3 buses de diamètre DN400 devra être installé en emplacement de la buse existante

***Contenu***
Travaux

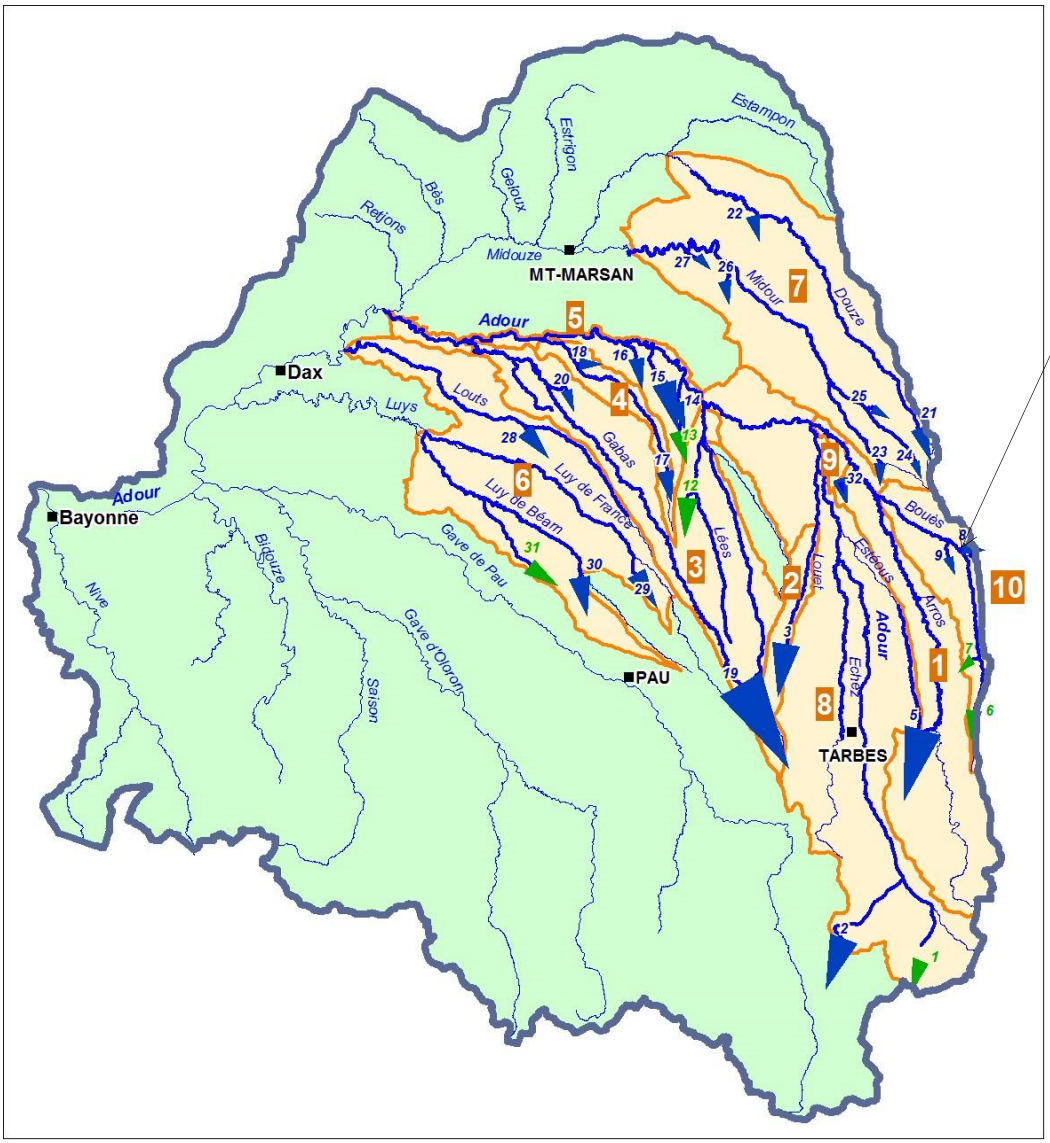
**Coût prévisionnel de l'opération :**
10 000€HT

**Plan de financement :**

| | Taux | Montant |
|---|---|---|
| Département du Gers | 100 % | 10 000 € |
| **Montant Total** | **100 %** | **10 000 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°33

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité, sécurité

**Intitulé de l'opération :**
Réservoir du Balaing
Travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir

**Zone d'influence :**
Rivières réalimentées : Luy de France 64 - 40

**Description de l'opération :**

***Buts***
Consolider de façon pérenne les berges du chenal de fuite.

***Contenu***
Travaux de consolidation

**Interventions antérieures :**
Une mise en place de pieux a été réalisée en 2016, malgré cette intervention une érosion s'est formée entrainant l'effondrement du talus.

**Coût prévisionnel de l'opération :**
15 000 €HT

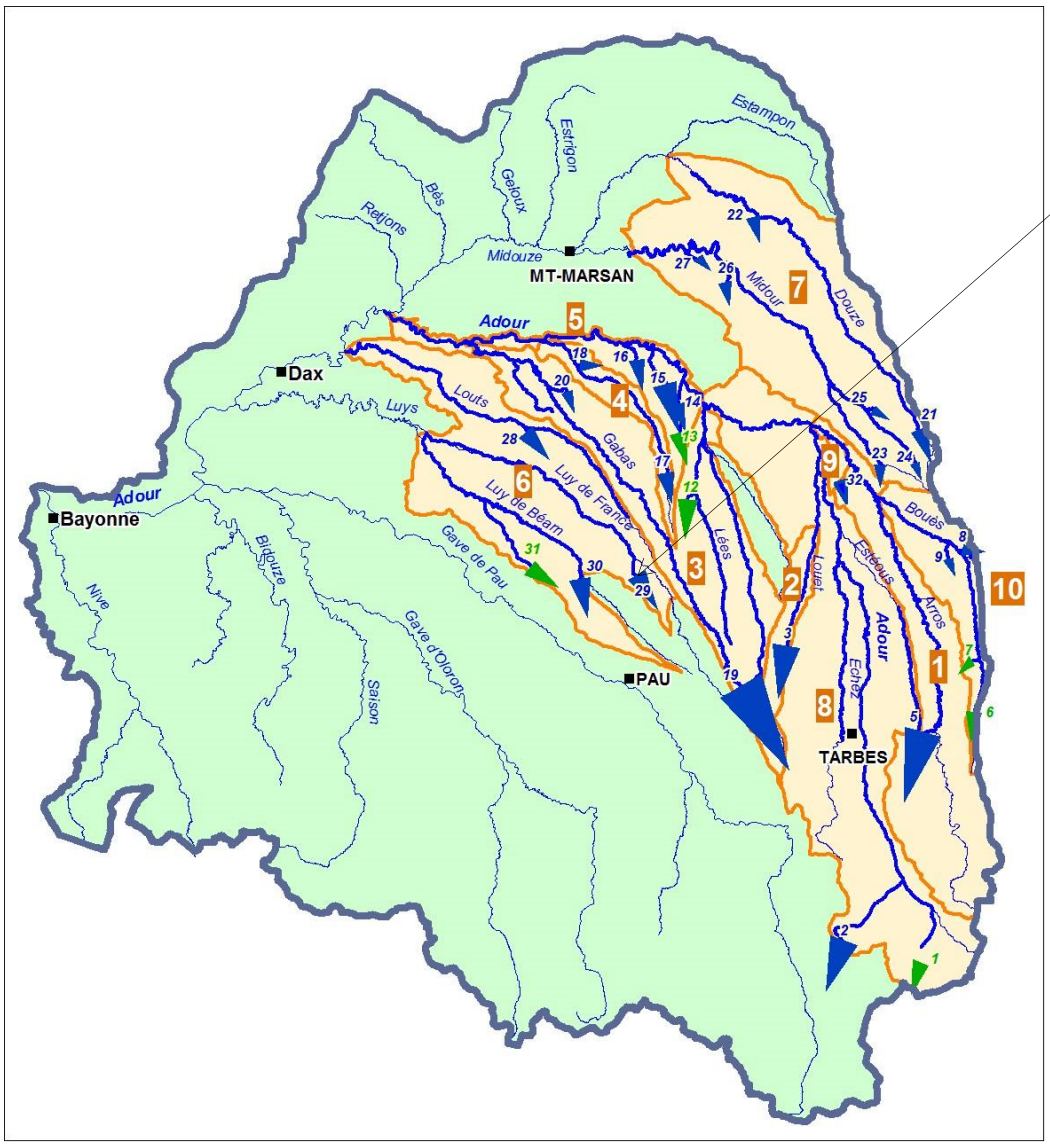
**Plan de financement :**
Une répartition vous est proposée au prorata des surfaces contractualisées

| | Taux | Montant |
|---|---|---|
| Département 64 | 70 % | 10 500 € |
| Département 40 | 30 % | 4 500 € |
| **Montant Total** | **100 %** | **15 000 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°36

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource - qualité

**Intitulé de l'opération :**
Qualité des eaux : Intégration des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour

**Zone d'influence :**
Bassin versant du Midou(r) : Gers – Landes

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'étiage – compréhension de leur fonctionnement et intégration dans un bassin versant – Bassin versant du projet de territoire du Midour.

***Buts***
- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour du bassin versant du Midour, pour identifier les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Suivi de la qualité des eaux entrantes dans les réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour du bassin versant du Midour, pour identifier les impacts éventuels du bassin versant amont sur la qualité des eaux du réservoir ;
- Évaluation de la qualité des réservoirs et étude de leur fonctionnement.

***Contenu et coût de l'opération***
5 réservoirs de soutien d'étiage appartenant à l'IA sur le bassin versant du Midour :
- Bourgès (32) : Riberette
- Lapeyrie (32) : affluent RD de la Riberette
- Maribot (32) : ruisseau de Maribot, affluent RG du Midour
- Charros (32-40) : ruisseau de Charros, affluent RG du Midour
- Arthez (40) : ruisseau de Hartaou, affluent RG du Midour

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**A prévoir sur 2020 :**

Montant des prestations externes à prévoir sur trois réservoirs :

| Objet | Prix unitaire par réservoir | Prix total TTC |
|---|---|---|
| Suivi de la qualité PC des eaux entrantes | 5 000 € | 15 000 € |
| Suivi PC des eaux restituées par les RSE | 7 000 € | 21 000 € |
| Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE | 5 000 € | 15 000 € |
| Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE | 4 000 € | 12 000 € |
| Bathymétrie des 5 RSE | 6 000 € | 18 000 € |
| Diagnose rapide des 5 RSE | 10 000 € | 30 000 € |
| Caractérisation de chaque BV | *Prestataire externe ou stagiaire* | 4 000 € |
| **Montant total (année 1)** | | **115 000 €** |

Montant du suivi réalisé en interne par les équipes de l'Institution Adour pour l'année 1: 11 640 €

En plus du suivi technique, administratif et financier des prestations les équipes de l'Institution se chargeront :

- Pour chaque plan d'eau d'établir une fiche des principales caractéristiques
- Pour chaque cours d'eau, récupération et utilisation des données du suivi cours d'eau de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne
- Pour chaque réservoir, détermination de son BV amont

**TOTAL ANNEE 1**

| | |
|---|---|
| Prestations extérieures | 115 000 € |
| Ingénierie Institution Adour | 11 640 € |
| **TOTAL € TTC** | **126 640 €** |

**A prévoir sur 2021**

Suite des prestations externes à prévoir sur les 3 réservoirs de l'année 1:

| Objet | Prix unitaire par réservoir | Prix total TTC |
|---|---|---|
| Suivi de la qualité PC des eaux entrantes | 5 000 € | 15 000 € |
| Suivi PC des eaux restituées par les RSE | 7 000 € | 21 000 € |
| Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE | 5 000 € | 15 000 € |
| Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE | 4 000 € | 12 000 € |
| Caractérisation de chaque BV | *Prestataire externe ou stagiaire* | 4 000 € |
| **Montant** | | **67 000 €** |

Montant des prestations externes à prévoir sur les 2 réservoirs restant :

| Objet | Prix unitaire par réservoir | Prix total TTC |
|---|---|---|
| Suivi de la qualité PC des eaux entrantes | 5 000 € | 10 000 € |
| Suivi PC des eaux restituées par les RSE | 7 000 € | 14 000 € |
| Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE | 5 000 € | 10 000 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

| | | |
|---|---|---|
| Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE | 4 000 € | 8 000 € |
| Bathymétrie des 5 RSE | 6 000 € | 12 000 € |
| Diagnose rapide des 5 RSE | 10 000 € | 20 000 € |
| **Montant** | | **74 000 €** |

| | |
|---|---|
| **Montant total prestations externes année 2** | **141 000 €** |

Comme en année 1, les équipes de l'Institution se chargeront du suivi technique, administratif et financier des prestations.

**TOTAL ANNEE 2**

| | |
|---|---|
| Prestations extérieures | 141 000 € |
| Ingénierie Institution Adour | 11 640 € |
| **TOTAL € TTC** | **162 640 €** |

**A prévoir sur 2022**

| Objet | Prix unitaire par réservoir | Prix total TTC |
|---|---|---|
| Suivi de la qualité PC des eaux entrantes | 5 000 € | 10 000 € |
| Suivi PC des eaux restituées par les RSE | 7 000 € | 14 000 € |
| Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE | 5 000 € | 10 000 € |
| Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE | 4 000 € | 8 000 € |
| **Montant** | | **42 000 €** |

Rapport sur l'état des lieux et propositions d'actions correctives et d'actions de gestion (année 2022)

Une fois l'état des lieux terminé il conviendra de produire un rapport établissant le fonctionnement de chaque plan d'eau, le lien entre la qualité de ce plan d'eau et son BV amont et aval.
Ce rapport aboutira à la proposition d'actions correctives sur le plan d'eau (gestion, aménagement) ainsi qu'à la proposition d'actions de gestion pour le BV amont et le BV aval.
S'en suivra une portée à connaissance des acteurs du BV du Midour.

Coût estimée du rapport sur l'état des lieux : 60 000 € TTC

**TOTAL ANNEE 3**

| | |
|---|---|
| Prestations extérieures | 42 000 € |
| Rapport sur l'état des lieux | 60 000 € |
| Ingénierie Institution Adour | 7 760 € |
| **TOTAL € TTC** | **109 760 €** |

**Maître d'œuvre :**
Maîtrise d'ouvrage et animation : Institution Adour - Service Ressource
Durée prévisionnelle : 3 ans – démarrage : premier semestre 2020.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Comité de suivi :

- IA
- AEAG
- DDTM40/DDT32
- Syndicats de rivière 40 et 32
- Fédérations de pêche 40 et 32
- Chambres d'agriculture 40 et 32

**Echéance - Délais :**

Etude pluriannuelle d'une durée estimée à 36 mois.

**Coût prévisionnel de l'opération TTC (sur les 3 années) :**

| | Prestations externes | Ingénierie IA | Total |
|---|---|---|---|
| Année 1 | 115 000 € | 11 640 € | 126 640 € |
| Année 2 | 141 000 € | 11 640 € | 162 640 € |
| Année 3 | 102 000 € | 7 760 € | 109 760 € |
| **Montant total** | **358 000 €** | **31 040 €** | **389 040 €** |

**Plan de financement prévisionnel total:**

| | Prestations externes | Ingénierie IA | Total | Taux |
|---|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT) | 208 833 € | 21 728 € | 230 561 € | 59,3 % |
| Région Occitanie (10%) | 35 800 € | Non éligible | 35 800 € | 9,2 % |
| Région Nouvelle Aquitaine (10%) | 35 800 € | Non éligible | 35 800 € | 9,2 % |
| Autofinancement | 77 567 € | 9 312 € | 86 879 € | 22,3 % |
| **Montant Total** | **358 000 €** | **31 040 €** | **389 040 €** | **100 %** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement prévisionnel année 1: (2020)**

| | Prestations externes | Ingénierie IA | Total | Taux |
|---|---|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT) | 67 083 € | 8 148 € | 75 231 € | 59 % |
| Région Occitanie (10%) | 11 500 € | Non éligible | 11 500 € | 9,4 % |
| Région Nouvelle Aquitaine (10%) | 11 500 € | Non éligible | 11 500 € | 9,4 % |
| Autofinancement * | 24 917 € | 3 492 € | 28 409 € | 22,2 % |
| **Montant Total** | **115 000€** | **11 640 €** | **126 640 €** | **100 %** |

*Dont 3 492 € financé au titre des charges générales de fonctionnement, reste à financer 24 917 € à 60% par le département des Landes et à 40% par le département du Gers

| | |
|---|---|
| Département des Landes (60%) | 14 950 € |
| Département du Gers (40%) | 9 967 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°37

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Gestion intégrée

**Intitulé de l'opération :**
Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)
Etude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour.

**Zone d'influence :**
Bassin versant aval du Midour (40)

**Description de l'opération :**

***Objectif***
Quantifier l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour.
Développer un outil de gestion de ces prélèvements capable de prendre en compte les effets du changement climatique.

***Principales étapes de l'étude***

1. Mise en place d'une instrumentation sur la zone d'étude et établissement d'un programme de mesures
2. Acquisition de données sur les sites instrumentés, mise en œuvre du programme de mesures.
3. Bilan de l'ensemble de l'acquisition et établissement d'un modèle conceptuel préalable à la réalisation du modèle hydrogéologique.
4. Construction et calage d'un modèle hydrogéologique du Midour aval intégrant les relations nappes-rivières. Mise en œuvre de scénarios d'exploitation (soit en phase 3, soit en phase 4 selon les conditions d'élaboration des scénarios – cela peut prendre du temps).

**Maîtrise d'ouvrage et réalisation :**
Maitre d'ouvrage : Institution Adour – Réalisation : BRGM – Partenaires techniques : CD40 – Irrigadour

**Echéance - Délais :**
Etude de 5 ans, subdivisables en 3 ou 4 parties de durée inégale

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Coût de l'opération :**

Le coût de l'opération est estimé à 500 000 € TTC sur les 5 ans à venir. Ce coût dépend de la répartition des tâches entre Institution Adour et BRGM. Cette répartition est en cours de discussion.

**Financement :**

- Possibilité d'un apport de 20% du BRGM dans le cadre de sa dotation d'appui aux politiques publiques. -Subvention de l'Agence de l'Eau Adour Garonne à hauteur de 50% du montant HT si maîtrise d'ouvrage Institution Adour
- Une participation des régions reste aussi à valider à hauteur de 5% chacune.
- La participation du Département des Landes reste à valider

**Plan de financement prévisionnel total :**

| | **Montant** | **Taux** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 208 330 € | 41,7 % |
| Région Occitanie | 25 000 € | 5 % |
| Région Nouvelle Aquitaine | 25 000 € | 5 % |
| BRGM | 100 000 € | 20 % |
| Autofinancement (département 40) | 141 670 € | 28,3% |
| **Montant Total** | **500 000 €** | **100 %** |

**Engagement et plan de financement année 1 (2020) :**

Montant d'étude engagé : 100 000 € TTC

Plan de financement :

| | **Montant** | **Taux** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 41 665 € | 41,7% |
| Région Occitanie | 5 000 € | 5% |
| Région Nouvelle Aquitaine | 5 000 € | 5% |
| BRGM | 20 000 € | 20% |
| Autofinancement (département 40) | 28 335 € | 28,3% |
| **Montant Total** | **100 000 €** | **100 %** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°38

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Ressource

**Intitulé de l'opération :**
Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément

**Zone d'influence :**
Périmètre du SAGE Adour amont (4 513 km²) avec un focus spécifique sur le périmètre du projet de territoire Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour (1 550 km² correspondant au bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Lées et certains affluents ; les principaux : Echez, Louet).
Départements concernés par le focus : 32 (14 %), 64 (11 %) et 65 (75 %)

**Description de l'opération :**

***Origine***
La réserve n°1 de l'arrêté d'approbation du SAGE vise une expertise sur les déficits estimés ou la réactualisation du bilan besoins-ressources. En 2016, il était prévu de réaliser l'actualisation du bilan besoins-ressources prévu à la disposition 17.2 du SAGE Adour amont dans le cadre du projet de territoire -dans la mesure où elle permettra d'évaluer les efforts à fournir sur le territoire pour combler le déficit quantitatif. Compte-tenu du retard pris par les démarches préalables, menées par l'Etat, seule l'analyse critique du PGE Adour (étude IRSTEA) a été menée pour 9 556.58 € TTC. Il en est notamment ressorti la nécessité d'un partage des paramètres d'entrée du modèle avec les acteurs et de l'intégration de l'impact des changements climatiques.
Dans le cadre du projet de territoire et au regard des études socio-économiques menées, il est apparu que le bilan besoins-ressources pourra également être utilisé pour évaluer le poids de grands types d'actions (moindre consommation d'eau, changements de cultures, augmentation de la matière organique des sols, etc.) sur le déficit du territoire grâce au changement de certains paramètres d'entrée du modèle.

***Buts***
Lever pleinement la réserve 1 de l'arrêté d'approbation du SAGE.
Contribuer à l'élaboration du projet de territoire sur le bassin versant de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour et évaluer le poids de grands types d'actions sur le déséquilibre quantitatif du territoire.

***Contenu du bilan besoins-ressources***
**Actualisation du bilan besoins-ressources de 2005 à l'échelle du SAGE Adour amont et prospective de l'état quantitatif à l'horizon 2050 :**

Principales modifications attendues :
- Actualisation des données d'entrée ;
- Prise en compte de l'analyse critique du PGE (augmenter le nombre d'exercice de sensibilité pour affiner l'analyse de sensibilité du modèle ; améliorer la prise en compte des

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

hétérogénéités spatiales ; modifier le type de traitement statistique utilisé, améliorer la représentation de la neige, actualiser les données débits naturels, rapport détaillé pour une garantie de transparence) ;
- Modification des paramètres pour caler aux attentes des acteurs (possible extension de la période d'analyse, ajout de consignes artificielles liées aux stations d'épuration) ;
- Intégration de l'impact du changement climatique sur l'ensemble des paramètres.

**Interventions antérieures :**
En 2019 des crédits d'un montant de 120 000 € TTC ont été inscrits au BP pour mener à bien le bilan besoin-ressource. L'étude du bilan besoin-ressource a été lancée en juin 2019.
864 € ont été engagés pour lancer la consultation.
Un marché à été signé pour 57 606 € TTC.
Ensuite l'acquisition de données supplémentaire pour un montant de 34 902 € TTC a entrainé un avenant au marché d'un montant de 10 884 €.
Aujourd'hui le montant engagé sur cette opération s'élève à 104 256 € TTC.

Dans le marché d'étude une tranche optionnelle est inscrite correspondant à des scénarios supplémentaires. Cette tranche optionnelle d'un montant de 5 724 € pourra être affermie jusqu'à 5 fois. Au total un montant de 28 620 € TTC peut donc, encore, être mobilisé sur cette étude, portant le coût total de la prestation à 132 876 €.

Afin de permettre aux options d'être si besoins affermis je vous propose d'inscrire les crédits nécessaires au BP 2020 à savoir 15 000 € TTC.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Echéance estimative fin projet de territoire : fin 2021.

**Coût de l'opération :**
15 000 € TTC

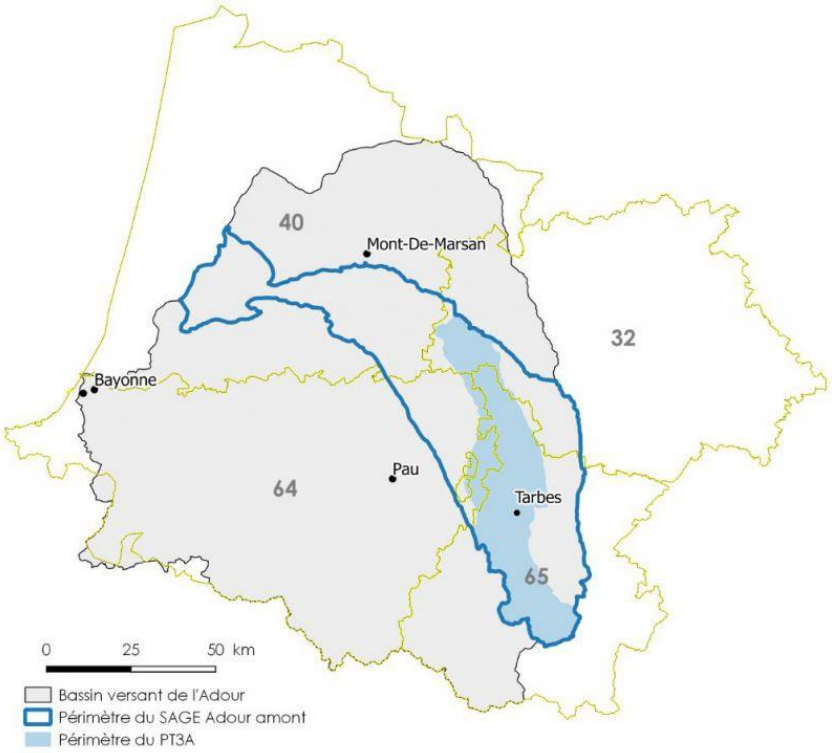
**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.

| | Montant | Taux |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT) | 8 750 € | 58,3 % |
| Région Occitanie | 3 000 € | 20 % |
| Autofinancement (CD32 (14 %), CD64 (11 %) et 65 (75 %) | 3 250 € | 21,7 % |
| **Montant Total** | **15 000 €** | **100 %** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°39

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Acquisition foncière sur le secteur de « la Toumbe »

**Zone d'influence :**
Commune de Sorde-l'Abbaye, secteur de « la Toumbe »

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suite à la crue survenue au mois de juin 2018, le Gave d'Oloron est sorti de son lit mineur et a provoqué, en rive droite, des dégâts sur le lieu-dit « La Toumbe » sur la commune de Sorde-l'Abbaye. Au cours de cet évènement, la présence d'un merlon (terre, déchets de construction,…) et la surverse de ce merlon ont provoqué une brèche dans la berge, déstabilisant l'enrochement, créant d'importantes fosses d'érosion dans les champs situés dans le lit majeur et charriant un volume de matériaux qui a engendré des dégâts conséquents sur les parcelles agricoles concernées (kiwi, maïs,…).
A l'occasion d'une réunion qui s'est déroulée le 24 juillet 2018 en Préfecture des Landes, le syndicat mixte du Bas Adour (SMBA) et l'Institution Adour ont proposé un plan d'action validé tant par les services de l'Etat que par les élus et usagers, en trois volets afin de restaurer le site et de prévenir les éventuels nouveaux dégâts consécutifs aux prochaines crues :

- Intervention sur l'atterrissement (île) pour extraire la végétation et les systèmes racinaires par le SMBA (réalisation faites durant l'été 2018) ;
- Prélèvement de terre végétale sur l'atterrissement pour reboucher les lentilles d'érosion sur les champs, réparation de la brèche et reprise d'une partie des enrochements existants par l'Institution Adour (opération terminée à la fin de l'année 2018) ;
- Réalisation d'une étude hydraulique et hydromorphologique du secteur permettant de reconstituer une zone de mobilité et d'expansion de crues au gave sur les parcelles les plus proches et réalisation des travaux qui en découleraient. L'objectif de cette dernière action pourrait résider dans la constitution d'un boisement pour limiter les vitesses de crues et ainsi réduire les dégâts dès les premiers débordements du Gave d'Oloron. Dans ce sens une convention d'intervention foncière a toutefois d'ores et déjà été passée entre l'Institution Adour et la SAFER pour la maîtrise de 13ha24a61ca sur la zone concernée (ANNEXE 1). Le travail d'animation foncière par la SAFER est actuellement en cours.

***Buts***
Poursuivre la démarche d'acquisition foncière sur la zone soumise aux contraintes hydrauliques du Gave d'Oloron au lieu-dit « La Toumbe » sur l'enveloppe secondaire des parcelles ayant subi des dommages lors de la crue de juin 2018.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

Acquisition foncière stratégique pour réduire les dégâts induit par les inondations du Gave d'Oloron sur le secteur de « La Toumbe ».

**Interventions antérieures :**

Ceci s'inscrit dans la continuité de l'action d'acquisition menée par l'Institution Adour sur ce secteur, afin de soustraire les enjeux présents dans la zone impactée par les débordements du Gave d'Oloron et ainsi procéder à la replantation des parcelles acquissent par des essences arborées afin de réduire l'érosion des sols.

**Maître d'œuvre :**

Animation : Institution Adour
Partenaires des actions spécifiques : SAFER

**Echéance - Délais :**

Durée de l'opération : 2 à 3 ans, dépendant des opportunités d'acquisition et de l'avancée des négociations de la SAFER

**Coût de l'opération :**

117 000 € TTC

- nombre d'hectares à acquérir : 8,845 ha soit environ 9 ha
- dernière vente sur le secteur : 13 000 €/ha (parcelle maïs)

**Plan de financement prévisionnel :**

Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.
Proposition :

| | **Taux** | **Montant** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 80 % | 93 600 € |
| Autofinancement | 20 % | 23 400 € |
| **Montant Total** | **100 %** | **117 000 €** |

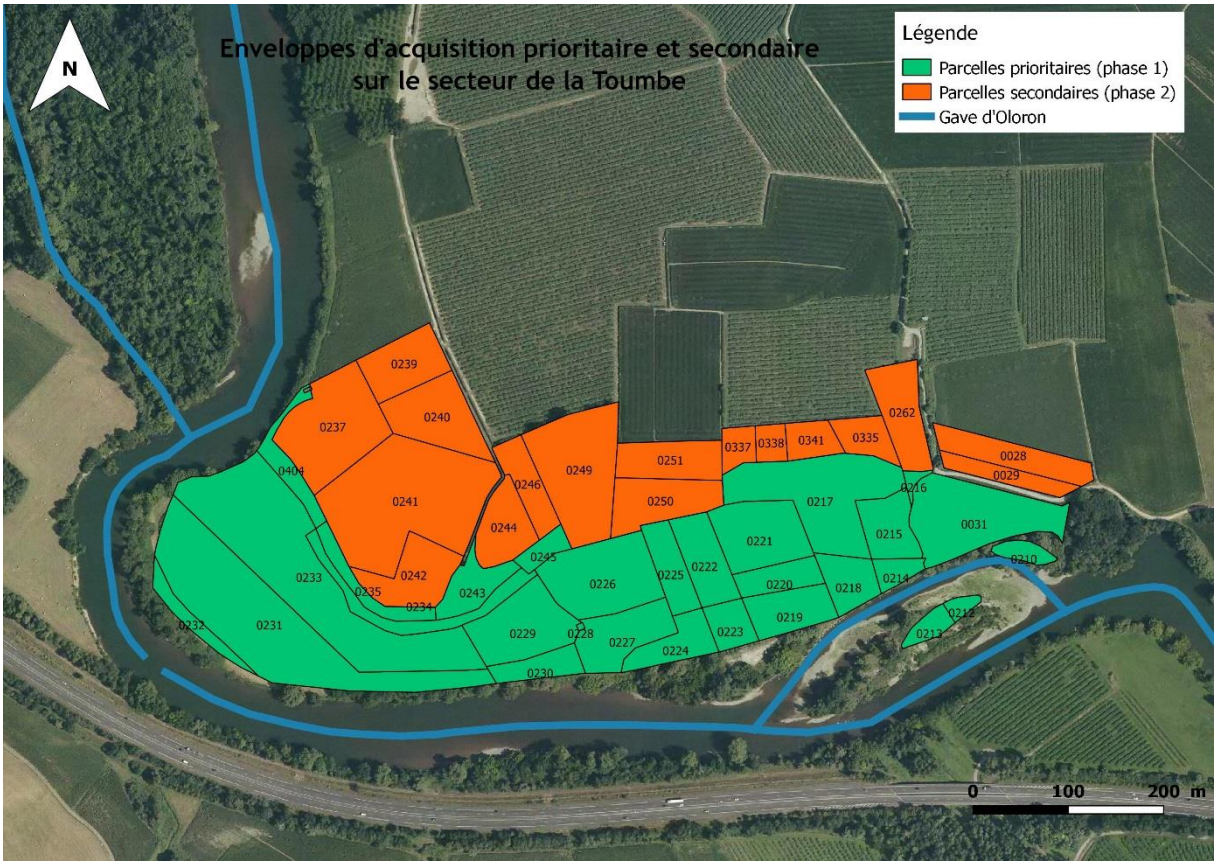
**Restant à financer 23 400 €**

| | | **Taux** | **Montant** |
|---|---|---|---|
| Autofinancement | Conseil départemental des Landes | 50 % | 11 700 € |
| | SIGOM | 50 % | 11 700 € |
| **Montant Total** | | **100 %** | **23 400 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :




Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°40

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Etude hydraulique et hydromorphologique de la partie aval du Gave d'Oloron

**Zone d'influence :**
Adour aval

**Description de l'opération :**

***Origine***
Suite à la crue survenue au mois de juin 2018, le Gave d'Oloron est sorti de son lit mineur et a provoqué, en rive droite, des dégâts sur le lieu-dit « La Toumbe » sur la commune de Sorde-l'Abbaye. Au cours de cet évènement, la présence d'un merlon (terre, déchets de construction,…) et la surverse de ce merlon ont provoqué une brèche dans la berge, déstabilisant l'enrochement, créant d'importantes fosses d'érosion dans les champs situés dans le lit majeur et charriant un volume de matériaux qui a engendré des dégâts conséquents sur les parcelles agricoles concernées (kiwi, maïs,…).
A l'occasion d'une réunion qui s'est déroulée le 24 juillet 2018 en Préfecture des Landes, le syndicat mixte du Bas Adour (SMBA) et l'Institution Adour ont proposé un plan d'action validé tant par les services de l'Etat que par les élus et usagers, en trois volets afin de restaurer le site et de prévenir les éventuels nouveaux dégâts consécutifs aux prochaines crues :

- Intervention sur l'atterrissement (île) pour extraire la végétation et les systèmes racinaires par le SMBA (réalisation faites durant l'été 2018) ;
- Prélèvement de terre végétale sur l'atterrissement pour reboucher les lentilles d'érosion sur les champs, réparation de la brèche et reprise d'une partie des enrochements existants par l'Institution Adour (opération terminée à la fin de l'année 2018) ;
- Réalisation d'une étude hydraulique et hydromorphologique du secteur permettant de reconstituer une zone de mobilité et d'expansion de crues au gave sur les parcelles les plus proches et réalisation des travaux qui en découleraient. L'objectif de cette dernière action pourrait résider dans la constitution d'un boisement pour limiter les vitesses de crues et ainsi réduire les dégâts dès les premiers débordements du Gave d'Oloron. Dans ce sens une convention d'intervention foncière a toutefois d'ores et déjà été passée entre l'Institution Adour et la SAFER pour la maîtrise de 13ha24a61ca sur la zone concernée (ANNEXE 1). Le travail d'animation foncière par la SAFER est actuellement en cours.

***Buts***
Contribuer à la restauration, la connaissance et la gestion concertée des différentes espèces de poissons migrateurs présentes dans le bassin, de leurs milieux de vie et des pressions anthropiques qui s'exercent dessus (notamment, mais pas uniquement, la pêche).

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

L'étude portera sur le secteur aval du Gave d'Oloron. En effet d'autres problèmes ont été soulevés par la crue du mois de Juin 2018. Sur la rive gauche du Gave d'Oloron, en face du lieu-dit de « La Toumbe » une importante érosion s'est déclarée pouvant menacer à terme l'autoroute A64 reliant Pau à Bayonne.

Egalement à l'aval en rive gauche, il y a la présence d'un ouvrage hydraulique créé par l'Institution Adour suite aux crues de 1981 et 1982. Cet ouvrage a subi des érosions suite à la surverse de l'ouvrage. L'étude devra analyser l'utilité de cet ouvrage.

On trouve également sur ce secteur, un système de trois seuils appartenant à la société « CAM énergie » qui gère la station hydro-électrique de Sorde-l'Abbaye. L'étude devra analyser le fonctionnement de ce secteur. La présence de ces trois seuils et le Gave d'Oloron entourent deux îles qui ont également connu des désordres qui peuvent menacer une habitation.

**Interventions antérieures :**

Cette étude s'inscrit dans la poursuite du plan d'action validée par le territoire pour améliorer la gestion des crues du Gave d'Oloron sur ce territoire.

**Maître d'œuvre :**

Animation : Institution Adour
Partenaires des actions spécifiques : bureau d'étude

**Echéance - Délais :**

Durée de l'opération : 1 an au regard du programme 2020

**Coût de l'opération :**

80 000 € HT

**Plan de financement prévisionnel :**

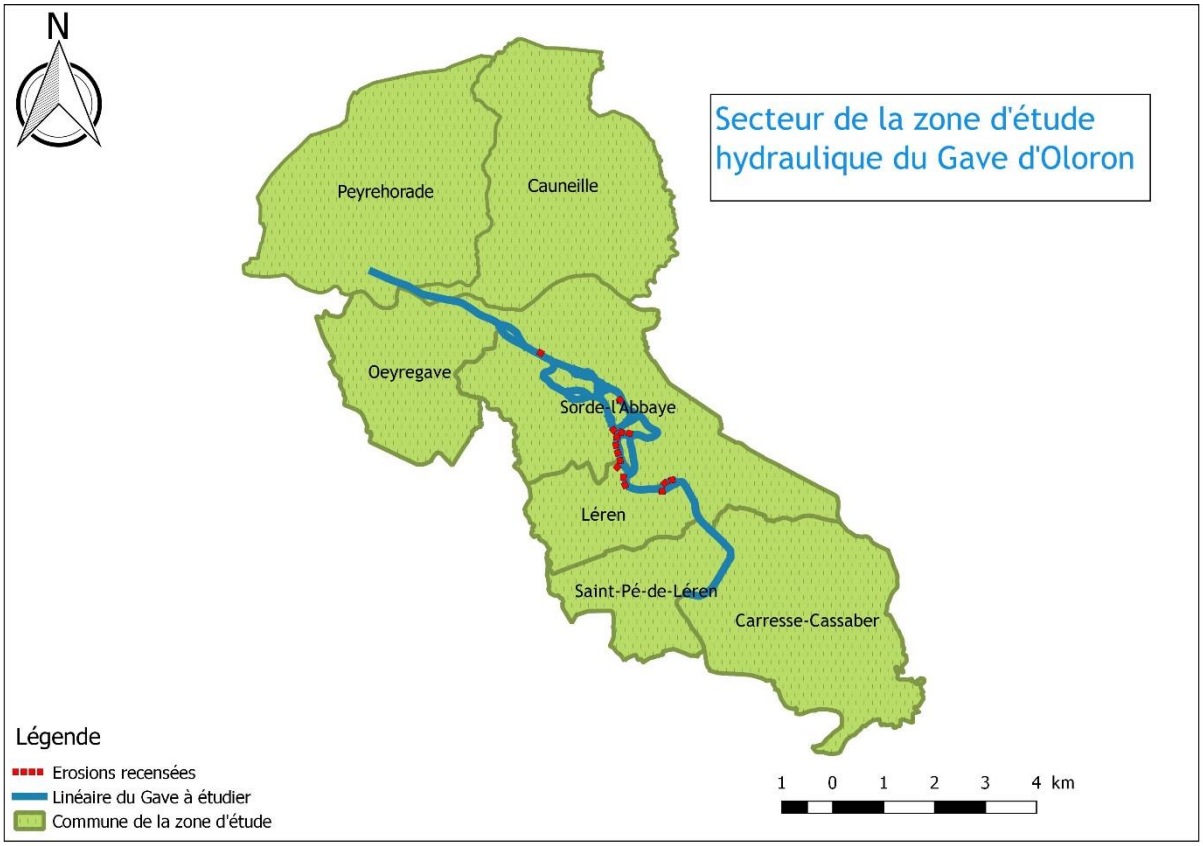
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.
Proposition :

| | **Taux** | **Montant** |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 50 % | 40 000 € |
| Région Nouvelle-Aquitaine | 20 % | 16 000 € |
| Autofinancement (département des Landes) | 30 % | 24 000 € |
| **Montant Total** | **100 %** | **80 000 €** |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

## Plan de situation :



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°41

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Mise en œuvre d'actions du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise

**Zone d'influence :**
Périmètre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI de Dax étendu à Vicq-d'Auribat et Onard (26 communes).

**Description de l'opération :**

***Origine***
Le PAPI de l'agglomération dacquoise a été déposé à la fin de l'année 2019. Après une instruction par les services de la DREAL et un passage en commission de bassin puis en commission nationale, la signature de la convention avec les différents partenaires permettra de démarrer les actions. L'Institution Adour est fléchée comme maître d'ouvrage sur un grand nombre d'opérations afin de simplifier les démarches de subvention, notamment vis-à-vis de fonds européens. Elle devra donc faire l'avance des frais à la place des EPCI-FP ou des communes.
Plusieurs actions sont prévues au démarrage de la mise en œuvre du PAPI, soit dès la fin de l'année 2020.

***Buts***
Les actions du PAPI sont réparties selon plusieurs thématiques :
- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

***Contenu***
L'ensemble des opérations à lancer font appel à des prestataires. Il sera donc nécessaire de préparer les marchés publics et de veiller à suivre les prestations jusqu'à leur fin.

**Interventions antérieures :**
De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigent que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et s'est terminée fin 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois. L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
Les opérations à lancer ont des délais différents. La plupart devront être terminées d'ici fin 2022.

**Coût de l'opération : 463 380 € TTC**

- Action 1.1 : Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire : 24 000 € TTC
- Action 1.2 : Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations : 36 000 € TTC
- Action 1.3 : Protocole de collecte des données après les crues : 12 000 € TTC
- Action 1.4 : Actualisation des DICRIM sur le territoire : 86 450 € TTC
- Action 1.5 : Mise en place de repères de crue : 22 990 € TTC
- Action 1.6 : Sensibilisation de la population sur le risque inondation : 108 000 € TTC
- Action 1.9 : Etude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10 : 12 000 € TTC
- Action 2.2 : Pose d'échelle limnimétrique : 15 490 € TTC
- Action 3.4 : Harmonisation des plans communaux de sauvegarde : 86 450 € TTC
- Action 4.2 : Etude sur les outils d'acquisition dont les préemptions : 60 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

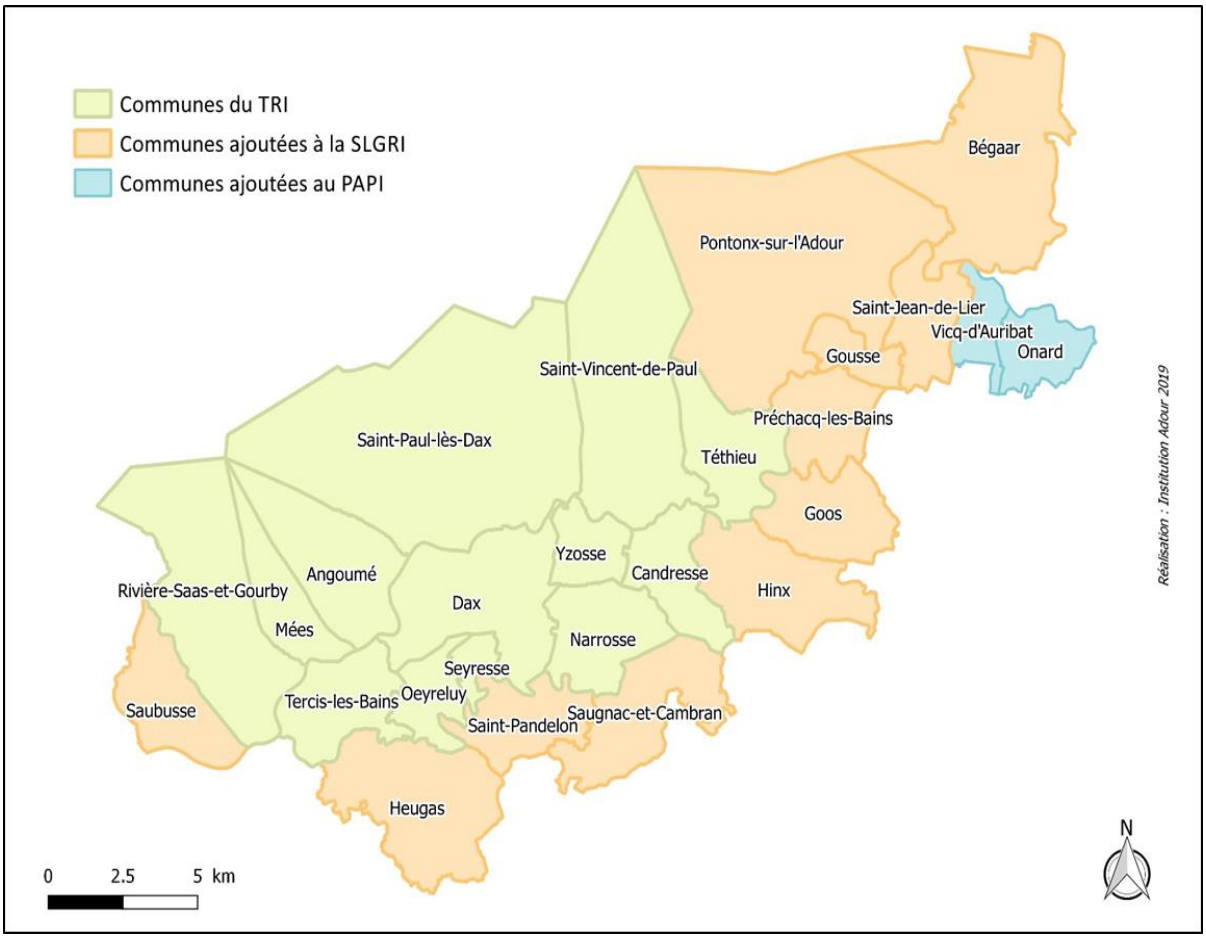
| Action | Coût | %Part.État FPRNM | | %Part.Feder | | %Part.Région NA | | %Part.Autofinancement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1.1 : Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire | 24 000 | 50% | 12 000 | 30% | 7 200 | 0% | 0 | 20% | 4 800 | les 4 EPCI du PAPI |
| 1.2 : Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations | 36 000 | 50% | 18 000 | 30% | 10 800 | 0% | 0 | 20% | 7 200 | les 4 EPCI du PAPI |
| 1.3 : Protocole de collecte des données après les crues | 12 000 | 50% | 6 000 | 30% | 3 600 | 0% | 0 | 20% | 2 400 | les 4 EPCI du PAPI |
| 1.4 : Actualisation des DICRIM sur le territoire | 86 450 | 38% | 32 950 | 30% | 25 935 | 0% | 0 | 32% | 27 565 | les 26 communes du PAPI |
| 1.5 : Mise en place de repères de crue | 22 990 | 46% | 10 575 | 10% | 2 300 | 20% | 4 600 | 24% | 5 515 | les 13 communes et le Grand Dax |
| 1.6 : Sensibilisation de la population sur le risque inondation | 108 000 | 50% | 54 000 | 30% | 32 400 | 0 | 0 | 20% | 21 600 | les 4 EPCI du PAPI |
| 1.9 : Etude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10 | 12 000 | 50% | 6 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50% | 6 000 | CCTC |
| 2.2 : Pose d'échelle limnimétriques | 15 490 | 41% | 6 350 | 10% | 1 550 | 20% | 3 100 | 29% | 4 490 | les 4 EPCI du PAPI |
| 3.4 : Harmonisation des plans communaux de sauvegarde | 86 450 | 38% | 32 850 | 30% | 25 935 | 0 | 0 | 32% | 27 665 | les 26 communes du PAPI |
| 4.2 : Etude sur les outils d'acquisitions dont les | 60 000 | 50% | 30 000 | 30% | 18 000 | 0 | 0 | 20% | 12 000 | les 4 EPCI du PAPI |
| | **463 380** | | **208 725** | | **127 720** | | **7 700** | | **119 235** | |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Suivant leur avancement les actions seront inscrites au budget 2020 ou dans le cadre des décisions modificatives

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°43

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Biodiversité

**Intitulé de l'opération :**
Sensibilisation aux enjeux liés aux cours d'eau – Niveau 1

**Zone d'influence :**
Pays du Val d'Adour et collectivités voisines (Tarbes, Aire, Pau, Auch).
Impacts sur les départements 65-32-40-64

**Description de l'opération :**

***Origine***
Sensibilisation tous publics

***Buts***
- Aménagements de la Maison de l'eau et du site naturel pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics à la Maison de l'eau
- Trois niveaux d'aménagements sont pressentis :
  - **Niveau 1** ***La Maison de l'eau et ses abords***

Travail sur l'accessibilité (vraie entrée, chemin piéton, fleuve visible), aménagement d'équipements extérieurs sous forme de supports de médiation en lien avec les thématiques défendues par la Maison de l'eau, remaniement des espaces de travail, nouvelle salle d'accueil et d'exposition, requalification des préaux côtés Adour, embarcadère/débarcadère.
La zone pressentie concerne les abords immédiats de la Maison de l'eau et l'esplanade entre l'Adour et la Maison de l'eau.
Ces aménagements doivent permettre un accueil amélioré des publics à mobilité réduite, des très jeunes enfants (3-6 ans), des personnes n'ayant que peu de temps pour découvrir l'Adour et ses enjeux.

  - **Niveau 2** ***L'aventure proche***

**Z**one comprise entre le petit pont de Jû-Mazères et la première forêt alluviale. Aménagement paysager de cette zone, installation de modules pédagogiques et de signalétiques, création d'un signal (construction symbolisant le site).
Ce second niveau s'adresse à un public présent pour la demi-journée (écoles, centre de loisirs, promeneurs, …).

  - **Niveau 3** ***L'Exploration***

Il s'agit de l'ensemble du site naturel de Jû-Belloc-Hères-Castelnau de 100 hectares. Cette « exploration » va concerner un public présent au minimum à la demi-journée. Pour préserver la qualité plus « naturelle et sauvage » de cette partie du site traversée par le fleuve et très peu aménagée aujourd'hui, l'idée est d'installer des œuvres artistiques interrogeant nos rapports au fleuve et à la nature plutôt que d'installer encore des modules pédagogiques.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

***Contenu***

| | | Architecte | Scénographe | Paysagiste |
|---|---|---|---|---|
| **Niveau 1 : La Maison de l'eau et ses abords** | | 54 500 € | 57 000 € | 14 000 € |
| Travaux | Création d'une véritable entrée depuis le parking | | 5 000 € | |
| | Aménagement d'un accès piéton | | | 5 000 € |
| | Déplacement du pont | | | 2 000 € |
| | Végétalisation devant la pergola | | | 2 000 € |
| | Equipement de l'esplanade | | 40 000 € | |
| | Créer du lien, aménager la liaison « jardin/esplanade » | | 7 000 € | |
| | Aménagement bureaux, création d'un guichet d'information | 12 000 € | | |
| | Rafraîchissement préau, nettoyage hangar | 5 000 € | | |
| | Création salle d'exposition et sanitaires | 37 500 € | 5 000 € | |
| | Mise en place d'éco-compteurs | | | 5 000 € |
| Sous-total Travaux | | 125 500 € | | |
| Honoraires | Honoraires | 6 540 € | 8 550 € | 2 100 € |
| | Bureaux d'études | 2 725 € | | |
| | AMO | | | 8 785 € |
| Sous-total Honoraires | | 28 700 € | | |
| **MONTANT TOTAL** | | **154 200 €** | | |

**Interventions antérieures :**
Réhabilitation des bâtiments de l'ancien site d'extraction (2004-2005), agrandissement (2010-2011)

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Coût de l'opération : 154 200 € HT - Niveau 1**

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Plan de financement prévisionnel :**

| | **Pourcentage de financement** | **Montant** |
|---|---|---|
| Région Occitanie | 25 % | 38 550 € |
| Etat (Leader) | 48 % | 74 016 € |
| Autofinancement | 27 % | 41 634 € |
| **MONTANT TOTAL** | **100 %** | **154 200 €** |

| Département 32 (45%) | Département 40 (15%) | Département 64 (15%) | Département 65 (25%) |
|---|---|---|---|
| 18 735 € | 6 245 € | 6 245 € | 10 409 € |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°44

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération :**
Espace de mobilité - Etude

**Zone d'influence :**
Adour moyen (Aire-sur-l'Adour/Dax)

**Description de l'opération :**

***Origine***
Opérations sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre de la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour landais. Le dossier de déclaration d'intérêt général et d'autorisation loi sur l'eau de la mise en place d'un espace de mobilité sur l'Adour landais entre Aire-sur-l'Adour et la confluence avec la Midouze a été instruit par les services de l'Etat. L'arrêté autorisant la mise en œuvre de cette démarche en date du 13 septembre 2018 pour une durée de 5 ans.

***Buts***
Contribuer à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour landais en étudiant les possibilités de déplacement des enjeux se trouvant dans le périmètre admissible déterminé avec les élus du territoire. L'enjeu concerné pour cette étude est la station de pompage collective de Souprosse.
Réalisation d'une étude permettant d'évaluer les possibilités de déplacement de la station de pompage collective de Souprosse afin de la soustraire du périmètre de l'espace de mobilité admissible.

***Contenu***
Etude du site pour élaborer des scénarios de déplacement de la station de pompage collective de Souprosse afin de la soustraire définitivement du périmètre admissible de l'espace de mobilité du moyen Adour landais. Si le déplacement n'est pas envisageable, l'étude devra évaluer les possibilités de gestion raisonnées pour cette station.

**Interventions antérieures :**
Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour dans le cadre de la restauration d'un espace de mobilité sur l'Adour depuis 2009.

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

**Maître d'œuvre :**
Maîtrise d'œuvre de l'animation : Institution Adour

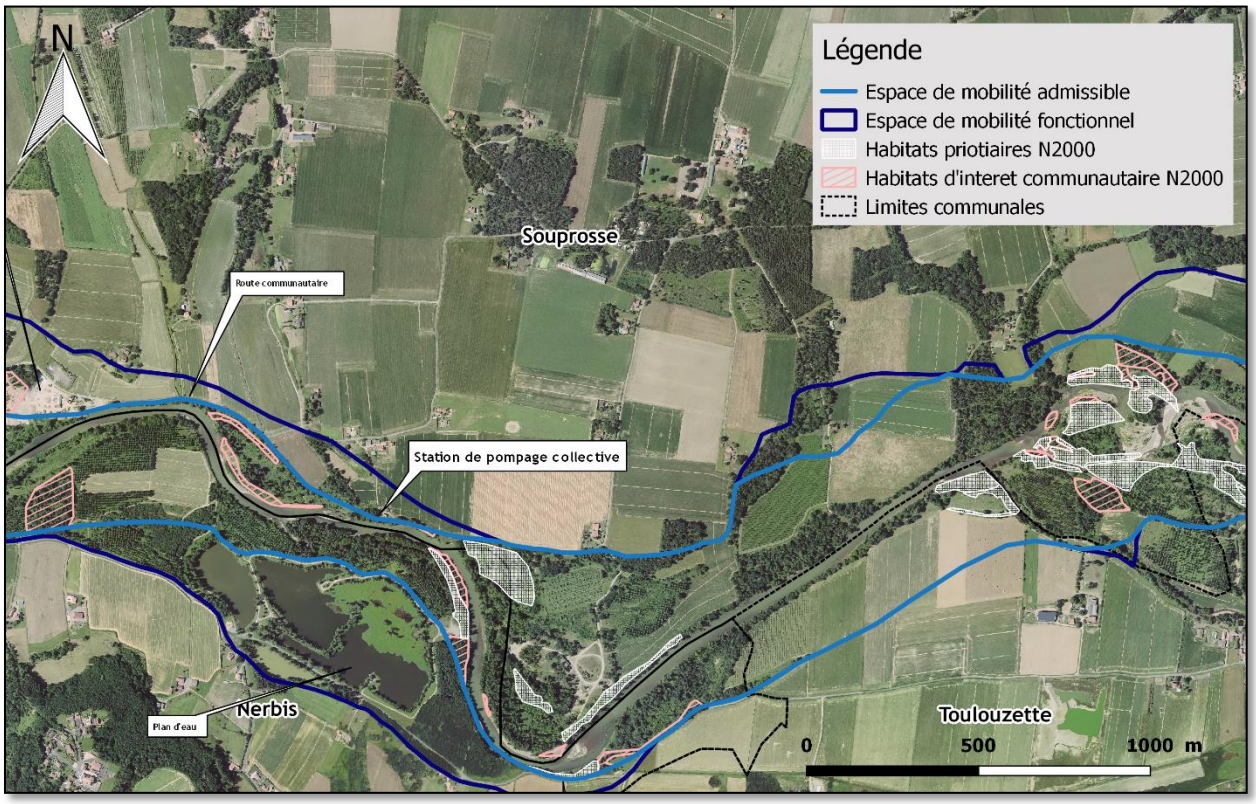
**Echéance - Délais :**
Durée de l'opération : 2 ans, élaboration du DCE, consultation et réalisation de l'étude

**Coût de l'opération :**
Etude : 40 200 € TTC

**Plan de financement prévisionnel :**
Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.
Proposition :

| | Taux % | Montant |
|---|---|---|
| Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT) | 41,66% | 16 750 € |
| Autofinancement (granulats) | 58,34% | 23 450 € |
| **Montant Total** | **100%** | **40 200 €** |

**Plan de situation :**



Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

*Programme Institution Adour 2020*

# FICHE DE PROPOSITION n°45

| Compétence afférente | Gouvernance / décision |
|---|---|
| Compétences historiques | Collège « membres fondateurs » |

**Type d'opération :**
Quantité

**Intitulé de l'opération :**
Equipement en signalétique des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour

**Zone d'influence :**
Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées – Gers – Landes – Pyrénées-Atlantiques

**Description de l'opération :**

Deux types de signalétiques sera à mettre en place :

1-Un type pour se prémunir des zones de danger (déversoir, enrochements anti-batillage, bassin de dissipation)

Afin de respecter nos obligations en tant que propriétaire, et de se prémunir de tout risque d'accident, il est proposé d'apposer une signalétique adaptée aux ouvrages dangereux sur l'ensemble des réservoirs de l'Institution Adour (hormis Saint Jean déjà équipé et Arrêt-Darré sous concession CACG), soit 20 réservoirs à équiper.

Pour chaque réservoir, les équipements suivants peuvent être prévus :

- Panneaux métalliques (dimension environ 50cmx50cm) « ouvrage hydraulique risque de chute » équipés de poteaux pour une fixation en extérieur. Quantité moyenne par barrage 16 soit environ 320 unités pour l'ensemble du parc.
- Panneaux « Propriété privée - défense d'entrée » équipés de poteaux pour une fixation en extérieur. Quantité moyenne par barrage 5 soit environ 100 unités pour l'ensemble du parc.
- Panneaux « accès interdit » équipés de poteaux pour une fixation en extérieur. Quantité moyenne par barrage 5 soit environ 100 unités pour l'ensemble du parc.
- Protection des garde-corps lorsque ceux-ci existent.

| Type de panneaux | Nombre estimatif | Coût € HT |
|---|---|---|
| Ouvrage hydraulique risque de chute | 320 (soit 16 par réservoir) | 75 000 € |
| Propriété privée -défense d'entrée | 100 (soit 5 par réservoir) | |
| Accès interdit | 100 (soit 5 par réservoir) | |

Envoyé en préfecture le 14/02/2020
Reçu en préfecture le 14/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS04_2020-DE

2-Un type pour se prémunir des risques provoqués par les phénomènes de cyanobactéries pouvant impacter nos réservoirs

Afin de respecter nos obligations en tant que propriétaire, et de se prémunir de tout risque d'accident provoqués par les phénomènes de cyanobactéries pouvant impacter nos réservoirs, il est proposé d'apposer une signalétique adaptée sur l'ensemble des réservoirs de l'Institution Adour (hormis Arrêt-Darré sous concession CACG), soit 21 réservoirs à équiper.

Cela représente une soixantaine de panneaux pour un coût estimatif de 21 000 € HT.

**Maître d'œuvre :**
Institution Adour

**Echéance - Délais :**
2020

**Coût de l'opération : 96 000 € HT**

| Type de panneaux | Montant |
|---|---|
| Panneaux Danger | 75 000 € HT |
| Panneaux Cyanobactéries | 21 000 € HT |
| **Montant Total** | **96 000 € HT** |

**Plan de financement prévisionnel :**
Cette dépense sera prise en charge par l'Institution Adour par prélèvement sur les recettes d'affermage

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires 2020**

**Exposé des motifs :**

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

Préalablement à la préparation du budget primitif 2020, il est nécessaire d'appréhender les orientations budgétaires 2020 et donc l'incidence financière susceptible d'en résulter pour les charges de fonctionnement (charges générales, personnel, Observatoire de l'eau, annuités, mutualisations de moyens...), ainsi que pour les opérations et les programmes d'actions à poursuivre ou à engager en 2020 (tant en fonctionnement qu'en investissement).

Le document de présentation des orientations budgétaire ci-annexé a pour objet d'apporter quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2020.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

De prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires préalable au vote du budget primitif 2020

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**Siège :** 38 rue Victor Hugo, 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

**Président** : Paul CARRERE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

**Séance du comité syndical**
**du jeudi 13 février 2020 à 14h**

**Salle Barbara Hendricks**
**au centre d'animation à Aire-sur-l'Adour**

**Rapport ajusté suite aux commissions**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

**OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires**

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ».

Les dispositions de l'article L. 3312-1 du code général des collectivités territoriales s'appliquent également aux syndicats mixtes.

Préalablement à la préparation du budget primitif 2020 et à la demande des membres, il est nécessaire d'appréhender les orientations budgétaires 2020 et donc l'incidence financière susceptible d'en résulter pour les charges de fonctionnement (charges générales, charges de personnel, gestion de la dette, …), ainsi que pour les opérations et les programmes d'actions à poursuivre ou à engager en 2020 (tant en fonctionnement qu'en investissement en envisageant des engagements pluriannuels).

Je vous propose ci-après quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2020.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

# I. CONTEXTE GENERAL

Depuis sa création en 1978, l'Institution Adour était constituée de 4 Départements (Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées) qui contribuaient au financement et participaient à la gouvernance de la structure.

Au cours de l'année 2019, dans le cadre de l'évolution statutaire engagée par l'établissement, devenu syndicat mixte ouvert, conformément à la réglementation et aux doctrines en vigueur, plusieurs collectivités ont adhéré à l'EPTB.

Au 1er janvier 2020, l'EPTB est donc composé de 4 Départements, de 9 syndicats de rivières, de 23 EPCI-FP et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Son autofinancement est assuré par les participations financières de ses membres.

Le débat d'orientations budgétaires 2020 s'inscrit dans un environnement financier contraint et dans le contexte de la poursuite de l'évolution statutaire de l'EPTB.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE



# II. SITUATION DE LA COLLECTIVITE

L'EPTB Adour n'a pas de fiscalité propre. Ses recettes dépendent des contributions des membres et des financements extérieurs eux-mêmes dépendants des actions menées.

La section de fonctionnement de son budget est élevée au regard de la section d'investissement en raison des missions exercées qui sont aujourd'hui essentiellement des actions d'animation et de coordination mais aussi en raison de ses actions menées en matière de gestion d'ouvrages de réalimentation de l'Adour et de ses affluents.

Une part importante du budget de fonctionnement est apportée chaque année par des financeurs extérieurs avec une prépondérance des financements de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Les investissements sont eux fluctuants selon les programmes d'action votés. Ils peuvent concerner des travaux sur les propriétés de l'Institution Adour (les 29 ouvrages de réalimentation de l'Adour et de ses affluents, totalisant ainsi 80 millions de mètres cubes d'eau disponibles à l'étiage, les ouvrages de protection contre les inondations, les seuils de stabilisation du lit et passes à poissons afférentes) ou bien des études concourant aux différentes missions de l'EPTB

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

# III. TENDANCES BUDGETAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITE

Monsieur le Président propose que la construction du budget 2020 prenne en considération :

- D'une part, la nécessaire poursuite des missions de l'établissement au titre du « hors GEMAPI » et les perspectives d'une possible implication renforcée de sa part en lien avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,
- D'autre part, les incertitudes de financement des Départements membres, ainsi que la baisse de co financement de l'agence de l'eau Adour-Garonne suite à la mise en œuvre de son 11ème programme.

Dans le même temps, il sera porté une attention particulière à l'application des principes d'utilisation des reports de crédits en investissement.

Le budget sera voté en février avec la reprise de l'excédent pour équilibrer les dépenses.

Il s'agira donc de prioriser les dépenses de l'Institution Adour tout en continuant de mener des actions efficaces et de qualité sur le bassin de l'Adour.

## I. Débat d'orientations budgétaires 2020

Afin de tenir compte des contraintes budgétaires des collectivités locales membres du syndicat mixte, la préparation du budget primitif 2020 sera établie sur la base d'une hypothèse de maitrise du budget de fonctionnement.

### A. Les dépenses de fonctionnement (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

#### 1. Les charges générales de fonctionnement et les charges de personnels (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

L'objectif du budget 2020 est de continuer à maîtriser, dans le cadre d'une gestion prudentielle de l'établissement, les charges de fonctionnement et les dépenses de personnel. En effet, la montée en charge de l'établissement dans les domaines tels que le portage de SAGE, des projets de territoire ou encore des PAPI, s'accompagne d'un effort constant de maîtrise des coûts salariaux, de mutualisation de moyens et d'économies d'échelles.

| | 2019 | 2020 |
|---|---|---|
| CHARGES GENERALES ET DE PERSONNELS | | |
| **Montant total** | **1 707 865 €** | **1 735 251 €** |
| Dont 011 | 402 162 € | 402 309 € |
| Dont 012 | 1 305 703 € | 1 332 942 € |

Les dépenses de fonctionnement évoluent entre 2019 et 2020 de 27 386 € (+1,60 %).
L'objectif de maîtrise des coûts conduit pour 2020 à la construction d'un budget calé sur la réalité des dépenses prévisibles.

En matière de personnel, au 1er janvier 2019, l'Institution Adour comptait en équivalent temps plein 25,8 ETP (soit 26 agents dont deux mises à disposition et 1 apprenti).
Au 1er janvier 2020, les effectifs seront de 26,6 ETP soit 27 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires et 1 apprenti. Nos actions s'appuient en effet sur le recours à des agents non titulaires

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

du fait de la nature et de la durée limitée dans le temps des missions et études qui leurs sont confiées (projets de territoires, étude socio-économiques des usages de la nappe des sables infra-molassiques, …).

### 2. Les charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

Les dépenses liées à des missions spécifiques sont les dépenses de fonctionnement, autres que les charges générales et les frais de personnels liés aux missions engagées par l'établissement. Cela peut être des frais d'études, des frais d'enquête publique, des frais de communication ou bien d'autres prestations extérieures.
Pour l'exercice 2020 elles s'élèvent à 392 125 €.

### 3. L'évolution de la dette

La dette au 1er janvier 2020 s'établit à hauteur de 457 413,24 € (capital restant dû) sur un capital de départ de 930 000 €.

Elle se répartit en trois contrats de prêt :

- Pour le compte du département du Gers

Caisse d'épargne Pays de l'Adour : capital restant dû 325 000,07 € (échéance juillet 2029)

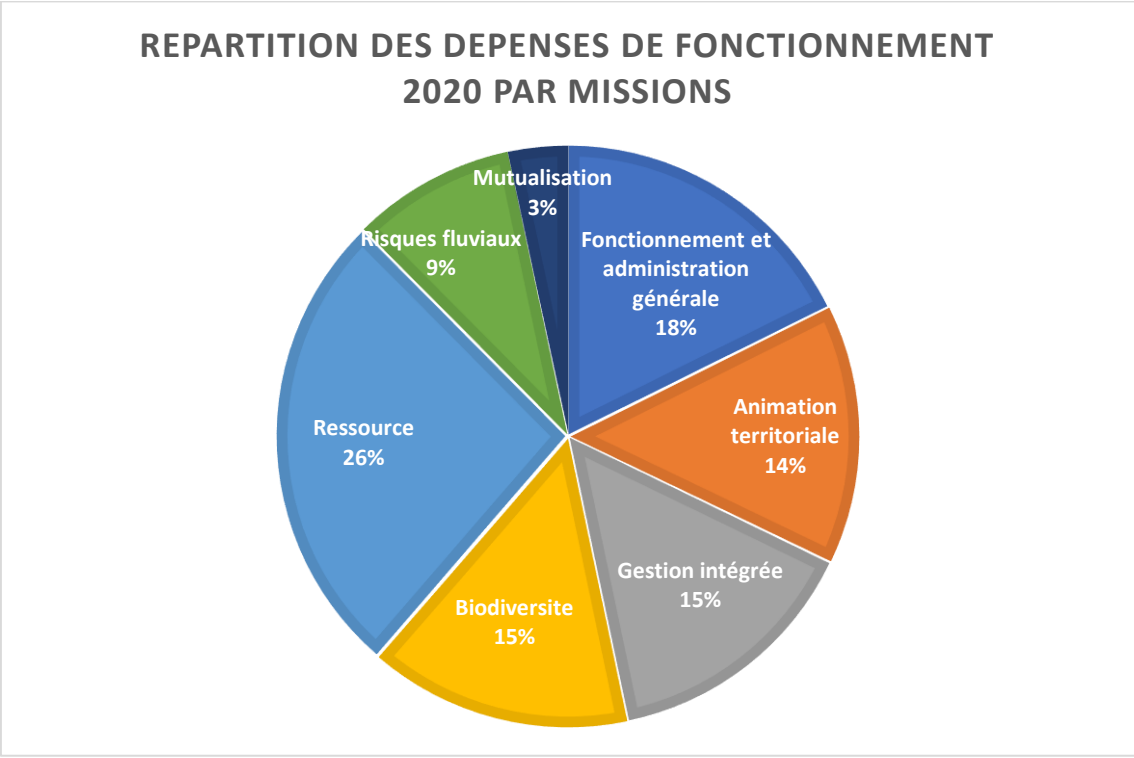
- Pour le compte des Hautes-Pyrénées

Caisse régionale crédit agricole mutuel Aquitaine : capital restant dû 11 775,71 € (échéance septembre 2021)

- INSTITUTION ADOUR

Caisse régionale crédit agricole mutuel Aquitaine : capital restant dû 120 637,46 € (échéance juin 2024)

Cela se traduit pour la section de fonctionnement par le remboursement des intérêts pour l'année 2020 qui s'élève à 11 555 € (455 € revenant au Département des Hautes-Pyrénées et 11 100 € au Département du Gers).



Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

## B. Les recettes de fonctionnement (hors redevance de soutien d'étiage)

Les recettes de fonctionnement de l'Institution Adour sont constituées par :

1) les cotisations des Départements, EPCI-FP, des syndicats et autres collectivités membres
2) les subventions : agence de l'eau Adour-Garonne, Etat, Europe, Régions,
3) les participations autres de tiers bénéficiaires d'opérations engagées par l'Institution Adour

### 1. Les cotisations statutaires des membres

Pour 2020 les **contributions statutaires des membres**, intégrées à la section de fonctionnement seront fixées en comité syndical lors du vote du budget de l'exercice.

Les montants proposés seront les suivants :

A noter que les syndicats, EPCI-FP et Régions, au travers ce cette contribution, financent les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire.
Les Départements membres, quant à eux, financent au travers de cette contribution, les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire et de la compétence historique

*a) **Pour les syndicats** : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution forfaitaire liée à la superficie dans le bassin versant et d'une contribution forfaitaire liée au linéaire de berge pondéré*

**Cotisations 2020 des syndicats de rivières**

| COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 | COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 |
|---|---|---|---|
| Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze | 500 € | Syndicat mixte du bassin versant de la Midouze | 550 € |
| Syndicat moyen Adour landais | 500 € | Syndicat du Midou et de la Douze | 550 € |
| Syndicat du bassin versant des Luys | 600 € | Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau | 600 € |
| Syndicat mixte du bas Adour | 400 € | Syndicat des gaves d'Oloron, Mauléon et Saison | 550 € |
| Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus | 500 € | TOTAL Syndicats | 4 750 € |

b) ***Pour les EPCI-FP*** *: cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution fonction de la tranche de la population DGF rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour et d'une contribution fonction de la tranche de potentiel fiscal rapporté à la superficie dans le bassin versant de l'Adour*

**Cotisations 2020 des EPCI-FP membres**

| COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 | COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 |
|---|---|---|---|
| CC d'Aire-sur-l'Adour | 250 € | CC du Bas Armagnac | 150 € |
| CC des Landes d'Armagnac | 150 € | CC Cœur d'Astarac en Gascogne | 75 € |
| CC Armagnac Adour | 150 € | CC du Seignanx | 200 € |
| CC Astarac Arros en Gascogne | 100 € | CA du Grand Dax | 650 € |
| CC des Luys en Béarn | 250 € | CC du Pays Morcenais | 150 € |
| CC du Haut Béarn | 300 € | CC du Pays Tarusate | 250 € |
| CC du Nord Est Béarn | 300 € | CC Pays de Villeneuve en Arm. Landais | 150 € |
| CC Pays d'Orthe et Arrigans | 250 € | CA Mont-de-Marsan Agglomération | 650 € |
| CC Terres de Chalosse | 200 € | CC du Pays Grenadois | 150 € |
| CC Chalosse Tursan | 250 € | CC Maremne Adour Côte Sud | 200 € |
| CC Cœur Haute Lande | 150 € | CC Coteaux et Vallées des Luys | 150 € |
| CC du Pays de Trie et du Magnoac | 75 € | **TOTAL EPCI-FP** | **5 200 €** |

c) *Pour la* ***Région Nouvelle-Aquitaine*** *: cotisation forfaitaire de 14 000 €.*

d) *Pour les* ***Départements***

- La participation des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement est, pour les charges mutualisées, calculée pour moitié au prorata des investissements réalisés depuis l'origine et pour moitié au prorata de la population du bassin hydrographique. Pour les autres missions, la participation des membres fondateurs est arrêtée par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque nouveau projet.

La clé de répartition 2020 entre les Départements pour les charges mutualisées s'établit à :

- 15,63% pour les Hautes-Pyrénées
- 9,60% pour le Gers
- 33,19% pour les Landes
- 41,58% pour les Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

**Cotisation 2020 des départements**

| COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 | Pm cotisations 2019 |
|---|---|---|
| Département du Gers | 98 289 € | 90 336 € |
| Département des Landes | 258 716 € | 248 382 € |
| Département des Pyrénées-Atlantiques | 265 779 € | 240 310 € |
| Département des Hautes-Pyrénées | 131 107 € | 132 562 € |
| **TOTAL Départements** | **753 891 €** | 703 677 € |

Pour 2020, le résiduel à la charge des Départements augmente de 50 214 € soit une augmentation de 7,14 %. Cette augmentation est directement induite par la baisse de perceptions des subventions.

- La participation des membres fondateurs aux charges générales liées à des missions spécifiques est calculée de la même façon que pour les charges générales de fonctionnement et est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire.

**Contribution complémentaire des départements**

| COLLECTIVITE | COTISATIONS 2020 | Pm cotisations 2019 |
|---|---|---|
| Département du Gers | 48 641 € | 44 349 € |
| Département des Landes | 39 907 € | 45 135 € |
| Département des Pyrénées Atlantiques | 100 931 € | 98 401 € |
| Département des Hautes Pyrénées | 75 338 € | 60 183 € |
| **TOTAL Départements** | **264 817 €** | 248 068 € |

### 2. Les participations de l'agence de l'eau Adour-Garonne, de l'Europe et des Régions

Alors que les charges générales de fonctionnement évoluent entre 2019 et 2020 de seulement 27 386 € soit 1,60%, les subventions venant en atténuation diminuent pour leur part de 42 374 € soit une baisse de 5%.

Cela s'explique d'une part, par une baisse des dotations de l'Agence sur la quasi-totalité de nos programmes (moins 10% sur les missions techniciens rivières et moins 20% sur le suivi des actions relatives à la ressource en eau) et d'autre part, par un arrêt de financement des SAGE Midouze et Adour amont par les Régions.

Les subventions venant en atténuation des charges générales liées à des missions spécifiques diminuent elles aussi puisque l'agence de l'eau Adour-Garonne retient désormais comme dépenses éligibles les montants sur une base hors TVA.

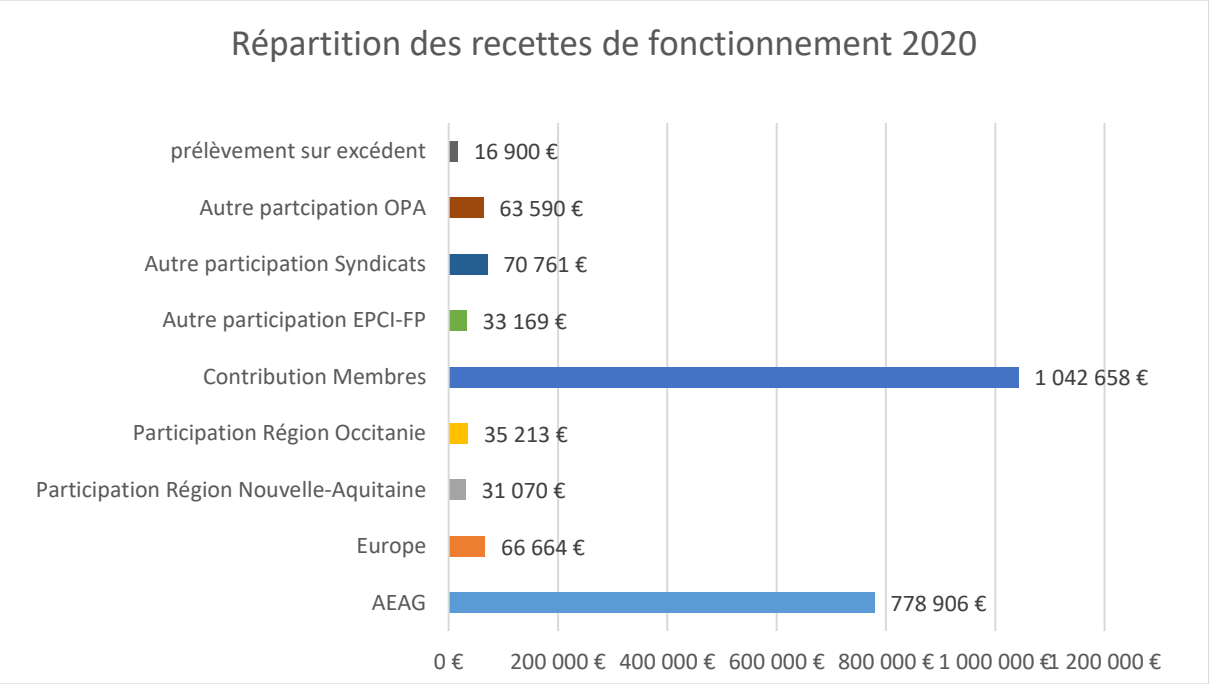
Cette baisse de dotation entraine donc une augmentation des contributions départementales puisque le reste à charge augmente.

### 3. Les participations autres de tiers bénéficiaires d'opération engagées par l'Institution Adour

Les propositions de construction du budget 2020 intègrent une implication du service risques fluviaux dans la gestion de systèmes d'endiguements (via le mécanisme de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI et des conventions afférentes), laquelle ne peut se concrétiser que sur la base de financements dédiés des EPCI-FP.

Par ailleurs, la construction du budget 2020 intègre des actions de mutualisation (via le mécanisme de mise à disposition de moyens) lesquelles génèrent des participations d'organismes bénéficiaires de ces mises à dispositions de moyens.

Enfin, les charges induites par le suivi des contrats de concession de service public de type affermage sont elles aussi identifiées et sont financées par les organisations professionnelles agricoles.




| Détail de la contribution par type de membres | |
|---|---|
| Contributions Départements | 1 018 708 € |
| Contribution Région Nouvelle-Aquitaine | 14 000 € |
| Contribution EPCI-FP | 5 200 € |
| Contribution Syndicats | 4 750 € |
| **Total contributions membres** | **1 042 658 €** |

Vous trouverez en ***annexe 1*** :

- les éléments sur le calcul de la clé de répartition des contributions statutaires départementales affectée aux dépenses mutualisées. (1-1)
- la répartition des contributions statutaires sur les charges de fonctionnement et de personnel par application des règles statutaires du syndicat mixte. (1-2)
- la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques par application des règles statutaires du syndicat mixte (1-3)

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

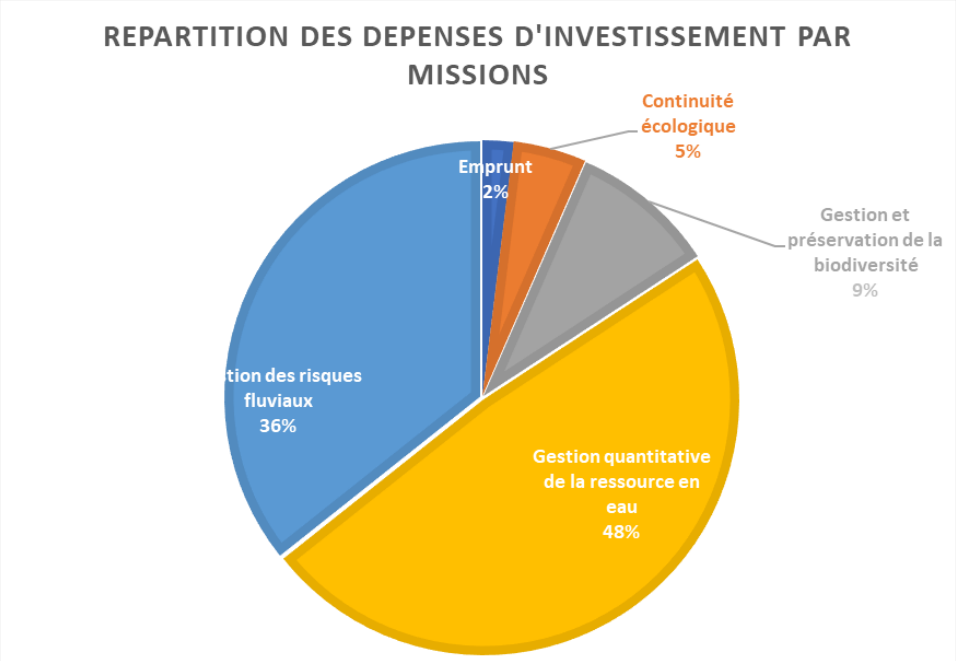
# II. Le budget d'investissement

Les montants des budgets d'investissement de l'Institution Adour sont disparates d'une année sur l'autre en raison d'une part, des différences de volumes de travaux engagées et d'autre part, du rythme d'avancement des opérations dont les retards peuvent engendrer des restes à réaliser importants.

## A. L'incidence du programme d'actions 2020 sur le budget d'investissement

A la date des commissions les orientations budgétaires 2020 faisaient ressortir un montant de programme 2020 de 3 679 950 €. Aujourd'hui après l'ajustement du programme suite au report des opérations sur le réservoir du Louet et Maribot le programme d'investissement 2020 s'élève à 2 043 630 €.

Pour mémoire le programme 2019 s'élevait à 4 978 482 €.




Comme le montre le graphique ci-dessus 72% des montants inscrits au programme 2020 concernent la gestion quantitative de la ressource en eau. Une programmation plus fine de ces travaux sera proposée par les services de l'EPTB afin d'étaler les besoins en trésorerie et ainsi lisser les appels à paiement auprès des Départements membres directement impactés par ces travaux.

Vous trouverez la liste des actions du programme 2020 dans l'***annexe 2-3***.

Les opérations suivantes méritent une attention particulière.

Tout d'abord, dans le cadre du projet de territoire Midour (phase de mise en œuvre), nous vous proposons de lancer deux études :

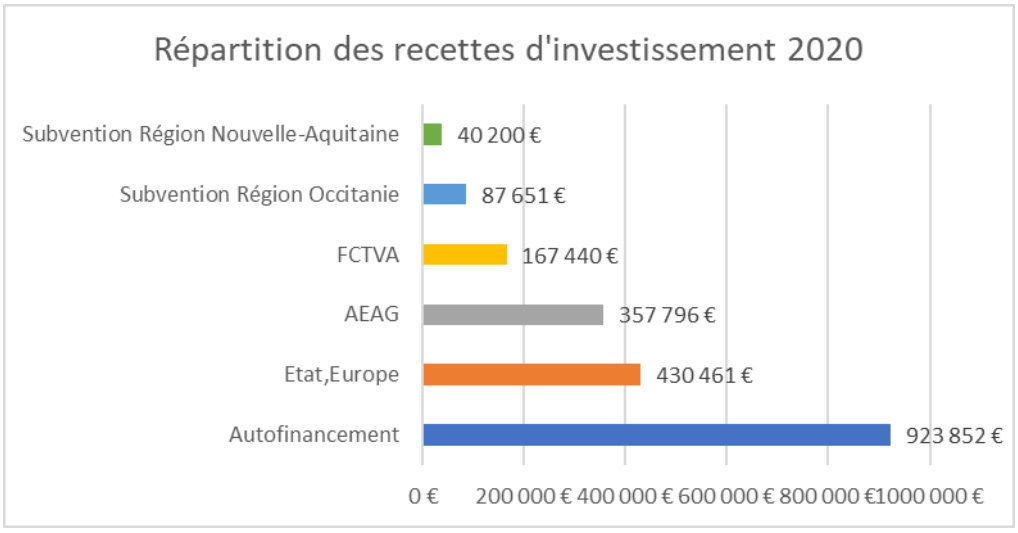
- Une étude de suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour. Cette étude durera 3 ans et doit donc être envisagée au-delà du programme 2020.
- Une étude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour. Cette étude durera 5 ans et doit donc elle aussi être envisagée au-delà du programme 2020.

Ensuite, l'étude montée en gamme de la maison de l'eau, à Jû-Belloc, menée en 2019 propose dans ses conclusion trois niveaux d'aménagement de la maison de l'eau et du site naturel pour une mise aux normes et une montée en gamme de l'accueil des publics. Le programme 2020 vous propose d'inscrire les travaux d'aménagement prescrits au niveau 1.

Enfin, la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise démarrera en 2020. Suivant l'avancement des actions proposées dans le PAPI elles seront inscrites au BP 2020 ou bien dans le cadre de DM (c'est le montant total des actions qui est repris dans l'annexe).

L'annexe 2-3 vous donne aussi le détail des plans de financements. A ce stade du débat d'orientations budgétaires les taux de participations des différents financeurs peuvent être amenés à évoluer pour certaines opérations.

A ce jour la répartition des recettes est la suivante :



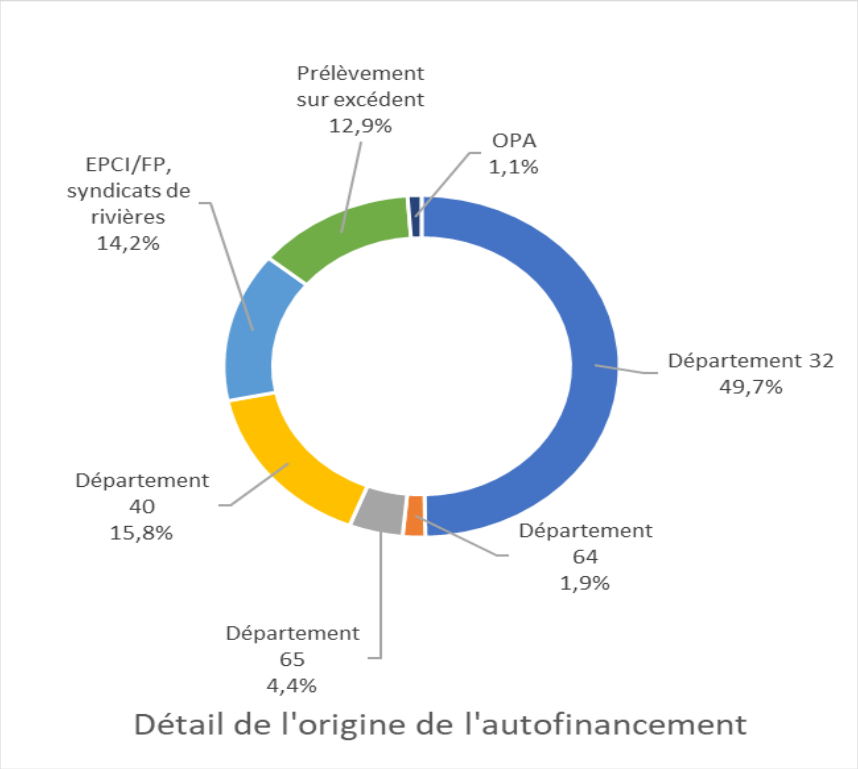

L'incidence des nouveaux programmes 2020 pour nos membres était la suivante à la date des commissions (27 novembre 2019) :

- 1 048 682 € pour le Département du Gers
- 146 230 € pour le Département des Landes
- 197 103 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 634 552 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

A ce jour, suite au report des fiches 34 et 35 (réservoirs du Louet et Maribot), l'incidence des nouveaux programmes 2020 pour nos membres est la suivante :

- 459 082 € pour le Département du Gers
- 146 230 € pour le Département des Landes
- 17 103 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 40 552 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE




## B. L'incidence des restes à réaliser des programmes antérieurs sur le budget d'investissement

Concernant les opérations engagées sur les exercices antérieurs, les restes à charge par Département s'établissent de la façon suivante :

- 30 431 € pour le Département du Gers
- 637 741 € pour le Département des Landes
- 94 485 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 83 497 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

Vous trouverez la liste des opérations à reporter dans l'***annexe 2-2***.

La plupart de ces opérations sont engagées et seront soldées en 2020. Seules 3 opérations (les travaux de renforcement de berge à Betjean sur la commune de Sainte marie de Gosse, les travaux sur la digue de la Bidouze à Hastingues et l'opération d'aménagement pour la restauration de la continuité écologique sur le gave de Pau) n'ont pas démarré. Sans avis contraire des Départements concernés, elles seront reportées.

Suite au travail sur les reports des restes à réaliser, les travaux sur la digue de la Bidouze n'ont pas été reportés. Il conviendra de les réinscrire en temps voulu une fois que le projet sera arrêté.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE


# IV. SYNTHESE

En section de fonctionnement, les orientations se traduisent par une très faible augmentation des dépenses de fonctionnement et de personnel (+1,60 %). Les dépenses liées aux opérations spécifiques s'élèvent à 403 680 € (y compris les intérêts de la dette pour 11 555 €).
Parallèlement, le résiduel à la charge des Départements augmente. Cette augmentation est directement induite par la baisse des taux d'intervention des subventions.

A noter que l'excédent de fonctionnement doit être relativisé en raison de la part importante provenant de l'enveloppe granulat.

En section d'investissement, les opérations les plus conséquentes seront les travaux à mener sur le réservoir de Saint Jean. Les travaux sur les autres ouvrages de soutien d'étiage avec, par ordre de grandeur, les travaux du Louet et ceux de Maribot sont reportés.

Au vu des sommes à engager pour ces travaux, la mobilisation d'une ligne de trésorerie en 2020 est probable. La mobilisation de cet outil permettra de disposer de suffisamment de trésorerie afin de couvrir le délai entre mandatement et perception des recettes.

Du fait de son statut juridique, chaque bénéficiaire d'opération menée par l'Institution Adour assume la charge financière résiduelle des opérations lui incombant. Ce schéma sera maintenu en 2020, année charnière au cours de laquelle un nouveau sera travaillé avec les membres actuels afin de proposer au territoire les actions souhaitées dans un cadre statutaire qui sera amené à évoluer en fonction des attentes exprimées.

Telles sont ainsi résumées les principales informations dont je tenais à vous faire part concernant le Débat d'Orientations Budgétaires 2020, conformément à la réglementation du code général des collectivités territoriales.

Je vous saurai gré de bien vouloir délibérer sur ces orientations.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

# Annexe 1-1
# CALCUL DE LA REGLE DE REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DEPARTEMENTALES POUR 2020

| DEPARTEMENTS | REALISATIONS ANTERIEURES | REALISATIONS 2018 | TOTAL CUMULE REALISATIONS | % investissements | % population | BASE 2020 | PM BASE 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **H.P.** TOTAUX | **22 780 766,34** | **254 981,22** | **23 035 747,56** | 12,80 | 18,45 | **15,63** | 15,70 |
| **GERS** TOTAUX | **28 451 610,47** | **202 748,49** | **28 654 358,96** | 15,92 | 3,27 | **9,60** | 9,62 |
| **LANDES** TOTAUX | **74 118 740,58** | **769 520,15** | **74 888 260,73** | 41,62 | 24,77 | **33,19** | 33,15 |
| **P.A.** TOTAUX | **53 215 930,95** | **143 839,31** | **53 359 770,26** | 29,65 | 53,51 | **41,58** | 41,53 |
| **TOTAUX** | **178 567 048,34** | **1 371 089,17** | **179 938 137,51** | 100,00 | 100,00 | **100,00** | 100,00 |

*pm réalisations 2017* *1 356 131,52*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

## *INVESTISSEMENT COMPTE ADMINISTRATIF 2018*

| OPERATIONS | DEPENSES | DEPARTEMENTS | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 65 | 32 | 40 | 64 |
| Stockage foncier Louet 2 | 79 704,44 | 39 852,22 | 39 852,22 | | |
| Espace de mobilité landais 3ème tranche | 23 149,47 | | | 23 149,47 | |
| Mise en place des stations de mesure 65-32 | 108,00 | 54,00 | 54,00 | | |
| MO travaux d'aménagement Gave de Pau | 41 100,00 | | | | 41 100,00 |
| Etude Adour 2050 | 87 559,00 | 21 889,75 | 21 889,75 | 21 889,75 | 21 889,75 |
| Travaux seuil d'Audignon | 1 152,00 | | | 1 152,00 | |
| Projet de territoire Adour amont | 1 620,00 | 1 215,00 | 226,80 | | 178,20 |
| Projet de territoire Midour | 37 656,00 | | 15 062,40 | 22 593,60 | |
| Etude zones humides sage Adour aval | 37 273,50 | 9 318,38 | 9 318,38 | 9 318,38 | 9 318,38 |
| Analyse multicritères SLGRI Dax | 18 797,40 | | | 18 797,40 | |
| Analyse environnementale du PAPI Dax | 8 914,80 | | | 8 914,80 | |
| Travaux digues 65-32 | 23 643,60 | 12 826,00 | 10 817,60 | | |
| Restauration du seuil de Denguin | 2 700,00 | | | | 2 700,00 |
| Etude groupée continuité écologique Arros | 41 351,30 | | 41 351,30 | | |
| Seuil du pont de fer sur l'Adour | 21 600,00 | 21 600,00 | | | |
| Etude classement systèmes d'endiguement | 112 335,60 | | | 112 335,60 | |
| Travaux seuil du pont d'Aire sur l'Adour | 99 224,81 | | | 99 224,81 | |
| Espace de mobilité 65-32 (7ème tr) | 18 045,21 | 9 022,61 | 9 022,61 | | |
| Projet de recul de la digue de Gurgues Ingous | 22 654,80 | | | 22 654,80 | |
| Travaux sur seuil (Artiguelouve, Mirepeix …) | 3 660,00 | | | | 3 660,00 |
| Travaux d'aménagement du seuil d'Asson | 8 775,60 | | | | 8 775,60 |
| Travaux de confortement de Maribot | 14 370,60 | | 14 370,60 | | |
| Travaux réservoir de Coudures | 291 688,27 | | | 291 688,27 | |
| Travaux Adour Maritime LANDES - prog 3016 | 17 179,20 | | | 17 179,20 | |
| Travaux Adour Maritime LANDES - prog 3017 | 4 572,00 | | | 4 572,00 | |
| Travaux Adour Maritime LANDES crue 2018 - prog 3018 | 24 877,20 | | | 24 877,20 | |
| Restauration du seuil de Baudreix | 2 700,00 | | | | 2 700,00 |
| Travaux sur le réservoir de Bougnères | 4 203,60 | | | 4 203,60 | |
| Travaux sur seuil Assat | 900,00 | | | | 900,00 |
| Réservoir du Louet programme 2016 (etude et MO) | 109 959,36 | 72 573,18 | 15 394,31 | | 21 991,87 |
| Travaux réservoir du Louet 1 programme 2017 (travaux) | 85 447,56 | 56 395,39 | 11 962,66 | | 17 089,51 |
| Adour Arros La Barne | 7 543,20 | | 7 543,20 | | |
| Etude sûreté Lourden | 108,00 | | | 108,00 | |
| Etude de danger réservoir de Fargues | 14 190,00 | | | 14 190,00 | |
| Etude de danger réservoir d'Ayguelongue | 4 254,00 | | | | 4 254,00 |
| Réservoir de l'Ousse | 12 793,38 | 10 234,70 | 2 558,68 | | |
| Etude hydraulique entre Came et la confluence de l'Adour | 10 920,00 | | | 1 638,00 | 9 282,00 |
| Etude continuité écologique Gers | 3 324,00 | | 3 324,00 | | |
| Entretien Landes | 1 320,00 | | | 1 320,00 | |
| Gestion des digues de protection de Dax | 10 326,47 | | | 10 326,47 | |
| Etude de dangers système d'endiguement Dax | 57 634,80 | | | 57 634,80 | |
| Travaux crues Adour moyen landais programme 2016 | 1 752,00 | | | 1 752,00 | |
| TOTAL | **1 371 089,17** | 254 981,22 | 202 748,49 | 769 520,15 | 143 839,31 |

| |
|---|
| **1 371 089,17** |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

**Annexe 1-2**
**Charges générales et de personnel**

## REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES POUR L'ANNEE 2020

| | | | | | | | | CD 32 | | CD 40 | | CD 64 | | CD 65 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MISSIONS | COUT | AEAG, Régions, Europe… | Région NA contribution statutaire | EPCI | Syndicat | Profession agricole | MONTANT RESIDUEL | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT |
| GENERALES | 90 000 | 0 | | | | | 90 000 | 9,60 | 8 640 | 33,19 | 29 871 | 41,58 | 37 422 | 15,63 | 14 067 |
| LOCAUX MT DE MARSAN (annuité) | 27 500 | 0 | | | | | 27 500 | 9,60 | 2 640 | 33,19 | 9 127 | 41,58 | 11 435 | 15,63 | 4 298 |
| PERSONNEL ADMINISTRATIF | 248 364 | 0 | | | | | 248 364 | 9,60 | 23 843 | 33,19 | 82 432 | 41,58 | 103 270 | 15,63 | 38 819 |
| Animation territoriale | 122 815 | 85 315 | 5 597 | 2 079 | 1 900 | | 27 924 | 9,60 | 2 681 | 33,19 | 9 268 | 41,58 | 11 611 | 15,63 | 4 365 |
| Observatoire de l'Eau | 140 000 | 69 812 | 6 380 | 2 370 | 2 164 | | 59 274 | 9,60 | 5 690 | 33,19 | 19 673 | 41,58 | 24 646 | 15,63 | 9 265 |
| Thèse GEMAPI | 44 400 | 36 200 | 2 023 | 751 | 686 | | 4 740 | 9,60 | 455 | 33,19 | 1 573 | 41,58 | 1 971 | 15,63 | 741 |
| Sage Midouze (animation) | 42 895 | 29 810 | | | | | 13 085 | 25 | 3 271,25 | 25 | 3 271,25 | 25 | 3 271,25 | 25 | 3 271,25 |
| Sage Adour Amont (animation ) | 71 625 | 49 920 | | | | | 21 705 | 25 | 5 426,25 | 25 | 5 426,25 | 25 | 5 426,25 | 25 | 5 426,25 |
| Sage Adour aval (animation) | 68 275 | 47 452 | | 6 828 | | | 13 996 | 25 | 3 499 | 25 | 3 499 | 25 | 3 499 | 25 | 3 499 |
| Etude nappe SIM (animation) | 31 010 | 21 707 | | | | | 9 303 | 25 | 2 325,75 | 25 | 2 325,75 | 25 | 2 325,75 | 25 | 2 325,75 |
| Etude Adour 2050 | 37 360 | 29 244 | | | | | 8 116 | 25 | 2 029 | 25 | 2 029 | 25 | 2 029 | 25 | 2 029 |
| animation du plagepomi | 76 500 | 61 200 | | | | | 15 300 | 5 | 765 | 45 | 6 885 | 45 | 6 885 | 5 | 765 |
| Coordination espèces patrimoniales | 4 490 | 2 245 | | | | | 2 245 | 25 | 561,25 | 25 | 561,25 | 25 | 561,25 | 25 | 561,25 |
| Suivi PAP | 4 830 | | | | | | 4 830 | 9,60 | 464 | 33,19 | 1 603 | 41,58 | 2 008 | 15,63 | 755 |
| Animation de la maison de l'eau | 56 245 | 33 712 | | | | | 22 533 | 45 | 10 140 | 15 | 3 380 | 15 | 3 380 | 25 | 5 633 |
| suivi travaux continuité écologique gave de Pau | 37 660 | 30 128 | | | | | 7 532 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 7 532 | 0 | 0 |
| suivi travaux pont de fer | 5 795 | 4 636 | | | | | 1 159 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 1 159 |
| suivi travaux IA barthes 40 | 2 900 | 1 740 | | | | | 1 160 | 0 | 0 | 100 | 1 160 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actions transversale et de partenariat | 4 286 | | | | | | 4 286 | 9,60 | 411 | 33,19 | 1 423 | 41,58 | 1 782 | 15,63 | 670 |
| Suivi et animation PGE Adour , DIG | 46 020 | 22 885 | | | | | 23 135 | 25 | 5 783,75 | 25 | 5 783,75 | 25 | 5 783,75 | 25 | 5 783,75 |
| Suivi et animation du PGE Luys Louts | 14 110 | 6 930 | | | | | 7 180 | 25 | 1 795 | 25 | 1 795 | 25 | 1 795 | 25 | 1 795 |
| Suivi qualité des eaux | 13 180 | 6 440 | | | | | 6 740 | 25 | 1 685 | 25 | 1 685 | 25 | 1 685 | 25 | 1 685 |
| Suivi qualité des eaux - Etude prospective Midour | 11 640 | 8 148 | | | | | 3 492 | 40 | 1 397 | 60 | 2 095 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Elaboration nouvelle DIG Adour amont | 18 795 | 9 398 | | | | | 9 397 | 50 | 4 698,50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 4 698,50 |
| Animation du projet de Territoire Adour Amont | 88 058 | 67 076 | | | | | 20 982 | 14 | 2 937 | 0 | 0 | 11 | 2 308 | 75 | 15 737 |
| Animation du projet de Territoire Midour | 52 295 | 41 327 | | | | | 10 968 | 40 | 4 387 | 60 | 6 581 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Animateur agricole dans le cadre du PT Midour | 42 500 | 34 000 | | | | 8 500 | 0 | | | | | | | | |
| Missions réservoirs, gestion des eaux, DSP | 55 090 | | | | | 55 090 | 0 | | | | | | | | |
| Actions transversales ressource en eaux | 16 510 | 0 | | | | | 16 510 | 9,60 | 1 585 | 33,19 | 5 480 | 41,58 | 6 865 | 15,63 | 2 581 |
| suivi technique ADOUR 32-65 | 4 715 | 2 357 | | | | | 2 358 | 50 | 1 179 | 0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 1 179 |
| suivi technique ADOUR Moyen | 55 142 | 26 940 | | | | | 28 202 | 0 | 0 | 100 | 28 202 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| suivi technique ADOUR Aval | 46 260 | 22 357 | | | | | 23 903 | 0 | 0 | 50 | 11 951,50 | 50 | 11 951,50 | 0 | 0 |
| Etude Luys et classement bassins écreteurs | 24 125 | | | 12 063 | | | 12 062 | | | 50 | 6 031 | 50 | 6 031 | | |
| PAPI Agglomération dacquoise | 54 650 | 43 720 | | 5 465 | | | 5 465 | | | 100 | 5 465 | | | | |
| TRI Cotiers basques | 4 450 | 3 560 | | 445 | | | 445 | | | 31,36 | 140 | 68,64 | 305 | | |
| Mutualisation Irrigadour | 18 150 | | | | 18 150 | | 0 | | | | | | | | |
| Mutualisation SMD | 17 560 | | | | 17 560 | | 0 | | | | | | | | |
| Mutualisation SMBVM | 1 596 | | | | 1 596 | | 0 | | | | | | | | |
| Mutualisation SIMAL | 23 455 | | | | 23 455 | | 0 | | | | | | | | |
| Mutualisation SMAA | 10 000 | | | | 10 000 | | 0 | | | | | | | | |
| **TOTAUX fonctionnement** | 1 735 251 | 798 259 | 14 000 | 30 000 | 75 511 | 63 590 | *753 891* | | *98 289* | | *258 716* | | *265 779* | | *131 107* |
| *p.m 2019* | *1 707 865* | *840 633* | | *43 498* | *63 504* | *56 553* | *703 677* | | *90 336* | | *248 382* | | *240 310* | | *124 648* |
| *différence* | *27 386* | *-42 374* | *14 000* | *-13 498* | *12 007* | *7 037* | *50 214* | | *7 953* | | *10 334* | | *25 469* | | *6 459* |
| | 1,60% | | | | | | 7,14% | | 8,80% | | 4,16% | | 10,60% | | 5,18% |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

# Annexe 1-3
## Charges liées à des missions spécifiques et dette

## REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES POUR L'ANNEE 2020

,

| | | | | | | 32 | | 40 | | 64 | | 65 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MISSIONS | COUT | AEAG, Régions, Europe… | EPCI | Recette affermage | MONTANT RESIDUEL | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT | % | MONTANT |
| Dette | 11 555 | | | | 11 555 | | 11 100 | | | | | | 455 |
| Thèse GEMAPI | 2 000 | | | | 2 000 | 9,60 | 192 | 33,19 | 664 | 41,58 | 832 | 15,63 | 313 |
| Sage Midouze communication | 5 040 | 2 100 | | | 2 940 | 25 | 735 | 25 | 735 | 25 | 735 | 25 | 735 |
| Sage Adour Amont (communication ) | 5 040 | 2 100 | | | 2 940 | 25 | 735 | 25 | 735 | 25 | 735 | 25 | 735 |
| Sage Adour aval (communication) | 5 040 | 2 100 | 504 | | 2 436 | 25 | 609 | 25 | 609 | 25 | 609 | 25 | 609 |
| Sage Adour aval (enquête publique) | 30 160 | 18 760 | 5 700 | | 5 700 | 25 | 1 425 | 25 | 1 425 | 25 | 1 425 | 25 | 1 425 |
| Sage Adour aval (analyse économique agricole) | 15 000 | 11 750 | 1 625 | | 1 625 | 25 | 406 | 25 | 406 | 25 | 406 | 25 | 406 |
| animation du plagepomi | 10 000 | 3 000 | | | 7 000 | 5 | 350 | 45 | 3 150 | 45 | 3 150 | 5 | 350 |
| Suivi PAP | 63 000 | | | | 63 000 | | 3 000 | | 11 500 | | 34 500 | | 14 000 |
| Etat des lieux PAP 65 | 3 500 | | | | 3 500 | | | | | | | 100 | 3 500 |
| Animation de la maison de l'eau | 43 775 | 27 002 | | | 16 773 | 45 | 7 548 | 15 | 2 516 | 15 | 2 516 | 25 | 4 193 |
| Suivi qualité des eaux | 29 000 | 12 100 | | 16 900 | 0 | recettes d'affermage | | | | | | | |
| Pprojet de Territoire Adour Amont Garants | 20 000 | 16 000 | | | 4 000 | 14 | 560 | | | 11 | 440 | 75 | 3 000 |
| Pprojet de Territoire Adour Amont Communication | 10 200 | 5 950 | | | 4 250 | 14 | 595 | | | 11 | 468 | 75 | 3 188 |
| Projet de Territoire Midour Garants | 6 000 | 4 800 | | | 1 200 | 40 | 480 | 60 | 720 | | | | |
| Projet de Territoire Midour Communication | 5 040 | 3 612 | | | 1 428 | 40 | 571 | 60 | 857 | | | | |
| Frais de stockage fonciers | 56 930 | | | | 56 930 | | 20 335 | | 16 050 | | | | 20 545 |
| PAPI Agglomération dacquoise | 5 400 | 4 320 | 540 | | 540 | | | 100 | 540 | | | | |
| volume gabas | 69 000 | | | | 69 000 | | | | | | 55 115 | | 13 885 |
| Gestion de la prise d'eau de la Gespe | 8 000 | | | | 8 000 | | | | | | | 100 | 8 000 |
| **TOTAUX fonctionnement** | 403 680 | 113 594 | 8 369 | 16 900 | 264 817 | | *48 641* | | *39 907* | | *100 931* | | *75 338* |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**PARTCIPATION DEPARTEMENTALE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2020**

AJUSTE SUITE AUX COMMISSIONS ET AU REPORT DES RESTES A REALISER

**FONCTIONNEMENT 2020**

| | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| cotisation statutaire des départements au titre des charges de fonctionnement | 98 289 € | 258 716 € | 265 779 € | 131 107 € | 753 891 € |
| Participations des départements aux charges de fonctionnement liées aux missions spécifiques | 48 641 € | 39 907 € | 100 931 € | 75 338 € | 264 817 € |

| | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total particpations des départements** | **146 930 €** | **298 623 €** | **366 710 €** | **206 445 €** | 1 018 708 € |
| pm BP 2019 | 134 685 € | 293 517 € | 338 711 € | 184 831 € | 951 744 € |
| *diiférence* | 12 245 €<br>*9,09%* | 5 106 €<br>*1,74%* | 27 999 €<br>*8,27%* | 21 614 €<br>*11,69%* | 66 964 €<br>*7,04%* |

**INVESTISSEMENT 2019**

| | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Estimation des besoins en CP 2020 sur programme 2016 | 552 € | 1 750 € | 1 376 € | 1 928 € | 5 606 € |
| Estimation des besoins en CP 2020 sur programme 2017 *(sans la Bidouze)* | 16 011 € | 110 800 € | 73 494 € | 25 575 € | 225 880 € |
| Estimation des besoins en CP 2020 sur programme 2018 | 5 123 € | 563 € | 6 425 € | 28 277 € | 40 388 € |
| Estimation des besoins en CP 2020 sur programme 2019 *(sans l'opération gave de Pau)* | 8 745 € | 524 628 € | 13 190 € | 27 717 € | 574 280 € |

| | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 |
|---|---|---|---|---|
| Reste à inscrire en investissement pour 2020 sur RAR | 30 431 € | 637 741 € | 94 485 € | 83 497 € |
| Estimation des besoins en CP 2020 sur programme 2020 | 459 082 € | 146 230 € | 17 103 € | 40 552 € |
| **TOTAL A INSCRIRE EN INVESTISSEMENT EN 2020** | **489 513 €** | **783 971 €** | **111 587 €** | **124 049 €** |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

DOB 2020 Institution Adour Annexe 2-1 Fonctionnement 2020

| N° de fiche | Opérations | Montant opération TTC | Participation Europe / Etat / Autres | Participation AEAG | Participation Nouvelle Aquitaine | Participation Occitanie | EPCI, Syndicat | OPA | Autofinancement | | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | % | Mt | Montant aide | Montant aide | Montant aide | Montant aide |
| | Participation statutaire au fonctionnement général | 777 841 € | | | 14 000 € | | 9 950 € | | 100% | 753 891 € | 98 289 € | 258 716 € | 265 779 € | 131 107 € |
| | Intérêt de la dette | 11 555 € | | | | | | | 100% | 11 555 € | 11 100 € | | | 455 € |
| 1 | Animation du Sage Midouze (mise en oeuvre) | 42 895 € | | 29 810 € | | | | | 30,5% | 13 085 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| | Sage Midouze (communication) | 5 040 € | | 2 100 € | | | | | 58,3% | 2 940 € | 735 € | 735 € | 735 € | 735 € |
| 2 | Animation du Sage Adour amont (mise en oeuvre) | 71 625 € | | 49 920 € | | | | | 30,3% | 21 705 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| | Sage Adour amont (communication) | 5 040 € | | 2 100 € | | | | | 58,3% | 2 940 € | 735 € | 735 € | 735 € | 735 € |
| 3 et 4 | Animation du Sage Adour aval (émergence et élaboration) | 68 275 € | | 47 452 € | | | 6 827 € | | 20,5% | 13 996 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| | Sage Adour aval (enquête publique) | 30 160 € | | 18 760 € | | | 5 700 € | | 18,9% | 5 700 € | 1 425 € | 1 425 € | 1 425 € | 1 425 € |
| | Sage Adour aval (communication) | 5 040 € | | 2 100 € | | | 504 € | | 48,3% | 2 436 € | 609 € | 609 € | 609 € | 609 € |
| 5 | Sage Adour aval Analyse économique agricole dans l'aire d'alimentation des captages d'Orist | 15 000 € | | 8 750 € | 3 000 € | | 1 625 € | | 10,83% | 1 625 € | 406 € | 406 € | 406 € | 406 € |
| 6 | Animation de l'étude Adour 2050 | 37 360 € | | 25 508 € | 1 868 € | 1 868 € | | | 21,7% | 8 116 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 7 | Animation étude nappe SIM | 31 010 € | | 21 707 € | | | | | 30% | 9 303 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 8 | Animation du programme poissons migrateurs et soutien de stock | 86 500 € | | 38 250 € | 25 950 € | | | | 25,8% | 22 300 € (1) | 350 € | 3 150 € | 3 150 € | 350 € |
| 9 | Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales | 4 490 € | | 2 245 € | | | | | 50% | 2 245 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 10 | Suivi et entretien des passes à poissons 40 | 11 500 € | | | | | | | 100% | 11 500 € | | 11 500 € | | |
| | Suivi et entretien des passes à poissons 32 | 3 000 € | | | | | | | 100% | 3 000 € | 3 000 € | | | |
| | Suivi et entretien des passes à poissons 65 | 14 000 € | | | | | | | 100% | 14 000 € | | | | 14 000 € |
| | Suivi et entretien des passes à poissons 64 | 34 500 € | | | | | | | 100% | 34 500 € | | | 34 500 € | |
| 10 bis | Réalisation d'un état des lieux des seuils en rivière sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65) | 3 500 € | | | | | | | 100% | 3 500 € | | | | 3 500 € |
| 11 | Animation et mise en œuvre du plan de gestion de Ju belloc | 100 000 € | | 46 353 € | | 14 341 € | | | 39,3% | 39 306 € (2) | 7 548 € | 2 516 € | 2 516 € | 4 193 € |
| 12 | Suivi du PGE Adour | 46 020 € | | 22 885 € | | | | | 50,3% | 23 135 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 13 | Suivi du PGE Luys Louts | 14 110 € | | 6 930 € | | | | | 50,9% | 7 180 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 14 | Réalisation et suivi de la qualité des eaux et sédiments réservoirs 2019 | 42 180 € | | 18 540 € | | | | | 56% | 23 640 € | le suivi est financé au travers des charges générales de fonctionnement et les prestations externes sont financées par les recettes d'affermage | | | |
| 15 | Projet de Territoire Adour amont -animation | 88 058 € | | 61 251 € | | 5 825 € | | | 24% | 20 982 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| | Projet de Territoire Adour amont -Garants | 20 000 € | | 14 000 € | | 2 000 € | | | 20% | 4 000 € | 560 € | | 440 € | 3 000 € |
| | Projet de Territoire Adour amont -communication | 10 200 € | | 5 950 € | | | | | 41,6% | 4 250 € | 595 € | | 467,50 € | 3 187,50 € |
| 16 | Projet de Territoire Midour -animation | 52 295 € | | 36 157 € | | 5 170 € | | | 21% | 10 968 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| | Projet de Territoire Midour -Garants | 6 000 € | | 4 200 € | | 600 € | | | 20% | 1 200 € | 480 € | 720 € | | |
| | Projet de Territoire Midour -communication | 5 040 € | | 3 360 € | | 252 € | | | 28,3% | 1 428 € | 571 € | 857 € | | |
| 16 bis | Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) Animateur agricole | 42 500 € | | 29 750 € | | 4 250 € | | 8 500 € | 0% | 0 € | financé par la profession agricole | | | |
| 17 | Frais de stockage fonciers | 56 930 € | | | | | | | 100% | 56 930 € | 20 335 € | 16 050 € | | 20 545 € |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

| N° de fiche | Opérations | Montant opération TTC | Participation Europe / Etat / Autres | Participation AEAG | Participation Nouvelle Aquitaine | Participation Occitanie | EPCI, Syndicat | OPA | Autofinancement | | CD 32 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | % | Mt | Montant aide | Montant aide | Montant aide | Montant aide |
| 18 | Elaboration et animation du PAPI agglomération dacquoise | 60 050 € | 48 040 € | | | | 6 005 € | | 10% | 6 005 € (3) | | 540 € | | |
| 19 | Coordination du TRI Cotiers basques | 4 450 € | 3 560 € | | | | 445 € | | 10% | 445 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 20 | Animation territoriale | 122 815 € | | 85 315 € | 5 597 € | | 3 979 € | | 22,7% | 27 924 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 21 | Observatoire de l'eau | 140 000 € | | 69 812 € | 6 380 € | | 4 534 € | | 42,4% | 59 274 € | financé au titre des charges générales de fonctionnement | | | |
| 22 | Thèse gemapi | 46 400 € | 14 000 € | 22 200 € | 2 023 € | | 1 437 € | | 14,5% | 6 740 € (4) | 192 € | 663,80 € | 831,60 € | 312,60 € |
| 23 | Volume Gabas 2019 | 69 000 € | | | | | | | | 69 000 € | | | 55 115 € | 13 885 € |
| 24 | Canal de la Gespe fonctionnement 2020 | 6 000 € | | | | | | | | 6 000 € | | | | 6 000 € |
| Sous total opérations de fonctionnement | | | 65 600 € | 675 405 € | 58 818 € | 34 306 € | 41 006 € | 8 500 € | | 1 016 708 € | 146 930 € | 298 623 € | 366 710 € | 204 445 € |
| | | | | | | | | | | pm BP 2019 | 134 685 € | 293 517 € | 338 711 € | 184 831 € |
| | | | | | | | | | | *différences* | 12 245 € | 5 106 € | 27 999 € | 19 614 € |
| | | | | | | | | | | | 9,09% | 1,74% | 8,27% | 10,61% |
| | | | | | | | | | | *différences à missions constantes* | | | -27 116 € | -271 € |
| | | | | | | | | | | | | | -8,01% | -0,15% |

(1) dont 15 300 € financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 7 000€
(2) dont 22 533 € financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 16 773 €
(3) dont5 465 € financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 540 €
(4) dont 4 740 € financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 2 000€

Pour rappel reste à payer en 2020 sur fonctionnement programmes antérieurs

| | CD 32 | CD 40 | CD 64 | CD 65 |
|---|---|---|---|---|
| | Montant crédits de paiements | Montant crédits de paiements | Montant crédits de paiements | Montant crédits de paiements |
| animation poissons migrateurs 2019 | 453,00 € | 2 037,00 € | 4 074,00 € | 453,00 € |
| Suivi et entretien des passes à poissons programme 2019 | | 5 750,00 € | | |
| AAP Biodiversité - Bois riverains | 854,00 € | 3 456,00 € | 2 945,16 € | 2 379,00 € |
| Etude nappe SIM | 4 050,00 € | 3 600,00 € | 4 050,00 € | 4 050,00 € |
| Etude qualité douze aval 2019 | | 6 378,00 € | | |
| Sage Adour aval étude économique | 1 376,00 € | cf investissement | | |
| Etude scénographique de la maison de l'eau | 2 475,00 € | | | |
| Préconisation plan de gestion de Ju Belloc | 1 689,00 € | | | |
| *TOTAL reste à payer sur fonctionnemment 2019* | 10 897,00 € | 21 221,00 € | 11 069,16 € | 6 882,00 € |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE



| | | Montant opération | | Participation | | | | | Autofinancement | | Conseil Départemental 32 | | | Conseil Départemental 40 | | | Conseil Départemental 64 | | | Conseil Départemental 65 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Reste à réaliser sur programme 2016** | | TTC | HT | Europe / Etat / Autres | AEAG | Région Nouvelle Aquitaine | Région Occitanie | EPCI / Syndicat | | | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 |
| 25/2016 | Espace de mobilité 65-32 7ème tranche | | 33 374 | | 26 699 | | | | 20% | 6 675 | 50% | 3 337 | 552 | | | | | | | 50% | 3 337 | 552 |
| 36/2016 | Sage Adour Aval Etude économique | 70 000 | | | 49 000 | 7 000 | | | 20% | 14 000 | 25% | 3 500 | 1 376 | 25% | 3 500 | 1 750 | 25% | 3 500 | 1 376 | 25% | 3 500 | 1 376 |
| **sous total RAR programme 2016** | | | | | | | | | | | | | 1 928 | | | 1 750 | | | 1 376 | | | 1 928 |

| | | Montant opération | | Participation | | | | | Autofinancement | | Conseil Départemental 32 | | | Conseil Départemental 40 | | | Conseil Départemental 64 | | | Conseil Départemental 65 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Reste à réaliser sur programme 2017** | | TTC | HT | Europe / Etat / Autres | AEAG | Région Nouvelle Aquitaine | Région Occitanie | EPCI / Syndicat | | | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 |
| 25/2017 | Travaux d'entretien des ouvrages de protection de l'Adour martime Landais | | 30 000 | | | 4 000 | | | 86,6% | 26 000 | | | | 100% | 26 000 | 13 000 | | | | | | |
| 49/2017 | Travaux Bidouze (proposition 2) Non reporté | | 1 631 000 | 675 600 | | | | | 59% | 955 400 | | | | 30% | 286 620 | | 70% | 668 780 | | | | |
| 29/2017 | Projet de recul de la digue Gurgues-Ingous (acquisitions foncières) | 240 000 | | 192 000 | | | | | 20% | 48 000 | | | | 100% | 48 000 (granulats) | 0 | | | | | | |
| | Projet de recul de la digue Gurgues-Ingous (études) | | 70 000 | 56 000 | | | | | 20% | 14 000 | | | | 100% | 14 000 | 7 000 | | | | | | |
| 30 DM 2 2017 | Analyse multi criètres SLGRI Dax | 120 000 | | 108 000 | | | | | 10% | 12 000 | | | | 100% | 12 000 | 6 000 | | | | | | |
| 31/2017 | Analyse environnementale du PAPI du secteur de Dax | 40 000 | | 20 000 | 16 000 | | | | 10% | 4 000 | | | | 100% | 4 000 | 2 000 | | | | | | |
| DM 1 et 2 2017 | Etude de danger du système d'endiguement de Dax | 216 000 | | 194 400 | | | | | 10% | 21 600 | | | | 100% | 21 600 | 10 800 | | | | | | |
| 34/2017 | travaux de rééquipement et d'aménagement du réservoir de Charros | | 20 000 | | | | | | 100% | 20 000 | 40% | 8 000 | 8 000 | 60% | 12 000 | 12 000 | | | | | | |
| 35/2017 | travaux de réequipement du réservoir de Miramont | | 60 000 | | | | | | 100% | 60 000 | | | | 100% | 60 000 | 60 000 | | | | | | |
| 41 bis/2017 | Travaux de réparation du seuil d'Asson | | 62 500 | 12 500 | 37 500 | | | | 20% | 12 500 | | | | | | | 100% | 12 500 | 12 500 | | | |
| DM 1/ 2017 | MO travaux d'aménagement gave de Pau et affluent | | 344 300 | 68 860 | 206 580 | | | | 20% | 68 860 | | | | | | | 100% | 62 600 | 56 994 | | | |
| DM 1/ 2017 | Réservoir du Louet sécurisation du chemin d'accès | | 20 000 | | | | | | 100% | 20 000 | 14% | 2 800 | 2 800 | | | | 20% | 4 000 | 4 000 | 66% | 13 200 | 13 200 |
| DM 2/ 2017 | Etude seuil pont de fer | | 55 000 | | 22 000 | | 8 250 | | 45% | 24 750 | | | | | | | | | | 100% | 24 750 | 12 375 |
| 42/2017 | Etude groupée continuité écologique Arros | 120 000 | | 10 000 | 72 000 | | 18 000 | | 20% | 20 000 | 100% | 20 000 | 5 211 | | | | | | | | | |
| **sous total RAR programme 2017** | | | | | | | | | | | | | 16 011 | | | 110 800 | | | 73 494 | | | 25 575 |

| | | Montant opération | | Participation | | | | | Autofinancement | | Conseil Départemental 32 | | | Conseil Départemental 40 | | | Conseil Départemental 64 | | | Conseil Départemental 65 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programme 2018** | | TTC | HT | Europe / Etat / Autres | AEAG | Région Nouvelle Aquitaine | Région Occitanie | EPCI / Syndicat | | | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 | Taux | Montant résiduel total | Crédits paiements 2020 |
| 30/2018 | Etude scénographique de la maison de l'eau. Opération soldée en l'état | | 50 000 | 24 000 | | | 15 000 | | 22% | 11 000 | 45% | 4 950 | 0 | 15% | 1 650 | 0 | 15% | 1 650 | 0 | 25% | 2 750 | 0 |
| 31/2018 | Préconisation du plan de gestion de JU BELLOC : Maintien de la population de cistude | | 18 770 | 15 016 | | | | | 20% | 3 754 | 45% | 1 689 | 1 689 | 15% | 563 | 563 | 15% | 563 | 563 | 25% | 939 | 939 |
| 34/2018 | Travaux de confortement provisoire du réservoir de Maribot (32) | | 350 000 | | | | | | 100% | 350 000 | 100% | 350 000 | 0 | | | | | | | | | |
| 41/2018 | Projet de territoire Adour Amont - Etudes - Phase 1 | 243 000 | | | 170 100 | | | | 30% | 72 900 | 14% | 10 206 | 5 123 | | | | 11% | 8 019 | 5 862 | 75% | 54 675 | 27 338 |
| **sous total RAR programme 2018** | | | | | | | | | | | | | 6 812 | | | 563 | | | 6 425 | | | 28 277 |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

| | Programme 2019 | Montant opération TTC | Montant opération HT | Participation Europe / Etat / Autres | Participation AEAG | Participation Région Nouvelle Aquitaine | Participation Région Occitanie | Participation EPCI / Syndicat | Autofinancement | Autofinancement | Conseil Départemental 32 Taux | Conseil Départemental 32 Montant résiduel total | Conseil Départemental 32 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 40 Taux | Conseil Départemental 40 Montant résiduel total | Conseil Départemental 40 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 64 Taux | Conseil Départemental 64 Montant résiduel total | Conseil Départemental 64 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 65 Taux | Conseil Départemental 65 Montant résiduel total | Conseil Départemental 65 Crédits paiements 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 24 | Opération d'aménagement pour la restauration de la continuité écologique et du franchissement des embarcations sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 1 | | 1 427 600 | 285 520 | 1 142 080 | | 142 760 | | 20% | 142 760 | | | | | | | 100% | 142 760 | 142 760 | | | |
| 26/2019 | Aménagement des portes à flot entre l'Adour et les barthes de Pey et de Saint-Etienne-d'Orthe pour la restauration de la continuité écologique | | 32 660 | | 13 064 | 6 532 | | | 40% | 13 064 | | | | 100% | 12 000 | 12 000 | | | | | | |
| 31/2019 | Travaux de confortement et mise aux normes du réservoir de Coudures (2ème tranche) | | 970 000 | | | | | | 100% | 970 000 | | | | 100% | 970 000 | 460 276 | | | | | | |
| 33/2019 | Réservoir du Louet - Etudes techniques complémentaires – établissement d'un AVP (traitement du parement amont) | | 14 000 | | | | | | 100% | 14 000 | 14% | 1 960 | 0 | | | | 20% | 2 800 | 2 800 | 66% | 9 240 | 0 |
| 36/2019 | Projet de territoire Adour amont -Etudes - Actualisation du bilan besoins-ressources | 120 000 | | | 84 000 | | 12 000 | | 20% | 24 000 | 14% | 3 360 | 1 723 | | | | 11% | 2 640 | 2 640 | 75% | 18 000 | 9 230 |
| 37/2019 | Réalisation d'études réglementaires sur les aménagements hydrauliques et animation d'un groupe technique sur la thématique au niveau du bassin de l'Adour. Opération non reportée en l'état . Elle fera l'objet d'une nouvelle fiche programme | 169 700 | | | | | | 126 725 | 25% | 42 975 | | | | 100% | 40 600 | 0 | | | | | | |
| 39/2019 | Réalisation d'études relatives aux demandes d'autorisation de classement des systèmes d'endiguement (département des Landes) | 97 500 | | | | | | 48 750 | 50% | 48 750 | | | | 100% | 48 750 | 48 750 | | | | | | |
| 40/2019 | Travaux de renforcement de berge à Betjean, commune de Sainte marie de Gosse | | 200 000 | | | 40 000 | | | 80% | 160 000 | | | | 100% | 160 000 (granulats) | 0 | | | | | | |
| 41/2019 | AAP "Valorisons et restaurons les zones inondables" | | 299 500 | 119 800 | 119 800 | | | | 20% | 59 900 | | | | 100% | 59 900 (granulats) | 0 | | | | | | |
| 42/2019 | Pré-stockage foncier | | 23 108 | | | | | | 100% | 23 108 | 20% | 4 620 | 4 620 | | | | | | | 80% | 18 487 | 18 487 |
| DM 1 2019 | PT Midour Etudes 3ème tranches complément | 34 740 | | | 20 265 | | | | 41,65% | 14 475 | 40% | 5 790 | 2 402 | 60% | 8 685 | 3 602 | | | | | | |
| DM 1 2019 | Louet Etudes techniques complémentaires | | 38 750 | | | | | | 100% | 38 750 | 14% | 5 425 | 0 | | | | 20% | 7 750 | 7 750 | 66% | 25 575 | 0 |
| | **sous total RAR programme 2019** | | | | | | | | | | | | 8 745 | | | 524 628 | | | 13 190 | | | 27 717 |
| | | | | | | | | | | | | | *imputé en fonctionnement* | | | | | | | | | |
| | **TOTAL crédits de paiements 2020 sur reste à réaliser programmes antérieurs** | | | | | | | | | | | | 30 431 | | | 637 741 | | | 94 485 | | | 83 497 |

| | |
|---|---|
| *environnement* | 101 863 |
| *agriculture* | 535 878 |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS05_2020-DE

DOB 2020 Institution Adour Annexe 2-3 Investissement opérations nouvelles programme 2020

| N° de fiche | Programme 2020 | Montant ingénierie interne | Montant prestations TTC | Montant prestations HT | Montant TOTAL | TVA | Participation Europe / Etat / Autres | Participation AEAG | Participation Région Nouvelle Aquitaine | Participation Région Occitanie | Autofinancement | | EPCI / Syndicat/ ASA | | Conseil Départemental 32 Taux | Conseil Départemental 32 Montant résiduel total | Conseil Départemental 32 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 40 Taux | Conseil Départemental 40 Montant résiduel total | Conseil Départemental 40 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 64 Taux | Conseil Départemental 64 Montant résiduel total | Conseil Départemental 64 Crédits paiements 2020 | Conseil Départemental 65 Taux | Conseil Départemental 65 Montant résiduel total | Conseil Départemental 65 Crédits paiements 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Capital | | 39 180 | | 39 180 | | | | | | 100% | 39 180 | | | 85% | 33 400 | 33 400 | | | | | | | 15% | 5 780 | 5 780 |
| 26 | Travaux d'aménagement du site des seuils du pont de Fer et de Lapeyre sur l'Adour (65) Phase 1 | *5 795* | | 77 000 | 82 795 | *15 400* | | 49 675 (1) | | 16 560 (2) | 20% | 16 560 (2) | | | | | | | | | | | | 100% | 15 401 | 15 401 |
| 27 | Elaboration de la nouvelle DIG Adour Amont | *18 795* | 71 000 | | 89 795 | | | 53 148 (3) | | 14 200 | 25% | 22 447 (4) | | | 50% | 6 525 | 6 525 | | | | | | | 50% | 6 525 | 6 525 |
| 36 | Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre): Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Année 1 | *11 640* | 115 000 | | 126 640 | | | 75 231 (5) | 11 500 | 11 500 | 39% | 28 409 (6) | | | 40% | 9 967 | 9 967 | 60% | 14 950 | 14 950 | | | | | | |
| 28 | Réservoir du Brousseau: diagnostic et réparation de la résurgence du bassin de restitution | | | 5 000 | 5 000 | *1 000* | | | | | 100% | 5 000 | | | | | | 100% | 5 000 | 5 000 | | | | | | |
| 29 | Réservoir de Latrille: mesures de réduction des risques | | 42 000 | | 42 000 | | | | | | 100% | 42 000 | 25% | 10 500 | | | | 75% | 31 500 | 31 500 | | | | | | |
| 30 | Travaux réservoir de Saint Jean | | | 380 000 | 380 000 | *76 000* | | | | | 100% | 380 000 | | | 100% | 380 000 | 380 000 | | | | | | | | | |
| 31 | Réservoir de Tailluret: aménagement chemin d'accès | | | 20 000 | 20 000 | *4 000* | | | | | 100% | 20 000 | | | | | | 100% | 20 000 | 20 000 | | | | | | |
| 32 | Réservoir de Tillac: travaux de modification du passage à gué en aval du bassin de restitution | | | 10 000 | 10 000 | *2 000* | | | | | 100% | 10 000 | | | 100% | 10 000 | 10 000 | | | | | | | | | |
| 33 | Réservoir du Balaing: travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir | | | 15 000 | 15 000 | *3 000* | | | | | 100% | 15 000 | | | | | | 30% | 4 500 | 4 500 | 70% | 10 500 | 10 500 | | | |
| 34 opé reportée | Réservoir du Louet: travaux de drainage du parement amont pour une stabilisation définitive | | | 900 000 | 900 000 | *180 000* | | | | | 100% | 900 000 | | | 14% | 126 000 | 0 | | | | 20% | 180 000 | 0 | 66% | 594 000 | 0 |
| 35 opé reportée | Réservoir de Maribot: travaux de confortement (option sans réhausse) | | | 463 600 | 463 600 | *92 720* | | | | | 100% | 463 600 | | | 100% | 463 600 | 0 | | | | | | | | | |
| 37 | Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) Etude de l'impact des prélèvements en eaux souterraines sur les cours d'eau de la zone aval du Midour- année 1 | | 100 000 | | 100 000 | | 20 000 | 41 665 | 5 000 | 5 000 | 28,3% | 28 335 | | | | | | 100% | 28 335 | 28 335 | | | | | | |
| 38 | Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément | | 15 000 | | 15 000 | | | 8 750 | | 3 000 | 21,7% | 3 250 | | | 14% | 455 | 455 | | | | 11% | 358 | 358 | 75% | 2 437 | 2 437 |
| 39 | Acquisition foncière sur le secteur de la Toumbe (commune de Sorde l'Abbaye) | | 117 000 | | 117 000 | | | 93 600 | | | 20% | 23 400 | 50% | 11 700 | | | | 50% | 11 700 | 11 700 | | | | | | |
| 40 | Etude hydraulique et hydromorphologique de la partie aval du Gave d'Oloron | | | 80 000 | 80 000 | *16 000* | | 40 000 | 16 000 | | 30% | 24 000 | | | | | | 100% | 24 000 | 24 000 | | | | | | |
| 41 | Mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise | | 463 380 | | 463 380 | | 336 445 | | 7 700 | | 25,7% | 119 235 | 100% | 119 235 | | | | | | | | | | | | |
| 43 | Sensibilisation aux enjeux liés aux cours d'eau: Aménagements de la Maison de l'eau et du site naturel pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 1 | | | 154 200 | 154 200 | *30 840* | 74 016 | | | 38 550 | 27% | 41 634 | | | 45% | 18 735 | 18 735 | 15% | 6 245 | 6 245 | 15% | 6 245 | 6 245 | 25% | 10 409 | 10 409 |
| 44 | Espace de mobilité de l'Adour landais - Etude d'évaluation des possibilités de déplacement de la station de pompage collective de Souprosse | | 40 200 | | 40 200 | | | 16 750 | | | 58,34% | 23 450 | | | | | | 100% | 23 450 (granulats) | 0 | | | | | | |
| 45 | Signalétique - panneaux "ouvrages dangereux", "propriété privée" et "cynobactéries" | | | 96 000 | 96 000 | *19 200* | | | | | 100% | 96 000 | | | prelevé sur les recettes d'affermage | | | | | | | | | | |
| **sous total programme investissement 2020** | | *36 230* | **2 007 400** | | **2 043 630** | *167 440* | **430 461** | **378 819** | **40 200** | **88 810** | | **937 900** | | **141 435** | | 459 082 | **459 082** | | 169 680 | **146 230** | | 17 103 | **17 103** | | 40 552 | **40 552** |

(1) dont 3 477 € d'ingénierie financée en section de fonctionnement. Reste à financer 46 198 €
(2) dont 1 159 € d'ingénierie financée en section de fonctionnement. Reste à financer 15 401 €
(3) dont 9 398 € d'ingénierie financée en section de fonctionnement. Reste à financer 43 750 €
(4) dont 9 397 € d'ingénierie financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 13 050 €
(5) dont 8 148 € d'ingénierie financée en section de fonctionnement. Reste à financer 110 250 €
(6) dont 3 492 € d'ingénierie financé au titre des charges générales de fonctionnement. Reste à financer 40 950 €

| Conseil Départemental 32 | 459 082 |
|---|---|
| Total DOB | 459 082 |

| Conseil Départemental 40 | 146 230 |
|---|---|
| Total DOB | 146 230 |

| Conseil Départemental 64 | 17 103 |
|---|---|
| Total DOB | 17 103 |

| Conseil Départemental 65 | 40 552 |
|---|---|
| Total DOB | 40 552 |

| | |
|---|---|
| *environnement* | 56 895 |
| *agriculture* | *89 335* |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS06_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires budgétaires / Sortie d'actif**

**Exposé des motifs :**

Par certificat administratif, il a été vendu au Département des Landes, le bâtiment (maison d'habitation de ville moyenne transformée en bureaux) du 15 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40000), accueillant anciennement les services de l'Institution Adour dont les références cadastrales sont les suivantes :

| Section | N° | Lieu-dit ou rue | Surface |
|---|---|---|---|
| AB | 224 | 15 rue Victor Hugo | 2a 32ca |

Ce bien est répertorié à l'inventaire de l'Institution Adour sous le numéro 96. Il a été enregistré pour une valeur d'achat de 391 657,32 €.

Ce bien est amorti depuis l'exercice 2016. Aujourd'hui sa valeur nette comptable est de 339 437,32 €.

Il convient donc aujourd'hui de sortir ce bien de l'actif et de régulariser cette opération d'un point de vue comptable et, dès lors, de procéder aux opérations d'ordre budgétaires suivantes :

- D'une part, en section de fonctionnement, émission d'un mandat au compte 675 *(valeur comptable des immobilisations cédées)* pour 391 657,32 € et d'un titre au compte 7761 *(différence sur réalisations négatives)* pour 76 657,32 € ;

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS06_2020-DE

- D'autre part, en section d'investissement, émission d'un mandat au compte 192 *(Moins-values sur cession d'immobilisations)* pour 76 657,32 € et d'un titre au compte 21351 *(Bâtiment publics)* pour 391 657,32 €

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De sortir de l'actif les biens décrits ci-dessus pour un montant de 339 437,32 €
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS07_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires budgétaires / Risques fluviaux - Modification du plan de financement de l'étude de classement des systèmes d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour, Saint-Sever, Hagetmau et Peyrehorade**

**Exposé des motifs :**

Depuis l'établissement du projet de programme d'actions 2019, les marchés relatifs à la réalisation d'études relatives aux demandes d'autorisation de classement des systèmes d'endiguement (fiche programme n°39 du programme 2019) ont été attribués à la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) aux montants suivants :

- Lot n°1 : digue d'Aire-sur-l'Adour (communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour) : 28 790 € HT
- Lot n°2 : digues de Saint-Sever et Hagetmau (communauté de communes Chalosse Tursan) : 12 253 € HT
- Lot n°3 : digue de Peyrehorade (communauté de communes pays d'Orthe et Arrigans) : 39 293 € HT (incluant un avenant de 3 370 € HT)

La répartition financière globale de l'opération est répartie à parts égales entre le Département des Landes et les 3 EPCI-FP.

Il est donc proposé de répartir l'accompagnement technique de l'Institution Adour auprès de chaque EPCI-FP proportionnellement au montant de la prestation d'étude, étant entendu que les modifications à intervenir en conséquence relatives aux conventions de délégation de compétence sont soumises à examen du comité syndical.

La proposition de fiche 39-bis du programme 2019 modifiée est jointe en annexe.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS07_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De délibérer favorablement sur la proposition de répartition des charges entre les EPCI-FP établie au prorata du coût de chaque étude
- D'approuver le coût prévisionnel et le plan de financement modifiés
- D'approuver le contenu de la fiche n°39-bis du programme 2019 ci-annexée, modifiée en conséquence
- D'autoriser le Président à mobiliser les financements correspondants et à signer les documents afférents

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS07_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2019

# FICHE DE PROPOSITION n°39bis

**Type d'opération** :
Risques fluviaux

**Intitulé de l'opération** :
Réalisation d'études relatives aux demandes d'autorisation de classement des systèmes d'endiguement

**Zone d'influence** :
Bassin de l'Adour.
EPCI-FP concernés :

- Communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour,
- Communauté de communes du Pays Grenadois,
- Communauté de communes Chalosse-Tursan,
- Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans,
- Communauté de communes Terre de Chalosse

**Description de l'opération :**

***Origine***
La compétence GEMAPI est affectée aux EPCI-FP à compter du 1er janvier 2018. Cette compétence inclut la protection contre les inondations ainsi que la prévention des risques fluviaux, soit le classement et la gestion des systèmes d'endiguement (au sens du décret de 2015).

Sur la majorité du bassin de l'Adour, les syndicats de rivière se sont consacrés jusqu'alors quasi-exclusivement à des actions de gestion des cours d'eau. L'Institution Adour est quasiment la seule collectivité à avoir construit certaines digues, à les avoir réparées et à être reconnue gestionnaire de certaines portions d'entre elles par arrêté de classement (au titre du décret digues de 2007).

La connaissance des ouvrages existant sur le bassin de l'Adour et la portée de leur impact en termes de protection contre les inondations demeure assez partielle. Or, le calendrier fixé par la réglementation impose que les demandes d'autorisation soient déposées avant le 31 décembre 2019 pour les classes A et B (protégeant plus de 3 000 personnes) et avant le 31 décembre 2021 pour les digues de classe C (protégeant moins de 3 000 personnes).

Afin d'accompagner les collectivités concernées dans cette démarche, l'Institution Adour va conduire, en partenariat avec les EPCI-FP, une étude globale en ce sens.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS07_2020-DE

Dans le détail, cela concerne :

| | |
|---|---|
| **Communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour – digues de la Plaine et de la Saligue à Aire-sur-l'Adour** : Etude hydraulique, étude de scénarios et choix du scénario au regard de la faisabilité technico-économique, étude avant-projet du scénario retenu | 28 790 € HT |
| **Communauté de communes Chalosse-Tursan – digues de Péré à Saint-Sever et digues du quartier de Venise à Hagetmau** : modélisation hydraulique (dont missions topographiques et bathymétriques) | 12 253 € HT |
| **Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans – le Sablot à Peyrehorade** : constitution du dossier de demande de classement (étude avant-projet des confortements, étude de danger, modélisation hydraulique, …) | 39 293 € HT |

***Buts***

Au cours de l'année 2018, l'Institution Adour, a réalisé, pour le compte de 9 EPCI-FP, une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement. Ce travail a permis de retenir certains ouvrages répondant aux critères des systèmes d'endiguement pour lesquels des investigations complémentaires s'avèrent indispensables soit pour le classement, soit pour apporter des éléments nécessaires à la prise de décision.

***Contenu***

- Prestation d'études
- Acquisition de données (Lidar, cadastre, BD topo, modèles hydrauliques, …)
- Accompagnement technique des collectivités

**Interventions antérieures :**

Comme vu ci-dessus, en 2018, l'Institution Adour a lancé une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement sur le bassin versant de l'Adour moyen et de l'Adour maritime (l'Adour amont ayant déjà été traité en 2017).

A ce jour, l'Institution demeure gestionnaire de 32 km d'ouvrages classés (au titre du décret de 2007) et conduit les études suivantes :

- Etude de dangers, études avant-projet et projet du recul de la digue Pénich-Laburthe à Larrivière-Saint-Savin,
- Etude préalable au recul de la digue Gurgues-Ingous à Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu,
- Etude de dangers du système d'endiguement de Dax.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS07_2020-DE

**Coût prévisionnel de l'opération :**

| Poste de dépenses | Coût prévisionnel HT |
|---|---|
| Prestation d'étude | 80 336 € |
| Acquisition de données | 3 000 € |
| Accompagnement technique des collectivités | 25 525 € |
| **TOTAL** | **108 861 €** |

**Plan de financement :**

| | | |
|---|---|---|
| EPCI-FP | 50% | 54 430,50 € |
| Institution Adour *(Département des Landes)* | 50% | 54 430,50 €* |
| **TOTAL** | **100%** | **108 861 €** |

*dont 12 762 € financés au titre des charges générales de fonctionnement.

**Restent à financer 97 538 €.**

**Dont plan de financement au sein de chaque EPCI-FP :**

| EPCI-FP | Prestation d'étude (€ HT) | Accompagnement technique (€) | Acquisition données € HT | total € | participation financière (50 %) |
|---|---|---|---|---|---|
| CCAA | 28790 | 9147,39 | | 37937,39 | 18968,70 |
| CCCT | 12253 | 3893,12 | | 16146,12 | 8073,06 |
| CCPOA | 39293 | 12484,49 | 3000 | 54777,49 | 27388,74 |
| total | 80336 | 25525 | 3000 | 108861,00 | 54430,50 |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS08_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Personnel / Mise en œuvre du RIFSEEP filière technique**

**Exposé des motifs :**

Le rapporteur rappelle qu'à la demande des services de l'Etat, par délibération en date du 19 juillet 2018, le nouveau régime indemnitaire dit RIFSEEP, a été mis en place au sein du syndicat mixte alors même que l'ensemble des textes d'application transposant celui-ci à la fonction publique territoriale n'étaient pas encore publiés. Ainsi, nous restions dans l'attente des décrets concernant notamment les cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux et des techniciens.

Depuis lors compte tenu de la publication de l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'Etat, le RIFSEEP peut désormais être transposé au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux. Ce cadre d'emplois concerne les, ingénieurs généraux, ingénieurs en chef hors classe, ingénieurs en chef.

Par délibération en date du 25 septembre 2019 le comité syndicat a modifié la délibération du RIFSEEP de juillet 2018 pour intégrer le cadre d'emploi des Ingénieurs. Le comité technique placé auprès du centre de gestion a pour sa part émis un avis défavorable au regard des modalités de maintien des primes lors des arrêts maladies jugées comme insuffisantes.
Suite à cette dernière décision, Il convient de confirmer la décision de mise en œuvre prise en septembre dernier, sachant que la mise en place du RIFSEEP consiste dans le maintien des montants anciennement attribués par arrêté du Président, sur la base des primes et indemnités spécifiques de chaque cadre d'emploi.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS08_2020-DE

Le comité syndical décide d'instituer les indemnités suivantes au profit des agents de l'Institution Adour relevant des cadres d'emplois :

- Cadre d'emplois de catégorie A : Ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux
- Cadre d'emplois de catégorie B : Techniciens territoriaux, rédacteurs territoriaux et animateurs territoriaux
- Cadre d'emplois de catégorie C : Adjoints administratifs territoriaux

Après discussion les principes d'encadrement suivants sont adoptés :

1. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Pour la mise en place de l'IFSE, des groupes de fonctions, par cadre d'emplois, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

| Catégories d'agents concernés | Désignation du groupe | Critères de modulation retenus pour le groupe |
|---|---|---|
| C1 | administration | - technicité<br>- polyvalence<br>- disponibilité |
| B1 | encadrement | - expertise<br>- management<br>- pilotage<br>- exposition du poste (instances Institution Adour, élus) |
| B2 | missions techniques | - technicité<br>- exposition de poste (partenaires, acteurs des territoires)<br>- sujétions particulières (conditions de travail)<br>- gestion de projet |
| B3 | missions d'appui | - technicité<br>- adaptabilité<br>- gestion de projet |
| A1 | encadrement | - expertise<br>- management<br>- pilotage<br>- exposition du poste (instances Institution Adour, élus) |
| A2 | animation de projet | - expertise<br>- exposition du poste (partenaires, acteurs des territoires)<br>- conduite de projet<br>- disponibilité |
| A3 | missions d'appui | - technicité<br>- adaptabilité<br>- gestion de projet |

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS08_2020-DE

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (plafonds) :

| Catégories d'agents concernés | Désignation du groupe | Cadre d'emploi | Plafonds/ Plancher |
|---|---|---|---|
| C1 | administration | adjoints administratifs | max décret IFSE<br>mini 100 €/mois |
| B1 | encadrement | rédacteurs<br>techniciens | max décret IFSE<br>mini 600 €/mois<br>maintient ISS/PSR |
| B2 | missions techniques | animateurs<br>techniciens | max décret IFSE<br>mini 150 €/mois<br>maintient ISS/PSR |
| B3 | missions d'appui | techniciens | max décret IFSE<br>mini 100 €/mois<br>maintient ISS/PSR |
| A1 | encadrement | attachés<br>ingénieurs | max décret IFSE<br>mini 600 €/mois<br>maintient ISS/PSR |
| A2 | animation de projet | ingénieurs | max décret IFSE<br>mini 200 €/mois<br>maintient ISS/PSR |
| A3 | missions d'appui | ingénieurs | max décret IFSE<br>mini 150 €/mois<br>maintient ISS/PSR |

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel d'IFSE attribué à chaque agent compte tenu de son groupe de fonctions d'appartenance et des critères de modulation tels que définis dans le tableau ci-dessus dans la limite des planchers/plafonds.

2. Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Un complément indemnitaire annuel est attribué au profit des cadres d'emplois susvisés, par groupe de fonctions tels que définis pour l'IFSE, dans la limite des montants annuels maxima fixés en application des arrêtes en vigueur :
L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent au titre du CIA en fonction des critères suivants :

- Expertise
- Management
- Pilotage
- Exposition du poste (instances Institution Adour, élus)
- Conduite de projet
- Disponibilité
- Adaptabilité
- Polyvalence
- Sujétions particulières (conditions de travail)

- Les primes et indemnités versées aux agents à temps non complet seront calculées au prorata de leur temps de travail hebdomadaire
- Les agents contractuels de droit public percevront les primes prévues pour les fonctions correspondant à leur emploi
- Périodicité de versement :
  - l'IFSE sera versée mensuellement
  - le CIA sera versé mensuellement

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS08_2020-DE

- En cas d'arrêt de travail et de temps partiel thérapeutique, l'IFSE et le CIA seront versés dans les conditions suivantes :
  - Les taux des indemnités évolueront dans les mêmes conditions que la rémunération des fonctionnaires
  - Tous types d'arrêt de travail ou de situation de temps partiel thérapeutique sont concernés
  - Toutefois, au titre du principe de parité entre les fonctions publiques, en cas de congés de longue maladie, de congés de longue durée ou de congés de grave maladie, le versement du RIFSEEP est suspendu
- Le montant indemnitaire mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu est conservé au titre du RIFSEEP

Concernant les cadres d'emplois pour lesquels les décrets d'application à la fonction publique territoriale du RIFSEEP ne sont pas publiés à la date de mise en œuvre de la présente délibération, les primes spécifiques en vigueur sont conservées (cadres d'emplois des ingénieurs et des techniciens territoriaux).

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De confirmer les dispositions de la délibération en date du 25 septembre approuvant la mise en place du RIFSEEP au travers des indemnités IFSE et CIA
- D'appliquer les modalités de classement et de versement telles que précisées ci-dessus
- De maintenir le bénéfice du versement des primes spécifiques aux cadres d'emplois dans l'attente des textes d'application et de transposition à la fonction publique territoriale
- De mettre en œuvre ce dispositif à compter du 1er janvier 2020

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS09_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Personnel / Animation territoriale - Recrutement d'un doctorant pour l'élaboration d'une thèse relative à la territorialisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour - création d'un emploi**

**Exposé des motifs :**

Après 3 ans depuis la prise d'effet de l'affectation au bloc communal de la compétence GEMAPI, il est constaté une appropriation et une mise en œuvre différenciée selon les territoires et les acteurs du bassin de l'Adour. A ce stade, et afin d'accompagner la poursuite de la structuration pour un exercice coordonné et efficient de cette compétence, un travail d'analyse scientifique permettrait d'apporter un éclairage objectif multisectoriel intégrant notamment des dimensions géographiques, que socio-économiques, ou bien encore juridiques.

Dès lors, sur proposition conjointe d'une candidate, Lauren Matias et du laboratoire PASSAGE (composé de géographes, d'urbanistes, d'architectes, de sociologues, d'anthropologues et d'économistes) de l'UPPA, il est proposé que l'EPTB soit le porteur d'une thèse dédiée, qui serait réalisée dans le cadre du dispositif CIFRE (conventions industrielles de formation par la recherche).

Ce projet fait l'objet d'une fiche de présentation dédiée dans le cadre du projet de programme 2020 de l'EPTB (Cf. fiche n°22 du programme 2020) qui expose notamment les coûts et cofinancements prévisionnels. La thèse sera réalisée sur une période de 3 ans et, à cet effet, l'établissement doit opérer la création d'un emploi de contractuel de catégorie A et actualiser en conséquence le tableau des effectifs.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS09_2020-DE

Création d'un emploi de catégorie A : Recrutement d'un agent contractuel des collectivités territoriales, article 3-3-2 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984

Afin que l'EPTB puisse accueillir la doctorante, il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi permanent à temps complet d'ingénieur territorial de catégorie hiérarchique A, en application de l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De créer un emploi permanent à temps complet à raison de 35 heures/semaine d'Ingénieur territorial de catégorie hiérarchique A
- D'inscrire cet emploi au tableau des effectifs de l'Institution-Adour
- Que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Master 2 et inscription en cursus de doctorat
- Que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions suivantes : conduite d'une thèse relative à la territorialisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- Que l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, dans la mesure où la nature des fonctions (réalisation d'une thèse) le justifie, étant précisé que l'agent sera recruté par contrat de travail de droit public d'une durée maximale de 3 ans
- Que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 512 correspondant au 3ème échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de d'Ingénieur territorial, emploi de catégorie hiérarchique A
- Que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget 2020, aux chapitre et article prévus à cet effet
- Que le Président est chargé de procéder aux formalités de recrutement

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS10_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Personnel / Animation territoriale - Recrutement d'un doctorant pour l'élaboration d'une thèse relative à la territorialisation de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour - actualisation du tableau des effectifs**

**Exposé des motifs :**

Après 3 ans depuis la prise d'effet de l'affectation au bloc communal de la compétence GEMAPI, il est constaté une appropriation et une mise en œuvre différenciée selon les territoires et les acteurs du bassin de l'Adour. A ce stade, et afin d'accompagner la poursuite de la structuration pour un exercice coordonné et efficient de cette compétence, un travail d'analyse scientifique permettrait d'apporter un éclairage objectif multisectoriel intégrant notamment des dimensions géographiques, que socio-économiques, ou bien encore juridiques.

Dès lors, sur proposition conjointe d'une candidate, Lauren Matias et du laboratoire PASSAGE (composé de géographes, d'urbanistes, d'architectes, de sociologues, d'anthropologues et d'économistes) de l'UPPA, il est proposé que l'EPTB soit le porteur d'une thèse dédiée, qui serait réalisée dans le cadre du dispositif CIFRE (conventions industrielles de formation par la recherche).

Ce projet fait l'objet d'une fiche de présentation dédiée dans le cadre du projet de programme 2020 de l'EPTB (Cf. fiche n°22 du programme 2020) qui expose notamment les coûts et cofinancements prévisionnels. La thèse sera réalisée sur une période de 3 ans et, à cet effet, l'établissement doit opérer la création d'un emploi de contractuel de catégorie A et actualiser en conséquence le tableau des effectifs.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS10_2020-DE

Actualisation du tableau des effectifs

Suite à la création d'un emploi permanent à temps complet d'ingénieur territorial de catégorie hiérarchique A (Cf. délibération n°09-2020), il est nécessaire de procéder à un ajustement du tableau des effectifs.

Il est proposé d'opérer ces modifications en date d'effet du 1er mars 2020.

La présentation de la modification afférente proposée au tableau des effectifs est jointe en annexe

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- L'ouverture d'un emploi permanent
- D'autoriser la modification du tableau des effectifs tel que ci-annexé, à la date du 1er mars 2020

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS10_2020-DE

**Annexe 9** CS 13/02/2020

INSTITUTION ADOUR : TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/03/2020

| Grade | Statut | EQTP | Nombre de postes ouverts au 01/07/2019 | **Nombre de postes ouverts au 01/03/2020** | Nombre de postes pourvus au 01/03/20 | Postes vacants |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TITULAIRES** | | | | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | |
| DGS | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Attaché | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Rédacteur | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 1ère classe classe | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Adjoint administratif principal de 2ème classe | Titulaire | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Adjoint administratif | Titulaire | 3 | 3 | 3 | 2 | 1 |
| FILIERE ANIMATION | | | | | | |
| Animateur | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | |
| DGST | Titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur principal | Titulaire | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Ingénieur | Titulaire | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal de 1ère classe | Titulaire | 1 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Technicien principal de 2ème classe | Titulaire | 4 | 4 | 4 | 2 | 2 |
| Technicien | Titulaire | 3 | 2 | 2 | 0 | 2 |
| **TOTAL TITULAIRES** | | | **23** | **23** | **16** | **7** |
| Grade | Statut | EQTP | Nombre de postes ouverts au 01/07/2019 | **Nombre de postes ouverts au 01/03/2020** | Nombre de postes pourvus au 01/03/20 | Postes vacants |
| **NON TITULAIRES** | | | | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | |
| Adjoint administratif | Non titulaire | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | |
| Ingénieur Principal (CDI) | Non titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur (CDI) | Non titulaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Ingénieur (article 3-3-2) | Non titulaire | 5 | 5 | 6 | 5 | 1 |
| Ingénieur (article 3-3-1) | Non titulaire | 3 | 3 | 3 | 0 | 3 |
| Technicien Pal 2ème classe (art 3-3-1) | Non titulaire | 3 | 3 | 3 | 2 | 1 |
| Technicien ( art 3-1) | Non titulaire | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 |
| Adjoint technique | Non titulaire | 6/35 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| **TOTAL NON TITULAIRES** | | | **16** | **17** | **10** | **7** |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL POSTES** | | | 39 | 40 | 26 | 14 |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Avenants portant modification des conventions de délégation pour l'exercice d'une partie de la compétence GEMAPI**

**Exposé des motifs :**

Par délibérations n°66-2017, n°72-2017 et n°82-2017, il a été décidé de :

- Proposer aux EPCI-FP qui le souhaitent des conventions de délégation de compétence pour l'exercice de mission relevant de la partie « prévention des inondations » de la compétence GEMAPI,
- Approuver les termes des conventions de délégation de compétence au titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales pour l'exercice d'une partie de la compétence GEMAPI, à intervenir avec l'agglomération du Grand Dax, les communautés de communes du Pays Tarusate, d'Aire-sur-l'Adour, du Pays Grenadois, Maremne Adour Côte Sud, du Pays d'Orthe et Arrigans, du Seignanx,
- Autoriser le Président à les signer.

Ces conventions ont fait l'objet d'avenants établis en application des délibérations n°32-2018, 74-2018 et n°28-2019. Les derniers avenants ont notamment porté modification des actions identifiées dans les conventions établies avec les communautés de communes d'Aire-sur-l'Adour, Chalosse Tursan et du Pays d'Orthe et Arrigans afin de poursuivre les investigations sur les potentiels systèmes d'endiguements suivants :

- Digues de la saligue et de la plaine à Aire-sur-l'Adour,
- Digues de Saint-Sever et d'Hagetmau,
- Digues du Sablot à Peyrehorade.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

Il est nécessaire d'actualiser les annexes financières de ces conventions suite à l'établissement d'une clef de répartition des charges au prorata du coût de chaque prestation.

En outre, considérant les réflexions encore nécessaires pour la prise de décision dans le devenir des ouvrages de protection contre les inondations, plusieurs EPCI-FP souhaitent prolonger la convention actuelle, initialement établie pour une durée de deux ans, de deux années complémentaires.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes des avenants aux conventions de délégation avec les communautés de communes d'Aire-sur-l'Adour, Chalosse Tursan, Pays Grenadois, Terres de Chalosse, Pays Tarusate et Pays d'Orthe et Arrigans, ci-annexés
- D'autoriser le Président à les signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AIRE SUR L'ADOUR

# CONVENTION - AVENANT n°4

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

### Avenant n°4 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, domiciliée 7 boulevard de la gare 40800 Aire-sur-l'Adour, représentée par son président, Robert CABE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 23 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur l'Adour,
- Les avenants n°1, n°2 et n°3 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 7 mai 2018, le 5 octobre 2018 et le 9 juillet 2019 entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur l'Adour,
- L'attribution de la prestation pour l'étude du potentiel système d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Les réflexions en cours quant au classement des ouvrages de protection contre les inondations
- Le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021 ;

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant ;

- D'arrêter le coût prévisionnel de l'opération « poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) ainsi que son plan de financement ;

- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement de l'action « poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement de Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) » de la manière suivante : la participation attendue (indiquée en annexe 3 sera versée en deux versement (50 % en 2019 et solde en 2020) au regard du plan de financement précisé en annexe 3 à la convention et du coût définitif de l'opération.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Aire-sur-l'Adour, le

**Robert CABE**
**Président de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour**

Projet

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°4 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuils et zones urbaines sur la commune d'Aire-sur-l'Adour et seuils sur la commune de Duhort-Bachen. | Poursuite du travail engagé et de la surveillance mise en place sur la durée de la convention |
| Réalisation d'une étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères - Renung | Achèvement de l'étude avant fin 2020 |
| Travaux d'urgence de réparation et confortement de la digue de la Plaine à Aire-sur-l'Adour, au droit de l'érosion constatée | Sauvegarde de l'ouvrage tant que son devenir n'est pas statué |
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) – Modélisation hydraulique, choix du scénario et étude avant-projet | Achèvement avant fin 2019 |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AIRE-SUR-L'ADOUR |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 0,78% CCAA) | 1 174,57 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuils et zones urbaines sur la commune d'Aire-sur-l'Adour et seuils sur la commune de Duhort-Bachen. | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères – Renung | 20 000 € TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux d'urgence de réparation et confortement de la digue de la Plaine à Aire-sur-l'Adour, au droit de l'érosion constatée. | 60 000 € HT | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) – Modélisation hydraulique, choix du scénario et étude avant-projet | 37 937,39 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCAA | 18 968,70 € |
| **TOTAL** | | | **20 143,27 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence - période 2020 - 2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AIRE-SUR-L'ADOUR |
|---|---|---|---|
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuils et zones urbaines sur la commune d'Aire-sur-l'Adour et seuils sur la commune de Duhort-Bachen. | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères – Renung | 20 000 € TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement d'Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) – Modélisation hydraulique, choix du scénario et étude avant-projet | 37 937,39 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCAA | 18 968,70 € |
| **TOTAL** | | | **20 143,27 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Communauté de communes
Chalosse Tursan

# CONVENTION – AVENANT n°3

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

### Avenant n°3 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes Chalosse Tursan, domiciliée Immeuble Les Violettes - 1 rue du Bellocq - 40500 Saint-Sever, représentée par son président, Marcel PRUET, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 24 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes Chalosse Tursan,
- Les avenants n°1 et n°2 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 14 mai 2018 et le 10 mai 2019 entre l'Institution Adour et la communauté de communes Chalosse Tursan,
- L'attribution de la prestation pour l'étude des ouvrages de protection contre les inondations d'Hagetmau et Saint-Sever,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Les réflexions en cours quant au classement des ouvrages de protection contre les inondations
- Le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,

Projet

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021 ;

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant ;

- D'arrêter le coût prévisionnel des opérations « Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique du Louts et fonctionnements des ouvrages de protection du quartier de Venise à Hagetmau » et « Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique de l'Adour à Saint-Sever et du fonctionnement des ouvrages situés en rives droite et gauche (zone du stade, quartiers de Péré et Sainte-Eulalie) » ainsi que leur plan de financement ;

- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement des deux opérations visées ci-dessus de la manière suivante : la participation attendue (indiquée en annexe 3 sera versée en deux versements (50 % en 2019 et solde en 2020) au regard du plan de financement précisé en annexe 3 à la convention et du coût définitif de l'opération ;

- De déléguer à l'Institution Adour deux nouvelles actions : « Réalisation de l'étude de stabilité, et des études avant projets de confortement de la digue de protection du quartier de Venise à Hagetmau » et « Réalisation de l'étude de stabilité, de l'étude de dangers et des documents d'organisation de la digue rive gauche aval de Saint-Sever protégeant le camping et la plaine des sports » dont le financement sera assuré par la communauté des communes conformément à l'annexe 5 du présent avenant et dont l'achèvement de l'opération est attendue pour fin 2020.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Saint-Sever, le

**Marcel PRUET**
**Président de la communauté de communes Chalosse Tursan**

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes Chalosse Tursan en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes d'Aurice et de Saint-Sever (digues, seuils et station d'épuration). | Poursuite du travail engagé et de la surveillance mise en place sur la durée de la convention |
| Réalisation d'une étude d'essai de pompage préalable au déplacement d'irrigation collective à Cauna | Achèvement de l'étude avant fin 2020 |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique du Louts et fonctionnements des ouvrages de protection du quartier de Venise à Hagetmau | Achèvement avant fin 2019 |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique de l'Adour à Saint-Sever et du fonctionnement des ouvrages situés en rives droite et gauche (zone du stade, quartiers de péré et Sainte-Eulalie) | Achèvement avant fin 2019 |
| Réalisation de l'étude de stabilité, et des études avant projets de confortement de la digue de protection du quartier de Venise à Hagetmau | Achèvement avant fin 2020 |
| Réalisation de l'étude de stabilité, de l'étude de dangers et des documents d'organisation de la digue rive gauche aval de Saint-Sever protégeant le camping et la plaine des sports | Achèvement avant fin 2020 |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°3 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CHALOSSE TURSAN |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 2,63% CCCT) | 3 960,41 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes d'Aurice et de Saint-Sever (digues, seuils et station d'épuration). | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude d'essai de pompage préalable au déplacement d'irrigation collective à Cauna | 42 000 € TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique du Louts et fonctionnements des ouvrages de protection du quartier de Venise à Hagetmau | 16 146,12 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCCT | 8 073,06 € |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique de l'Adour à Saint-Sever et du fonctionnement des ouvrages situés en rives droite et gauche (zone du stade, quartiers de péré et Sainte-Eulalie) | | | |
| **TOTAL** | | | **12 033,47 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°3 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence - période 2020 - 2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CHALOSSE TURSAN |
|---|---|---|---|
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes d'Aurice et de Saint-Sever (digues, seuils et station d'épuration). | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude d'essai de pompage préalable au déplacement d'irrigation collective à Cauna | 42 000 € TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique du Louts et fonctionnements des ouvrages de protection du quartier de Venise à Hagetmau<br>Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique de l'Adour à Saint-Sever et du fonctionnement des ouvrages situés en rives droite et gauche (zone du stade, quartiers de péré et Sainte-Eulalie) | 16 146,12 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCCT | 8 073,06 € |
| Réalisation de l'étude de stabilité, et des études avant projets de confortement de la digue de protection du quartier de Venise à Hagetmau | 30 000 € HT | 100 % CCCT | 30 000 € |
| Réalisation de l'étude de stabilité, de l'étude de dangers et des documents d'organisation de la digue rive gauche aval de Saint-Sever protégeant le camping et la plaine des sports | 55 000 € HT | 100 % CCCT | 55 000 € |
| **TOTAL** | | | **93 073,06 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU PAYS GRENADOIS

# CONVENTION – AVENANT n°2

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

### Avenant n°2 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes du Pays Grenadois, domiciliée à 14 Place des Tilleuls - 40270 Grenade-sur-l'Adour, représentée par son président, Pierre DUFOURCQ, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 10 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes pays Grenadois,
- L'avenant n°1 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signé t le 7 mai 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes du pays Grenadois,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Les réflexions en cours quant au classement des ouvrages de protection contre les inondations
- Le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,

Projet

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021 ;

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant ;
- De modifier l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités des participations financières pour la période 2020 – 2021.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Grenade-sur-l'Adour, le

**Pierre DUFOURCQ**
**Président de la communauté de communes du Pays Grenadois**

Projet

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes du pays Grenadois en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°4 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour, Grenade-sur-l'Adour, Larrivière-Saint-Savin et Saint-Maurcie-sur-l'Adour | Poursuite du travail engagé et de la surveillance mise en place sur la durée de la convention |
| Réalisation d'une étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères – Renung | Achèvement de l'étude avant fin 2020 |
| Réalisation d'une étude de dimensionnement d'un bras de décharge d'accompagnement de la dynamique fluviale (protection du pont Eiffel RD66) | Achèvement de l'étude avant fin 2020 |
| Travaux de déplacement de la digue Pénich - Laburthe | Déplacement de l'ouvrage selon décision prise par l'EPCI-FP sur le classement de l'ouvrage |
| Réalisation de l'étude de dangers préalable au déplacement de la digue Pénich-Laburthe | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur les portions classées des digues de Pénich-Laburthe et Loubery-Courrèges | Sauvegarde de l'ouvrage tant que son devenir n'est pas statué |
| Entretien des ouvrages de Pénich-Laburthe et Loubéry-Courrèges | Entretien tant que le devenir de l'ouvrage n'est pas statué |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA CCPG |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 0,47% CCPG) | 707,75 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour, Grenade-sur-l'Adour, Larrivière-Saint-Savin, Saint-Maurice-sur-l'Adour. | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation de l'étude de dangers préalable au déplacement de la digue Pénich-Laburthe | 6 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux de déplacement de la digue Pénich-Laburthe | À déterminer | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères - Renung | 20 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Étude de dimensionnement d'un bras de décharge d'accompagnement de la dynamique fluviale (protection point Eiffel et RD66) | 20 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| **TOTAL** | | | **707,75 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence - période 2020 - 2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA CCPG |
|---|---|---|---|
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux sur les communes de Bordères-et-Lamensans, Cazères-sur-l'Adour, Grenade-sur-l'Adour, Larrivière-Saint-Savin, Saint-Maurice-sur-l'Adour. | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux de déplacement de la digue Pénich-Laburthe | À déterminer | A déterminer (*) | A déterminer (*) |
| Étude de dimensionnement des travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale sur le site des saligues de Bordères – Cazères - Renung | 20 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Étude de dimensionnement d'un bras de décharge d'accompagnement de la dynamique fluviale (protection point Eiffel et RD66) | 20 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur les portions classées des digues de Pénich-Laburthe et Loubery-Courrèges | En fonction du besoin | A déterminer (*) | A déterminer (*) |
| Entretien des ouvrages de Pénich-Laburthe et Loubéry-Courrèges | 3 000 TTC | 100 % CCPG | 3 000 € |
| **TOTAL** | | | **3 000 €** |

(*) Eléments à déterminer en fonction des choix faits par la communauté de communes et des règles d'interventions financières qui seront établies par le Département des Landes

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

TERRES DE CHALOSSE
communauté de communes

# CONVENTION – AVENANT n°2

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

CONVENTION – AVENANT N°1

### Avenant n°2 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes Terres de Chalosse, domiciliée BP5 - 40380 Montfort-en-Chalosse, représentée par son président Vincent LAGROLA, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n° xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 31 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes Terres de Chalosse,
- L'avenant n°1 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signé 11 juillet 2018, le 5 octobre 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes Terres de Chalosse,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,
- Que les actions relatives à la mise en œuvre de la SLGRI du territoire à risque important de Dax feront l'objet d'un conventionnement spécifique à compter de 2020.

Projet

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021,

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Montfort-en-Chalosse, le

**Vincent LAGROLA**
**Président de la communauté de communes Terres de Chalosse**

Projet

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes Terres de Chalosse en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°4 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes de Laurède, Mugron, Nerbis, Onard, Poyanne, Toulouzette, Vicq-d'Auribat (digues, seuils, routes, plans d'eau) | Poursuite du travail engagé et de la surveillance mise en place sur la durée de la convention |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue Maisonnave – RD10 | Sauvegarde de l'ouvrage tant que son devenir n'est pas statué |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DE CHALOSSE |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 1,68% CCTC) | 2 529,84 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes de Laurède, Mugron, Nerbis, Onard, Poyanne, Toulouzette, Vicq-d'Auribat (digues, seuils, routes, plans d'eau) | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue Maisonnave-RD10 | - non chiffré - | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| **TOTAL** | | | **2 529,84 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020-2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRES DE CHALOSSE |
|---|---|---|---|
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue Maisonnave – RD10 | - non chiffré - | 100% CCTC | 0 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance sur les communes de Laurède, Mugron, Nerbis, Onard, Poyanne, Toulouzette, Vicq-d'Auribat (digues, seuils, routes, plans d'eau) | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| **TOTAL** | | | **0 €** |

projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Communauté de Communes
DU PAYS TARUSATE
Landes, Aquitaine

# CONVENTION – AVENANT n°2

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

### Avenant n°2 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes du Pays Tarusate, domiciliée à la Maison du Pays 143 rue Jules Ferry 40400 Tartas, représentée par son président, Laurent CIVEL, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 15 janvier 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes du pays Tarusate,
- L'avenant n°1 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signé 28 juin 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes du pays Tarusate,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,
- Que les actions relatives à la mise en œuvre de la SLGRI du territoire à risque important de Dax feront l'objet d'un conventionnement spécifique à compter de 2020.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJETS DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021 ;

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Tartas, le

**Laurent CIVEL**
**Président de la communauté de communes du pays Tarusate**

Projet

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes du pays Tarusate en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°4 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue de Gurgues-Ingous | Sauvegarde de l'ouvrage tant que son devenir n'est pas statué |
| Réalisation de l'étude hydraulique préalable au déplacement de la digue de Gurgues-Ingous | Achèvement de l'étude avant le 31 mai 2019 |
| Portage de l'opération relative au projet de déplacement de la digue de Gurgues-Ingous retenue dans le cadre de l'appel à projets « valorisons les zones inondables » | Elaboration du projet avant le 31 décembre 2019 |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuil sur la commune de Audon, méandre « Lesbargères » sur la commune de Gouts<br>Surveillance sur la digue sur la commune de Audon | Poursuite du travail engagé et de la surveillance mise en place sur la durée de la convention |
| Réalisation d'une étude des possibilités de déplacement de la station de pompage collective sur la commune de Souprosse | Achèvement avant fin 2021 |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 1,08% CCPT) | 1 626,33 € |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue Gurgues-Ingous | - non chiffré - | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation de l'étude hydraulique préalable au déplacement de la digue Gurgues-Ingous | 70 000 € HT | 40% FEDER<br>40% AEAG<br>20% IA (Dpt40) | 0 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuil et zones urbaines sur la commune d'Audon, méandre "Lesbarguères" sur la commune de Gouts | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude des possibilités de déplacement de la station de pompage collective sur la commune de Souprosse | 40 000 TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| **TOTAL** | | | **1 626,33 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020-2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS TARUSATE |
|---|---|---|---|
| Travaux d'urgence si nécessaire sur la portion classée de la digue Gurgues-Ingous | - non chiffré - | 100% CCPT | 0 € |
| Animation et accompagnement technique de la démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour.<br>Surveillance et protection de berge en cas de menace avérée au droit des enjeux : seuil et zones urbaines sur la commune d'Audon, méandre "Lesbarguères" sur la commune de Gouts | 53 000 € TTC | 50% AEAG<br>50% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude des possibilités de déplacement de la station de pompage collective sur la commune de Souprosse | 40 000 TTC | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| **TOTAL** | | | **0 €** |

projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

pays d'ORTHE et ARRIGANS

# CONVENTION - AVENANT n°4

## Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

### Avenant n°4 à la convention

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du comité syndical n°11/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

**Et :**

La communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, domiciliée 156 route de Mahoumic, 40300 Peyrehorade, représentée par sa Président, Pierre DUCARRE, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommée : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**Considérant :**

- La convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales signée le 12 février 2018 entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur l'Adour,
- Les avenants n°1, n°2 et n°3 à la convention de délégation de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R. 1111-1 du code général des collectivités territoriales précitée signés respectivement le 28 juin 2018, le 5 octobre 2018 et le 18 octobre 2019 entre l'Institution Adour et la communauté de communes pays d'Orthe et Arrigans,
- L'attribution de la prestation pour la réalisation du dossier de classement du potentiel système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade,
- Le taux de réalisation des actions mentionnées dans la présente convention ainsi que la poursuite des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour,
- Les réflexions en cours quant au classement des ouvrages de protection contre les inondations,
- Le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations,
- Les besoins d'accompagnement techniques, administratifs et règlementaires de l'établissement public territorial de bassin, gestionnaire historique de la plupart des ouvrages de protection contre les inondations du bassin de l'Adour, auprès des EPCI-FP nouvellement compétentes depuis le 1er janvier 2018 en matière de GEMAPI,
- L'adhésion du syndicat mixte du bas Adour au syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents entrainant transfert de l'intégralité de la compétence GEMAPI sur le périmètre de compétence du syndicat (bassin versant de l'Adour et des gaves réunis),

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

L'avenant a pour objets :

- De modifier l'article 2 : durée de la convention pour ajouter deux années supplémentaires de partenariat entre la communauté de communes et l'Institution Adour, soit de fixer une échéance à la convention de délégation au 31 décembre 2021 ;

- De modifier, au regard des taux de réalisation des actions mises en œuvre, l'article 4 : objectifs à atteindre tels que précisés en annexe 3 au présent avenant ;

- De prendre en compte le transfert de l'intégralité de la compétence GEMAPI sur le périmètre de l'Adour et des Gaves réunis au syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents ;

- D'arrêter le coût prévisionnel de l'opération « poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement de Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) » ainsi que son plan de financement.

- De modifier en conséquence l'article 7 : cadre financier de la délégation pour établir les modalités de versement de l'action « poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement de Aire-sur-l'Adour (digue de la Plaine) » de la manière suivante : la participation attendue (indiquée en annexe 3 sera versée en deux versement (50 % en 2019 et solde en 2020) au regard du plan de financement précisé en annexe 3 à la convention et du coût définitif de l'opération.

L'annexe 3 à la convention (liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence) est remplacée par les annexes 4 et 5 du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Peyrehorade, le

**Pierre DUCARRE**
**Président de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans**

Projet

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°xx du conseil communautaire de la communauté de communes pays d'Orthe et Arrigans en date du xx
- Annexe 2 : délibération n°11/2020 du comité syndical de l'Institution Adour en date du 13 février 2020
- Annexe 3 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention de délégation relatif aux objectifs à atteindre
- Annexe 4 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019
- Annexe 5 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 -2021

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 3 de l'avenant n°4 : tableau modificatif de l'article 4 de la convention : objectifs à atteindre**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues (liste d'ouvrages à préciser) | Achèvement de l'étude avant fin 2018 |
| Travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale et de reprise / confortement d'urgence d'une protection de berge du gave d'Oloron dégradée par les crues de juin 2018 au lieu-dit « la Toumbe » à Sorde-l'Abbaye | Achèvement des travaux avant fin 2019 sous réserve d'obtention des autorisations administratives |
| Travaux correctifs sur la digue d'Hastingues le long de la Bidouze visant à restaurer un fonctionnement hydraulique cohérent avec les enjeux en place | Achèvement des travaux avant fin 2019 sous réserve d'obtention des autorisations administratives |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur les portions classées des digues Pelaucat–Mouchacq, Hastingues et Pont-Château du Bec des Gaves | Sauvegarde des ouvrages tant que leur devenir n'est pas statué |
| Travaux de confortement d'urgence qui seraient nécessaires au maintien des digues affectées par les crues de juin 2018 (cf. annexe 4 - liste et localisation des dégâts relevés sur les digues suite à la crue du 13 au 15 juin 2018) et surveillance afférente | Sauvegarde des ouvrages tant que leur devenir n'est pas statué |
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade – réalisation du dossier de demande de classement | Achèvement avant fin 2019 |
| Réalisation d'une étude d'analyse des problématiques relatives aux inondations sur le bassin versant du Luy | Achèvement avant fin 2021 |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 4 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2018-2019**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS D'ORTHE ET ARRIGANS |
|---|---|---|---|
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues | 150 586 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 1,21% CCPOA) | 1 822,09 € |
| Réalisation d'une étude d'opportunité de classement des systèmes d'endiguement du bassin de l'Adour au regard de l'évaluation des coûts de gestion comparativement au bénéfice de la restauration de champs d'expansion des crues – Avenant n°1 | 9 135,60 € TTC | 80% FEDER<br>10% IA (Dpt40)<br>10% EPCI-FP (dont 2,79 % CAGD et 7,21 % CCPOA) | 658,62 € |
| Travaux d'accompagnement de la dynamique fluviale et de reprise / confortement d'urgence d'une protection de berge du gave d'Oloron dégradée par les crues de juin 2018 au lieu-dit « la Toumbe » à Sorde-l'Abbaye | 500 000 € HT | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux correctifs sur la digue d'Hastingues le long de la Bidouze visant à restaurer un fonctionnement hydraulique cohérent avec les enjeux en place | 1 401 000 € HT | 60% FEDER<br>20% Région NA<br>20% IA (70%Dpt 64 30% Dpt40) | 0 € |
| Travaux d'urgence si nécessaire sur les portions classées des digues Pelaucat–Mouchacq, Hastingues et Pont-Château du Bec des Gaves | - non chiffré - | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Travaux de confortement d'urgence qui seraient nécessaires au maintien des digues affectées par les crues de juin 2018 (cf. annexe 4 - liste et localisation des dégâts relevés sur les digues suite à la crue du 13 au 15 juin 2018) et surveillance afférente | 50 000 € HT | 100% IA (Dpt40) | 0 € |
| Réalisation d'une étude de modélisation hydraulique du ruisseau de Padescaux à Peyrehorade permettant d'évaluer le rôle des bassin écrêteurs | 30 000 € HT | 100% CCPOA | 30 000 € |
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade – réalisation du dossier de demande de classement | 54 777,49 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCPOA | 27 388,74 € |
| **TOTAL** | | | **59 869,45 €** |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS11_2020-DE

**Annexe 5 de l'avenant n°4 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'Institution Adour dans le cadre de la délégation de compétence – période 2020 - 2021**

| ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR | COUT PREVISIONNEL | PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS D'ORTHE ET ARRIGANS |
|---|---|---|---|
| Poursuite des investigations sur le potentiel système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade – réalisation du dossier de demande de classement | 54 777,49 € HT | 50% IA (Dpt40)<br>50% CCPOA | 27 388,74 € |
| Réalisation d'une étude d'analyse des problématiques relatives aux inondations sur le bassin versant du Luy | A déterminer | 100% CCPOA | A déterminer |
| **TOTAL** | | | **A déterminer** |

Projet

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Convention avec les EPCI-FP, le syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents, les Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques pour la conduite des travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval**

**Exposé des motifs :**

Le SMAMA est gestionnaire des digues de la Bidouze aval depuis leur création, et à ce titre, en assure la gestion et l'entretien courant. Au vu des volontés du territoire concerné et en particulier des communes, un projet de travaux visant à partager l'inondation entre les différentes communes s'est fait jour pour lequel le SMAMA a sollicité l'intervention de l'Institution Adour pour en assurer la maitrise d'ouvrage et la mobilisation des participations statutaires des Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques ainsi que d'un cofinancement de la Région.

L'Institution Adour a donc conduit les études préalables, sollicité et obtenu les autorisations administratives et réalisé les travaux qui ont consisté notamment en :

- la création de déversoirs sur les digues en rive droite et en rive gauche,
- la remise à la cote des digues en rive droite et gauche sur les communes d'Hastingues, Bidache, Bardos et Guiche.

Les travaux ont débuté en 2008 et ont pris fin en 2011.Dès 2011, l'apparition de désordres hydrauliques a été constatée, lesquels ont été confirmés en 2012 par le bureau d'études.

Dès lors, par courriers en date des 17 juillet 2013 et 29 octobre 2014, les services de l'État ont demandé à l'Institution Adour de procéder à des travaux correctifs visant à réduire la fréquence des inondations du quartier du Port de Bidache, lesquels seraient dimensionnés sur la base d'une étude hydraulique.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

L'Institution Adour a conduit cette étude hydraulique et, au vu de ses conclusions et des échanges avec les collectivités locales concernées, a établi le projet de travaux correctifs.

Afin que l'Institution Adour puisse conduire cette opération, il y a lieu d'établir un conventionnement en application :

- de l'article 59 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,
- des articles L. 2111-8 et L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales et du V de l'article L. 213-12 du code de l'environnement.

En effet, cette convention a pour objet de permettre à l'EPTB de conduire les travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval, par délégation d'une partie de la compétence GEMAPI qui relève du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents (SMAMA) et avec l'accord de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA) et de la communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB) pour leur réalisation sur financement des conseils départementaux des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Elle concerne uniquement le dimensionnement et la réalisation des travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes de la convention avec les EPCI-FP (CAPB et CCPOA), le syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents, les Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques pour la conduite des travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval, ci-annexée
- D'autoriser le Président à la signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Syndicat Mixte Adour Maritime et Affluents

pays d'ORTHE et ARRIGANS

Communauté D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE

EUSKAL HIRIGUNE Elkargoa

Département des Landes

PYRENEES ATLANTIQUES LE DEPARTEMENT

# CONVENTION

## Réalisation des travaux correctifs à intervenir sur les digues de la Bidouze aval

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1111-8 et L. 5211-61 ;

**Vu** le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques ;

**Vu** le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

**Vu** le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°08/eau/16 en date du 8 février 2008 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement et déclarant d'intérêt général les travaux de confortement des digues de la Bidouze sur les communes de Came, Bidache, Bardos et Guiche (Pyrénées-Atlantiques) et sur la commune d'Hastingues (Landes) à conduire par l'Institution Adour ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°2011052-0009 en date du 21 février 2011 portant classement des digues de la Bidouze sur les communes de Came, Bidache, Bardos, Guiche et Hastingues ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°PR/DC2PAT/2019/482 en date du 2 août 2019 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour » et modification des statuts ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°64-2018-12-06-002 en date du 6 décembre 2018 portant approbation des statuts du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral n°64-2019-12-20-001 en date du 20 décembre 2019 portant extension du périmètre du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du comité syndical de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du comité syndical du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du conseil départemental des Landes approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Pays Basque approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Vu** la délibération n°[XX] en date du [XXX] du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

**Considérant** l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour relatif à la délégation de compétence ;

**Considérant** l'article [XX] des statuts en vigueur du syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents (compétences) ;

**Considérant** l'article 59 de la n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par l'article 1 de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

**Entre**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l'Adour, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264 et représenté par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°[XXX] en date du [XXX],

ci-après dénommée : l'**EPTB**

**Et**

Le syndicat mixte de l'Adour maritime et affluents, domicilié 116 rue de Gascogne 64240 URT, identifié sous le numéro SIREN 200 086 056 et représenté par son président Raymond POUYANNE dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°15-14 en date du 6 mai 2014,

ci-après dénommé : le **SMAMA**

**Et**

Le Département des Pyrénées-Atlantiques, domicilié [XXX], identifié sous le numéro SIREN [XXX] et représenté par son président Jean-Jacques LASSERRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du [XXXX] n°[XXXX] en date du [XXX],

ci-après dénommé : le **CD64**

**Et**

Le Département des Landes, domicilié Hôtel Planté, 23 rue Victor Hugo - 40025 MONT DE MARSAN Cedex, identifié sous le numéro SIREN 224 000 018 et représenté par son président Xavier FORTINON, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du [XXXX] n°[XXXX] en date du [XXX],

ci-après dénommé : le **CD40**

**Et**

La communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans, domiciliée [XXX], identifiée sous le numéro SIREN [XXX] et représentée par son président [XXX], dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du [XXXX] n°[XXXX] en date du [XXX],

ci-après dénommée : la **CCPOA**

**Et**

La communauté d'agglomération Pays Basque, domiciliée [XXX], identifiée sous le numéro SIREN [XXX] et représentée par son président [XXX], dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du [XXXX] n°[XXXX] en date du [XXX],

ci-après dénommée : la **CAPB**

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

# Préambule

Le SMAMA est gestionnaire des digues de la Bidouze aval depuis leur création, et à ce titre, en assure la gestion et l'entretien courant. Au vu des volontés du territoire concerné et en particulier des communes, un projet de travaux visant à partager l'inondation entre les différentes communes s'est fait jour pour lequel le SMAMA a sollicité l'intervention de l'Institution Adour pour en assurer la maitrise d'ouvrage et la mobilisation des participations statutaires des Départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques ainsi que d'un cofinancement de la Région.

L'Institution Adour a donc conduit les études préalables, sollicité et obtenu les autorisations administratives et réalisé les travaux qui ont consisté notamment en :

- la création de déversoirs sur les digues en rive droite et en rive gauche,
- la remise à la cote des digues en rive droite et gauche sur les communes d'Hastingues, Bidache, Bardos et Guiche.

Les travaux ont débuté en 2008 et ont pris fin en 2011.Dès 2011, l'apparition de désordres hydrauliques a été constatée, lesquels ont été confirmés en 2012 par le bureau d'études.

Dès lors, par courriers en date des 17 juillet 2013 et 29 octobre 2014, les services de l'État ont demandé à l'Institution Adour de procéder à des travaux correctifs visant à réduire la fréquence des inondations du quartier du Port de Bidache, lesquels seraient dimensionnés sur la base d'une étude hydraulique.

L'Institution Adour a conduit cette étude hydraulique et, au vu de ses conclusions et des échanges avec les collectivités locales concernées, a établi le projet de travaux correctifs, objet de la présente convention.

## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention est établie en application :

- de l'article 59 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,
- des articles L. 2111-8 et L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales et du V de l'article L. 213-12 du code de l'environnement.

Elle a pour objet de permettre à l'EPTB de conduire les travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval, par délégation d'une partie de la compétence GEMAPI qui relève du SMAMA et avec l'accord de la CCPOA et de la CAPB pour leur réalisation sur financement des CD40 et CD64.

Elle concerne uniquement le dimensionnement et la réalisation des travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval.

## Article 2 : Identification de l'ouvrage et nature des opérations

### 2.1. Identification de l'ouvrage

L'ouvrage concerné est constitué des digues et équipements connexes de protection contre les inondations de la Bidouze aval implantés en rive gauche et en rive droite du cours d'eau sur les communes de de Came, Bidache, Bardos et Guiche (Pyrénées-Atlantiques) et sur la commune d'Hastingues (Landes), tel que visé par l'arrêté interpréfectoral n°2011052-0009 en date du 21 février 2011 portant classement en classe D selon le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

## 2.2. Nature des opérations à conduire

Les travaux correctifs envisagés visent à corriger les malfaçons constatées sur l'ouvrage tel que réalisé en 2011, pérenniser le dispositif de protection contre les inondations, réduire la fréquence des inondations au droit du quartier du Port de Bidache, améliorer la vidange de la barthe de Garruch à Hastingues.

De ce fait, les travaux à conduire consisteront à :

- Réaliser deux déversoirs sur la digue implantée en rive droite sur la commune d'Hastingues au droit de la barthe de Garruch, ainsi qu'un déversoir sur la digue implantée en rive gauche sur la commune de Bidache, au droit de la barthe de Lacoste,
- Remplacer l'ouvrage de vidange implanté au droit du Port de Bidache sur la digue implantée en rive droite sur la commune d'Hastingues, le long de la barthe de Garruch.

# Article 3 : Cadre financier de l'opération

L'opération sera réalisée sous maitrise d'ouvrage de l'EPTB. Conformément à ses règles de répartition des charges statutaires, déduction faite des cofinancements éventuels qui pourraient être mobilisés auprès des partenaires potentiels, le reste à charge de l'EPTB sera réparti entre les deux Départements membres concernés à raison de :

- 70% pour le Département des Pyrénées-Atlantiques,
- 30% pour le Département des Landes.

# Article 4 : Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI

## 4.1. Compétence déléguée

Le SMAMA exerce par transfert de compétence de ses membres la totalité de compétence GEMAPI. En tant que collectivité délégante, il délègue par la présente convention à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (items 1° et 5°) :

| MISSION | OBJET | ACTION DELEGUEE A L'EPTB |
|---|---|---|
| Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°) | Restauration de champs d'expansion de crues | Réalisation des travaux correctifs à conduire sur les digues et équipements connexes de protection contre les inondations de la Bidouze aval implantés en rive gauche et en rive droite du cours d'eau sur les communes de de Came, Bidache, Bardos et Guiche (Pyrénées-Atlantiques) et sur la commune d'Hastingues (Landes) étant précisé que les travaux prévus ne porteront que sur les communes de Hastingues et Bidache |
| Protection contre les inondations (5°) | Gestion des ouvrages de protection contre les inondations | |

## 4.2. Objectifs à atteindre

L'EPTB devra atteindre les objectifs suivants :

| ACTION DELEGUEE A L'EPTB | OBJECTIF |
|---|---|
| Réalisation des travaux correctifs à conduire sur les digues et équipements connexes de protection contre les inondations de la Bidouze aval implantés en rive gauche et en rive droite du cours d'eau sur les communes de de Came, Bidache, Bardos et Guiche (Pyrénées-Atlantiques) et sur la commune d'Hastingues (Landes) étant précisé que les travaux prévus ne porteront que sur les communes de Hastingues et Bidache | Achèvement des travaux avant mise à disposition de l'ouvrage au SMAMA |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

## 4.3. Indicateurs d'atteinte d'objectifs

Le SMAMA et l'EPTB s'entendent communément sur les indicateurs suivants :

| ACTION DELEGUEE A L'EPTB | OBJECTIF | INDICATEURS |
|---|---|---|
| Réalisation des travaux correctifs à conduire sur les digues et équipements connexes de protection contre les inondations de la Bidouze aval implantés en rive gauche et en rive droite du cours d'eau sur les communes de de Came, Bidache, Bardos et Guiche (Pyrénées-Atlantiques) et sur la commune d'Hastingues (Landes) étant précisé que les travaux prévus ne porteront que sur les communes de Hastingues et Bidache | Achèvement des travaux avant mise à disposition de l'ouvrage au SMAMA | Taux de réalisation |

## 4.4. Dispositif de contrôle de la délégation

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre au SMAMA d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par le SMAMA tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes-rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Elle devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Des réunions régulières entre le SMAMA et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape, auront lieu a minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

| NATURE DE REUNION | PARTICIPANTS | FREQUENCE |
|---|---|---|
| Technique opérationnelle | Chargés de mission des deux structures | 1 fois par trimestre |
| Technique stratégique | Directeurs des services techniques des deux structures<br>Chargés de mission des deux structures | 1 fois par an |
| Politique | Élus des deux structures | 1 fois par an |

## 4.5. Cadre comptable de la délégation

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

## 4.6. Moyens de fonctionnement mis à disposition

Le SMAMA mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études et des travaux
- …

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

# Article 5 : Engagements des parties

## 5.1. Engagements de l'EPTB

L'EPTB, dans le cadre de la délégation telle que décrite à l'article 3 ci-avant, est chargé de réaliser les travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval décrits à l'article 2 ci-avant, et pour ce faire, de :

- conduire les études préalables,
- solliciter les autorisations administratives,
- assurer la maitrise d'ouvrage des travaux,
- solliciter les cofinancements des partenaires financiers éventuels et de mobiliser les participations de ses membres conformément à ses règles de répartition statutaires et au plan de financement prévisionnel tel qu'approuvé par les instances de l'EPTB,
- tenir informés de la bonne exécution de la présente convention le SMAMA en tant que délégant et les Départements en tant que membres et financeurs.

À l'achèvement des travaux correctifs, l'EPTB s'engage à mettre à disposition l'ensemble de l'ouvrage au SMAMA.

## 5.2. Engagements du SMAMA

Le SMAMA, dans le cadre de la délégation telle que décrite à l'article 3 ci-avant, confie à l'EPTB la réalisation des travaux correctifs sur les digues de la Bidouze aval décrits à l'article 2 ci-avant. Dans ce cadre, le SMAMA s'engage à

- accompagner l'EPTB dans l'élaboration du projet et dans sa mise en œuvre,
- informer les communes du territoire concerné par l'opération, ses membres et en particulier les deux EPCI-FP cosignataires de la présente convention, de la bonne exécution de l'opération au travers des informations que lui délivrera l'EPTB

A l'issue de la réalisation des travaux correctifs et sur la base de la mise à disposition de l'ensemble de l'ouvrage par l'EPTB, le SMAMA sera chargé d'établir la demande d'autorisation réglementaire afférente au classement de l'ouvrage en système d'endiguement, dans les conditions prévues par les décrets n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques et n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations.

## 5.3. Engagements des Départements

En tant que membres fondateurs de l'EPTB et, dans ce cadre, décideurs et financeurs au sein de l'EPTB de la conduite des opérations relatives aux digues de la Bidouze aval, les CD40 et CD64 s'engagent à :

- Inscrire les crédits nécessaires dans leurs budgets respectifs afin de financer la réalisation par l'EPTB des travaux correctifs à intervenir sur les digues de la Bidouze aval, et ce, au travers de leurs participations statutaires à l'EPTB, conformément aux statuts en vigueur de l'EPTB et à l'article 3 de la présente convention,
- accompagner l'EPTB dans l'élaboration du projet et dans sa mise en œuvre.

## 5.4. Engagements des EPCI-FP

La CCPOA et la CAPB autorisent la réalisation par l'EPTB des travaux correctifs à intervenir sur les digues de la Bidouze aval, et leur financement par les Départements concernés au travers de leur adhésion à l'EPTB.

La CCPOA et la CAPB s'engagent à se tenir informées du bon déroulement des opérations, et ce, sur la base des informations délivrées par le SMAMA.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

## Article 6 : Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020 pour une durée de 5 ans.

## Article 7 : Conditions de renouvellement

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties concernées par la délégation et en fonction de l'atteinte des objectifs ou bien lors d'une évaluation globale au terme de la délégation.

## Article 8 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord de l'ensemble des parties, qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

Le SMAMA, en tant que collectivité délégante, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de sa notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

## Article 9 : Conciliation – résolution des litiges

Les parties cosignataires de la présente convention concernées par la délégation de compétence, soit le SMAMA, collectivité délégante, et l'EPTB, collectivité délégataire, conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliations, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

## Article 10 : Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS12_2020-DE

**Fait à Mont-de-Marsan, le**

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

**Raymond POUYANNE**
**Président du SMAMA**

**Jean-Jacques LASSERE**
**Président du Département des Pyrénées-Atlantiques**

**Xavier FORTINON**
**Président du Département des Landes**

**Pierre DUCARRE**
**Président de la CCPOA**

**Jean-René ETCHEGARRAY**
**Président de la CAPB**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Conventions avec les EPCI-FP pour l'animation des démarches d'élaboration de stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) et de mise en œuvre de programme d'action de prévention des inondations (PAPI) - PAPI agglomération dacquoise**

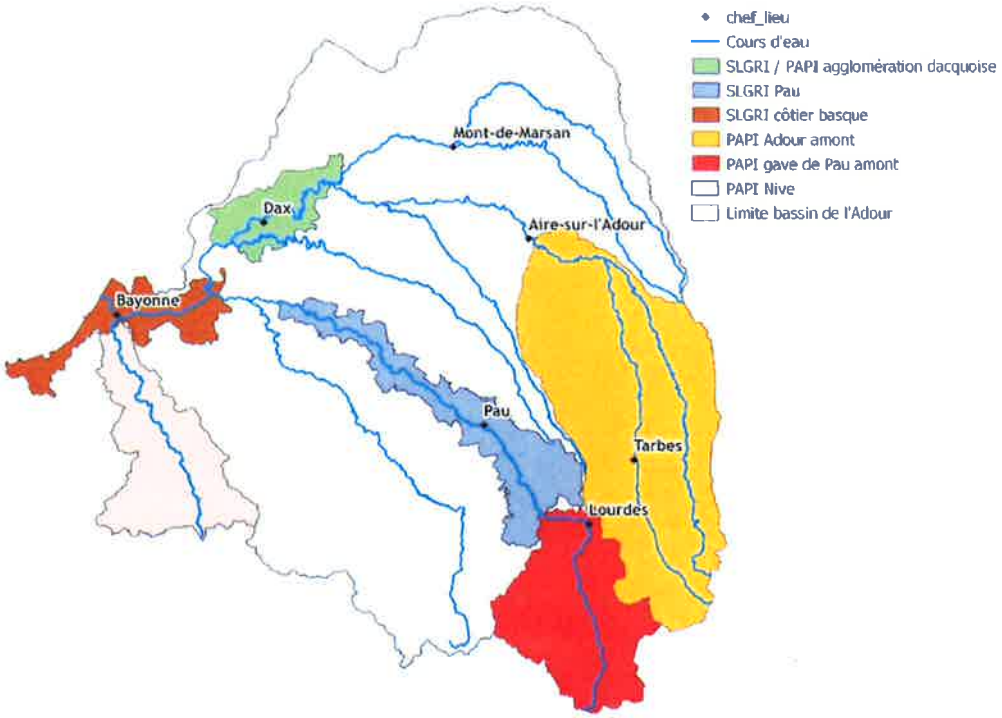
**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de la mission qui lui incombe en tant qu'EPTB en matière de coordination et de mise en cohérence des actions conduites à l'échelle du bassin pour la prévention des inondations, l'Institution Adour intervient dans l'élaboration et la mise en œuvre des démarches afférentes sur le bassin de l'Adour. Le niveau d'intervention et d'implication de l'EPTB varie en fonction des volontés des acteurs du territoire.

Les démarches engagées sur le bassin de l'Adour sont les suivantes :
- SLGRI de l'agglomération dacquoise portée par l'EPTB en partenariat avec la communauté d'agglomération du Grand Dax, suivie pour sa mise en œuvre par l'élaboration d'un PAPI complet conduite par l'EPTB en partenariat avec les 4 EPCI-FP concernés,
- PAPI gave de Pau amont, porté par le PETR Pays de Lourdes et Vallées des gaves, en cours de révision,
- PAPI d'intention Adour amont, porté dans sa phase d'élaboration par l'Institution Adour en partenariat avec le syndicat mixte de l'Adour amont, dont la mise en œuvre est conduite par ce même syndicat,
- PAPI d'intention Nive, porté dans sa phase d'élaboration par la communauté d'agglomération Pays Basque,
- SLGRI côtier basque, porté par la communauté d'agglomération Pays Basque en partenariat avec l'EPTB et, par ce biais, avec les 3 EPCI-FP landais concernés.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE




*PAPI agglomération dacquoise*

Le projet de PAPI agglomération dacquoise a été déposé pour instruction auprès des services de l'état en fin 2019. Afin que l'EPTB continue à en assurer le portage en partenariat avec les EPCI-FP concernés (communauté d'agglomération du Grand Dax, communauté de communes du Pays Tarusate, communauté de communes Terres de Chalosse et communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud), il est proposé d'établir pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2020, un conventionnement précisant le contenu de la mission confiée à l'EPTB, le calendrier prévisionnel de déroulement, les modalités de répartition des charges entre les différents EPCI-FP.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec la communauté d'agglomération du Grand Dax communauté de communes du Pays Tarusate, communauté de communes Terres de Chalosse et communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud pour la mise en œuvre et l'animation du PAPI de l'agglomération dacquoise,
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

GRAND DAX AGGLOMÉRATION

TERRES DE CHALOSSE
communauté de communes

Communauté de Communes du Pays Tarusate

MACS
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud

# CONVENTION

## Partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

Entre d'une part,

L'Institution Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°13/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

Et :

La communauté d'agglomération du Grand Dax, domiciliée 20 avenue de la Gare 40100 Dax, représentée par sa présidente, Élisabeth BONJEAN, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

La communauté de communes du Pays Tarusate, domiciliée à la Maison du Pays 143 rue Jules Ferry 40400 Tartas, représentée par son président, Laurent CIVEL, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

La communauté de communes Terres de Chalosse, domiciliée BP5 - 40380 Montfort-en-Chalosse, représentée par son président Vincent LAGROLA, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

La communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, domiciliée allée des Camélias 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, représentée par son président, Pierre FROUSTEY, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommés : les **EPCI-FP**

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 213-12,

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2019/n°51 en date du 10 septembre 2019 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour » et notamment l'article 10 des statuts qui lui sont annexés,

VU la délibération n°64/2019 en date du 25 septembre 2019 du comité syndical de l'Institution Adour relative à l'engagement de la collectivité dans le programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise,

VU la délibération en date du 31 octobre 2019 du conseil de la communauté de communes Terres de Chalosse relative à l'engagement de la collectivité dans le programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise,

VU la délibération n°DEL146-2019 en date du 6 novembre 2019 du conseil de la communauté d'agglomération du Grand Dax relative à l'engagement de la collectivité dans le programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise,

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

Le PAPI de l'agglomération dacquoise a été déposé auprès des services de l'Etat pour un examen par les instances de labellisation.

Sous réserve de l'obtention de cette labellisation, l'animation du PAPI, d'un commun accord entre l'ensemble de ses parties prenantes, sera assurée par l'Institution Adour.

L'objet de la présente convention est donc d'établir les modalités de ce partenariat qui s'inscrivent dans le cadre de l'item 12° de l'article L211-7 du code de l'environnement : « L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique. »

## Article 1. Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'un partenariat établi entre les EPCI-FP et l'INSTITUTION ADOUR pour l'animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise.

## Article 2. Description de l'opération

Le programme d'actions est constitué d'un total de 28 actions.

Il s'agira, sous l'égide des EPCI-FP, que l'INSTITUTION ADOUR conduise l'animation du projet et assure la maîtrise d'ouvrage sur les actions qui lui ont été assignées, et ce à l'échelle du périmètre concerné par le PAPI.

## Article 3. Objectifs de l'opération

L'opération consiste à piloter le programme et à mener à bien les différentes actions inscrites dans le PAPI.

Pour l'INSTITUTION ADOUR, il s'agira dans ce cadre de :

→ Préparer et animer les réunions de gouvernance de manière régulière ;

→ Assurer le pilotage opérationnel des actions sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour ;

→ Coordonner et impulser les actions prévues dans le PAPI ;

→ Prendre en charge les mesures spécifiques à la sensibilisation et la communication autour du PAPI ;

→ Contrôler l'avancement financier et assurer la mise en œuvre administrative du PAPI ;

→ Assurer les échanges et la coordination avec les autres démarches du territoire (SAGEs, SCOTs, études stratégiques des syndicats de rivières, étude prospective Adour 2050…),

→ Etablir les bilans à mi-parcours et finaux, voire le cas échéant l'élaboration d'un nouveau programme qui pourrait être mis en œuvre à l'issue de celui-ci,

## Article 4. Durée de la mission et calendrier indicatif

L'animation du PAPI de l'agglomération dacquoise est prévue sur un cycle de six ans à compter de la signature de la convention cadre.

Le calendrier du déroulé des actions sur ces six ans présenté en annexe à la présente convention est indiqué à titre informatif et est susceptible d'évoluer.

Des réunions du comité de pilotage sont prévues au moins une fois par an. Des réunions avec chaque partenaire ou acteur de l'eau du territoire pourront également être organisées autant que de besoin.

Aussi, la présente convention est établie à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2027.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

## Article 5. Composition du comité de pilotage du PAPI

Pour suivre l'animation du PAPI, l'INSTITUTION ADOUR s'appuiera sur un comité de pilotage composé des représentants des structures suivantes :

- Les 26 communes du PAPI
- Les 5 syndicats de rivière
- Les 4 EPCI-FP
- Le Département des Landes
- La DDTM des Landes
- Le SDIS 40
- La DREAL Nouvelle-Aquitaine
- Les chambres consulaires
- La Région Nouvelle-Aquitaine
- Les opérateurs réseaux
- L'agence de l'eau Adour-Garonne
- La SEPANSO
- Un représentant de la CLE du SAGE Adour amont
- La SNCF
- Le PETR Adour Chalosse Tursan

## Article 6. Engagements de l'Institution Adour

L'INSTITUTION ADOUR s'engage à :

- Conduire les actions pour lesquelles elle est identifiée maître d'ouvrage ;
- Coordonner les autres actions du PAPI ;
- Assurer un suivi administratif et financier du PAPI.

## Article 7. Engagements des EPCI-FP

Les EPCI-FP s'engagent à :

- Conduire les actions pour lesquelles ils sont identifiés maîtres d'ouvrage ;
- Participer aux instances de suivi du PAPI ;
- Financer les actions selon la répartition adoptée lors de la réunion du comité de pilotage du 18 octobre 2019 et précisée ci-après.

## Article 8. Coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel

Les coûts et plan de financement prévisionnels sont décrits en annexe de la présente convention.

Une clé de répartition a été établie concernant le reste à charge des actions mutualisables estimé à 174 760 € HT pour la durée de la présente convention. Elle prend en compte les paramètres suivants :

- La population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI, comptant pour 25% ;
- Le bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI comptant pour 25% ;
- Le potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI comptant pour 50%.

Le montant total par EPCI-FP suivant cette clé est estimé à :

- CAGD : 82,7 % soit 144 527 € HT
- MACS : 2,7 % soit 4 719 € HT
- CCPT : 7,26 % soit 12 688 € HT
- CCTC : 7,34 % soit 12 827 € HT

## Article 9. Modification

Toute modification susceptible d'être apportée à cette convention devra être validée au préalable par les signataires.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

Fait à Dax, le

**Elisabeth BONJEAN**
**Présidente de la communauté d'agglomération du Grand Dax**

Fait à Tartas, le

**Laurent CIVEL**
**Président de la communauté de communes du Pays Tarusate**

Fait à Montfort-en-Chalosse, le

**Vincent LAGROLA**
**Président de la communauté de communes Terres de Chalosse**

Projet

Liste des annexes :

- synthèse financière prévisionnelle des actions identifiées dans le cadre du PAPI ;
- calendrier prévisionnel des actions du PAPI.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

Annexe n°1 : synthèse financière prévisionnelle des actions identifiées dans le cadre du PAPI

| | Axe 0 : Animation | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 0.1 | Animation du PAPI[1] | Institution Adour | 381 600 € | TTC | 135 840 € | 20% | 144 000 € | 40% | 0 € | 0% | 50 880 € | 40% | 50 880 € | 40% | 0 € | 0 | 2026 |

| | Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 1.1 | Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire | Institution Adour | 24 000 € | TTC | 4 800 € | 20% | 0 € | 0 | 12 000 € | 50% | 7 200 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2026 |
| 1.2 | Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations | Institution Adour | 36 000 € | TTC | 7 200 € | 20% | 0 € | 0 | 18 000 € | 50% | 10 800 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| 1.3 | Protocole de collecte des données après les crues | Institution Adour | 12 000 € | TTC | 2 400 € | 20% | 0 € | 0 | 6 000 € | 50% | 3 600 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| 1.4 | Actualisation des DICRIM sur le territoire[2] | Institution Adour | 65 900 € | TTC | 13 180 € | 20% | 0 € | 0 | 32 950 € | 50% | 19 770 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| | | | 20 550 € | | 14 385 € | 70% | | | 0 € | 0% | 6 165 € | | | | | | |
| 1.5 | Mise en place de repères de crue[2] | Institution Adour | 21 195 € | TTC | 4 240 € | 20% | 0 € | 0 | 10 598 € | 50% | 2 120 € | 10% | 0 € | 0 | 4 240 € | 20% | 2022 |
| | | | 1 800 € | | 1 260 € | 70% | | | 0 € | 0% | 180 € | | | | 360 € | | |
| 1.6 | Sensibilisation de la population sur le risque inondation | Institution Adour | 108 000 € | TTC | 21 600 € | 20% | 0 € | 0 | 54 000 € | 50% | 32 400 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| 1.7 | Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax | CAGD | 36 000 € | TTC | 18 000 € | 50% | 0 € | 0 | 18 000 € | 50% | 0 € | 0% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2023 |
| 1.8 | Etude du fonctionnement du lac de Christus | CAGD | 24 000 € | TTC | 12 000 € | 50% | 0 € | 0 | 12 000 € | 50% | 0 € | 0% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2024 |
| 1.9 | Etude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10 | Institution Adour | 12 000 € | TTC | 6 000 € | 50% | 0 € | 0 | 6 000 € | 50% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| | **TOTAL** | | **361 445 €** | | **105 065 €** | | | | **169 548 €** | | **82 235 €** | | | | **4 600 €** | | |

| | Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 2.1 | Anticipation des crues sur le Luy | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2026 |
| 2.2 | Pose d'échelles limnimétriques[2] | Institution Adour | 12 600 € | TTC | 2 520 € | 20% | 0 € | 0 | 6 300 € | 50% | 1 260 € | 10% | 0 € | 0 | 2 520 € | 20% | 2022 |
| | | | 2 890 € | | 2 020 € | 70% | | | 0 € | 0% | 290 € | | | | 580 € | | |
| | **TOTAL** | | **15 490 €** | | **4 540 €** | | | | **6 300 €** | | **1 550 €** | | | | **3 100 €** | | |

| | Axe 3 : Alerte et gestion de crise | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 3.1 | Création d'un annuaire de période de crise | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2023 |
| 3.2 | Création d'une cellule de crise interne | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2024 |
| 3.3 | Amélioration de la communication lors de la crise | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2026 |
| 3.4 | Harmonisation des plans communaux de sauvegarde [2] | Institution Adour | 65 900 € | TTC | 13 180 € | 20% | 0 € | 0 | 32 950 € | 50% | 19 770 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| | | | 20 550 € | | 14 385 € | 70% | | | 0 € | 0% | 6 165 € | | | | | | |
| 3.5 | Mise en place d'exercice de gestion de crise | Institution Adour | 48 000 € | TTC | 9 600 € | 20% | 0 € | 0 | 0 | 0 | 38 400 € | 80% | 0 | 0 | 0 | 0 | 2026 |
| 3.6 | Mise en place de plans particuliers de mise en sécurité | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2026 |
| | **TOTAL** | | **134 450 €** | | **37 165 €** | | | | **32 950 €** | | **64 335 €** | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

| | Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 4.1 | Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2026 |
| 4.2 | Etude sur les outils d'acquisition dont les préemptions | Institution Adour | 60 000 € | TTC | 12 000 € | 20% | 0 € | 0 | 30 000 € | 50% | 18 000 € | 30% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2022 |
| 4.3 | Création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) sur Bégaar | CCPT | PM (voir action 5.2) | | | | | | | | | | | | | | 2026 |
| | **TOTAL** | | **60 000 €** | | **12 000 €** | | | | **30 000 €** | | **18 000 €** | | | | | | |

| | Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 5.1 | Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations[2] | Institution Adour | 46 000 € | HT | 23 000 € | 50% | 0 € | 0% | 23 000 € | 50% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2023 |
| | | | 34 000 € | | 34 000 € | 100% | | | 0 € | 0% | | | | | | | |
| 5.2 | Rachat de biens en zone inondable | CCPT | 1 000 000 € | HT | 1 000 000 € | 100% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2026 |
| 5.3 | Mise en place d'un plan de continuité d'activité | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2025 |
| | **TOTAL** | | **1 080 000 €** | | **1 057 000 €** | | | | **23 000 €** | | | | | | | | |

| | Axe 6 : Gestion des écoulements | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 6.1 | Réflexion sur la recherche de méthodes douces pour ralentir les écoulements | Institution Adour | 60 000 € | TTC | 12 000 € | 20% | 0 € | 0 | 30 000 € | 50% | 0 € | 0 | 18 000 € | 30% | 0 € | 0 | 2025 |
| 6.2 | Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2021 |
| | **TOTAL** | | **60 000 €** | | **12 000 €** | | | | **30 000 €** | | | | **18 000 €** | | | | |

| | Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **N°action** | **Libellé de l'action** | **Nom du maître d'ouvrage** | **COUT GLOBAL** | **HT ou TTC** | **Maître d'ouvrage** | **% Part.** | **État BOP 181** | **% Part.** | **État FPRNM** | **% Part.** | **FEDER** | **% Part.** | **AEAG** | **% Part.** | **Région NA** | **% Part.** | **Échéance de réalisation** |
| 7.1 | Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues | Institution Adour | Réalisé en régie | | | | | | | | | | | | | | 2022 |
| 7.2 | Réalisation des travaux pour le système d'endiguement dacquois[3] | CAGD | 971 400 € | HT | 485 700 € | 50% | 0 € | 0 | 485 700 € | 50% | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 0 | 2023 |
| | | | 8 427 950 € | | 5 056 770 € | 60% | | | 3 371 180 € | 40% | | | | | | | 2026 |
| | **TOTAL** | | **9 399 350 €** | | **5 542 470 €** | | | | **3 856 880 €** | | | | | | | | |

[1] Le cofinancement du FEDER est prévu entre 2020 et 2022, celui de l'AEAG entre 2023 et 2024. Pour 2025 et 2026 seul le cofinancement Etat est pris en compte.
[2]Une distinction est faite pour les communes soumises à un PPRi et celles qui ne le sont pas.
[3]Une distinction est faite pour différencier le montant des études d'avant-projet et le montant des travaux.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS13_2020-DE

Annexe n°2 : calendrier prévisionnel des actions du PAPI

| Action | Intitulé | Maître d'ouvrage | 2020 | 2021 | | 2022 | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 2ème semestre | 1er semestre | 2ème semestre | 1er semestre | 2ème semestre | 1er semestre | 2ème semestre | 1er semestre | 2ème semestre | 1er semestre | 2ème semestre | 1er semestre |
| **AXE 0 : ANIMATION** | | | | | | | | | | | | | | |
| **0.1** | Animation du PAPI | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 1 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE** | | | | | | | | | | | | | | |
| **1.1** | Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.2** | Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.3** | Protocole de collecte des données après les crues | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.4** | Actualisation des DICRIM sur le territoire | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.5** | Mise en place de repères de crue | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.6** | Sensibilisation de la population sur le risque inondation | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **1.7** | Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax | CAGD | | | | | | | | | | | | |
| **1.8** | Etude du fonctionnement du lac de Christus | CAGD | | | | | | | | | | | | |
| **1.9** | Etude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10 | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 2 : SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS** | | | | | | | | | | | | | | |
| **2.1** | Anticipation des crues sur le Luy | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **2.2** | Pose d'échelles limnimétriques | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 3 : ALERTE ET GESTION DE CRISE** | | | | | | | | | | | | | | |
| **3.1** | Création d'un annuaire de période de crise | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **3.2** | Création d'une cellule de crise interne | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **3.3** | Amélioration de la communication lors de la crise | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **3.4** | Harmonisation des plans communaux de sauvegarde | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **3.5** | Réalisation d'exercices de gestion de crise | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **3.6** | Mise en place d'un plan particulier de mise en sécurité | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 4 : PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME** | | | | | | | | | | | | | | |
| **4.1** | Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **4.2** | Etude sur les outils d'acquisition et de préemption | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **4.3** | Création d'une zone d'aménagement différée sur Bégaar | CCPT | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 5 : REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES PERSONNES ET DES BIENS** | | | | | | | | | | | | | | |
| **5.1** | Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **5.2** | Rachat des biens en zones inondables | CCPT | | | | | | | | | | | | |
| **5.3** | Mise en place d'un plan de continuité d'activité | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 6 : GESTION DES ECOULEMENTS** | | | | | | | | | | | | | | |
| **6.1** | Refléxion sur le ralentissement des écoulements par méthodes douces | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **6.2** | Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES** | | | | | | | | | | | | | | |
| **7.1** | Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues | Institution Adour | | | | | | | | | | | | |
| **7.2** | Réalisation des travaux préconisés par l'étude de dangers de Dax | CAGD | | | | | | | | | | | | |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Conventions avec les EPCI-FP pour l'animation des démarches d'élaboration de stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) et de mise en œuvre de programme d'action de prévention des inondations (PAPI) - SLGRI côtier basque**

**Exposé des motifs :**

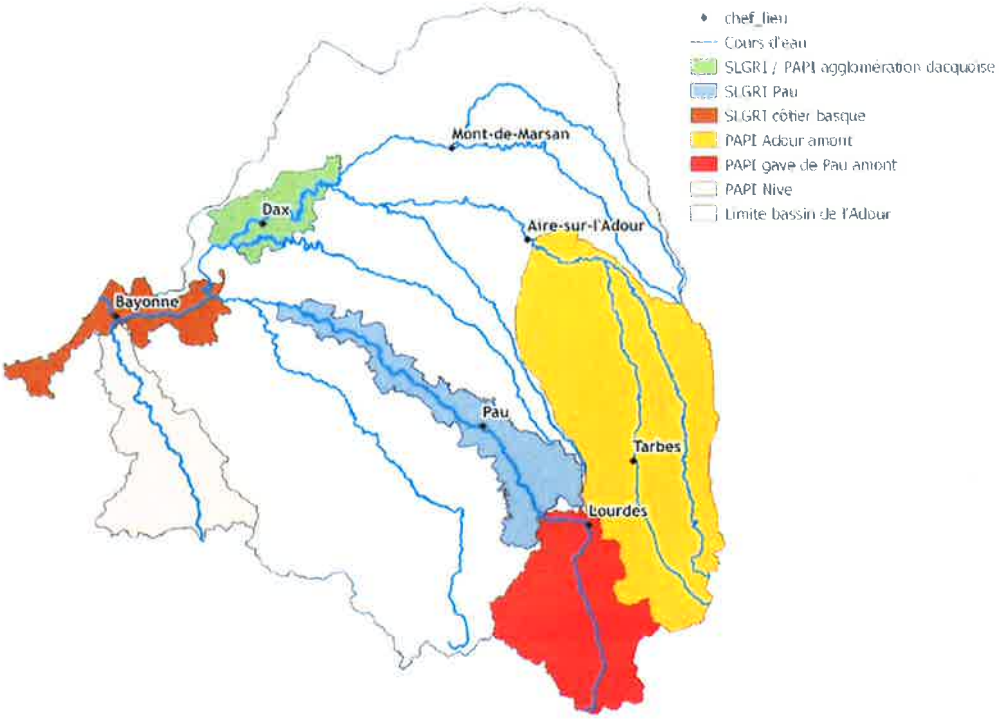
Dans le cadre de la mission qui lui incombe en tant qu'EPTB en matière de coordination et de mise en cohérence des actions conduites à l'échelle du bassin pour la prévention des inondations, l'Institution Adour intervient dans l'élaboration et la mise en œuvre des démarches afférentes sur le bassin de l'Adour. Le niveau d'intervention et d'implication de l'EPTB varie en fonction des volontés des acteurs du territoire.

Les démarches engagées sur le bassin de l'Adour sont les suivantes :
- SLGRI de l'agglomération dacquoise portée par l'EPTB en partenariat avec la communauté d'agglomération du Grand Dax, suivie pour sa mise en œuvre par l'élaboration d'un PAPI complet conduite par l'EPTB en partenariat avec les 4 EPCI-FP concernés,
- PAPI gave de Pau amont, porté par le PETR Pays de Lourdes et Vallées des gaves, en cours de révision,
- PAPI d'intention Adour amont, porté dans sa phase d'élaboration par l'Institution Adour en partenariat avec le syndicat mixte de l'Adour amont, dont la mise en œuvre est conduite par ce même syndicat,
- PAPI d'intention Nive, porté dans sa phase d'élaboration par la communauté d'agglomération Pays Basque,
- SLGRI côtier basque, porté par la communauté d'agglomération Pays Basque en partenariat avec l'EPTB et, par ce biais, avec les 3 EPCI-FP landais concernés.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE




*SLGRI côtier basque*

Le territoire à risque important d'inondation Côtier Basque intègre deux natures de risques : le risque de submersion marine sur la façade littorale et le risque d'inondation fluviale sur l'Adour aval. Le portage de l'élaboration de cette stratégie a été confié à la communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB). Néanmoins, une convention de partenariat a été établie entre l'agglomération et l'EPTB concernant l'élaboration du volet fluvial de cette stratégie. Les modalités de ce partenariat prévoient que :

- La CAPB participe « en nature », en confiant à l'un de ses agents la mission de conduire, sous la responsabilité de l'Institution Adour, sous son encadrement et dans ses locaux, l'animation et l'élaboration du volet fluvial de la stratégie, et assure la coordination entre les volets « débordement fluvial » et « submersion marine » de la stratégie locale,
- L'Institution Adour assure l'encadrement et l'accueil dans ses locaux de l'agent pour l'animation de l'élaboration du volet « débordement fluvial » de la stratégie locale, ainsi que la coordination avec les autres EPCI-FP du territoire concerné par ce volet.

Afin de finaliser ce partenariat pour l'élaboration de la stratégie locale, tant avec la CAPB qu'avec les communautés de communes du Seignanx, Maremne Adour Côte-Sud et Pays d'Orthe et Arrigans, il vous est proposé de :

- prolonger par avenant la convention établie précédemment avec la CAPB jusqu'à 30 juin 2020,
- adopter les termes du partenariat à formaliser avec les communautés de communes du Seignanx, Maremne Adour Côte-Sud et Pays d'Orthe et Arrigans.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

**DECIDE**

## Article 1

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de partenariat établie avec la communauté d'agglomération Pays Basque pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque »
- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec les communautés de communes du Seignanx, Maremne Adour Côte-Sud et Pays d'Orthe et Arrigans pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque »
- D'autoriser le Président à signer ces avenant et conventions ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Communauté D'AGGLOMERATION PAYS BASQUE
EUSKAL HIRIGUNE Elkargoa

# AVENANT N°1 A LA CONVENTION

## Partenariat pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque »

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

**Entre :**

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°14/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

Et :

La communauté d'agglomération Pays Basque (CAPB), domiciliée 15 avenue Foch – CS 88507 64185 Bayonne cedex, représentée par son président, Jean-René ETCHEGARAY, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°xx du conseil permanent en date du xx,

ci-après dénommé : la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

VU la directive européenne 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

VU le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R166-15 relatifs aux stratégies locales ;

VU l'arrêté du 21 mars 2012 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2013 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion du risque inondation ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.213-12,

VU l'arrêté du 3 décembre 2014 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant les cartes des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant les périmètres, les objectifs et les délais d'approbation des stratégies locales des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour- Garonne ;

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

VU l'arrêté du 1er décembre 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°790 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

VU l'arrêté interpréfectoral n°64 2018-02-22-002 en date du 22 février 2018 portant sur le pilotage de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation sur le territoire à risque important d'inondation Côtier basque,

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2019/n°51 en date du 10 septembre 2019 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

VU la convention signée le 5 février 2019 entre l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pays Basque concernant le partenariat pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque »,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Cet avenant a pour objet de rallonger la durée d'effet de la convention établie entre la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION et l'INSTITUTION ADOUR afin de permettre la validation de la SLGRI côtier basque.

## ARTICLE 2 : DUREE DE LA MISSION ET CALENDRIER INDICATIF

L'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale afférente au territoire à risque important d'inondation côtier basque suppose de se poursuivre pour une durée de 6 mois supplémentaire à compter du 1er janvier 2020, date initialement prévue de fin de la convention.

Le calendrier présenté ci-après est indiqué à titre informatif et est susceptible d'évoluer en fonction des phases de validation.

Mois n°1 à 3 :
Validation de la SLGRI par le COPIL et retours éventuels des parties prenantes.

Mois n°4 à 6 :
Avis de la commission inondation de bassin (CIB) et approbation de la SLGRI côtier basque par les Préfets de département.

## ARTICLE 3 : DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant est établi pour une durée de 6 mois.

## ARTICLE 10 : RESILIATION

Toute modification susceptible d'être apportée à cette convention devra être validée au préalable par les signataires.
Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul CARRERE**
**Président de l'Institution Adour**

**Jean-René ETCHEGARRAY**
**Président de la communauté d'agglomération Pays Basque**

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Le Seignanx
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# CONVENTION

Partenariat pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Entre d'une part,

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°14/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

Et d'autre part,

La communauté de communes du Seignanx (CCS), domiciliée 1526 avenue de Barrère, 40390 Saint-Martin-de-Seignanx, représentée par son président, Eric GUILLOTEAU, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n° xx en date du xx,

ci-après dénommé : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

VU la directive européenne 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73 ;

VU le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.166-15 relatifs aux stratégies locales ;

VU l'arrêté du 21 mars 2012 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2013 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion du risque inondation ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.213-12 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2014 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant les cartes des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant les périmètres, les objectifs et les délais d'approbation des stratégies locales des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour- Garonne ;

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau ;

VU l'arrêté du 1er décembre 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°790 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°64 2018-02-22-002 en date du 22 février 2018 portant sur le pilotage de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation sur le territoire à risque important d'inondation Côtier basque ;

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour » ;

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

La directive cadre inondation impose aux états membres d'identifier les territoires à risques importants au regard des risques d'inondation fluviale et de submersion marine. Dans ce cadre, pour le bassin Adour-Garonne, 18 TRI ont été identifiés parmi lesquels le TRI côtier basque.

Ce territoire à risque important présente la particularité d'être concerné par les deux risques :

- débordement de l'Adour pour les communes Tarnos, Boucau, Anglet, Bayonne, Lahonce et Mouguerre,
- submersion marine pour les communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart, Boucau, Ciboure, Guéthary, Hendaye, Lahonce, Mouguerre, Saint-Jean-de-Luz, Tarnos, Urrugne.

En l'absence de porteur désigné, l'Etat a procédé à la cartographie de la stratégie locale de gestion du risque (inondation fluviale de l'Adour et submersion marine). Dans ce cadre, le périmètre de la stratégie établi par l'Etat concerne 23 communes parmi lesquelles 16 communes sont soumises au risque de débordement de l'Adour soit les 6 communes concernées du TRI auxquelles s'ajoutent les communes d'Urcuit, Saint-Martin-de-Seignanx, Urt, Bardos, Saint-Barthélemy, Saint-Laurent-de-Gosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Guiche, Sames, Port-de-Lanne.

Après consultation des collectivités du territoire, il a été convenu que la communauté d'agglomération Pays Basque sera la structure porteuse de la stratégie locale intégrant les deux risques et confierait à l'Institution Adour le portage, l'animation et l'élaboration la stratégie locale de gestion pour ce qui relève du risque inondation fluviale de l'Adour.

| Composante de la mission | Partie « débordement fluvial de l'Adour » | Partie « submersion marine » |
|---|---|---|
| Animation, élaboration et accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion | Institution Adour | CAPB |
| Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets | CAPB | |

L'INSTITUTION ADOUR, syndicat mixte ouvert, conduit depuis plusieurs années sur le bassin de l'Adour une partie des opérations relatives à la prévention des inondations, conformément aux missions inscrites dans ses statuts et à ses programmes d'actions. Elle porte notamment :

- le portage, l'animation, l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI de Dax et le plan d'action de prévention des inondations associé, en partenariat avec l'agglomération du Grand Dax,
- l'animation et l'élaboration du plan d'action de prévention des inondations du sous-bassin versant Adour amont, en partenariat avec les principaux syndicats de rivière du sous-bassin.

L'INSTITUTION ADOUR, en tant qu'EPTB, a un rôle majeur à jouer dans la cohérence des actions au regard des enjeux du grand cycle de l'eau, de coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur leur périmètre et, plus généralement, de contribution à l'atteinte du bon état écologique de la directive cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation.

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES a été créée le 1er janvier 1993, regroupe 8 communes et compte près de 27 000 habitants.
Son territoire :

- présente des enjeux forts liés à la fois aux risques d'inondation,
- est marqué par des évènements de crues sur le périmètre de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation du TRI côtier basque et même au-delà,
- où les crues historiques de l'Adour les plus graves correspondent à des phénomènes cumulés liés, d'une part, à l'influence de la marée haute et de la surcote marine et, d'autre part, à des crues amont de l'Adour.

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES :

- exerce la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 pour l'ensemble de son territoire, étant précisé qu'un transfert de l'intégralité de cette compétence a été effectué au syndicat mixte du bas Adour pour le territoire des communes relevant de la stratégie locale de gestion du risque inondation,
- participe à l'élaboration d'outils de gestion intégrée de l'eau comme le SAGE Adour aval,
- est concernée par le périmètre de la SLGRI du TRI Côtier basque.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## Article 1. Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'un partenariat établi entre la COMMUNAUTE DE COMMUNES et l'INSTITUTION ADOUR pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale de gestion des risques du territoire à risque important côtier basque.

## Article 2. Description de l'opération

La stratégie locale relative au TRI côtier basque sera constituée de deux volets qui devront être coordonnés et articulés :

- débordement de l'Adour
- submersion marine

La présente convention concerne uniquement le volet « débordement de l'Adour ».

Sous l'égide de la communauté d'agglomération du Pays Basque, l'INSTITUTION ADOUR conduit les actions d'animation, de concertation et d'élaboration afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, et ce à l'échelle du périmètre concerné, tel que défini par l'arrêté du 11 mars 2015 du Préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, incluant de fait une partie du territoire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES.

## Article 3. Objectifs de l'opération

L'opération, déclinée en actions d'animation, de sensibilisation, de rédaction et d'études, vise l'établissement d'une stratégie locale.

Cette démarche permettra de définir collectivement une stratégie locale de gestion du risque inondation sur le TRI côtier basque avec pour objectif de réduire le risque d'inondation auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation
- Améliorer la gestion de crise et le délai de retour à la normale
- Aménager durablement les territoires pour en réduire la vulnérabilité
- Restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Pour l'INSTITUTION ADOUR, il s'agira donc dans ce cadre :

- de s'appuyer sur différentes instances pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, à savoir le comité de pilotage de la SLGRI, son comité technique, et une commission thématique « débordement de l'Adour » laquelle serait animée par l'EPTB et associera la COMMUNAUTE DE COMMUNES,
- de dresser un inventaire des connaissances disponibles en matière de débordement de l'Adour sur le périmètre concerné,
- d'établir un état des lieux sommaire du risque inondation en s'appuyant sur le travail conduit dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour aval,
- de décliner les objectifs du plan de gestion du risque inondation (PGRI) en dispositions applicables à l'échelle du périmètre de la stratégie locale,
- de proposer un plan d'actions pour mettre en œuvre les objectifs du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale ainsi que les modalités de financement afférentes.

## Article 4. Durée du partenariat

L'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale afférente au territoire à risque important d'inondation côtier basque devrait être sanctionnée par un arrêté inter-préfectoral pris avant la fin de l'année 2020 après passage devant les instances de bassin (commission inondation de bassin).
Ainsi, l'échéance de la présente convention est portée au 31 décembre 2020, étant précisé que celle-ci pourra être prolongée par voix d'avenant ou renouvelée par convention.

## Article 5. Commission débordement fluvial

Pour élaborer le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, l'INSTITUTION ADOUR s'appuiera sur une commission thématique « débordement fluvial » composée des représentants des établissements suivants :

| Structure animatrice | Institution Adour |
|---|---|
| Services et établissements publics de l'état | Préfecture des Pyrénées-Atlantiques |
| | Préfecture des Landes |
| | DREAL Nouvelle-Aquitaine |
| | DDTM64 |
| | DDTM40 |
| | Agence de l'eau Adour-Garonne |
| Communes du département des Pyrénées-Atlantiques situées dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Boucau |
| | Anglet |
| | Bayonne |
| | Lahonce |
| | Mouguerre |
| | Urcuit |
| | Urt |
| | Bardos |
| | Guiche |
| | Sames |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

| | |
|---|---|
| Communes du département des Landes situées dans le périmètre dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | **Tarnos** |
| | **Saint-Martin-de-Seignanx** |
| | **Saint-Barthélémy** |
| | **Saint-Laurent-de-Gosse** |
| | Sainte-Marie-de-Gosse |
| | Port-de-Lanne |
| Communautés d'agglomération et de communes | CAPB |
| | **CdC du Seignanx** |
| | MACS |
| | CdC du Pays d'Orthe et Arrigans |
| Syndicats de rivière intervenant dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et affluents (SIPBAMA) |
| | Syndicat mixte du bas Adour (SMBA) |
| Autres structures associées | Département des Pyrénées-Atlantiques |
| | Département des Landes |
| | SDIS64 |
| | SDIS40 |
| | Commission locale de l'eau du SAGE Adour aval |

Projet

## Article 6. Engagements de l'INSTITUTION ADOUR

L'INSTITUTION ADOUR s'engage à :

- conduire les actions d'animation et de concertation afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, en collaboration avec les différentes parties prenantes identifiées dans l'arrêté préfectoral afférent,
- rédiger le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale en tenant compte des données relatives à l'impact de la mer,
- associer la COMMUNAUTE DE COMMUNES dans l'ensemble de ces réalisations.

Les moyens humains incombant spécifiquement à l'INSTITUTION ADOUR pour mener à bien cette mission correspondront donc à :

- 26 jours consacrés par deux chargés de mission de l'INSTITUTION ADOUR à l'encadrement du chargé de mission « TRI côtier basque ».

## Article 7. Engagements de la COMMUNAUTE DE COMMUNES

La COMMUNAUTE DE COMMUNES s'engage à :

- Participer à l'élaboration de la stratégie locale ;
- A participer financièrement aux charges de l'INSTITUTION ADOUR.

## Article 8. Coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel

Les coûts et plan de financement prévisionnels sont décrits en annexe de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

## Article 9. Résiliation de la convention

Toute modification susceptible d'être apportée à cette convention devra être validée au préalable par les signataires.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

| Pour l'Institution Adour<br>le Président, | Pour la communauté de communes du Seignanx<br>Le Président, |
|---|---|
| Paul CARRÈRE | Éric GUILLOTEAU |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

## ANNEXE

**COUT PREVISIONNEL ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

Le coût total prévisionnel de l'opération pour l'élaboration de la SLGRi se décompose comme suit :

L'essentiel des charges est assuré par la communauté d'agglomération du Pays Basque qui se traduit par du agent (0.4 ETP) d'un chargé de mission correspondant à 18 800 € annuel.

Concernant les dépenses incombant à l'INSTITUTION ADOUR pour lesquelles sont appelées les contributions des EPCI-FP :

- coûts d'encadrement (le coût d'encadrement inclut la rémunération du personnel en charge de l'encadrement du chargé de mission à hauteur de 36 jours, les frais de structure et les frais de déplacement afférents) : 14 865 € TTC
- prestations complémentaires éventuelles d'acquisition de données, de sensibilisation / communication (ex. : acquisition de photographies aériennes en cas de crue, lettre d'information dédiée) : 3 500 €.

Les charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR sont donc réparties selon le plan de financement suivant :

- 80% de subvention (FEDER)
- 20% restant à charge de l'INSTITUTION ADOUR, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, qui sont répartis à parité entre les EPCI-FP landais concernés par le périmètre de la SLGRI et les Départements membres de l'INSTITUTION ADOUR concernés conformément aux règles de répartitions statutaires en vigueur ;

Le plan de financement prévisionnel des charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR est donc le suivant :

| Poste de dépenses | Montant prévisionnel TTC (pour 12 mois) | Europe (FEDER) | | Institution Adour | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | EPCI-FP | | Départements membres de l'IA | |
| | | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC |
| Encadrement et coordination de la mission | 14 865 € | 80% | 11 892 € | 10% | 1 486.50 € | 10% | 1 486.50 € |
| Autres prestations | 3 500 € | 80% | 2 800 € | 10% | 350 € | 10% | 350 € |
| **TOTAL** | **18 365 €** | **80%** | **14 692 €** | **10%** | **1 836.50 €** | **10%** | **1 836.50 €** |

La répartition prévisionnelle entre les Départements membres de l'Institution Adour concernés a été calculée au prorata par département de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes concernées de la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 31,36% pour le Département des Landes et 68,64% pour le Département des Pyrénées-Atlantiques.

La répartition prévisionnelle entre les EPCI-FP landais concernés a été calculée au prorata par EPCI-FP de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes membres concernées par la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 14,18% pour la CCPOA, 29,52% pour MACS et 56,30% pour la Communauté de communes du Seignanx. Ces participations feront l'objet d'un conventionnement entre l'Institution Adour et chacun des EPCI-FP :

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE



| EPCI-FP | Taux participation | Montant de la participation |
|---|---|---|
| Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans | 14,18 % | 260,42 € |
| Communauté de communes Maremne Adour côte sud | 29,52 % | 542,13 € |
| **Communauté de communes du Seignanx** | **56,30 %** | **1 033,95 €** |
| **Total** | **100 %** | **1 836,50 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

MACS
Communauté de communes
Maremne Adour Côte-Sud

# CONVENTION

Partenariat pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Entre d'une part,

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°14/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

Et d'autre part,

La communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS), domiciliée Allée des Camélias, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, représentée par son président, Pierre FROUSTEY, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du 27 février 2020,

ci-après dénommé : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

VU la directive européenne 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73 ;

VU le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.166-15 relatifs aux stratégies locales ;

VU l'arrêté du 21 mars 2012 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2013 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion du risque inondation ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.213-12 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2014 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant les cartes des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant les périmètres, les objectifs et les délais d'approbation des stratégies locales des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour- Garonne ;

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau ;

VU l'arrêté du 1er décembre 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°790 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°64 2018-02-22-002 en date du 22 février 2018 portant sur le pilotage de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation sur le territoire à risque important d'inondation Côtier basque ;

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour » ;

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

La directive cadre inondation impose aux états membres d'identifier les territoires à risques importants au regard des risques d'inondation fluviale et de submersion marine. Dans ce cadre, pour le bassin Adour-Garonne, 18 TRI ont été identifiés parmi lesquels le TRI côtier basque.

Ce territoire à risque important présente la particularité d'être concerné par les deux risques :

- débordement de l'Adour pour les communes Tarnos, Boucau, Anglet, Bayonne, Lahonce et Mouguerre,
- submersion marine pour les communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart, Boucau, Ciboure, Guéthary, Hendaye, Lahonce, Mouguerre, Saint-Jean-de-Luz, Tarnos, Urrugne.

En l'absence de porteur désigné, l'Etat a procédé à la cartographie de la stratégie locale de gestion du risque (inondation fluviale de l'Adour et submersion marine). Dans ce cadre, le périmètre de la stratégie établi par l'Etat concerne 23 communes parmi lesquelles 16 communes sont soumises au risque de débordement de l'Adour soit les 6 communes concernées du TRI auxquelles s'ajoutent les communes d'Urcuit, Saint-Martin-de-Seignanx, Urt, Bardos, Saint-Barthélemy, Saint-Laurent-de-Gosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Guiche, Sames, Port-de-Lanne.

Après consultation des collectivités du territoire, il a été convenu que la communauté d'agglomération Pays Basque sera la structure porteuse de la stratégie locale intégrant les deux risques et confierait à l'Institution Adour le portage, l'animation et l'élaboration la stratégie locale de gestion pour ce qui relève du risque inondation fluviale de l'Adour.

| Composante de la mission | Partie « débordement fluvial de l'Adour » | Partie « submersion marine » |
|---|---|---|
| Animation, élaboration et accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion | Institution Adour | CAPB |
| Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets | CAPB | |

L'INSTITUTION ADOUR, syndicat mixte ouvert, conduit depuis plusieurs années sur le bassin de l'Adour une partie des opérations relatives à la prévention des inondations, conformément aux missions inscrites dans ses statuts et à ses programmes d'actions. Elle porte notamment :

- le portage, l'animation, l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI de Dax et le plan d'action de prévention des inondations associé, en partenariat avec l'agglomération du Grand Dax,
- l'animation et l'élaboration du plan d'action de prévention des inondations du sous-bassin versant Adour amont, en partenariat avec les principaux syndicats de rivière du sous-bassin.

L'INSTITUTION ADOUR, en tant qu'EPTB, a un rôle majeur à jouer dans la cohérence des actions au regard des enjeux du grand cycle de l'eau, de coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur leur périmètre et, plus généralement, de contribution à l'atteinte du bon état écologique de la directive cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation.

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES a été créée en 2002, regroupe 23 communes et compte près de 64 500 habitants.
Son territoire :

- présente des enjeux forts liés à la fois aux risques d'inondation,
- est marqué par des évènements de crues sur le périmètre de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation du TRI Côtier basque et même au-delà,
- où les crues historiques de l'Adour les plus graves correspondent à des phénomènes cumulés liés d'une part, à l'influence de la marée haute et de la surcote marine et, d'autre part, à des crues amont de l'Adour.

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES :

- exerce la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 pour l'ensemble de son territoire, étant précisé qu'un transfert de l'intégralité de cette compétence a été effectué au syndicat mixte du bas Adour pour le territoire des communes relevant de la stratégie locale de gestion du risque inondation,
- participe à l'élaboration d'outils de gestion intégrée de l'eau comme le SAGE Adour aval,
- est concernée par le périmètre de la SLGRI du TRI Côtier basque.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## Article 1. Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'un partenariat établi entre la COMMUNAUTE DE COMMUNES et l'INSTITUTION ADOUR pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale de gestion des risques du territoire à risque important côtier basque.

## Article 2. Description de l'opération

La stratégie locale relative au TRI côtier basque sera constituée de deux volets qui devront être coordonnés et articulés :

- débordement de l'Adour
- submersion marine

La présente convention concerne uniquement le volet « débordement de l'Adour ».

Sous l'égide de la communauté d'agglomération du Pays Basque, l'INSTITUTION ADOUR conduit les actions d'animation, de concertation et d'élaboration afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, et ce à l'échelle du périmètre concerné, tel que défini par l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, incluant de fait une partie du territoire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES.

## Article 3. Objectifs de l'opération

L'opération, déclinée en actions d'animation, de sensibilisation, de rédaction et d'études, vise l'établissement d'une stratégie locale.

Cette démarche permettra de définir collectivement une stratégie locale de gestion du risque inondation sur le TRI côtier basque avec pour objectif de réduire le risque d'inondation auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation
- Améliorer la gestion de crise et le délai de retour à la normale
- Aménager durablement les territoires pour en réduire la vulnérabilité
- Restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Pour l'INSTITUTION ADOUR, il s'agira donc dans ce cadre :

- de s'appuyer sur différentes instances pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, à savoir le comité de pilotage de la SLGRI, son comité technique, et une commission thématique « débordement de l'Adour » laquelle serait animée par l'EPTB et associera la COMMUNAUTE DE COMMUNES,
- de dresser un inventaire des connaissances disponibles en matière de débordement de l'Adour sur le périmètre concerné,
- d'établir un état des lieux sommaire du risque inondation en s'appuyant sur le travail conduit dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour aval,
- de décliner les objectifs du plan de gestion du risque inondation (PGRI) en dispositions applicables à l'échelle du périmètre de la stratégie locale,
- de proposer un plan d'actions pour mettre en œuvre les objectifs du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale ainsi que les modalités de financement afférentes.

## Article 4. Durée du partenariat

L'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale afférente au territoire à risque important d'inondation côtier basque devrait être sanctionnée par un arrêté inter-préfectoral pris avant la fin de l'année 2020 après passage devant les instances de bassin (commission inondation de bassin).
Ainsi, l'échéance de la présente convention est portée au 31 décembre 2020, étant précisé que celle-ci pourra être prolongée par voix d'avenant ou renouvelée par convention.

## Article 5. Commission débordement fluvial

Pour élaborer le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, l'INSTITUTION ADOUR s'appuiera sur une commission thématique « débordement fluvial » composée des représentants des établissements suivants :

| Structure animatrice | Institution Adour |
|---|---|
| Services et établissements publics de l'état | Préfecture des Pyrénées-Atlantiques |
| | Préfecture des Landes |
| | DREAL Nouvelle-Aquitaine |
| | DDTM64 |
| | DDTM40 |
| | Agence de l'eau Adour-Garonne |
| Communes du département des Pyrénées-Atlantiques situées dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Boucau |
| | Anglet |
| | Bayonne |
| | Lahonce |
| | Mouguerre |
| | Urcuit |
| | Urt |
| | Bardos |
| | Guiche |
| | Sames |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

| | |
|---|---|
| Communes du département des Landes situées dans le périmètre dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Tarnos |
| | Saint-Martin-de-Seignanx |
| | Saint-Barthélémy |
| | Saint-Laurent-de-Gosse |
| | **Sainte-Marie-de-Gosse** |
| | Port-de-Lanne |
| Communautés d'agglomération et de communes | CAPB |
| | CdC du Seignanx |
| | **MACS** |
| | CdC du Pays d'Orthe et Arrigans |
| Syndicats de rivière intervenant dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et affluents (SIPBAMA) |
| | Syndicat mixte du bas Adour (SMBA) |
| Autres structures associées | Département des Pyrénées-Atlantiques |
| | Département des Landes |
| | SDIS64 |
| | SDIS40 |
| | Commission locale de l'eau du SAGE Adour aval |

Projet

## Article 6. Engagements de l'INSTITUTION ADOUR

L'INSTITUTION ADOUR s'engage à :

- conduire les actions d'animation et de concertation afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, en collaboration avec les différentes parties prenantes identifiées dans l'arrêté préfectoral afférent,
- rédiger le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale en tenant compte des données relatives à l'impact de la mer,
- Associer la COMMUNAUTE DE COMMUNES dans l'ensemble de ces réalisations.

Les moyens humains incombant spécifiquement à l'INSTITUTION ADOUR pour mener à bien cette mission correspondront donc à :

- 26 jours consacrés par deux chargés de mission de l'INSTITUTION ADOUR à l'encadrement du chargé de mission « TRI côtier basque ».

## Article 7. Engagements de la COMMUNAUTE DE COMMUNES

La COMMUNAUTE DE COMMUNES s'engage à :

- Participer à l'élaboration de la stratégie locale ;
- A participer financièrement aux charges de l'INSTITUTION ADOUR.

## Article 8. Coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel

Les coûts et plan de financement prévisionnels sont décrits en annexe de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE



## Article 9. Résiliation de la convention

Toute modification susceptible d'être apportée à cette convention devra être validée au préalable par les signataires.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

| Pour l'Institution Adour<br>le Président, | Pour la communauté de communes<br>Maremne Adour Côte-Sud<br>Le Président, |
|---|---|
| Paul CARRÈRE | Pierre FROUSTEY |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

## ANNEXE

**COUT PREVISIONNEL ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

Le coût total prévisionnel de l'opération pour l'élaboration de la SLGRi se décompose comme suit :

L'essentiel des charges est assuré par la communauté d'agglomération du Pays Basque qui se traduit par du temps agent (0,4 ETP) d'un chargé de mission correspondant à 18 800 € annuel.

Concernant les dépenses incombant à l'INSTITUTION ADOUR pour lesquelles sont appelées les contributions des EPCI-FP :

- coûts d'encadrement (le coût d'encadrement inclut la rémunération du personnel en charge de l'encadrement du chargé de mission à hauteur de 36 jours, les frais de structure et les frais de déplacement afférents) : 14 865 € TTC
- prestations complémentaires éventuelles d'acquisition de données, de sensibilisation / communication (ex. : acquisition de photographies aériennes en cas de crue, lettre d'information dédiée) : 3 500 €.

Les charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR sont donc réparties selon le plan de financement suivant :

- 80% de subvention (FEDER)
- 20% restant à charge de l'INSTITUTION ADOUR, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, qui sont répartis à parité entre les EPCI-FP landais concernés par le périmètre de la SLGRI et les Départements membres de l'INSTITUTION ADOUR concernés conformément aux règles de répartitions statutaires en vigueur;

Le plan de financement prévisionnel des charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR est donc le suivant :

| **Poste de dépenses** | **Montant prévisionnel TTC (pour 12 mois)** | **Europe (FEDER)** | | **Institution Adour** | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | EPCI-FP | | Départements membres de l'IA | |
| | | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC |
| Encadrement et coordination de la mission | 14 865 € | 80% | 11 892 € | 10% | 1 486.50 € | 10% | 1 486.50 € |
| Autres prestations | 3 500 € | 80% | 2 800 € | 10% | 350 € | 10% | 350 € |
| **TOTAL** | **18 365 €** | **80%** | **14 692 €** | **10%** | **1 836.50 €** | **10%** | **1 836.50 €** |

La répartition prévisionnelle entre les Départements membres de l'Institution Adour concernés a été calculée au prorata par département de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes concernées de la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 31,36% pour le Département des Landes et 68,64% pour le Département des Pyrénées-Atlantiques.

La répartition prévisionnelle entre les EPCI-FP landais concernés a été calculée au prorata par EPCI-FP de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes membres concernées par la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 14,18% pour la CCPOA, 29,52% pour MACS et 56,30% pour la Communauté de communes du Seignanx. Ces participations feront l'objet d'un conventionnement entre l'Institution Adour et chacun des EPCI-FP:

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

| EPCI-FP | Taux participation | Montant de la participation |
|---|---|---|
| Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans | 14,18 % | 260,42 € |
| **Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud** | **29,52 %** | **542,13 €** |
| Communauté de communes du Seignanx | 56,30 % | 1 033,95 € |
| **Total** | **100 %** | **1 836,50 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

pays d'ORTHE et ARRIGANS

# CONVENTION

Partenariat pour l'animation et l'élaboration du volet « débordement fluvial de l'Adour » de la stratégie locale de gestion du risque inondation pour le territoire à risque important « côtier basque »

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Entre d'une part,

L'INSTITUTION ADOUR, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n°14/2020 en date du 13 février 2020,

ci-après dénommée : l'**INSTITUTION ADOUR**

Et d'autre part,

La communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA), domiciliée 156 route de Mahoumic, 40300 Peyrehorade, représentée par son président, Pierre DUCARRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire n°xx en date du xx,

ci-après dénommé : la **COMMUNAUTE DE COMMUNES**

VU la directive européenne 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73 ;

VU le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.566-8, R.566-14 et R.166-15 relatifs aux stratégies locales ;

VU l'arrêté du 21 mars 2012 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant l'évaluation préliminaire des risques inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2013 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant la liste des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion du risque inondation ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.213-12 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2014 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, arrêtant les cartes des risques d'inondation des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant les périmètres, les objectifs et les délais d'approbation des stratégies locales des territoires à risque important d'inondation du bassin Adour- Garonne ;

VU le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau ;

VU l'arrêté du 1er décembre 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour Garonne, arrêtant le plan de gestion du risque inondation du bassin Adour-Garonne ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

VU l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2016/n°790 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°64 2018-02-22-002 en date du 22 février 2018 portant sur le pilotage de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation sur le territoire à risque important d'inondation Côtier basque ;

VU l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour » ;

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

La directive cadre inondation impose aux états membres d'identifier les territoires à risques importants au regard des risques d'inondation fluviale et de submersion marine. Dans ce cadre, pour le bassin Adour-Garonne, 18 TRI ont été identifiés parmi lesquels le TRI côtier basque.

Ce territoire à risque important présente la particularité d'être concerné par les deux risques :

- débordement de l'Adour pour les communes Tarnos, Boucau, Anglet, Bayonne, Lahonce et Mouguerre,
- submersion marine pour les communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart, Boucau, Ciboure, Guéthary, Hendaye, Lahonce, Mouguerre, Saint-Jean-de-Luz, Tarnos, Urrugne.

En l'absence de porteur désigné, l'Etat a procédé à la cartographie de la stratégie locale de gestion du risque (inondation fluviale de l'Adour et submersion marine). Dans ce cadre, le périmètre de la stratégie établi par l'Etat concerne 23 communes parmi lesquelles 16 communes sont soumises au risque de débordement de l'Adour soit les 6 communes concernées du TRI auxquelles s'ajoutent les communes d'Urcuit, Saint-Martin-de-Seignanx, Urt, Bardos, Saint-Barthélemy, Saint-Laurent-de-Gosse, Sainte-Marie-de-Gosse, Guiche, Sames, Port-de-Lanne.

Après consultation des collectivités du territoire, il a été convenu que la communauté d'agglomération Pays Basque sera la structure porteuse de la stratégie locale intégrant les deux risques et confierait à l'Institution Adour le portage, l'animation et l'élaboration la stratégie locale de gestion pour ce qui relève du risque inondation fluviale de l'Adour.

| Composante de la mission | Partie « débordement fluvial de l'Adour » | Partie « submersion marine » |
|---|---|---|
| Animation, élaboration et accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion | Institution Adour | CAPB |
| Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets | CAPB | |

L'INSTITUTION ADOUR, syndicat mixte ouvert, conduit depuis plusieurs années sur le bassin de l'Adour une partie des opérations relatives à la prévention des inondations, conformément aux missions inscrites dans ses statuts et à ses programmes d'actions. Elle porte notamment :

- le portage, l'animation, l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie locale de gestion du risque inondation du TRI de Dax et le plan d'action de prévention des inondations associé, en partenariat avec l'agglomération du Grand Dax,
- l'animation et l'élaboration du plan d'action de prévention des inondations du sous-bassin versant Adour amont, en partenariat avec les principaux syndicats de rivière du sous-bassin.

L'INSTITUTION ADOUR, en tant qu'EPTB, a un rôle majeur à jouer dans la cohérence des actions au regard des enjeux du grand cycle de l'eau, de coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur leur périmètre et, plus généralement, de contribution à l'atteinte du bon état écologique de la directive cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES a été créée en janvier 2017, regroupe 24 communes et compte près de 23 500 habitants.
Son territoire :

- présente des enjeux forts liés à la fois aux risques d'inondation,
- est marqué par des évènements de crues sur le périmètre de la stratégie locale de gestion du risque d'inondation du TRI Côtier basque et même au-delà,
- où les crues historiques de l'Adour les plus graves correspondent à des phénomènes cumulés liés d'une part, à l'influence de la marée haute et de la surcote marine et, d'autre part, à des crues amont de l'Adour et/ou des Gaves.

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES :

- exerce la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 pour l'ensemble de son territoire, étant précisé qu'un transfert de l'intégralité de cette compétence a été effectué au syndicat mixte du bas Adour pour le territoire des communes relevant de la stratégie locale de gestion du risque inondation,
- participe à l'élaboration d'outils de gestion intégrée de l'eau comme le SAGE Adour aval,
- est concernée par le périmètre de la SLGRI du TRI côtier basque.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

## Article 1. Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'un partenariat établi entre la COMMUNAUTE DE COMMUNES et l'INSTITUTION ADOUR pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale de gestion des risques du territoire à risque important côtier basque.

## Article 2. Description de l'opération

La stratégie locale relative au TRI côtier basque sera constituée de deux volets qui devront être coordonnés et articulés :

- débordement de l'Adour
- submersion marine

La présente convention concerne uniquement le volet « débordement de l'Adour ».

Sous l'égide de la communauté d'agglomération du Pays Basque, l'INSTITUTION ADOUR conduit les actions d'animation, de concertation et d'élaboration afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, et ce à l'échelle du périmètre concerné, tel que défini par l'arrêté du 11 mars 2015 du préfet de la région Midi-Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, incluant de fait une partie du territoire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES.

## Article 3. Objectifs de l'opération

L'opération, déclinée en actions d'animation, de sensibilisation, de rédaction et d'études, vise l'établissement d'une stratégie locale.

Cette démarche permettra de définir collectivement une stratégie locale de gestion du risque inondation sur le TRI côtier basque avec pour objectif de réduire le risque d'inondation auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation
- Améliorer la gestion de crise et le délai de retour à la normale
- Aménager durablement les territoires pour en réduire la vulnérabilité
- Restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements
- Améliorer la gestion des ouvrages de protection

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

Pour l'INSTITUTION ADOUR, il s'agira donc dans ce cadre :

- de s'appuyer sur différentes instances pour l'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, à savoir le comité de pilotage de la SLGRI, son comité technique, et une commission thématique « débordement de l'Adour » laquelle serait animée par l'EPTB et associera la COMMUNAUTE DE COMMUNES,
- de dresser un inventaire des connaissances disponibles en matière de débordement de l'Adour sur le périmètre concerné,
- d'établir un état des lieux sommaire du risque inondation en s'appuyant sur le travail conduit dans le cadre de l'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour aval,
- de décliner les objectifs du plan de gestion du risque inondation (PGRI) en dispositions applicables à l'échelle du périmètre de la stratégie locale,
- de proposer un plan d'actions pour mettre en œuvre les objectifs du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale ainsi que les modalités de financement afférentes.

## Article 4. Durée du partenariat

L'élaboration du volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale afférente au territoire à risque important d'inondation côtier basque devrait être sanctionnée par un arrêté inter-préfectoral pris avant la fin de l'année 2020 après passage devant les instances de bassin (commission inondation de bassin).

Ainsi, l'échéance de la présente convention est portée au 31 décembre 2020, étant précisé que celle-ci pourra être prolongée par voix d'avenant ou renouvelée par convention.

## Article 5. Commission débordement fluvial

Pour élaborer le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, l'INSTITUTION ADOUR s'appuiera sur une commission thématique « débordement fluvial » composée des représentants des établissements suivants :

| Structure animatrice | Institution Adour |
|---|---|
| Services et établissements publics de l'état | Préfecture des Pyrénées-Atlantiques |
| | Préfecture des Landes |
| | DREAL Nouvelle-Aquitaine |
| | DDTM64 |
| | DDTM40 |
| | Agence de l'eau Adour-Garonne |
| Communes du département des Pyrénées-Atlantiques situées dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Boucau |
| | Anglet |
| | Bayonne |
| | Lahonce |
| | Mouguerre |
| | Urcuit |
| | Urt |
| | Bardos |
| | Guiche |
| | Sames |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

| | |
|---|---|
| Communes du département des Landes situées dans le périmètre dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Tarnos |
| | Saint-Martin-de-Seignanx |
| | Saint-Barthélémy |
| | Saint-Laurent-de-Gosse |
| | Sainte-Marie-de-Gosse |
| | **Port-de-Lanne** |
| Communautés d'agglomération et de communes | CAPB |
| | CdC du Seignanx |
| | MACS |
| | **CdC du Pays d'Orthe et Arrigans** |
| Syndicats de rivière intervenant dans le périmètre du volet inondation fluviale "Adour" de la stratégie locale | Syndicat intercommunal de protection des berges de l'Adour maritime et affluents (SIPBAMA) |
| | Syndicat mixte du bas Adour (SMBA) |
| Autres structures associées | Département des Pyrénées-Atlantiques |
| | Département des Landes |
| | SDIS64 |
| | SDIS40 |
| | Commission locale de l'eau du SAGE Adour aval |

## Article 6. Engagements de l'INSTITUTION ADOUR

L'INSTITUTION ADOUR s'engage à :

- conduire les actions d'animation et de concertation afférentes au volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale, en collaboration avec les différentes parties prenantes identifiées dans l'arrêté préfectoral afférent,
- rédiger le volet « débordement de l'Adour » de la stratégie locale en tenant compte des données relatives à l'impact de la mer,
- Associer la COMMUNAUTE DE COMMUNES dans l'ensemble de ces réalisations.

Les moyens humains incombant spécifiquement à l'INSTITUTION ADOUR pour mener à bien cette mission correspondront donc à :

- 26 jours consacrés par deux chargés de mission de l'INSTITUTION ADOUR à l'encadrement du chargé de mission « TRI côtier basque ».

## Article 7. Engagements de la COMMUNAUTE DE COMMUNES

La COMMUNAUTE DE COMMUNES s'engage à :

- Participer à l'élaboration de la stratégie locale ;
- A participer financièrement aux charges de l'INSTITUTION ADOUR.

## Article 8. Coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel

Les coûts et plan de financement prévisionnels sont décrits en annexe de la présente convention.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE



## Article 9. Résiliation de la convention

Toute modification susceptible d'être apportée à cette convention devra être validée au préalable par les signataires.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, être soumises aux décisions d'un arbitre accepté par les deux parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

| Pour l'Institution Adour<br>le Président, | Pour la communauté de communes<br>Pays d'Orthe et Arrigans<br>Le Président, |
|---|---|
| Paul CARRÈRE | Pierre DUCARRE |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE

## ANNEXE

**COUT PREVISIONNEL ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL**

Le coût total prévisionnel de l'opération pour l'élaboration de la SLGRi se décompose comme suit :

L'essentiel des charges est assuré par la communauté d'agglomération du Pays Basque qui se traduit par du temps agent (0,4 ETP) d'un chargé de mission correspondant à 18 800 € annuel.

Concernant les dépenses incombant à l'INSTITUTION ADOUR pour lesquelles sont appelées les contributions des EPCI-FP :

- coûts d'encadrement (le coût d'encadrement inclut la rémunération du personnel en charge de l'encadrement du chargé de mission à hauteur de 36 jours, les frais de structure et les frais de déplacement afférents) : 14 865 € TTC
- prestations complémentaires éventuelles d'acquisition de données, de sensibilisation / communication (ex. : acquisition de photographies aériennes en cas de crue, lettre d'information dédiée) : 3 500 €.

Les charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR sont donc réparties selon le plan de financement suivant :

- 80% de subvention (FEDER)
- 20% restant à charge de l'INSTITUTION ADOUR, en tant que maître d'ouvrage de l'opération, qui sont répartis à parité entre les EPCI-FP landais concernés par le périmètre de la SLGRI et les Départements membres de l'INSTITUTION ADOUR concernés conformément aux règles de répartitions statutaires en vigueur ;

Le plan de financement prévisionnel des charges incombant à l'INSTITUTION ADOUR est donc le suivant :

| Poste de dépenses | Montant prévisionnel TTC (pour 12 mois) | Europe (FEDER) | | Institution Adour | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | EPCI-FP | | Départements membres de l'IA | |
| | | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC | Taux | Montant TTC |
| Encadrement et coordination de la mission | 14 865 € | 80% | 11 892 € | 10% | 1 486.50 € | 10% | 1 486.50 € |
| Autres prestations | 3 500 € | 80% | 2 800 € | 10% | 350 € | 10% | 350 € |
| **TOTAL** | **18 365 €** | **80%** | **14 692 €** | **10%** | **1 836.50 €** | **10%** | **1 836.50 €** |

La répartition prévisionnelle entre les Départements membres de l'Institution Adour concernés a été calculée au prorata par département de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes concernées de la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 31,36% pour le Département des Landes et 68,64% pour le Département des Pyrénées-Atlantiques.

La répartition prévisionnelle entre les EPCI-FP landais concernés a été calculée au prorata par EPCI-FP de la superficie dans le bassin de l'Adour des communes membres concernées par la SLGRI volet « débordement de l'Adour » soit : 14,18% pour la CCPOA, 29,52% pour MACS et 56,30% pour la Communauté de communes du Seignanx. Ces participations feront l'objet d'un conventionnement entre l'Institution Adour et chacun des EPCI-FP :

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS14_2020-DE



| EPCI-FP | Taux participation | Montant de la participation |
|---|---|---|
| **Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans** | **14,18 %** | **260,42 €** |
| Communauté de communes Maremne Adour côte sud | 29,52 % | 542,13 € |
| Communauté de communes du Seignanx | 56,30 % | 1 033,95 € |
| **Total** | **100 %** | **1 836,50 €** |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS15_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Administration générale - Convention de mise à disposition avec le Département des Pyrénées-Atlantiques relative aux locaux administratifs**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour dispose d'une antenne à Bayonne située dans les locaux du Département des Pyrénées-Atlantiques, 2 allée des platanes. Suite à une réaffectation des bureaux entre les divers services satellites hébergés par le Département, trois nouveaux bureaux ont été attribués aux agents de l'Institution-Adour, sans changement des autres conditions matérielles d'accueil.

Il est proposé de formaliser ces changements au travers d'une nouvelle convention d'occupation des locaux entre les deux collectivités.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS15_2020-DE

## Article 1

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec le Département des Pyrénées-Atlantiques pour la mise à disposition de locaux administratifs,
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS16_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
*********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Administration générale - Convention de mise à disposition avec le Département des Landes relative aux places de stationnement**

**Exposé des motifs :**

L'Institution Adour dispose de trois places de stationnement de véhicules légers situés à l'impasse Montrevel à Mont-de-Marsan, sur la propriété du Département des Landes.

L'autorisation d'occupation de ces places de stationnement figurait initialement dans une convention globale de mise à disposition prévoyant à la fois la mise à disposition réciproque de locaux ainsi que des emplacements de stationnement. Suite à la vente en 2019 de l'ancien siège de l'Institution Adour (15 rue Victor Hugo) au profit du Département des Landes, cette convention est obsolète.

Aussi il est nécessaire d'établir une convention pour le seul stationnement des véhicules légers de l'EPTB à l'impasse Montrevel, sans changement des conditions matérielles d'accueil.

Il est proposé de formaliser ces changements au travers d'une nouvelle convention d'occupation des locaux.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS16_2020-DE

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec le conseil départemental des Landes pour la mise à disposition de places de stationnement pour les véhicules de l'Institution Adour
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Administration générale - Convention de mise à disposition avec l'université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) relative aux locaux administratifs**

**Exposé des motifs :**

La convention établie entre l'université de Pau et des Pays de l'Adour relative aux locaux administratifs mis à disposition de l'Institution Adour à Pau, pour son service Observatoire de l'eau, est arrivée à échéance en fin d'année 2019.

Il est proposé de formaliser au travers d'une nouvelle convention la poursuite pour une année supplémentaire de cette mise à disposition.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 1

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec l'UPPA pour la mise à disposition de locaux administratifs au bénéfice de l'Institution Adour
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

## Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

# CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

**L'Université de Pau et des Pays de l'Adour,** Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, sise au Domaine Universitaire, Avenue de l'Université, BP 576, 64012 Pau Université Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Mohamed AMARA agissant en nom et pour le compte du collège SSH, représentée par son Directeur, M. Serge REY,
Ci-après désigné par le « PROPRIETAIRE » ou l' «UPPA »

D'une part

Et

**L'INSTITUTION ADOUR,** Établissement public syndicat mixte, sise au 38 rue Victor Hugo 40025 MONT DE MARSAN, enregistré par l'INSEE sur le n° SIRET 25400226400060 sous le code APE 4299Z représenté par son président Monsieur Paul Carrère Ci-après désigné par l'«OCCUPANT » ;

D'autre part,

L'UPPA et l'OCCUPANT étant ci-après désignés collectivement par « Parties » et individuellement par « Partie ».

**Étant préalablement exposé ce qui suit :**

L'UPPA est propriétaire de locaux qu'elle souhaite mettre à la disposition de l'OCCUPANT dans le cadre de ses activités.

**Il a été convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1: OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'OCCUPANT est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 2 afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions ci-après désignées.

Il est précisé que, d'un commun accord entre les Parties, dans l'hypothèse où le PROPRIETAIRE aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine public pour des raisons inhérentes aux missions de service public que lui assignent les lois et règlements, ce dernier sera tenu de respecter un préavis de 2 mois, notifié à l ' OCCUPANT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 1bis : DOMANIALITÉ PUBLIQUE

La présente Convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, l'OCCUPANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit

## Article 2 : MISE À DISPOSITION

L'OCCUPANT est autorisé à occuper les lieux suivants : bureau 119 situé au 1er étage du bâtiment
« Institut Claude Laugénie », avenue de l'université, 64000 PAU, pour une surface totale de 39m$^2$ représentés sur plan en annexe de la présente convention.

L'OCCUPANT est autorisé à occuper les lieux sus-désignés du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30, sous réserve des fermetures administratives de l'UPPA. En dehors de ces horaires, l'accès aux locaux se fait selon les modalités applicables à l'UPPA et dans tous les cas sous réserve de la réglementation relative au travail isolé.

## Article 3 : DESTINATION DES LIEUX MIS À DISPOSITION

L'OCCUPANT ne pourra affecter les lieux à une destination autre que celle prévue dans ses propres statuts à savoir constituer un pôle d'observation de l'eau à l'échelle du bassin hydrographique de l'Adour.

L'OCCUPANT est tenu d'occuper personnellement le local sus-désigné et ne peut, sans autorisation expresse du PROPRIETAIRE en faire un autre usage que celui exprimé ci-dessus.

## Article 4 : ÉTAT DES LIEUX

L'OCCUPANT reconnaît par avance que le local mis à disposition se trouve en bon état de réparation, de propreté et d'entretien. L'OCCUPANT devra laisser le lieu en bon état de conservation et de propreté.

Le local désigné à l'article 2 est par ailleurs garni par le PROPRIETAIRE des éléments suivants :
1 bureau avec retour - 3 tables (qui servent de bureau) - 2 caissons de bureau - 1 table de réunion carrée - 4 chaises - 2 fauteuils de bureau - 3 étagères ouvertes - 1 armoire haute avec portes coulissantes - 1 armoire basse avec portes coulissantes - 2 présentoirs — 1 table support imprimante - 2 poubelles — 1 téléphone.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux sera établi contradictoirement entre le PROPRIETAIRE et !'OCCUPANT ;' ce document devra être joint en Annexe II.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 5 : SÉCURITÉ-INCENDIE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

L'OCCUPANT sera tenu de respecter les consignes de sécurité-incendie, et reconnaît par avance qu'elles lui ont été transmises préalablement à la signature de la présente. L'OCCUPANT sera par ailleurs tenu de respecter et de faire respecter à ses usagers le Règlement intérieur de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour -volet Hygiène et sécurité, affiché dans ses locaux.
L'OCCUPANT sera tenu de respecter et de faire respecter par ses usagers les règles d'utilisation des lieux mis à disposition.
A ce titre l'OCCUPANT tiendra l'UPPA informée de la liste du Personnel qui occupera les locaux mis à disposition avant l'arrivée du Personnel.
Toute question relative au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique devra obligatoirement être traitée avec la Direction hygiène et sécurité du PROPRIETAIRE qui se réservera le droit de saisir si nécessaire la commission de sécurité compétente.

Pour toute question ou problème de sécurité hors fonctionnement des équipements, l'OCCUPANT pourra joindre par téléphone, les jours ouvrés de 7h45h à 20h le PC Sécurité en composant le 13 (à partir d'un poste interne de l'établissement) ou le 06.59.011.011, ou en dehors de ces horaires, M.VILLEDIEU, responsable de la Direction hygiène-sécurité-logistique présidence de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour au numéro suivant : 06.75.38.99.81.

## Article 6 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

L'OCCUPANT est tenu de souscrire, une assurance dommage aux biens - responsabilité civile couvrant l'intégralité des risques susceptibles de survenir durant le temps de son occupation (cf. article 7).
L'OCCUPANT aura ainsi l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux horaires d'utilisation par !'OCCUPANT.
L'OCCUPANT et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre le PROPRIETAIRE et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de l'occupant, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objet des présentes durant les créneaux horaires d'utilisation. L'assurance risques locatifs de l'occupant comportera cette clause **de renonciation à recours.**

Notamment, le PROPRIETAIRE décline toute responsabilité en cas d'interruption dans les services des installations de l'immeuble (eau, gaz, électricité, et tous autres services) provenant soit du PROPRIETAIRE, soit du service concessionnaire, soit de travaux, accidents, réparations, et généralement de tous autres cas y compris la force majeure.
A cet effet, l'OCCUPANT reconnaît avoir souscrit une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques sus-désignés.

Nom de l'assureur : **SMACL** n° de police : **111244/S**

L'OCCUPANT demeurera par ailleurs gardien du matériel qu'il serait amené à entreposer dans les lieux mis à disposition.

Les salariés de l'OCCUPANT restent placés sous l'autorité de l'OCCUPANT qui continue d'assumer envers eux ses obligations de rémunérations, ses obligations sociales, fiscales, la couverture en matière d'accidents du travail, de maladies professionnelles, ses prérogatives administratives de gestion, ainsi que la responsabilité civile concernant les actes des salariés placés sous son autorité. Au cas où les salariés de l'OCCUPANT seraient victimes d'un accident de travail ou de trajet au cours de leur présence à l'UPPA, cette dernière s'engage à faire parvenir à l'OCCUPANT, dans le délai requis et par lettre recommandée, tous les éléments nécessaires à l'établissement, par l'OCCUPANT, de la déclaration de l'accident auprès des organismes compétents.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Sous réserve de sa signature par l'ensemble des Parties, la présente Convention prendra effet au 1er janvier 2020 et prendra fin le 31 décembre 2020 inclus sous réserve du paiement intégral des **redevances convenues.**

La convention pourra être prolongée par voie d'avenant signé par les représentants dûment habilités des Parties.

## Article 8 : REDEVANCES ET MODALITES FINANCIERES

### 8-1 Montant

La redevance est fixée à : 2500.00€ HT euros par an (208.33€ HT par mois), soit 39 $m^2$ x 64.09 euros/$m^2$ – montant fixe annuel hors taxes, augmenté de la TVA en vigueur le jour du paiement.

Cette indemnité d'occupation comprend l'utilisation des services mentionnés à l'annexe II.

Il est d'ores et déjà admis entre les Parties, que la redevance pourra être réévaluée chaque année par l'UPPA. Cette réévaluation ne saurait excéder 10% du montant annuel de la redevance.

La redevance pourra également varier en cours d'exécution de la convention s'il apparait qu'elle est manifestement sous-évaluée ou si la réalisation de travaux le justifie.

L'UPPA notifiera à l'OCCUPANT la réévaluation de la redevance par courrier simple.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

### 8-2 Paiement

Cette indemnité d'occupation sera versée semestriellement, terme à échoir, dans un délai de 30 jours après réception de la facture établie par l'Institut Claude Laugénie.

Les modalités de règlement sont déterminées comme suit :
- par chèque établi à l'ordre de !'Agent Comptable de l'UPPA, à envoyer à l'adresse suivante : UPPA, Agence Comptable, Avenue de l'université, BP 576, 64012 Pau cedex

- par virement : n°IBAN : FR76 1007 1640 0000 0010 0010 850
Les redevances seront payables dès la signature de cette Convention.

Les redevances seront payables sur présentation des factures établies par l'UPPA qui seront déposées de manière dématérialisées sur le site Chorus_Portail_Pro (CPP), en identifiant SIRET suivant : , son code service et par le numéro d'engagement .
Site : https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/
Application chorus pro accessible à l'adresse : https://chorus-pro.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 9 : PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

L'OCCUPANT bénéficiera, via les services du PROPRIETAIRE et avec son plein accord, des prestations internes à l'UPPA suivantes :

- lignes téléphoniques directes lui permettant de donner et de recevoir tous les appels nécessaires dans le cadre de son activité,
- affranchissement du courrier, travaux de reprographie.

L'OCCUPANT s'acquittera des factures liées à l'utilisation de ces services sur présentation de factures établies par le PROPRIETAIRE.

## Article 10 : CONFIDENTIALITÉ

L'OCCUPANT ne pourra utiliser, à quelque fin que ce soit, les informations de quelque nature que ce soit auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de cette Convention, à l'exception de celles qui lui sont expressément communiquées par le PROPRIETAIRE dans le cadre des activités gérées pour le compte de l'UPPA.

## Article 11 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMUNICATION

Dans un souci d'équité et de neutralité entre les différents occupants et usagers de l'UPPA, toute démarche d'information ou de communication de l'OCCUPANT hors des lieux mis à sa disposition est soumise à l'autorisation écrite et préalable du PROPRIETAIRE, que cette démarche soit permanente ou temporaire et, ce, quelle que soit sa forme (affichage, tractage, ou autre).

## Article 12 : RÉSILIATION

La présente Convention sera résiliée de plein droit dans le cas prévu à l'article 1" et en conformité avec les stipulations de celui-ci.
En cas d'inexécution ou manquement de l'OCCUPANT à l'une quelconque de ses obligations prévue à la présente Convention, celle-ci sera résiliée par le PROPRIETAIRE 15 jours après réception par l'OCCUPANT d'un courrier recommandé avec avis de réception le mettant en demeure d'y remédier resté sans suite.
Dans l'hypothèse où des sommes resteraient dues au PROPRIETAIRE, ce dernier se réserve le droit d'en poursuivre le recouvrement.
L'OCCUPANT ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la Convention, quel qu'en soit le motif.

La présente Convention pourra également être résiliée à tout moment par anticipation à l'initiative de l'OCCUPANT, sous réserve de notification préalable par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 3 (trois) mois avant la date de résiliation anticipée.
En cas de résiliation anticipée par l'OCCUPANT, le PROPRIETAIRE ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature que ce soit.

## Article 13 : CARACTÈRE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

Comme il est rappelé à l'article 3 des présentes, l'OCCUPANT est tenu d'occuper personnellement les lieux mis à sa disposition.

L'OCCUPANT s'interdit de concéder ou de sous-louer l'emplacement mis à sa disposition, sauf accord exprès du PROPRIETAIRE.

## Article 14 : ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile au lieu figurant en tête des présentes.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS17_2020-DE

## Article 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation des tribunaux compétents de PAU.

## Article 16 : ENREGISTREMENT

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente Convention, les frais correspondant seront à sa charge.

## Article 17 : ANNEXES

Annexe **I** : Plan des locaux
Annexes **II** : Etats des lieux d'entrée et de sortie.
Annexe **III** : Liste des services compris dans la redevance

La présente Convention est établie en deux (2) exemplaires originaux Fait à Pau, le 30/01/2020

**Pour l'UPPA**
Pour le président et par délégation
M. Serge REY

**Pour l'OCCUPANT**
Paul CARRERE

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS18_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Ressource en eau - Convention d'accueil d'un stagiaire pour l'élaboration du plan de gestion du réservoir de La Barne**

**Exposé des motifs :**

L'arrêté de dérogation du réservoir de La Barne (Jû-Belloc, Plaisance-du-Gers, 32) prévoit la mise en œuvre d'un plan de gestion pour suivre les mesures de la séquence ERC appliquée sur le site. Ainsi, un premier plan de gestion avait été rédigé en 2015 post construction et mise en service du réservoir.

Suite à de nouveaux inventaires écologiques réalisés en 2017/2018 et en fonction de l'évolution du site, il convient d'actualiser le plan de gestion, afin d'évaluer les impacts des mesures mises en œuvre mais également de définir si besoin de nouvelles mesures de gestion ou d'entretien. En complément les résultats du suivi de la qualité des eaux réalisé de 2015 à 2018 pourraient y être intégrés.

Afin d'assurer ces missions, la candidature de Lucie Boudé, étudiante en master 2 Biodiversité et suivis environnementaux à l'université de Bordeaux, a été retenue. Ce stage de 6 mois se déroulera à partir de février 2020. Il convient donc d'établir la convention de stage correspondante.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS18_2020-DE

**DECIDE**

**Article 1**

- D'autoriser le Président à signer la convention de stage de Madame Lucie Boudé pour l'élaboration du plan de gestion du réservoir de La Barne
- De verser au stagiaire une indemnisation équivalente au minimum légal appliqué pour les stages, les crédits nécessaires étant repris au budget 2020
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant repris au budget 2020

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Ressource - Projet de territoire Midour - Conventions cadre pour achèvement de la mission de garants de la concertation**

**Exposé des motifs :**

Il est rappelé que considérant le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche. A cet effet, le Préfet des Landes a procédé à la nomination, le 21 octobre 2016, de Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU, comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois.

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils se doivent d'observer et d'analyser celui mis en place par le porteur de projet.

Leur rôle ne se cantonne pas qu'à l'observation du processus. Ils doivent rencontrer régulièrement les différents acteurs et les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif.

Cela est vrai tant en ce qui concerne l'information que la participation du public.

A l'issue des 24 premiers mois, le préfet référent a procédé à une première prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 (notification en date du 15 mai 2019). Par décision en date de décembre 2019, le préfet a souhaité renouveler cette prolongation une dernière fois jusqu'au 30 juin 2020, afin de couvrir la période d'aboutissement du projet de territoire et permettre, après la CLE d'approbation, la rédaction du rapport sur le déroulement de la procédure de co-contruction afin que l'avis final du représentant de l'Etat soit formulé.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

Aussi, afin d'accompagner la fin du processus de co-construction du projet de territoire, il convient de procéder à la signature de convention avec les deux garants, auto-entrepreneurs, afin de procéder aux règlements des frais liés à la mission pour laquelle ils ont été désignés par le préfet référent, sous couvert de la commission nationale du débat public (CNDP).

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes de la convention à intervenir avec Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU, pour la période courant du 1er janvier au 30 juin 2020, afin d'assurer la mission et les défraiements de garants de la concertation du projet de territoire du Midour
- D'autoriser le Président à signer la convention et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente, les crédits nécessaires étant repris sur l'opération du projet de territoire Midour au budget 2020

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

PROJET DE TERRITOIRE DU Midour

# CONVENTION

## Convention de partenariat pour la mission de garants de la concertation du Projet de territoire du Midour

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°63/2019 du comité syndical en date du 19 juillet 2019,

ci-après dénommée : **l'Institution Adour**

Et d'autre part,

Monsieur Jean Yves MADEC, identifiée au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 538 412 982 00018, garant de la concertation du Projet de Territoire du Midour, domicilié à Bizanos (64320) - 29 avenue Albert 1er.

ci-après dénommée : **le garant**

VU la délibération n°102/2018 du comité syndical de l'Institution Adour validant le programme d'actions 2019 de l'Institution Adour et plus particulièrement la prolongation du projet de territoire au-delà des 24 mois prévus initialement,

VU la fiche programme relative à l'animation, la communication et la concertation du projet de territoire Midour pour l'année 2019 qui prévoit la prolongation de la mission des garants de la concertation et leur rémunération directe par l'Institution Adour pour l'exercice 2019,

CONSIDERANT le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche,

CONSIDERANT la nomination par le Préfet des Landes le 21 octobre 2016, de Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois,

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 notifiée par le Préfet des Landes le 15 mai 2019,

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 30 juin 2020 notifiée par le Préfet des Landes en décembre 2019,

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE



## Article 1. Rôle et misison des garants

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils devront observer et analyser celui mis en place par le porteur de projet.
Mais leur rôle n'est pas passif. Ils doivent rencontrer régulièrement les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif.
Cela est vrai aussi bien pour l'information que pour la participation du public.

Les garants doivent veiller à ce que l'information mise à la disposition du public par le porteur de projet soit complète, sincère et accessible (sous forme papier et/ou numérique). La constitution du document décrivant l'état initial des lieux, qui doit constituer la 1ère phase de la concertation, doit notamment s'opérer sous l'égide des garants. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'il soit le plus complet et le plus précis possible.
Tout au long de la concertation, les garants auront la possibilité de demander au porteur de projet de mettre à la disposition du public des documents supplémentaires, des compléments d'information, voire des études nouvelles sur des points importants faisant débat.
Tous les éléments de choix dont dispose l'autorité organisatrice doivent être portés à la disposition du public et le collège de garants devra y veiller.

Les garants doivent veiller à ce que les occasions de participation du public soient largement ouvertes (réunions publiques bien sûr mais aussi rencontres avec les intéressés, particuliers, associatifs, institutionnels, ...) et à ce que les outils d'expression soient pertinents (rubrique "concertation" sur le site du porteur de projet).
L'objectif est de parvenir, non pas à l'acceptabilité sociale d'un projet (qui supposerait qu'il existe au départ un projet "ficelé") mais à la co-construction d'un projet de territoire. C'est certainement le point le plus délicat car il suppose que tous les scenarii soient sur la table, avec un bilan coûts-avantages pour chacun, et que toutes les propositions alternatives soient examinées.

L'existence des garants doit être connue du public ; le porteur de projet doit, dès le début de la concertation, communiquer sur ce point, présenter publiquement les garants et permettre au public de s'adresser directement à eux.
Les garants doivent pouvoir prendre l'initiative de rencontrer des parties prenantes, y compris, s'ils le jugent nécessaire, en l'absence du porteur de projet. Ils doivent, le cas échéant, jouer un rôle de médiation pour permettre aux parties de nouer (ou renouer) le dialogue. Ils rendront compte de ces contacts auprès de l'institution Adour.
Le collège de garants doit être informé de tout le dispositif de la concertation et systématiquement invité à assister à toutes les réunions (y compris celles de préparation et de suivi) tout au long de la concertation. Les garants restent libres de répondre ou non à ces invitations. Les garants doivent également être destinataires d'une revue de presse périodique sur le sujet en débat.
En ce qui concerne les réunions publiques, il appartient à un représentant du porteur de projet de les présider mais le (ou les) garant présent (sur une table distincte pour manifester son autonomie) doit pouvoir jouer un rôle de modérateur (gestion des temps de parole, reformulation des idées, relance et recentrage des discussions, …).

Le collège des garants rédigera un rapport final qui ne prendra pas position sur le fond du projet mais tirera un bilan de la concertation, c'est à dire en rendra compte et évaluera le processus participatif. Ce rapport sera rendu public par l'Institution Adour.

## Article 2. Dimensionnement de la prestation et modalités financières

Dans le cadre de cette convention la mission des deux garants ne pourra excéder le prix ferme de 6 000 € (non soumis à TVA) (six mille euros)

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

L'Institution Adour remboursera aux garants les frais engendrés par leur mission sur présentation d'un état de frais et dans les conditions suivantes :

- 250 €/personne pour ½ journée
- 400 €/personne pour une journée
- Remboursement des frais de déplacement (repas, km, péage)

Indication de l'indemnité kilométrique sur la base de laquelle le remboursement des frais de déplacements sera effectué : barème fiscal véhicule 5CV (actuellement 0,543 €/kilomètre)

Péage : frais réels sur présentation d'un justificatif

Repas : forfait 15,25 € par repas.

## Article 3. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020.

Dans le cadre de la présente convention la mission des garants se terminera le 30 juin 2020.

Ils disposeront d'un mois supplémentaire pour présenter leur dernier état de frais.

## Article 4. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

## Article 5. Modification

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

| | |
|---|---|
| **Jean-Yves MADEC** | **Paul CARRERE** |
| **Garant** | **Président de l'Institution Adour** |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

PROJET DE TERRITOIRE DU Midour

# CONVENTION

## Convention de partenariat pour la mission de garants de la concertation du Projet de territoire du Midour

Institution Adour - 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél.: 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°63/2019 du comité syndical en date du 19 juillet 2019,

ci-après dénommée : **l'Institution Adour**

Et d'autre part,

Monsieur André ETCHELECOU, identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 823 188 198 00019, garant de la concertation du Projet de Territoire du Midour, domicilié à Eysus (64400) - 3 rue de l'Ourtau.

ci-après dénommée : **le garant**

VU la délibération n°102/2018 du comité syndical de l'Institution Adour validant le programme d'actions 2019 de l'Institution Adour et plus particulièrement la prolongation du projet de territoire au-delà des 24 mois prévus initialement,

VU la fiche programme relative à l'animation, la communication et la concertation du projet de territoire Midour pour l'année 2019 qui prévoit la prolongation de la mission des garants de la concertation et leur rémunération directe par l'Institution Adour pour l'exercice 2019,

CONSIDERANT le besoin de s'assurer de la neutralité de la concertation mise en œuvre pour la démarche du projet de territoire du Midour, l'Etat a souhaité que deux garants suivent l'ensemble de la démarche,

CONSIDERANT la nomination par le Préfet des Landes le 21 octobre 2016, de Messieurs Jean-Yves MADEC et André ETCHELECOU comme garants de la concertation du projet de territoire du Midour pour une durée initiale de 24 mois,

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 31 décembre 2019 notifiée par le Préfet des Landes le 15 mai 2019,

CONSIDERANT la prolongation de la mission des garants jusqu'au 30 juin 2020 notifiée par le Préfet des Landes en décembre 2019,

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE


## Article 1. Rôle et misison des garants

La mission générale des garants est de veiller à la qualité et au bon déroulement du processus participatif. Pour cela ils devront observer et analyser celui mis en place par le porteur de projet.
Mais leur rôle n'est pas passif. Ils doivent rencontrer régulièrement les responsables de la concertation pour leur faire part des dysfonctionnements et lacunes qu'ils ont éventuellement constatés et formuler toutes remarques et suggestions pour rectifier et améliorer le dispositif.
Cela est vrai aussi bien pour l'information que pour la participation du public.

Les garants doivent veiller à ce que l'information mise à la disposition du public par le porteur de projet soit complète, sincère et accessible (sous forme papier et/ou numérique). La constitution du document décrivant l'état initial des lieux, qui doit constituer la 1ère phase de la concertation, doit notamment s'opérer sous l'égide des garants. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'il soit le plus complet et le plus précis possible.
Tout au long de la concertation, les garants auront la possibilité de demander au porteur de projet de mettre à la disposition du public des documents supplémentaires, des compléments d'information, voire des études nouvelles sur des points importants faisant débat.
Tous les éléments de choix dont dispose l'autorité organisatrice doivent être portés à la disposition du public et le collège de garants devra y veiller.

Les garants doivent veiller à ce que les occasions de participation du public soient largement ouvertes (réunions publiques bien sûr mais aussi rencontres avec les intéressés, particuliers, associatifs, institutionnels, ...) et à ce que les outils d'expression soient pertinents (rubrique "concertation" sur le site du porteur de projet).
L'objectif est de parvenir, non pas à l'acceptabilité sociale d'un projet (qui supposerait qu'il existe au départ un projet "ficelé") mais à la co-construction d'un projet de territoire. C'est certainement le point le plus délicat car il suppose que tous les scenarii soient sur la table, avec un bilan coûts-avantages pour chacun, et que toutes les propositions alternatives soient examinées.

L'existence des garants doit être connue du public ; le porteur de projet doit, dès le début de la concertation, communiquer sur ce point, présenter publiquement les garants et permettre au public de s'adresser directement à eux.
Les garants doivent pouvoir prendre l'initiative de rencontrer des parties prenantes, y compris, s'ils le jugent nécessaire, en l'absence du porteur de projet. Ils doivent, le cas échéant, jouer un rôle de médiation pour permettre aux parties de nouer (ou renouer) le dialogue. Ils rendront compte de ces contacts auprès de l'institution Adour.
Le collège de garants doit être informé de tout le dispositif de la concertation et systématiquement invité à assister à toutes les réunions (y compris celles de préparation et de suivi) tout au long de la concertation. Les garants restent libres de répondre ou non à ces invitations. Les garants doivent également être destinataires d'une revue de presse périodique sur le sujet en débat.
En ce qui concerne les réunions publiques, il appartient à un représentant du porteur de projet de les présider mais le (ou les) garant présent (sur une table distincte pour manifester son autonomie) doit pouvoir jouer un rôle de modérateur (gestion des temps de parole, reformulation des idées, relance et recentrage des discussions, …).

Le collège des garants rédigera un rapport final qui ne prendra pas position sur le fond du projet mais tirera un bilan de la concertation, c'est à dire en rendra compte et évaluera le processus participatif. Ce rapport sera rendu public par l'Institution Adour.

## Article 2. Dimensionnement de la prestation et modalités financières

Dans le cadre de cette convention la mission des deux garants ne pourra excéder le prix ferme de 6 000 € (non soumis à TVA) (six mille euros)

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS20_2020-DE

L'Institution Adour remboursera aux garants les frais engendrés par leur mission sur présentation d'un état de frais et dans les conditions suivantes :

- 250 €/personne pour ½ journée
- 400 €/personne pour une journée
- Remboursement des frais de déplacement (repas, km, péage)

Indication de l'indemnité kilométrique sur la base de laquelle le remboursement des frais de déplacements sera effectué : barème fiscal véhicule 5CV (actuellement 0,543 €/kilomètre)

Péage : frais réels sur présentation d'un justificatif

Repas : forfait 15,25 € par repas.

## Article 3. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020.

Dans le cadre de la présente convention la mission des garants se terminera le 30 juin 2020.

Ils disposeront d'un mois supplémentaire pour présenter leur dernier état de frais.

## Article 4. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

## Article 5. Modification

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

| | |
|---|---|
| **André ETCHELECOU** | **Paul CARRERE** |
| **Garant** | **Président de l'Institution Adour** |

Envoyé en préfecture le 28/02/2020
Reçu en préfecture le 28/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS21_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Gestion intégrée - SAGE Adour amont, Midouze et Adour aval : convention d'accueil d'un stagiaire pour la réalisation du diagnostic de l'assainissement non collectif sur le bassin de l'Adour**

**Exposé des motifs :**

Le service gestion intégrée souhaite accueillir un stagiaire de niveau Licence 3 à Master 2, sur la période scolaire 2019/2020, sur une période de 5 à 6 mois.

Le sujet de stage portera sur le diagnostic de l'impact de l'assainissement non collectif (ANC) sur le périmètre des 3 SAGE portés par l'Institution Adour. En effet, ces 3 SAGE identifient un enjeu d'amélioration et de centralisation des connaissances sur l'assainissement non collectif (dispositions 6.2 du SAGE Adour amont, C3P1 du SAGE Midouze et orientation A7 du SAGE Adour aval).

L'assainissement non collectif est bien développé sur les secteurs ruraux du bassin de l'Adour. Son impact localisé ou cumulé est mal connu à l'échelle des SAGE ; il dépend en premier lieu de la conformité des systèmes d'assainissement non collectifs mais aussi et surtout de leur densité dans l'espace (notion d'impact cumulé) et de leur localisation par rapport au réseau hydrographique.

La mission du stagiaire consistera donc à récupérer et traiter la donnée disponible auprès des services publics d'assainissement non collectif et de l'analyser pour identifier les éventuelles zones à enjeux, aujourd'hui ou à l'avenir.

Le recrutement du stagiaire se fera durant le premier semestre 2020, sur la base de la fiche de stage jointe en annexe.

Une indemnisation équivalente au minimum légal appliqué pour les stages de formation initiale sera versée.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 28/02/2020
Reçu en préfecture le 28/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS21_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De valider l'accueil d'un stagiaire au sein du service gestion intégrée
- De verser au stagiaire une indemnisation équivalente au minimum légal appliqué pour les stages, les crédits nécessaires étant repris au budget 2020
- D'autoriser le Président à signer la convention de stage entre l'Institution Adour et l'Université qui sera concernée, pour l'accueil de ce stagiaire et tout document afférent

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 28/02/2020
Reçu en préfecture le 28/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS21_2020-DE

INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

# REALISER UN DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUR LE BASSIN DE L'ADOUR
## Fiche de stage

### CADRE GENERAL DE LA MISSION

Le bassin de l'Adour (départements 32, 40, 64, 65) est un territoire à dominante rurale, bien que présentant également de grands pôles urbains comme Bayonne, Pau, Tarbes, Dax ou Mont-de-Marsan. L'assainissement non collectif y est donc prépondérant sur une majorité du territoire. Si une grande partie de la population est donc desservie par l'assainissement collectif, localement l'impact de l'assainissement non collectif ne doit pas être négligé. L'impact sur les milieux aquatiques est fonction de la conformité des systèmes, mais également et surtout de leur densité dans l'espace et de leur proximité avec les réseaux aquatiques. Cet impact global est mal connu à l'échelle des territoires des SAGE. Pour définir les outils et actions à mettre en œuvre pour y remédier, la collecte d'informations auprès des SPANC est une première étape indispensable pour quantifier et localiser les impacts cumulés sur les cours d'eau et les nappes, et ainsi prioriser les actions à mener à l'échelle des sous-bassins versants.

L'Institution Adour, établissement public territorial de bassin (EPTB) en charge de la gestion du fleuve Adour de sa source à l'embouchure, porte 3 Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) : le SAGE Adour amont (env. 4 513 km², 488 communes), le SAGE Midouze (3 142 km², 131 communes) et le SAGE Adour aval, en cours d'élaboration, (622 km², 53 communes). Ces 3 SAGE identifient un enjeu d'amélioration et de centralisation des connaissances sur l'assainissement non collectif (cf. disposition 6.2 du SAGE Adour amont, C3P1 du SAGE Midouze et A7 du SAGE Adour aval).

Le stagiaire aura pour mission de recueillir les données existantes auprès des SPANC, quels que soient leur format, et de produire un diagnostic de l'assainissement non collectif sur le territoire des 3 SAGE, notamment en identifiant les secteurs de points noirs.

### MISSIONS DU STAGIAIRE

Dans l'objectif de réaliser un diagnostic de l'assainissement non collectif, le stagiaire aura pour missions de :

- définir un rétro planning général des tâches à mener et une stratégie permettant de mener à bien la mission dans les délais impartis (priorisation, …), en lien avec les animatrices des SAGE ;
- réaliser une enquête auprès des SPANC et collectivités en charge de l'assainissement non collectif sur le territoire afin, notamment, de collecter l'information nécessaire au diagnostic et notamment l'avancée des contrôles et des réhabilitations des dispositifs non conformes, les habitations non raccordées au réseau d'assainissement et n'ayant pas de dispositif autonome. Pour ce faire, le stagiaire capitalisera l'ensemble des informations disponibles sur la conformité des systèmes.
- traiter dans un système d'informations géographiques (SIG) les données recueillies et identifier les secteurs de forte densité de systèmes d'assainissement non collectif ;
- identifier les secteurs de points noirs (secteurs de forte densité de système d'assainissement non collectif où les dispositifs non conformes sont nombreux et impactent les milieux aquatiques) ;
- rédiger des documents de travail, rapports, compte-rendu d'échanges ;
- rédiger une synthèse pédagogique par grand secteur identifié avec les animatrices de SAGE pour faciliter la communication des résultats et sensibiliser les acteurs aux enjeux associés (si temps disponible) ;
- tout au long de la mission, rendre compte de l'avancement aux animatrices des SAGE.

### PROFIL RECHERCHE

**Profil recherché :**

Étudiant Licence 3 à Master 2 ou niveau Ingénieur, formation dans le domaine de la gestion des eaux usées, dans le cadre d'un stage de 5 à 6 mois, démarrage entre février et mai, selon disponibilité des candidats.

**Compétences requises/qualités personnelles :**

Maîtrise des outils informatiques et du SIG indispensable (QGIS).

Connaissances dans le domaine de la qualité des cours d'eau et du traitement des eaux (assainissement non collectif).

Sens de l'organisation et rigueur ; Qualités relationnelles et rédactionnelles ; Prise d'initiative et autonomie ; Capacité d'analyse et de synthèse.

Institution Adour - 15 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX - Tél : 05 58 46 18 70 - Fax : 05 58 75 03 46
Mail : secretariat@institution-adour.fr - Site : www.institution-adour.fr

Envoyé en préfecture le 28/02/2020
Reçu en préfecture le 28/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS21_2020-DE

**Conditions de travail :**
Poste basé au siège de l'Institution Adour, à Mont-de-Marsan (Landes).
Rémunération : Indemnisation légale + prise en charge des frais de déplacement dans le cadre des missions.

Date limite de candidature : 29 novembre 2019
Les candidatures (CV + lettre de motivation) devront être adressées au Président de l'Institution Adour par courrier (38 rue Victor Hugo ; 40025 Mont-de-Marsan Cedex) **ou** par courriel aux deux adresses suivantes : sage.adouramont@institution-adour.fr **et** adouraval@institution-adour.fr.
Les entretiens se dérouleront en présentiel à la mi-décembre (possibilité de visioconférence).

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS22_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Biodiversité - Convention d'accueil d'un stagiaire à la maison de l'eau de Jû-Belloc**

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre du développement de l'accueil des publics à la Maison de l'eau, le service Biodiversité souhaite accueillir Monsieur Pierre SALAMAGNOU, étudiant en BTS Tourisme 2ème année au Lycée Peyramale-Saint-Joseph-de-Lourdes, pour la période du 2 au 20 décembre 2019.

Les missions confiées sont :

- la mise en place d'un Géocache sur le site naturel,
- la programmation d'une "Fête de la Maison de l'eau" pour juin prochain,
- la mise à jour des informations collectées par les comités départementaux de tourisme du Gers et des Hautes-Pyrénées et les offices de tourisme concernant les activités proposées par la Maison de l'eau,
- un programme d'animation mensuel tous publics pour le 1er semestre 2020,
- la mise à jour du programme des animations estivales 2020,
- la mise à jour de la page Maison de l'eau du site internet de l'Institution Adour,
- l'opportunité de créer une page facebook Maison de l'eau.

Il convient de valider la convention de stage pour la période et les missions citées ci-dessus.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS22_2020-DE

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'autoriser le Président à signer la convention de stage de Monsieur Pierre SALAMAGNOU, pour la période du 2 au 20 décembre 2019
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Biodiversité - Maison de l'eau : Convention de stage entre l'Institution Adour et divers établissements de formation, pour l'accueil de personnes en stage dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc**

**Exposé des motifs :**

Le site de Jû-Belloc fait l'objet d'un plan de gestion pluriannuel (plan actuel : 2018-2023), qui vise au maintien et, si possible, au développement des habitats à enjeux, et des espèces qui les colonisent.
Le plan de gestion du site comprend deux parties : une définition et une hiérarchisation des enjeux écologiques et socioéconomiques ; des objectifs et un programme d'actions.
La gestion du site envisage des « objectifs de long terme », sur le plan de la conservation du site (maintenir la dynamique fluviale et les connexions hydrauliques ; conserver ou améliorer l'état de conservation des milieux ; conserver les espèces et améliorer les capacités d'accueil des populations ; améliorer la connaissance sur les milieux et les espèces) et sur celui de l'accueil du public et de la pédagogie (développer l'accueil du public ; développer les activités pédagogiques sur le site ; développer la formation et l'information sur le site ; maintenir la qualité paysagère du site).
Ces objectifs à long terme sont déclinés en « objectifs opérationnels » pour la durée du plan de gestion ; eux-mêmes déclinés en « actions ».

La mise en œuvre pratique des actions du plan de gestion est faite en partie en régie par l'Institution Adour, et en partie par des intervenants extérieurs (travaux de débroussaillage, etc.).

Le personnel de l'Institution Adour impliqué est principalement l'animateur de la Maison de l'eau de Jû-Belloc.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

La mise en œuvre du plan de gestion est également l'occasion d'accueillir des personnes en stage ; en 2020, ce sera en particulier sur les aspects liés aux aspects suivants :

- le suivi des pâturages sur le site, ces pâturages ayant pour objet d'empêcher la fermeture de milieux propices à la ponte des cistudes ;
- le suivi d'espèces d'intérêt patrimonial, et plus particulièrement le « cuivré des marais », un papillon rare des milieux humides ;
- la poursuite du suivi des espèces végétales exotiques envahissantes.

Il est prévu d'accueillir en stage les personnes suivantes :

- Charline CESSON, en formation de BTSA « Gestion et protection de la nature » à la MFR Valrance (Saint-Sernin-sur-Rance, 12), pour une durée cumulée de 8 semaines, soit 40 jours (du 6 au 30 avril 2020, puis du 15 juin au 10 juillet 2020) ;
- Angie MIR, en formation de BTS « Gestion et protection de la nature » à l'Institut Jean Errecart (Saint-Palais, 64), pour une durée de 8 semaines, soit 40 jours (du 18 mai au 10 juillet 2020) ;
- Baptiste LEVEAUX, en formation de BTS « Gestion et protection de la nature » au CFMM - MFR des métiers de la montagne (Thônes, 74), pour une durée de 5 semaines (du 6 juillet au 9 août 2020) ;

Les durées respectives de ces stages sont toutes inférieures au plancher au-dessus duquel une gratification de stage est obligatoire.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver les termes de la convention de stage entre l'Institution Adour et la MFR Valrance pour l'accueil en stage de BTSA « Gestion et protection de la nature » de Charline CESSON pour une durée cumulée de 8 semaines (du 6 au 30 avril 2020, puis du 15 juin au 10 juillet 2020) ;
- D'approuver les termes de la convention de stage entre l'Institution Adour et l'Institut Jean Errecart pour l'accueil en stage de BTS « Gestion et protection de la nature » d'Angie MIR, pour une durée de 8 semaines, soit 40 jours (du 18 mai au 10 juillet 2020) ;
- D'approuver les termes de la convention de stage entre l'Institution Adour et le CFMM - MFR des métiers de la montagne, pour l'accueil en stage de BTSA « Gestion et protection de la nature » de Baptiste LEVEAUX, pour une durée de 5 semaines (du 6 juillet au 9 août 2020) ;
- D'autoriser le Président à signer ces conventions telles qu'annexées et l'ensemble des documents y afférant respectivement

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**VALRANCE**
**2 Route du Bois du Four**
**12380 SAINT SERNIN SUR RANCE**
Tél : 05.65.98.18.60 - Email : mfr.st-sernin@mfr.asso.fr
SIRET : 31708127100015

# ELEVES DES CLASSES DE
# BTSA 1 Gestion Protection de la Nature B

## CONVENTION RELATIVE AUX STAGES DES ETUDIANTS DE BTSA PRÉVUS A L'ARTICLE D811-140 DU CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date 02 juin 2017 définissant les modalités de suivi de l'étudiant en stage.

Année universitaire : 2019-2020

**Convention de stage entre**

*Note : pour faciliter la lecture du document, les mots « stagiaire », « enseignant référent », « tuteur de stage », « représentant légal », « étudiant » sont utilisés au masculin.*

**1 - L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

**MFR VALRANCE**
**2, route du bois du Four - 12380 SAINT SERNIN SUR RANCE**
Tél : **05 65 98 18 60** mél : **mfr.st-sernin@mfr.asso.fr**
Représenté par le chef d'établissement,
Nom : **COURANT**
Prénom : **Olivier**
Tél : **05 65 98 18 60** mél : **mfr.st-sernin@mfr.asso.fr**

**2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL**

**Nom INSTITUTION ADOUR**
**Adresse : 38 rue Victor Hugo 40025 MONT DE MARSAN**
**N° d'immatriculation SIREN ou SIRET** : 25400226400060
**Représenté par** (nom du signataire de la convention) : **CARRERE Paul**
**Qualité du représentant : Monsieur le Président**
**Service dans lequel le stage sera effectué** :
**Tél** : 05.58.46.18.70 **Portable** : **mél** : secretariat@institution-adour.fr
**Lieu du stage** (si différent de l'adresse de l'organisme) : MAISON DE L'EAU 32160 JU BELLOC
**NB : conformément à la Règlementation Générale sur la Protection des Données de l'Union Européenne applicable depuis le 25 mai 2018, la MFR Valrance s'engage à protéger la confidentialité, la non altération, la disponibilité et la sécurité des données personnelles que vous nous confiez ici. Détails sur notre politique de protection de vos données en accédant à notre site www.valrance.com**

**3 - LE/LA STAGIAIRE**

Nom : **Mme CESSON Charline** Né(e) le : 09/01/2001
Adresse : 2 chemin de la gare 32730 VILLECOMTAL-SUR-ARROS
Tél : 06.38.53.30.08 mél : chacsn32@gmail.com
Formation suivie **: BTSA option Gestion et Protection de la Nature**
et volume horaire annuel **: 1400 heures**

**Sujet de Stage Principal BTS**

**Dates : Du 06/04/2020 Au 12/07/2020**

Représentant une **durée totale** de 8 semaines de présence effective dans l'organisme d'accueil. *(Chaque période, égale à 7 heures de présence consécutive ou non, équivaut à 1 jour. Chaque période, au moins égale à 22 jours de présence, consécutifs ou non, équivaut à 1 mois)*

| Date début | Date fin | Nombre de jours |
|---|---|---|
| 06/04/2020 | 10/04/2020 | 5 |
| 13/04/2020 | 17/04/2020 | 5 |
| 20/04/2020 | 24/04/2020 | 5 |
| 27/04/2020 | 01/05/2020 | 5 |
| 15/06/2020 | 19/06/2020 | 5 |
| 22/06/2020 | 26/06/2020 | 5 |
| 29/06/2020 | 03/07/2020 | 5 |
| 06/07/2020 | 10/07/2020 | 5 |

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**
Nom et prénom de l'enseignant référent : Mme GAUBERT Anne-Marie
Fonction : Formateur(trice)
Tél : 05.65.98.18.60 mél : anne-marie.gaubert@mfr.asso.fr

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL**
**Nom et prénom du maître de stage** : M. CHAUDRON Gwenael
**Fonction : Responsable**
**Tél** : 05 62 08 35 98 **Portable** : **mél** : maisondeleau@institution-adour.fr
**NB : conformément à la Règlementation Générale sur la Protection des Données de l'Union Européenne applicable depuis le 25 mai 2018, la MFR Valrance s'engage à protéger la confidentialité, la non altération, la disponibilité et la sécurité des données personnelles que vous nous confiez ici. Détails sur notre politique de protection de vos données en accédant à notre site www.valrance.com**

Couverture accident du travail : **MSA NORD MIDI PYRENEES** (n° établissement : 31708127100015)
Responsabilité civile MFR Valrance : **GROUPAMA D'OC** (contrat n° 05046048H)
**Responsabilité civile organisme d'accueil** : .....

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1 – Objet de la convention**
La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'un stage, y compris les séquences pédagogiques dispensées dans le milieu agricole et rural dans une formation à rythme approprié (au sens de l'article R. 813-42 du code rural et de la pêche maritime), rendu obligatoire par l'article D811-140 du code rural et de la pêche maritime et par l'arrêté du 12 juillet 2011 portant création de l'option Gestion et Protection de la Nature du BTSA. La convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

**Article 2 – Objectif du stage**
Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au référentiel de diplôme.
Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du référentiel de formation.

ACTIVITES CONFIEES : ***à définir avec la structure d'accueil***
CAPACITES A ACQUERIR OU A DEVELOPPER : ***suivre les activités de la structure d'accueil et se les approprier. Conduire des actions de gestion et/ou de valorisation d'un espace de nature. Ces expériences ou situations professionnelles seront restituées dans un rapport de stage.***

**Article 3 – Modalités du stage**
La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de 35 heures.
Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers : .....
Dans ce cas, préciser le repos compensateur dont bénéficiera le stagiaire : .....
Si le responsable de l'organisme d'accueil souhaite employer le stagiaire en dehors des périodes prévues par la convention de stage, un contrat de travail doit être conclu pour ces périodes hors stage. L'entreprise a l'obligation de verser un salaire et les cotisations qui en découlent. La part du stage se déroulant hors temps scolaire, antérieurement à l'obtention du diplôme, est précisée dans la présente convention.

**Article 4 – Accueil et encadrement du stagiaire**
Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné en page 1 de la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages. Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil en page 1 de la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage. Il est garant des stipulations pédagogiques définies à l'article 2 de la présente convention.
Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement. Une autorisation d'absence est accordée sur présentation au tuteur de la convocation de l'établissement. L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer. Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le/la stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITES DE SUIVI ET D'ENCADREMENT PAR L'ENSEIGNANT REFERENT ET LE TUTEUR : visites, RDV téléphoniques...

- ***Contact téléphonique si besoin et attestation de stage***

**Article 5 – Santé et sécurité des stagiaires dans l'exercice de certaines activités**

**5-1 Travaux interdits aux mineurs.** Avant toute affectation du jeune mineur à des travaux interdits susceptibles de dérogation visé aux articles D 4153-17 à D.4153-35 du code du travail une déclaration de dérogation pour l'unité de travail concernée aura été effectuée par le chef d'entreprise ou par le responsable de l'organisme d'accueil auprès de l'inspecteur du travail compétent géographiquement pour cette unité.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Pour les administrations de l'Etat et leurs établissements publics relevant du droit de la fonction publique, cette déclaration est effectuée auprès de l'inspecteur santé sécurité au travail, pour les collectivités territoriales, par l'assistant ou le conseiller de prévention compétent.
Le jeune ne doit se livrer à ces travaux que sous le contrôle permanent de son tuteur. L'annexe 2 de la présente convention précise la liste des travaux que le jeune sera amené à effectuer et précise les exigences réglementaires à respecter par le chef d'entreprise et les diligences à mettre en œuvre par le chef d'établissement. Si le jeune est mineur, cette annexe doit obligatoirement être signée par les parties.

**5-2 - Sécurité électrique**
Le stagiaire ayant à intervenir sur – ou à proximité – des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer.
Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'étudiant dans son établissement, préalablement au stage. L'habilitation est délivrée au vu d'un titre qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie par l'étudiant.
**Le stagiaire a-t-il besoin d'une habilitation pour les activités qui lui seront confiées?** ~~Oui~~ Non
Si oui, préciser le niveau d'habilitation et le titre délivré par l'établissement d'enseignement certifiant que le stagiaire a suivi la formation correspondante : .....

**5-3 - Equipements de travail mobiles automoteurs et de levage**
En application de l'article R. 4323-55 du code du travail, la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage, dont les tracteurs agricoles, nécessite une formation adéquate et préalable.
**Le stagiaire conduira-t-il de tels équipements dans le cadre des missions qui lui seront confiées ?** ~~Oui~~ Non
Si oui, préciser lesquels : .....
Formation reçue à l'utilisation de ces matériels dans l'établissement et/ou appréciation de l'enseignant référent sur le degré de maîtrise des différents matériels par le stagiaire : néant

**Article 6 – Gratification - Avantages**
En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises. Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.
La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.
La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport..
L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.
En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisée en fonction de la durée du stage effectué.
La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à..... **€ par : heure / jour / mois** ***(rayer les mentions inutiles)***

**Article 6 bis –Accès aux droits des salariés – Avantages** (Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :
Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.
Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.
Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES : .....

**Article 6ter – Accès aux droits des agents - Avantages** (Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :
Les trajets effectués par les stagiaires d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage peuvent être pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail. Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.
Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES : .....

**Article 7 – Régime de protection sociale**
Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de sécurité sociale antérieur.
Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité Sociale.
Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**7-1 Gratification inférieure ou égale à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :**
La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.
L'étudiant bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de L. 751-1 (1°)(métropole), L. 751-14 (2°)(Alsace-Moselle) du code rural et de la pêche maritime, L. 412-8-2°-a du code de la sécurité sociale (DOM),. A ce titre, les étudiants bénéficient, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme d'accueil, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, le responsable de l'organisme d'accueil s'engage à informer le chef d'établissement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24h. La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse assurances accidents agricoles pour l'Alsace-Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer dont relève l'établissement dans les 48h, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'organisme d'accueil.

**7.2 – Gratification supérieure** à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :
Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale.
L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale pour les stages effectués dans une entreprise relevant du régime général ou de l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime pour les stages effectués dans une entreprise relevant du régime agricole. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la caisse de sécurité sociale dont il relève et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

**7.3 – Protection Maladie du stagiaire à l'étranger**
1) Protection issue du régime étudiant français
- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM) ;- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;
- dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc…) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).
2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil
~~En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :~~
~~¨ OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français~~
~~¨ NON : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.~~
Si aucune case n'est cochée, le 6.3 – 1 s'applique.

**7.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger**
L'étudiant bénéficie, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
**En cas d'accident, l'organisme d'accueil informe l'établissement par écrit au plus tard dans les 48h.**

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :
- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 6), et sous réserve de l'accord de la caisse de sécurité sociale sur la demande de maintien de droits ;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.
Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :
- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 8 – Responsabilité et assurance**
L'organisme d'accueil et le) stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'étudiant.
Pour les stages à l'étranger ou outremer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique…) et un contrat d'assurance individuel accident.
Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.
Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

**Article 9 – Discipline**
Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles de santé sécurité au travail en vigueur dans l'organisme d'accueil.
Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs. En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 10 de la présente convention.

**Article 10 – Congés – Interruption du stage**
En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévue pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.
Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.
NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :
- .....
- .....

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée…) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.
Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.
Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).
En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

**Article 11 – Devoir de réserve et confidentialité**
Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par lui pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier. Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.
Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

**Article 12 – Propriété intellectuelle**
Conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du(de la) stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.
Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

**Article 13 – Fin de stage – Rapport/Dossier - Evaluation**
1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe 1, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.
Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification..
3) Evaluation de l'activité du/de la stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent *(ou préciser les modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent)* : .....
4) Modalités d'évaluation pédagogiques : le stagiaire devra rédiger un rapport d'activités évalué à la MFR. Sur demande, ce rapport pourra être envoyé au format numérique au maître de stage.
5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

**Article 14 – Droit applicable – Tribunaux compétents**
La présente convention est régie exclusivement par le droit français.
Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

Fait à **Saint Sernin Sur Rance** le 16 Janvier 2020

**Le chef d'entreprise**
ou le Responsable de l'organisme d'accueil

**Le Directeur de l'établissement**
O. COURANT

MAISON FAMILIALE RURALE "VALRANCE" 12380 SAINT SERNIN
Ecole des Métiers de la Chasse et de la Nature

**L'élève** (ou son représentant légal
ou le Directeur d'établissement par délégation de Pouvoir)

MAISON FAMILIALE RURALE "VALRANCE" 12380 SAINT SERNIN
Ecole des Métiers de la Chasse et de la Nature

**Le maître de stage ou tuteur**
(s'il est distinct du chef d'entreprise ou du responsable de l'organisme d'accueil)

Gwenaël Chaudron

**L'enseignant référent** au titre du suivi pédagogique
(ou le Directeur d'établissement par délégation de Pouvoir)

***Fiches à annexer à la convention :***

1. *Attestation destage (page suivante)*
2. *Le cas échéant, annexe sur les dispositions relatives aux stagiaires mineurs,*
3. *Suivant la situation du stagiaire et les missions qui lui sont confiées, les pièces suivantes devront être jointes à la convention : déclaration de dérogation aux travaux interdits ; avis médical d'aptitude réalisé par le médecin chargé de la surveillance des étudiants ou le médecin du travail de la Mutualité Sociale Agricole ; habilitation électrique ; CACES ou autorisation de conduite valant CACES.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Annexe 1 à la convention
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

# ATTESTATION DE STAGE

***à remettre au stagiaire à l'issue du stage***

**L'ORGANISME D'ACCUEIL**

Nom ou Dénomination sociale : **INSTITUTION ADOUR**
Adresse : 38 rue Victor Hugo 40025 MONT DE MARSAN
Téléphone : 05.58.46.18.70 Portable :

**Certifie que :**

**LE STAGIAIRE**

Nom : **CESSON** Prénom : **Charline**
Adresse : 2 chemin de la gare 32730 VILLECOMTAL-SUR-ARROS
Téléphone : Portable : 06.38.53.30.08 Mel : chacsn32@gmail.com

**étudiant en** : **Brevet de Technicien Supérieur Agricole option Gestion et Protection de la Nature**

**au sein de** : MFR Valrance, 2 route du Bois du Four, 12380 SAINT SERNIN SUR RANCE

**a effectué un stage prévu dans le cadre de ses études**

**Durée du stage :**
Dates de début et de fin du stage : Du **06/04/2020** au **12/07/2020**
Représentant une **durée totale** de 8 (~~Nbre de Mois~~ / Nbre de Semaines) (rayer la mention inutile))

*La durée totale du stage est appréciée en tenant compte de la présence effective du stagiaire dans l'organisme, sous réserve des droits à congés et autorisations d'absence prévus à l'article L.124-13 du code de l'éducation (art. L.124-18 du code de l'éducation). Chaque période au moins égale à 7 heures de présence consécutives ou non est considérée comme équivalente à un jour de stage et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois.*

**Montant de la Gratification versée au stagiaire**
Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un **montant total** de ..... **€**

***L'attestation de stage** est indispensable pour pouvoir, sous réserve du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux étudiants **dont le stage a été gratifié** la possibilité de faire valider celui-ci dans la **limite de deux trimestres,** sous réserve du **versement d'une cotisation**. La **demande est à faire par l'étudiant dans les deux années** suivant la fin du stage et sur **présentation obligatoire de l'attestation de stage** mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification perçue. Les informations précises sur la cotisation à verser et sur la procédure à suivre sont à demander auprès de la sécurité sociale (code de la sécurité sociale art. L.351-17 – code de l'éducation art..D.124-9).*

Fait à MONT DE MARSAN le 12/07/2020

Nom, fonction et signature du représentant
de l'organisme d'accueil
**CARRERE Paul**
**Monsieur le Président**

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020

ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Lycée Jean Errecart
www.lycee-errecart.com
64120 SAINT-PALAIS - Tél. 05 59 65 70 77

# Convention relative aux stages des étudiants de BTSA prévus à l'article D811-140 du code rural et de la pêche maritime

**BTSA Gestion et Protection de la Nature**

CNEAP
*La réussite, c'est notre nature !*

ANNEE UNIVERSITAIRE – **2019/ 2020.**

**CONVENTION DE STAGE ENTREPRISE**

## 1 – L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

**Institut Jean ERRECART**

Adresse : **Quartier Zaldi Xuri**
**BP 44**
**64120 SAINT-PALAIS**

☎ : 05 59 65 70 77
Représenté par (signataire de la convention) :

Nom : ***LAPLENIE***

Prénom : ***Didier***

Qualité du représentant : ***Chef d'établissement***

Mél : ***st-palais@cneap.fr***

## 2 – L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : Institution Adour
Adresse : 38 rue Victor Hugo
40025 MONT-DE-MARSAN cedex
Numéro d'immatriculation SIREN ou SIRET :
264 002 26 4000 60
Représenté par (nom du signataire de la convention) :
Nom : CARRÈRE
Prénom : Paul
Qualité du représentant : Président
☎ : 05 58 46 18 40
Mél : secretariat@institution-adour.fr
Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :
Maison de l'Eau
32160 SÛ-BESLOC

## 3 – LE/LA STAGIAIRE

Nom : Prénom :

Sexe : F ☐ M ☐ Né le ____ / ____ / _____

Adresse :

☎

Mél :

Intitulé de la formation ou du cursus dans l'établissement d'enseignement supérieur : **BTSA GPN**

Volume horaire (annuel ou semestriel) :

**SUJET DE STAGE** :

**Dates :** du 18 mai au 10 juillet
du au
du au

Représentant une durée totale de ..... 8 ..... ~~nombre de~~ semaines / ~~de mois (rayer la mention inutile)~~

Et correspondant à ... 40 ..... Jours de présence effective dans l'organisme d'accueil.

Répartition si présence discontinue : ..... nombre d'heures par semaine ou nombre d'heure par jour (rayer la mention inutile)

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

Nom et prénom de l'enseignant référent : Bidegaray Carine

Fonction (ou discipline) : Enseignante

mél : carine.bidegaray@cneap.fr

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL**

Nom et prénom du tuteur de stage : CHAUDRON Gwenaël

Fonction : Animateur

☎ : 05 62 08 35 98

mél : maisondeleau@institution-adour.fr

Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou caisse de sécurité sociale dont relève l'établissement à contacter en cas d'accident de travail : **MSA SUD AQUITAINE N° de contrat 782 370 654**

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'un stage, y compris les séquences pédagogiques dispensées dans le milieu agricole et rural dans une formation à rythme approprié (au sens de l'article R. 813-42 du code rural et de la pêche maritime), rendu obligatoire par l'article D811-140 du code rural et de la pêche maritime et par l'arrêté du 12/07/2011 portant création de l'option du BTSA GPN
La convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

**Article 2 – Objectif du stage**

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un BTSA et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au référentiel de diplôme.
Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du référentiel de formation.

ACTIVITES CONFIEES :

Voir Annexe : Disposition Pédagogiques

CAPACITES A ACQUERIR OU A DEVELOPPER :

Voir Annexe : Disposition Pédagogiques

**Article 3 – Modalités du stage**

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de 35 heures,
Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Dans ce cas, préciser le repos compensateur dont bénéficiera le stagiaire.
Si le responsable de l'organisme d'accueil souhaite employer le stagiaire en dehors des périodes prévues par la convention de stage, un contrat de travail doit être conclu pour ces périodes hors stage. L'entreprise à l'obligation de verser un salaire et les cotisations qui en découlent.
La part du stage se déroulant hors temps scolaire, antérieurement à l'obtention du diplôme, est précisée dans la présente convention :

**Article 4 – Accueil et encadrement du stagiaire**

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.
Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du/de la stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage. Il est garant des stipulations pédagogiques définies à l'article 2 de la présente convention.
Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.
Une autorisation d'absence est accordée sur présentation au tuteur de la convocation de l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.
Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le/la stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITES D'ENCADREMENT : visites, rendez-vous téléphoniques, etc.

**Article 5 – Santé et sécurité des stagiaires dans l'exercice de certaines activités**

**5-1 Travaux interdits aux mineurs**

Avant toute affectation du jeune mineur à des travaux interdits susceptibles de dérogation visé aux articles D 4153-17 à D.4153-35 du code du travail une déclaration de dérogation pour l'unité de travail concernée aura été effectuée par le chef d'entreprise auprès de l'inspecteur du travail compétent géographiquement pour cette unité. Le jeune ne doit se livrer à ces travaux que sous le contrôle permanent de son tuteur. L'annexe 2 de la présente convention, précise la liste des travaux que le jeune sera amené à effectuer et précise les exigences réglementaires à respecter par le chef d'entreprise et les diligences à mettre en œuvre par le chef d'établissement. Si le jeune est mineur, cette annexe doit obligatoirement être signée par les parties.

**5-2 - Sécurité électrique**

Le stagiaire ayant à intervenir sur – ou à proximité – des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'étudiant dans son établissement, préalablement au stage. L'habilitation est délivrée au vu d'un titre qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie par l'étudiant.
Le stagiaire a-t-il besoin d'une habilitation pour les activités qui lui seront confiées? ☐ **Oui** ☐**Non**

Si oui, préciser le niveau d'habilitation et le titre délivré par l'établissement d'enseignement certifiant que le stagiaire a suivi la formation correspondante :

**5-3 - Equipements de travail mobiles automoteurs et de levage**

En application de l'article R. 4323-55 du code du travail, la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage, dont les tracteurs agricoles, nécessite une formation adéquate et préalable.
Le stagiaire conduira-t-il de tels équipements dans le cadre des missions qui lui seront confiées ? ☐ **Oui** ☐**Non**

Si oui, préciser lesquels :

Formation reçue à l'utilisation de ces matériels dans l'établissement et/ou appréciation de l'enseignant référent sur le degré de maîtrise des différents matériels par l'étudiant :

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 6 – Gratification – Avantages**

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, dans un même organisme d'accueil et sur une même année scolaire (du 01/09 au 31/08), celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises.
Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.
La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.
La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.
L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.
En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisée en fonction de la durée du stage effectué.
La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à :
..... € par heure / jour / mois
*(rayer les mentions inutiles)*

**Article 6 bis –Accès aux droits des salariés – Avantages**

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles
L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.
Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil.
Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.
Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

**Article 6ter – Accès aux droits des agents - Avantages**

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :
Les trajets effectués par les stagiaires d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage peuvent être pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.
Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.
Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

**Article 7 – Régime de protection sociale**

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de sécurité sociale antérieur.
Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité Sociale.
Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

**7-1 Gratification inférieure ou égale à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :**

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.
L'étudiant bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de
L. 751-1 (1°) (métropole), L. 761-14 (1°) (Alsace-Moselle) du code rural et de la pêche maritime, L. 412-8-2°-a du code de la sécurité sociale
(DOM), A ce titre, les étudiants bénéficient, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme d'accueil, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, le responsable de l'organisme d'accueil s'engage à informer le chef d'établissement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24h. La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse assurances accidents agricoles pour l'Alsace-
Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer dont relève l'établissement dans les 48h, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'organisme d'accueil.

**7.2 – Gratification supérieure** à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale.
L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la caisse de sécurité sociale dont il relève et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

**7.3 – Protection Maladie du stagiaire à l'étranger**

1) Protection issue du régime étudiant français

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la
Norvège, de l'Islande, Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie
(CEAM) ;
- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;
- dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de
Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

☐ **OUI** : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français

☐ **NON** : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.

Si aucune case n'est cochée, le 7.3 – 1 s'applique.

**7.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger**

L'étudiant bénéficie, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
En cas d'accident, l'organisme d'accueil informe l'établissement par écrit au plus tard dans les 48h.

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :
- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 6), et sous réserve de l'accord de la caisse de sécurité sociale sur la demande de maintien de droits ;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.
Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.
3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire

**Article 8 – Responsabilité et assurance**

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'étudiant.
Pour les stages à l'étranger ou outremer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.
Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.
Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

**Article 9 – Discipline**

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles de santé sécurité au travail en vigueur dans l'organisme d'accueil.
Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.
En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 10 de la présente convention.

**Article 10 – Congés – Interruption du stage**

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévue pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35,
L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.
Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

| |
|---|
| - |

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.
Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

**Article 11 – Devoir de réserve et confidentialité**

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par lui pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage.

Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

**Article 12 – Propriété intellectuelle**

Conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du (de la) stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

**Article 13 – Fin de stage – Rapport/Dossier – Evaluation**

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe 1, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale ;

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.
Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Evaluation de l'activité du/de la stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent *(ou préciser les modalités d'évaluation préalablement définis en accord avec l'enseignant référent)*.....

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : le stagiaire devra *(préciser la nature du travail à fournir –rapport, etc.- éventuellement en joignant une annexe)*

Voir Annexe : Disposition Pédagogiques

**NOMBRE D'ECTS:**

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

**Article 14 – Droit applicable – Tribunaux compétents**
La présente convention est régie exclusivement par le droit français.
Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

## ANNEXE 1 : DISPOSITIONS PEDAGOGIQUES

***Dates de stage :***

| *Séquences* | *Durée* | *Date réalisation* |
|---|---|---|
| ***Pré-Stage*** | | |
| ***Stage Principal*** | 8 semaines | du 18 mai au 10 juillet 2020 |

***Les objectifs du stage peuvent être les suivants :***

1. Acquérir ou appliquer, des savoirs, du savoir-faire dans un contexte professionnel
2. S'intégrer dans une équipe de travail et en comprendre le fonctionnement
3. Comprendre et analyser le fonctionnement des structures étudiées
4. Mettre en œuvre des démarches de diagnostic, d'expertise naturaliste
5. Elaborer un conseil
6. Prendre des responsabilités et des initiatives
7. Confronter son projet personnel à une réalité professionnelle
8. Conduire des programmes de génie écologique
9. Conduire des projets de valorisation et de préservation des espaces et de la nature

***Les obligations du chef d'entreprise sont notamment de :***

- présenter au stagiaire l'évaluation des risques effectuée conformément aux articles L. 4121-1 et suivants du code du travail propres à son entreprise, tirée du document unique et commenter de manière pédagogique avec lui les risques auxquels il est susceptible d'être exposé ainsi que les actions de prévention prises pour y remédier

- diriger et contrôler le stagiaire dans ses activités par la désignation d'un maître de stage ayant la compétence et la disponibilité nécessaire pour assurer ce suivi

- faire accomplir au stagiaire des travaux correspondant à la fois à ses aptitudes, aux objectifs du stage et à la progression pédagogique du stagiaire

-si ces travaux incluent une utilisation de matériel soumis à la dérogation, indiquer le type de matériel et ses conditions d'utilisation (encadrement, port d'équipements de protection individuelle, formation préalable, habilitation électrique, autorisation de conduite...),

- le chef d'entreprise ou son représentant doit ne faire utiliser que des matériels conformes à la réglementation[1] ;

***Déroulement et suivi du stage :***

Une période de pré-stage peut être prévue avant la période de stage principal et permet au stagiaire, au maître de stage de faire connaissance, d'aborder ensemble le sujet du stage et les activités en lien avec les Situations Professionnelles Significatives qui sont à mener. La présentation des SPS vous est proposée en annexe n°3.

Il n'est pas prévu de visite d'enseignants sur le lieu de stage. L'enseignant en charge du suivi s'engage à contacter le maître de stage pour effectuer un bilan

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Le maître de stage s'engage à communiquer sur le comportement du stagiaire au sein de la structure d'accueil. Il devra être à l'initiative de la prise de contact en cas de problèmes rencontrés avec l'étudiant

***Le dossier de stage***

Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport écrit constitué de 2 parties :

- Une analyse du fonctionnement de la structure d'accueil
- Un portfolio qui présente 3 Situations Professionnelles Vécues par l'étudiant

Une soutenance orale a lieu en fin de formation. Le rapport de stage est confidentiel et ne peut être publié sans l'autorisation du maître de stage et du stagiaire. Il ne peut être détenu par un tiers sans leur accord, sauf dans le cas de documents remis aux jurys d'examens

La ***1ère partie*** du dossier permet d'évaluer les sous-capacités «S'intégrer dans une organisation et en analyser le fonctionnement» et «Communiquer en Situation Professionnelle». Il est centré sur l'analyse du fonctionnement de la structure et sur l'insertion du candidat dans cette organisation. Il comporte :

- L'analyse de l'organisation et son fonctionnement L'analyse porte sur la structure d'accueil du stagiaire.
- L'analyse par le stagiaire dans son insertion au sein de l'organisation, des responsabilités et des tâches assurées, de l'opération, ou activités réalisées : quels ont été les atouts et les qualités du candidat pour s'intégrer, quelles expériences et quelles leçons il retire
- Un bilan personnel des compétences, savoir faire et savoir-être acquis durant ce stage

La ***2ème partie*** du dossier permet d'évaluer les sous-capacités «Instruire une réponse à une commande professionnelle » et Prendre des responsabilités et des initiatives dans le cadre de situations professionnelles. Pour répondre à ces exigences, il est impératif que le stagiaire participe à des activités en lien avec les SPS.

Le stagiaire sera évalué à l'aide de la grille d'évaluation nationale et officielle (Annexe n°4).

FAIT à ..... LE.....20..

**POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**
Nom et signature du représentant de l'établissement

**Didier LAPLENIE**

**POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL**
Nom et signature du représentant de
L'organisme d'accueil

**STAGIAIRE** (ou son représentant légal le cas échéant)
Nom et signature

**L'enseignant référent du stagiaire**
Nom et signature Bidegaray Carine

**Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil**
Nom et signature

**Annexe 2**

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**ATTESTATION DE STAGE**
***à remettre au stagiaire à l'issue du stage***

**ORGANISME D'ACCUEIL**

Nom ou Dénomination sociale : .....

Adresse : .....

.....

☎ : .....

## Certifie que

**LE STAGIAIRE**

Nom : ..... Prénom : ..... Sexe : F _ M _ Né(e) le : ___ /___/_____

Adresse :

.....

.....

☎ ..... . mél : .....

**ETUDIANT EN** (intitulé de la formation ou du cursus de l'enseignement supérieur suivi par le/la stagiaire) :

.....

**AU SEIN DE** (nom de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de formation) :

.....

## A effectué un stage prévu dans le cadre de ses études

**DUREE DU STAGE** .....

Dates de début et de fin du stage : **Du** .....JJ/MM/AAAA **Au** .....JJ/MM/AAAA

Représentant une **durée totale** de ..... (Nbre de Mois / Nbre de Semaines) (rayer la mention inutile))

La durée totale du stage est appréciée en tenant compte de la présence effective du stagiaire dans l'organisme, sous réserve des droits à congés et autorisations d'absence prévus à l'article L.124-13 du code de l'éducation (art. L.124-18 du code de l'éducation). Chaque période au moins égale à 7 heures
de présence consécutives ou non est considérée comme équivalente à un jour de stage et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois.

**MONTANT DE LA GRATIFICATION VERSE AU STAGIAIRE**

Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un **montant total** de ..... €

***L'attestation de stage*** *est indispensable pour pouvoir, sous réserve du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux étudiants* ***dont le stage a été gratifié*** *la possibilité de faire valider celui-ci dans la* ***limite de deux trimestres,*** *sous réserve du* ***versement d'une cotisation.*** *La* ***demande est à faire par l'étudiant dans les deux années*** *suivant la fin du stage et sur* ***présentation obligatoire de l'attestation de stage*** *mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification perçue. Les informations précises sur la cotisation à verser et sur la procédure à suivre sont à demander auprès de la sécurité sociale (code de la sécurité sociale art. L.351-17 – code de l'éducation art..D.124-9).*

**FAIT A** .....

**LE**.....

Nom, fonction et signature du

Représentant de l'organisme d'accueil

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Institution Adour
Reçu le
10 FEV. 2020
N° .....

**CONVENTION RELATIVE AUX STAGES DES ETUDI**
**PRÉVUES A L'ARTICLE D811-140 DU CODE RURAL ET DE**
*Vu la délibération du Conseil d'Administration (ou de l'instance en tenant lieu pou*
*2017 définissant les modalités de suivi de l'étudia*

**Année universitaire : 2019 -**

*Note : pour faciliter la lecture du document, les mots « stagiaire »*
*« tuteur de stage », « représentant légal », « étudiant » son*

**Convention de stage entre**

## 1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION

**CFMM – MFR des Métiers de la Montagne**
1 Route de Tronchine
BP 51
74230 THÔNES

☎. 04 50 02 00 79

Représenté par le chef d'établissement,
Qualité du représentant : Directrice
Nom : **ECHINARD**
Prénom : **Laurence**

☎ 04 50 02 00 79

mél : mfr.cfmm@mfr.asso.fr

## 2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : Institution Adour
Adresse :
38 r Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex

Numéro d'immatriculation SIREN ou SIRET :
254 002 26 4 000 60

Représenté par (nom du signataire de la convention)

Nom & Prénom :
Carrère Paul

Qualité du représentant :
Président

Service dans lequel le stage sera effectué :
Service biodiversité

☎ 05 62 08 35 98
mél : maisondelean@institution-adour.fr
Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :
Maison de l'eau JÛ-BELLOC (32 160)

## 3 - LE/LA STAGIAIRE

Nom : LEVEAUX Prénom : Baptiste

Sexe : F ☐ M ☒ Né(e) le : 27/07/2001

Adresse : France, Thônes, 74230
numéro 3 rue des clefs
deuxième étage

☎ 07 77 30 91 85 mél : baptiste@artetvoltige.be

**INTITULÉ DE LA FORMATION OU DU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL)** : *700 H/AN, BTSA GPN (GESTION PROTECTION DE LA NATURE)*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**SUJET DE STAGE** *Thématique en lien avec la gestion ou valorisation des espaces naturels*

Dates : du 6 juillet 2020 au 3 août 2020

du ____ au ____

du ____ au ____

du ____ au ____

du ____ au ____

Représentant une **durée totale** de 5 (Nombre de Semaines / ~~de Mois~~ (rayer la mention inutile)

Et correspondant à 20 Jours de présence effective dans l'organisme d'accueil.

Répartition si présence discontinue : 8 nombre d'heures ~~par semaine ou nombre d'heures~~ par jour (rayer la mention inutile).

Commentaire :

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

Nom et prénom de l'enseignant référent :

☐ DELATOUR Christiane

☒ BARDIN Pierre

☐ CHRISTIANNE Léa

☐ VALLA Vincent

☐ TIXIER Audrey

☐ GAY Nicolas

☐ Autre

Fonction (ou discipline) : Formateur
☎ 04 50 02 00 79
mél : *(prenom.nom@mfr.asso.fr)*

**ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL**

Nom et prénom du tuteur de stage :
CHAUDRON Gwenaël

Fonction :
Animateur territorial

☎ 05.62.08.35.98

mél : maisondelaau@institution-adour.fr

Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou caisse de sécurité sociale dont relève l'établissement à contacter en cas d'accident du travail :
MSA - 106 Rue Juiverie – 73016 CHAMBERY

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 1 - Objet de la convention**
La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'un stage, y compris les séquences pédagogiques dispensées dans le milieu agricole et rural dans une formation à rythme approprié (au sens de l'article R. 813-42 du code rural et de la pêche maritime), rendu obligatoire par l'article D811-140 du code rural et de la pêche maritime et par *Arrêté du 12 juillet 2011 portant création et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur agricole option « gestion et protection de la nature »*

La convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

**Article 2 - Objectif du stage**
Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au référentiel de diplôme.
Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du référentiel de formation.

ACTIVITES CONFIEES :
. Suivi Cuivré des marais / suivi pâturage (contrat Natura 2000) / suivi plantes exotiques envahissantes
. Animation de balades hebdomadaire de découverte du site naturel, accueil du public pour renseignements sur le site naturel et les activités proposées

CAPACITES A ACQUERIR OU A DEVELOPPER :

*Celles liées au référentiel professionnel (Situations Professionnelles Significatives) : ANNEXE A*

**Article 3 - Modalités du stage**

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de .....100..... heures.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Dans ce cas, préciser le repos compensateur dont bénéficiera le stagiaire :

Si le responsable de l'organisme d'accueil souhaite employer le stagiaire en dehors des périodes prévues par la convention de stage, un contrat de travail doit être conclu pour ces périodes hors stage. L'entreprise a l'obligation de verser un salaire et les cotisations qui en découlent.

La part du stage se déroulant hors temps scolaire, antérieurement à l'obtention du diplôme, est précisée dans la présente convention :

**Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire**
Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.
Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage. Il est garant des stipulations pédagogiques définies à l'article 2 de la présente convention.
Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement. Une autorisation d'absence est accordée sur présentation au tuteur de la convocation de l'établissement.
L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le/la stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITES DE SUIVI ET D'ENCADREMENT PAR L'ENSEIGNANT REFERENT ET LE TUTEUR :

*Téléphone et/ou mél et/ou visite(s) (stage support examen)*
*Carnet et/ou fiches de liaison*

**Article 5 - Santé et sécurité des stagiaires dans l'exercice de certaines activités**

**5-1 Travaux interdits aux mineurs**

Avant toute affectation du jeune mineur à des travaux interdits susceptibles de dérogation visé aux articles D 4153-17 à D.4153-35 du code du travail une déclaration de dérogation pour l'unité de travail concernée aura été effectuée par le chef d'entreprise ou par le responsable de l'organisme d'accueil auprès de l'inspecteur du travail compétent géographiquement pour cette unité. Pour les administrations de l'Etat et leurs établissements publics relevant du droit de la fonction publique, cette déclaration est effectuée auprès de l'inspecteur santé sécurité au travail, pour les collectivités territoriales, par l'assistant ou le conseiller de prévention compétent. Le jeune ne doit se livrer à ces travaux que sous le contrôle permanent de son tuteur. L'annexe 2 de la présente convention, précise la liste des travaux que le jeune sera amené à effectuer et précise les exigences réglementaires à respecter par le chef d'entreprise et les diligences à mettre en œuvre par le chef d'établissement. Si le jeune est mineur, cette annexe doit obligatoirement être signée par les parties.

**5-2 - Sécurité électrique**

Le stagiaire ayant à intervenir sur – ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'étudiant dans son établissement, préalablement au stage. L'habilitation est délivrée au vu d'un titre qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie par l'étudiant.

*Le stagiaire a-t-il besoin d'une habilitation pour les activités qui lui seront confiées* ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, préciser le niveau d'habilitation et le titre délivré par l'établissement d'enseignement certifiant que le stagiaire a suivi la formation correspondante :

**5-3 - Equipements de travail mobiles automoteurs et de levage**

En application de l'article R. 4323-55 du code du travail, la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage, dont les tracteurs agricoles, nécessite une formation adéquate et préalable.

*Le stagiaire conduira-t-il de tels équipements dans le cadre des missions qui lui seront confiées ?*

Oui ☐ Non ☐

Si oui, préciser lesquels :

Formation reçue à l'utilisation de ces matériels dans l'établissement et/ou appréciation de l'enseignant référent sur le degré de maîtrise des différents matériels par le stagiaire: ***Néant***

**Article 6 - Gratification - Avantages**

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises.
Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.
La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.
La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport..
L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisée en fonction de la durée du stage effectué.
La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à. _____ € par heure /jour /mois *(rayer les mentions inutiles)*

**Article 6 bis -Accès aux droits des salariés - Avantages** (Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :
Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.
Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.
Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

**Article 6 ter - Accès aux droits des agents - Avantages** (Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :
Les trajets effectués par les stagiaires d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage peuvent être pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.
Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.
Est considérée comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDES :

**Article 7 - Régime de protection sociale**

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de sécurité sociale antérieur.

Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité Sociale.
Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

**7-1 Gratification inférieure ou égale à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :**

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.
L'étudiant bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre de L. 751-1 (1°)(métropole), L. 761-14 (1°)(Alsace-Moselle) du code rural et de la pêche maritime, L. 412-8-2°-a du code de la sécurité sociale (DOM),.
A ce titre, les étudiants bénéficient, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme d'accueil, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, le responsable de l'organisme d'accueil s'engage à informer le chef d'établissement dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les 24h. La déclaration d'accident du travail doit être faite par le chef d'établissement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la caisse de mutualité sociale agricole, la caisse assurances accidents agricoles pour l'Alsace-Moselle, ou la caisse générale de sécurité sociale pour les départements d'outre-mer dont relève l'établissement dans les 48h, non compris les dimanches et jours fériés, à compter de l'information faite par l'organisme d'accueil.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**7.2 - Gratification supérieure** à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale.
L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale pour les stages effectués dans une entreprise relevant du régime général ou de l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime pour les stages effectués dans une entreprise relevant du régime agricole. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la caisse de sécurité sociale dont il relève et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

**7.3 - Protection Maladie du stagiaire à l'étranger**

1) Protection issue du régime étudiant français

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM) ;
- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;
- dans tous les autres cas, les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture Maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil
**En cochant la case appropriée**, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :
☐OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français
☐NON : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.
Si aucune case n'est cochée, le 6.3 - 1 s'applique.

**7.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger**

L'étudiant bénéficie, durant la période de stage, de la garantie légale accidents du travail des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles. Cette garantie fait relever l'étudiant de la caisse du ressort de l'établissement d'enseignement.
En cas d'accident, l'organisme d'accueil informe l'établissement par écrit au plus tard dans les 48h.
1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 6), et sous réserve de l'accord de la caisse de sécurité sociale sur la demande de maintien de droits ;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.
- Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.
3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 12 - Propriété intellectuelle**

Conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.
Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération dû au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

**Article 13 - Fin de stage - Rapport/Dossier - Evaluation**

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe 1, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.
Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Evaluation de l'activité du/de la stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent *(ou préciser les modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent)* : ***CARNET ET/OU FICHE DE LIAISON*** .

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : le stagiaire devra *préciser la nature du travail à fournir -rapport, etc.- éventuellement en joignant une annexe :* ***PLAN D'ETUDE***.

NOMBRE D'ECTS: ***Néant***

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 8 - Responsabilité et assurance**

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'étudiant.

Pour les stages à l'étranger ou outremer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.
Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.
Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

**Article 9 - Discipline**

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles de santé sécurité au travail en vigueur dans l'organisme d'accueil.
Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.
En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 10 de la présente convention.

**Article 10 - Congés - Interruption du stage**

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévue pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.
Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.
Toute interruption du stage est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.
Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).
En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

**Article 11 - Devoir de réserve et confidentialité**

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par lui pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.
Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.
Les personnes amenées à en connaître, sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS23_2020-DE

**Article 14 – Droit applicable – Tribunaux compétents**

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.
Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

FAIT à _____ LE _____

| POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL<br>Nom et signature du représentant de l'organisme d'accueil | POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT<br>Nom et signature du représentant de l'établissement<br>**Laurence ECHINARD** |
|---|---|

| STAGIAIRE (ou son représentant légal le cas échéant)<br>Nom et signature |
|---|

| L'enseignant référent du stagiaire<br>Au titre du suivi pédagogique conformément à l'article D.124-3 du code de l'éducation | Le tuteur (s'il est distinct du chef d'entreprise ou du responsable de l'organisme d'accueil)<br><br>Nom Prénom<br>Chandron Guenaël<br><br>et signature : |
|---|---|
| ☐ DELATOUR Christiane<br>☒ BARDIN Pierre<br>☐ CHRISTIANNE Léa<br>☐ VALLA Vincent<br>☐ TIXIER Audrey<br>☐ GAY Nicolas<br>☐ Autre _____ | |

***Fiches à annexer à la convention*** *:*

1. *Attestation de stage (page suivante)*
2. *Le cas échéant, annexe sur les dispositions relatives aux stagiaires mineurs,*
3. *Suivant la situation du stagiaire et les missions qui lui sont confiées, les pièces suivantes devront être jointes à la convention : déclaration de dérogation aux travaux interdits ; avis médical d'aptitude réalisé par le médecin chargé de la surveillance des étudiants ou le médecin du travail de la Mutualité Sociale Agricole ; habilitation électrique ; CACES ou autorisation de conduite valant CACES.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Biodiversité - Convention entre l'Institution Adour et l'université de Brest pour l'accueil d'une personne en stage pour la réalisation d'un état des lieux et contribution à la définition d'une stratégie de gestion des seuils en rivières sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées**

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de la mission de suivi et d'entretien des 33 seuils de l'Institution Adour, il convient d'établir une stratégie de gestion future de ces ouvrages, notamment dans le département des Hautes-Pyrénées.

En effet, au fil du temps, les raisons ayant entraîné la construction initiale de ces ouvrages ont évolué, voire disparu, tandis que d'autres usages se sont ajoutés ou développés en tirant profit de l'existence de ces seuils et, en particulier, du plan d'eau qui se crée à son amont immédiat. Dans ce cadre, l'Institution Adour souhaite, dans un premier temps, disposer d'un état des lieux aussi complet que possible sur ces ouvrages et leurs usages connexes, et, dans un second temps, élaborer une stratégie dans leur gestion future.

Il est proposé de faire appel à une personne en stage sur une durée de 4 mois, sur la période du 1er avril au 31 juillet 2020 correspondant à 574 heures de présence effective, afin de contribuer à cette démarche, dans un encadrement par le service « Biodiversité » de l'Institution Adour.

Le stage comprendra donc trois phases successives : faire le point sur la propriété des seuils du bassin de l'Adour dans le département des Hautes-Pyrénées ; élaborer l'état des lieux des 15 ouvrages (description technique, situation administrative et réglementaire), ainsi que des usages et enjeux à proximité (continuité écologique, réseaux, ouvrages d'art, point de prélèvement agricole, loisirs nautiques…) ; au regard de l'état des lieux, proposer des scénarios de gestion pour ces ouvrages à court, moyen et long terme, avec un regard particulier, pour chacun d'entre eux, sur l'intérêt de le

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

maintenir ou pas. Ces propositions de scénarios de gestion devront inclure un raisonnement global à l'échelle de l'axe Adour.

La durée du stage étant supérieure à 8 semaines, elle emporte l'obligation d'une gratification de stage.

Coût estimatif : 3 500 € TTC, incluant la gratification de stage et les frais de déplacement, etc.

Ce stage et son coût ont été portés dans les orientations budgétaires 2020.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De valider l'accueil d'une personne en stage au sein du service « biodiversité » pour la réalisation d'un état des lieux et contribution à la définition d'une stratégie de gestion des seuils en rivières sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées
- D'autoriser le Président de l'Institution Adour à signer la convention de stage entre l'Institution Adour et l'université de Brest pour l'accueil de cette personne et tout document y afférant

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Année universitaire 2019/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

UBO
université de bretagne occidentale

# Convention de stage n° 39343 entre

*Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots "stagiaire", "enseignant référent", "tuteur de stage", "représentant légal", et "étudiant" sont utilisés au masculin.*

**1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT ou DE FORMATION**

**Nom :** UNIVERSITE DE BREST
**Adresse :** CS 93837 29238 BREST
**Représenté par (signataire de la convention) :**
**Matthieu GALLOU**
Qualité du représentant : **Président**
**Composante/UFR :** UFR SCIENCES ET TECHNIQUES
**Adresse (si différente de celle de l'établissement) :** 6, Avenue Victor Le Gorgeu - CS93837 29238 BREST CEDEX 3
**Tél :** 02.98.01.61.22
**Mél :** scolarite.sciences@univ-brest.fr

**2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL**

**Nom :** INSTITUTION ADOUR
**Adresse :** 38 rue Victor Hugo 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX FRANCE
**Représenté par (nom du signataire de la convention) :**
Mr CARRERE Paul
**Qualité du représentant :** Président de l'Institution Adour
**Service dans lequel le stage sera effectué :**
BIODIVERSITÉ
**Tél :** 05 58 46 18 70
**Mél :** secretariat@institution-adour.fr
**Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :** 4 allée des platanes 64100 BAYONNE FRANCE

**3 - LE STAGIAIRE**

**Nom :** POTET **Prénom :** Aude **Sexe :** F **Né(e) le :** 11/03/1997 **Numéro d'étudiant :** 21708396
**Adresse :** 12 rue du Vallon 85200 SAINT-MICHEL-LE-CLOUCQ FRANCE
**Tél :** **Portable :** 0643349529 **Mél :** Aude.Potet@etudiant.univ-brest.fr
**INTITULÉ DE LA FORMATION OU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) :**
Master 2 UA - Environnement et Aménagement
**Nombre d'heures de formation :** Plus de 200 heures.

**SUJET DE STAGE** : Réalisation d'un état des lieux et contribution à la définition d'une stratégie de gestion des seuils en rivières sous gestion de l'Institution Adour dans le département des Hautes-Pyrénées (65)
**Dates :** du 01/04/2020 au 31/07/2020
**Correspondant à** 574 heures **de présence effective dans l'organisme d'accueil**
**et représentant une durée totale de** 3 mois 16 jour(s) et 0 heure(s)
**Commentaire :**

En aucun cas la date de fin de stage ne pourra être postérieure à la date de délibération du jury du diplôme postulé ou, pour les années non diplômantes, au 31/08 de l'année en cours.

**Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement**
**Nom et prénom de l'enseignant référent :**
BIORET Frederic
**Tél :**
**Mél :** Frederic.Bioret@univ-brest.fr

**Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil**
**Nom et prénom du tuteur de stage :**
BIGOT Andries
**Fonction :** Chargé de Projet continuité écologique
**Tél :** 05 59 46 51 85
**Mél :** andries.bigot@institution-adour.fr

Caisse Primaire d'Assurance Maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) :

Date d'impression : 05-02-2020 13:49:59

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

**Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

**Article 2 - Objectif du stage**

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle.
Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.
Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITÉS CONFIÉES :

- collecte d'information sur les ouvrages auprès d'acteurs de l'eau (enquêtes et archives)-visites de terrain des ouvrages-analyse de données + mise en place d'une base de données-élaboration de scénarios de gestion à court, moyen et long terme-réunion de travail

Compétences à acquérir ou à développer :

connaissances/expériences dans la gestion des cours d'eau, la continuité écologique ou l'hydromorphologie. - sens de l'organisation et rigueur, qualités relationnelles et rédactionnelles, prise d'initiative et autonomie -connaissance outil informatique et SIG

**Article 3 - Modalités du stage**

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de **35.00** heures sur la base d'un **Temps Plein**.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

**Article 4 - Accueil et encadrement du stagiaire**

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement. L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc..)

.....

**Article 5 - Gratification - Avantages**

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.
La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.
La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement, et le transport.

**(Article 5 suite)** L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.
En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.
La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du stagiaire dans l'organisme.
LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à **3.90** euros Net par heure.
Modalités de versement de la gratification : **Virement bancaire**

**Article 5 bis - Accès aux droits des salariés - Avantages**

(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

**Article 5ter - Accès aux droits des agents - Avantages**

(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre son domicile et son lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS *(associés à l'article 5bis ou 5ter selon le statut public ou privé de l'organisme d'accueil) :*

**Article 6 - Régime de protection sociale**

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur. Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité sociale lorsque celle-ci le demande.
Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

**6.1 - Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la Sécurité sociale :**

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.
Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre du régime étudiant de l'article L.412-8 2° du code de la Sécurité sociale.
En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2e de l'article L.412-8, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

**6.2 - Gratification supérieure à 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale :**
Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité sociale.
L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L.411-1 et suivants du code de la Sécurité sociale.
En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

**6.3 - Protection maladie du stagiaire à l'étranger :**
1) Protection issue du régime étudiant français

- pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en universités) ;

- dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale Étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français, base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil
En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

☐ **OUI** : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français.

☐ **NON** : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant.

Si aucune case n'est cochée, le 6.3-1 s'applique.

**6.4 - Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger**
1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :
- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale (cf point 5), et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit ;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

**(Article 6.4 suite)**
3) La couverture concerne les accidents survenus :
- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage,
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage,
- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage),
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1) n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :
- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en dehors de l'organisme d'accueil ou en dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

**Article 7 - Responsabilité et assurance**
L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.
Pour les stages à l'étranger ou outre-mer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.
Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.
Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

**Article 8 - Discipline**
Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.
Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.
En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

**Article 9 - Congés - Interruption du stage**
En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :
Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS24_2020-DE

**(Article 9 suite)**

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

**Article 10 - Devoir de réserve et confidentialité**

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

**Article 11 - Propriété intellectuelle**

Conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

**(Article 11 suite)**

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité consentie, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

**Article 12 - Fin de stage - Rapport - Evaluation**

1) Attestation de stage : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L.351-17 du code de la sécurité sociale.

2) Qualité du stage : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage. Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Évaluation de l'activité du stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent (ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définis en accord avec l'enseignant référent).

4) Modalités d'évaluation pédagogiques : **Soutenance**

NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) :

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

**Article 13 - Droit applicable - Tribunaux compétents**

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.

Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

---

FAIT À Brest le .....

**POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT**

**Pour Le Président de l'Université,**

**P/d La Directrice des études et de la vie étudiante**

**POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL**

**Paul CARRERE**

**STAGIAIRE (ou son représentant légal le cas échéant)**

le stagiaire certifie avoir transmis une attestation de responsabilité civile à sa composante.

**Aude POTET**

**L'enseignant référent du stagiaire**

**Frederic BIORET**

**Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil**

**Andries BIGOT**

Fiches à annexer à la convention : 1) Attestation de stage / 2) Fiche de stage à l'étranger (pour informations sécurité sociale voir site cleiss.fr - pour fiche pays voir site diplomatie.gouv.fr) / 3) Autres annexes (le cas échéant)

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

**INSTITUTION ADOUR**
********

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour
*****

**Séance du 13 février 2020**
(Convocation du 31 janvier 2020)

Aujourd'hui, le treize février deux mille vingt à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Barbara Hendricks au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :
Mesdames Isabelle CAZALIS, et Céline SALLES
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Francis BETBEDER, Robert CABE, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Pierre CASABONNE, Philippe CASTETS, Pierre CAZERES, Michel CHANUT, Jean-Jacques DANE, Christian DUCOS, Jean GUILHAS, Serge JOURDAN, Bernard KRUZYNSKI, Bernard LABADIE, Vincent LAGROLA, Yves LAHOUN, Pierre LAJUS, Denis LANUSSE, Roger LARRODE, Vincent LESPERON, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard ZACCHELLO

Etaient excusés :
Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Christine FOURNADET
Messieurs Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Bernard VERDIER, Bernard LOUGAROT, Sylvain MAUDOU, Philippe BARON, Guy BERGES, Laurent CIVEL, Jean-Léon CONDERANNE, Jean-Claude DEYRES, André DROUIN, Michel DUBOSC, Pierre DUCARRE, Jean-Jacques DUTOYA, Dominique LABARBE et Jean-Jacques SOLANS

Secrétaire de séance :
Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Conventions / Biodiversité - Poissons migrateurs : contrat de partenariat multipartite pour la gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour (période 2020-2027)**

**Exposé des motifs :**

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers constitue un schéma d'orientation stratégique visant la préservation et la restauration des espèces amphihalines dans le bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers. Il est intégré dans les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne et son programme de mesures (PDM).

L'élaboration, le suivi et la révision du Plagepomi sont du ressort d'un comité de gestion spécifique (Cogepomi) ; et sa mise en œuvre pratique relève d'actions de divers maîtres d'ouvrage, dans le cadre d'obligations réglementaires (restauration de la continuité écologique, suivis halieutiques, etc.) ou d'opérations volontaires (acquisition de connaissances, etc.).

Depuis 1999, l'Institution Adour assure une mission d'animation des travaux du Cogepomi et de la mise en œuvre du Plagepomi, en collaboration avec des acteurs institutionnels (DREAL Nouvelle-Aquitaine, Office français de la biodiversité, Agence de l'eau Adour-Garonne) et des structures techniques (dont l'association Migradour).

De 2003 à 2012, cette mission d'animation menée par l'IA avait fait l'objet de conventions pluriannuelles multipartites (d'abord AEAG-IA, puis AEAG-DREAL-IA-Onema).

Sur proposition de l'AEAG, un nouveau contrat de partenariat sera établi pour la période 2020-2027. Cette période correspond à celle de l'achèvement du Plagepomi Adour-côtiers en cours (2015-2021) et à celle de mise en œuvre du Plagepomi suivant (2022-2027). Les signataires de l'accord seront l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'État (DREAL), l'Office français de la biodiversité, la Région Nouvelle-Aquitaine, l'Institution Adour et l'association Migradour.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

L'objet de ce contrat est de définir un programme pour la gestion des poissons migrateurs du bassin en cohérence avec les objectifs du Plagepomi, et regroupant des actions récurrentes considérés comme indispensables à sa réussite. Les engagements de l'Institution Adour et de Migradour sont de mener à bien les missions de base qui leur sont respectivement confiées dans ce cadre (3 volets : animation du programme, par l'Institution Adour ; suivis biologiques et restauration de la population de saumon, par Migradour). Les engagements des partenaires financiers (AEAG, Région, État) sont, en cas de ressources financières limitées, de concentrer leurs moyens sur le socle minimal constitué par ce programme de base ; les autres actions complémentaires du programme annuel, relatives à la gestion des habitats et des espèces, à la restauration de la libre circulation, à l'amélioration des connaissances et à la communication seront accompagnées selon les capacités financières de chaque partenaire. L'engagement de l'État est également d'assurer la cohérence de ces actions avec les objectifs stratégiques du Plagepomi. L'OFB apportera un appui technique en tant que de besoin.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- De valider le principe du contrat de partenariat multipartite pour la gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour sur la période 2020-2027
- D'autoriser le Président à signer la convention entre l'Institution Adour et les autres parties concernées (agence de l'eau Adour-Garonne, État, Office français de la biodiversité, Région Nouvelle-Aquitaine, association Migradour)
- D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 13 février 2020 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

# CONTRAT DE PARTENARIAT
# ENTRE
# L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
# L'ÉTAT,
# L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE,
# LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE
# LE SYNDICAT MIXTE INSTITUTION ADOUR,
# L'ASSOCIATION MIGRATEURS MIGRADOUR,
# POUR LA GESTION DES POISSONS MIGRATEURS DU BASSIN DE L'ADOUR
## Années 2020-2027

---

**Entre :**

**L'agence de l'eau Adour-Garonne**, établissement public de l'État, représentée par son directeur général, Monsieur Guillaume CHOISY, et désignée ci-après par le terme « l'Agence ».

**L'État,** représenté par la préfète de région Nouvelle-Aquitaine, présidente du COGEPOMI Adour et cours d'eau côtiers, Madame Fabienne BUCCIO, et désigné ci-après par le terme « l'État »,

L'OFB, établissement public de l'État, représenté par son directeur régional de Nouvelle-Aquitaine, Monsieur Nicolas SURUGUE, et désigné ci-après par le terme « l'OFB »,

La **Région Nouvelle-Aquitaine**, représentée par son président, Monsieur Alain ROUSSET et désignée ci-après par le terme «la région»,

**Le Syndicat mixte Institution Adour**, représenté par son président, Monsieur Paul CARRÈRE et désigné ci-après par le terme «l'Institution Adour»,

**L'association Migrateurs MIGRADOUR**, représentée par son président, Monsieur Olivier BRIARD et désigné ci-après par le terme « MIGRADOUR ».

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

**Il a été convenu ce qui suit :**

# Article 1 - **Contexte du bassin de l'Adour**

## 1.1 **Un plan de gestion des poissons migrateurs - PLAGEPOMI**

Le plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers constitue un schéma d'orientation stratégique visant la préservation et la restauration des espèces amphihalines dans le bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers.

Il est intégré dans les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne et son programme de mesures (PDM).

Sept espèces sont considérées : l'anguille européenne, la grande alose, l'alose feinte, le saumon atlantique, la truite de mer, la lamproie marine et la lamproie de rivière. Elles font l'objet de toutes les attentions compte tenu de la richesse écologique, patrimoniale, et pour certaines économique, qu'elles représentent.

## 1.2 **Des objectifs stratégiques par territoires et par espèces migratrices**

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019 avait identifié des enjeux par territoires et par espèces migratrices, au regard desquels il avait préconisé des mesures regroupées en 5 axes : connaître, préserver et restaurer les habitats et les continuités écologiques ; acquérir et utiliser les connaissances nécessaires à la gestion ; restaurer les populations ou soutenir les effectifs, par des repeuplements ou des transferts d'individus ; encadrer l'exploitation durable des espèces ; piloter la mise en œuvre du Plagepomi.

Le bilan intermédiaire, élaboré en 2017-2018 et validé par le Cogepomi au premier semestre 2018, avait permis d'actualiser le bilan et, le cas échéant, de faire évoluer les préconisations.

Les grandes lignes de ces enjeux, de l'appréciation initiale et des éléments ressortant du bilan intermédiaire sont rapportés dans l'annexe 1.

## 1.3 **Une organisation opérationnelle prévue par le PLAGEPOMI**

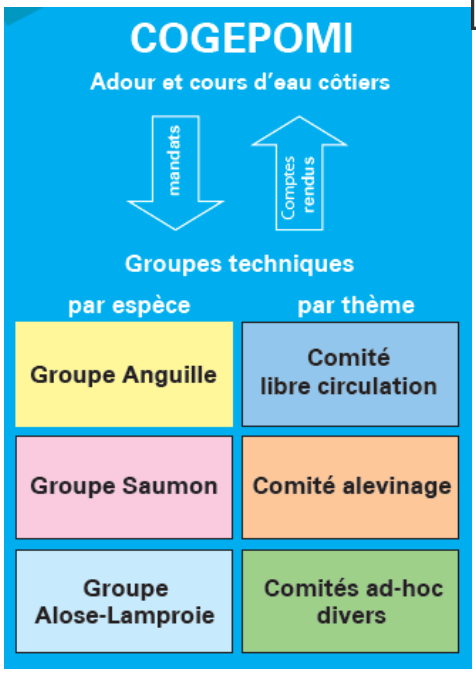
Le code de l'environnement définit le cadre des comités de gestion des poissons migrateurs : leur périmètre géographique de compétence (art. R436-47), leurs missions (art. R436-48), leur composition générale (art. R436-49), le mandat de leurs membres (art. R436-50), leur fonctionnement annuel (art. R436-51) et les conditions de validité de leurs délibérations (art. R436-52).

Chaque Cogepomi a la latitude de l'organisation pratique de ses travaux. Le Cogepomi Adour-côtiers a choisi de s'appuyer sur des groupes techniques, composés de membres statutaires du comité et de membres invités, chargés, selon les besoins, de traiter des sujets par espèce ou par thème.

Le schéma ci-après, porté dans le Plagepomi Adour-côtiers actuellement en vigueur (mesure « MP01 – Organiser la mise en œuvre du Plagepomi »), représente l'organisation pratique retenue par ce comité.

Les travaux du Cogepomi et de ses groupes techniques sont organisés par la DREAL Nouvelle-Aquitaine (secrétariat du Cogepomi) et l'Institution Adour, au titre de la mission d'animation prévue dans le Plagepomi Adour-côtiers en vigueur (mesure « AC01 – Animer la mise en œuvre du Plagepomi »).

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE




## Article 2 - **Objet du contrat**

Les partenaires s'accordent pour définir un **programme d'intérêt général** pour la **gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour**, cohérent avec les objectifs du plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) approuvé par l'État, et désigné par « programme migrateurs » dans la suite du présent document et dans ses annexes.

Ce programme est constitué **d'un programme de base,** regroupant des actions **récurrentes minimales et indispensables** à sa réussite. En cas de ressources financières limitées, ce programme de base constitue le socle minimum sur lequel les partenaires financiers devront, en priorité, concentrer leurs moyens.

Les actions du **programme de base** sont réparties en 3 volets (Cf. annexe 2) :

- Animation du programme,
- Suivis biologiques,
- Élevage et repeuplements pour soutenir les stocks de saumons en vue de la restauration de la population.

Les autres actions **complémentaires** du programme annuel, relatives à la gestion des habitats et des espèces, à la restauration de la libre circulation, à l'amélioration des connaissances et à la communication seront accompagnées selon les capacités financières de chaque partenaire.

La réglementation de la pêche n'est pas reprise dans ce contrat, s'agissant d'un volet relevant spécifiquement de l'État.

## Article 3 - **Engagement des signataires**

### 3.1 **Engagement de l'agence de l'eau**

L'Agence s'engage à présenter devant ses instances en priorité le financement du programme de base, dans la limite des enveloppes prévues et dans les conditions maximales indiquées l'annexe 2.

L'attribution des aides reste conditionnée au respect des dispositions générales d'attribution et à l'existence de disponibilités budgétaires à l'Agence.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

### 3.2 **Engagement de l'État**

L'État s'engage à assurer la cohérence entre les actions proposées au titre du présent contrat et les objectifs stratégiques du PLAGEPOMI. À ce titre, il valide le contenu du programme annuel et atteste que les actions que se propose de réaliser l'association MIGRADOUR relèvent de l'intérêt général du programme migrateur du bassin de l'Adour (Cf. application de la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations).

Il s'engage à veiller à une mobilisation optimale des crédits publics dont il assume la gestion afin de contribuer au plan de financement des actions pour la durée du contrat.

Il assure la cohérence des volets règlementaires relatifs à la libre circulation et à la pêche avec les objectifs du programme.

L'État co-anime le groupe « migrateurs Adour ».

### 3.3 **Engagement de l'OFB**

L'OFB apporte son appui technique en tant que de besoin, aux actions engagées au titre du présent contrat.

### 3.4 **Engagement de la région Nouvelle Aquitaine**

Les poissons migrateurs sont les espèces repères en matière de définition de la trame bleue des schémas régionaux de cohérence écologique co-pilotés par les Régions.

La Région s'engage à veiller à la cohérence des actions conduites au titre du présent contrat avec les politiques régionales concernées (eau, biodiversité et continuité écologique).

Elle s'engage également à veiller à une mobilisation optimale des crédits publics dont elle assume la gestion afin de contribuer au plan de financement du programme pour la durée du contrat.

### 3.5 **Engagement de l'Institution Adour**

L'Institution assure l'animation du « programme migrateurs Adour-côtiers » (missions identifiées dans l'annexe 3), sous réserve de leur financement.

### 3.6 **Engagement de l'association MIGRADOUR**

L'association met en œuvre les actions du programme dont celles figurant dans l'annexe 2 (suivi des populations et de soutien des stocks de saumons) sous réserve de leur financement.

Elle s'engage à informer régulièrement les signataires de l'avancement des actions ; elle procède à leur suivi-évaluation.

## Article 4 - **Modalités de programmation et de financement des actions**

Le programme complet (programme de base + actions complémentaires) est soumis annuellement à la validation d'un **comité des financeurs** comprenant les membres du secrétariat technique de bassin (État, AFB, Agence) et des représentants de la région Nouvelle Aquitaine. Ce comité se réunit chaque année en septembre afin de valider le contenu technique des actions, faciliter la finalisation des plans de financements et organiser la cohérence du montage financier des dossiers.

Les dossiers de demande d'aide sont déposés auprès des partenaires financiers au plus tard au dernier trimestre de l'année n pour une mise en œuvre dans l'année n+1.

Le présent contrat prend en compte la période d'activité 2020-2027.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

## Article 5 - **Suivi et évaluation**

Chaque signataire du présent contrat désigne un correspondant en charge de son suivi qui se réalise dans le cadre du groupe « migrateurs Adour ».

Ce groupe prend connaissance une fois par an de l'état d'avancement des actions du programme de base et valide le programme technique de l'année à venir.

## Article 6 - **Durée du contrat de partenariat**

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature et est applicable jusqu'au 31 décembre 2027.

Il pourra donner lieu à un avenant pour intégrer les évolutions du PLAGEPOMI 2022-2027.

Fait, à Toulouse en 6 exemplaires, le

**Le directeur général**
**de l'agence de l'eau Adour-Garonne**

**La préfet de région Nouvelle-Aquitaine**
**Présidente du COGEPOMI Adour**
**et cours d'eau côtiers**

**Le directeur régional**
**De l'Office français pour la Biodiversité**

**Le président**
**du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président**
**de l'Institution Adour**

**Le président**
**de l'association MIGRADOUR**

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

# ANNEXE 1 - Enjeux par sous-territoire et par espèces, dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019 avait identifié des enjeux par territoires et par espèces migratrices, au regard desquels il avait préconisé des mesures regroupées en 5 axes : connaître, préserver et restaurer les habitats et les continuités écologiques ; acquérir et utiliser les connaissances nécessaires à la gestion ; restaurer les populations ou soutenir les effectifs, par des repeuplements ou des transferts d'individus ; encadrer l'exploitation durable des espèces ; piloter la mise en œuvre du Plagepomi.

### 1) Les enjeux par sous-bassins

Les principaux enjeux de la pérennité des espèces amphihalines dans le bassin Adour-côtiers (disponibilité, accessibilité et fonctionnalité des habitats ; durabilité de l'éventuelle exploitation par la pêche ; etc.) concernent la totalité de ce territoire. Cependant, certains sous-bassins présentent des enjeux particuliers ou plus prioritaires.

- estuaire de l'Adour : pollutions (impacts potentiels sur l'anguille) ; gestion de la pêche professionnelle ;
- sous-bassin de l'Adour fluvial : difficulté de connaissance de l'abondance de certaines espèces migratrices (aloses et lamproies, notamment) ; baisse de fonctionnalité des habitats de grande alose et de lamproie marine ; gestion de la pêche de la grande alose ;
- sous-bassin du gave de Pau : recolonisation par le saumon atlantique (repeuplement et continuité écologique) ;
- sous-bassin du gave d'Oloron : impacts des activités anthropiques (transport solide) sur les habitats des salmonidés ; colonisation par la grande alose ; gestion de la pêche du saumon à la ligne ;
- bassin de la Nivelle : gestion de la pêche en baie de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure ; continuité écologique ; effets, à moyen et long terme, du barrage écrêteur de crues le transport solide ;
- cours d'eau côtiers : habitats pour l'anguille ; continuité écologique ; gestion de la pêche de l'anguille ;
- barthes : habitats pour l'anguille ; continuité écologique ; conciliation d'usages.

### 2) Les enjeux par espèces

Le Plagepomi 2015-2019 présente un bilan par espèce, sur l'état et les évolutions de la population et des pressions qu'elle subit dans le bassin. Ce bilan initial avait été réalisé sur la base des informations disponibles en 2013-2014, formait le socle sur lequel étaient bâties les « mesures de gestion » de ce plan. Un bilan intermédiaire de mise en œuvre, réalisé en 2017-2018 et validé par le Cogepomi au premier semestre 2018, a avait permis d'actualiser le bilan et, le cas échéant, de faire évoluer les préconisations de gestion.

#### *Enjeux communs : habitats fonctionnels et accessibles et, le cas échéant, exploitation halieutique durable*

Parmi les enjeux primordiaux communs à toutes ces espèces :

- la disponibilité et l'accessibilité d'habitats fonctionnels, ce qui nécessite, sur certains axes, la restauration d'une continuité écologique tant sédimentaire que piscicole.
- l'encadrement de la pêche pour que le niveau d'exploitation d'une espèce reste compatible avec sa pérennité.

#### *Grande alose : porter une attention particulière à l'évolution de l'espèce dans le bassin*

La Plagepomi souligne la difficulté à apprécier correctement l'abondance de l'espèce dans le bassin, tout en pointant des indices qui incitent à la vigilance (baisse des rendements de pêche ; probable perte de fonctionnalité des territoires qui ont constitué des habitats favorables), et la nécessité d'améliorer la migration de montaison.

Le bilan intermédiaire n'a pas révélé d'évolution de l'espèce que des pressions qu'elle subit. L'appréciation initiale et les préconisations sont donc restées inchangées.

#### *Alose feinte : une espèce à mieux connaître*

L'alose feinte, pour laquelle les lacunes en termes de connaissances sont fortes, doit faire l'objet d'effort pour disposer d'indicateurs fiables sur sa population (effectifs et habitats) et sur ses pressions.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

Le bilan intermédiaire souligne qu'aucun élément de connaissance biologique n'a été acquis sur cette espèce depuis l'adoption du Plagepomi 2015-2019. L'appréciation initiale et les préconisations sont donc restées inchangées.

***Anguille : contribuer localement à la restauration européenne***

La situation préoccupante de l'anguille dans le bassin Adour-côtiers résulte de multiples facteurs (dégradation de la qualité des milieux et des habitats ; obstacles à la migration ; pêche ; etc.), sur lesquels le Plagepomi incite à agir pour infléchir la tendance d'évolution.

Le bilan intermédiaire ne révèle pas d'évolution majeure (même au regard de l'amélioration des remontées observées au niveau national dans le cadre du suivi du plan national de gestion de l'anguille). L'appréciation initiale et les préconisations sont donc restées inchangées.

***Lamproie marine : accroître la vigilance pour une gestion durable***

Les enjeux sur la lamproie marine sont ceux du manque de connaissances sur l'abondance de l'espèce, des entraves à la migration de montaison (y compris sur les parties aval de certains axes), et de la dégradation très sensible de la fonctionnalité des habitats de l'espèce sur l'Adour fluvial. L'acquisition de connaissances est indispensable pour parvenir à dégager une vision globale du fonctionnement de la population de cette espèce dans le bassin et de mieux en orienter la gestion.

Le bilan intermédiaire souligne une évolution défavorable de l'espèce à l'échelle nationale, sur des bassins versants de dimensions variées et soumis à des pressions différentes laissant entrevoir une cause plus générale et peut-être marine. Le bilan « local » a été modifié pour tenir compte de cette évolution globale de l'espèce.

***Lamproie de rivière : engager un suivi minimal et préserver les habitats***

Cette espèce accuse un manque significatif de connaissances, même quant à sa répartition dans les cours d'eau du territoire Adour-côtiers. Outre la mise en place d'un suivi minimal, l'ensemble des actions visant à réduire les pressions sur les milieux contribuera à la préservation de l'espèce.

Le bilan intermédiaire souligne qu'aucun élément de connaissance biologique n'a été acquis sur cette espèce depuis l'adoption du Plagepomi 2015-2019, et que l'évolution des conditions de milieux n'a pas été dans le sens d'une amélioration substantielle de la situation de l'espèce. L'appréciation initiale et les préconisations sont donc restées inchangées.

***Saumon atlantique : consolider la restauration et gérer durablement la ressource***

Pour cette espèce, l'objectif est d'atteindre une « bonne » colonisation et utilisation des zones accessibles, y compris dans le sous-bassin du gave de Pau en cours de recolonisation par les efforts combinés d'un repeuplement par alevinage et d'une restauration de la continuité écologique. Les enjeux sont liés aux habitats, dans l'accessibilité (restauration de la continuité écologique) et leur fonctionnalité dégradée par les activités humaines (perturbation de la granulométrie par un manque d'apports de matériaux grossiers et par de trop forts apports de matières fines ; variations artificielles et trop brutales des niveaux d'eau lors des éclusées). Enfin, l'exploitation de l'espèce par la pêche professionnelle et par la pêche de loisir fait l'objet d'une attention particulière, tant pour sa connaissance que pour son encadrement réglementaire.

Le bilan intermédiaire n'avait pas souligné d'évolution significative, même si l'appréciation était modulée par sous-bassin : dans les sous-bassins sans intervention de réintroduction / alevinage (Nive et gave d'Oloron), les effectifs observés ou estimés de géniteurs remontés dans le bassin restent dans la gamme des effectifs des années précédentes ; - dans le sous-bassin du gave de Pau, qui fait l'objet d'une réintroduction par alevinage, les effectifs des remontées semblent sur une tendance d'augmentation, tendance qui doit être relativisée par rapport aux effectifs d'alevins déversés. Globalement, L'appréciation initiale et les préconisations sont donc restées inchangées.

***Truite de mer : comprendre la dynamique***

La dynamique de la population de truite, partagée entre sa fraction qui reste sédentaire (truite de rivière) et sa fraction qui devient migratrice (truite de mer), est complexe et ses mécanismes restent mal connus. La truite de mer bénéficiera des mesures envisagées pour le saumon atlantique en matière de gestion des habitats et de continuité écologique.

Le bilan intermédiaire n'a pas pointé d'évolution de l'état de l'espèce ni des pressions qu'elle subit. Le bilan et les préconisations sont restés inchangés.

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

# ANNEXE 2 - Programme de base

***Le programme de base*** *est constitué par les* ***actions récurrentes*** *(animation du programme, suivis biologiques et soutien des stocks) reconnues comme indispensables à la mise en œuvre du PLAGEPOMI et à son évaluation par les partenaires. Les coûts maximaux sont fournis à titre indicatifs.*

**Présentation des actions par volets et des coûts annuels du programme**

| ***volet*** | ***actions*** | ***Évaluation coût annuel maximal*** |
|---|---|---|
| *Animation et communication* | *Animation du « programme migrateurs » du bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers* | *80 000* |
| *Suivis biologiques* | *Suivis des stations de contrôles des migrations*<br>*Suivi de la reproduction des espèces*<br>*Contrôle de la production de juvéniles*<br>*Suivis anguilles (réseau spécifique de suivi des populations en place)*<br>*Suivi du site index Soustons* | *655 000* |
| *Élevage et repeuplements pour le soutien des stocks de saumon* | *Stabulation de géniteurs enfermés, reproductions artificielles, élevage des alevins et lâchers dans le milieu naturel (Gave de Pau et Ouzom)* | *155 000* |
| ***TOTAL GENERAL*** | | ***890 000*** |

Envoyé en préfecture le 18/02/2020
Reçu en préfecture le 18/02/2020
ID : 040-254002264-20200213-CS25_2020-DE

# ANNEXE 3 - Animation du « programme migrateurs » du bassin de l'Adour et des cours d'eau côtiers

*L'animation du programme comprend les missions suivantes :*

- **Programmation-coordination (en s'appuyant sur la gouvernance du Cogepomi Adour-cours d'eau côtiers)**
  - Déclinaison des mesures du PLAGEPOMI en proposition de programmes opérationnels annuels du bassin
  - Préparation de la programmation annuelle des actions (actions, maîtrise d'ouvrage, coût, financement)
  - Suivi de l'avancement des dossiers (appui au montage des dossiers si nécessaire)
  - Organisation de réunions de coordination tant technique que financière

- **Information-sensibilisation**
  - Information des acteurs de terrain concernés par les poissons migrateurs,
  - Sensibilisation des élus, du grand public et ponctuellement des scolaires au patrimoine représenté par les migrateurs

- **Suivis et évaluation du programme**
  - Proposition et alimentation d'un tableau de bord de suivi du programme,
  - Partage d'informations avec le COGEPOMI (remontée des actions et bilans locaux au COGEPOMI, diffusion locale des avis et décisions du COGEPOMI)